



Bulletin Officiel

N° 5836 Mardi 16 Avril 2019

www.cmf.tn

24^{ème} Année

ISSN 0330-7174

COMMUNIQUEES DU CMF

RAPPEL AU SOCIETES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018

2-3

RAPPEL AU SOCIETES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

4

AVIS DE SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE (SANS RECOURS A L'APPEL PUBLIC A L'EPARGNE)

ADVANS TUNISIE SA

5-9

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE (SANS RECOURS A L'APPEL PUBLIC A L'EPARGNE)

BANQUE TUNISO-KOWEITTIENNE - BTK - GROUPE BPCE -

10-15

EMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS

BEST LEASE

16-18

AUGMENTATIONS DE CAPITAL

BANQUE NATIONALE AGRICOLE - BNA -

19-24

COMMUNIQUE ARAB TUNISIAN LEASE - ATL -

25

AUGMENTATION ARAB TUNISIAN LEASE - ATL -

26-30

EMISSIONS D'EMPRUNTS OBLIGATAIRES

TUNISIE LEASING ET FACTORING « TLF 2019-1 »

31-36

ATTIJARI LEASING « 2019-1 »

37-41

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE - UBCI -

42-43

COMMUNIQUE DE PRESSE

MANUFACTURE DE PANNEAUX BOIS DU SUD - MPBS -

44

ASSEMBLEES GENERALES ORDINAIRES

GAT ASSURANCES

45

SOCIETE GAT VIE

46

COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES TUNISO-EUROPENNE VIE « CARTE VIE »

47

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL -

48

SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE

49

SICAV L'INVESTISSEUR

50

PROJETS DE RESOLUTIONS AGO

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL -

51-52

GAT ASSURANCES

53-54

SOCIETE GAT VIE

55-56

COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES TUNISO-EUROPENNE VIE « CARTE VIE »

57-58

INFORMATIONS POST AGO

SIOS ZITEX

59-63

VALEURS LIQUIDATIVES DES TITRES OPCVM

64-65

ANNEXE I

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

ANNEXE II

ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018

- WIFACK INTERNATIONAL BANK - WIB -
- CIL
- SIMPAR
- CARTE VIE
- SICAV L'INVESTEUR
- SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE
- ATTIJARI FCP CEA

ANNEXE III

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES ARRETES AU 31 DECEMBRE 2018

- WIFACK INTERNATIONAL BANK - WIB -
- CIL

COMMUNIQUE DU CMF

**RAPPEL AUX SOCIETES FAISANT
APPEL PUBLIC A L'EPARGNE**

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux sociétés faisant appel public à l'épargne, qu'elles sont tenues, en vertu **des articles 3 et 3 bis de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier (1) et de l'article 45 du règlement du conseil du marché financier relatif à l'appel public à l'épargne**, de :

1. Déposer ou d'adresser, sur supports papier et magnétique, au Conseil du Marché Financier et à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, **dans un délai de quatre mois, au plus tard, de la clôture de l'exercice comptable et quinze jours, au moins, avant la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**
 - L'ordre du jour et le projet de résolutions proposés par le conseil d'administration ou par le directoire;
 - Les documents et les rapports prévus, selon le cas, par les articles 201 et 235 du code des sociétés commerciales et l'article 471 dudit code,
 - Une copie originale des rapports du ou des commissaires aux comptes visés, selon les cas, aux articles 200, 269 et 472 du code des sociétés commerciales ;
 - Le document d'information établi conformément à l'annexe 3 du règlement du CMF sus-mentionné.
2. Publier au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis, ses états financiers annuels **accompagnés du texte intégral de l'opinion du commissaire aux comptes et ce, dans les délais sus-visés.**

Ainsi, pour l'exercice comptable 2018, les sociétés concernées doivent prendre les dispositions nécessaires à l'effet de respecter les obligations sus-indiquées et ce, au plus tard le 30 avril 2019.

Dans ce cadre, le Conseil du Marché Financier attire l'attention des sociétés faisant appel public à l'épargne, soumises à des obligations sectorielles spécifiques, sur la nécessité de

- Suite -

prendre les mesures nécessaires et les précautions qui s'imposent en vue de respecter les délais légaux sus-mentionnés.

Il est, également, rappelé aux sociétés faisant appel public à l'épargne, qu'en vertu des dispositions **des articles 3 ter et 3 quater de la loi sus-visée**, elles doivent :

- 1- Déposer ou adresser au conseil du marché financier et à la bourse des valeurs mobilières de Tunis dans un délai de quatre jours ouvrables qui suivent la date de la tenue de l'assemblée générale ordinaire :**
 - Les documents visés à l'article 3 sus-visé, s'ils ont été modifiés,
 - Les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire,
 - L'état d'évolution des capitaux propres en tenant compte de la décision d'affectation du résultat comptable,
 - Le bilan après affectation du résultat comptable,
 - La liste des actionnaires,
 - La liste des titulaires des certificats de droits de vote,
 - La liste des titulaires d'obligations convertibles en actions.
- 2- Publier au bulletin officiel du conseil du marché financier et dans un quotidien paraissant à Tunis dans un délai de trente jours après la tenue de l'assemblée générale ordinaire au plus tard :**
 - Les résolutions adoptées par l'assemblée générale ordinaire,
 - L'état d'évolution des capitaux propres en tenant compte de l'affectation du résultat comptable,
 - Le bilan après affectation du résultat comptable,
 - Les états financiers lorsqu'ils ont subi des modifications.

Les sociétés concernées doivent prendre les dispositions nécessaires à l'effet de respecter les obligations sus-indiquées.

1) Telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.

COMMUNIQUE DU CMF

RAPPEL AUX SOCIETES ADMISES A LA COTE DE LA BOURSE

Le Conseil du Marché Financier rappelle aux sociétés admises à la cote de la Bourse qu'en vertu des dispositions de l'article 21 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier¹, elles sont tenues, de déposer, au Conseil du Marché Financier et à la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, ou de leur adresser des indicateurs d'activité fixés selon les secteurs, par règlement du Conseil du Marché Financier, et ce, au plus tard vingt jours après la fin de chaque trimestre de l'exercice comptable.

Lesdites sociétés doivent procéder à la publication desdits indicateurs trimestriels au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier et dans un quotidien paraissant à Tunis.

Ces indicateurs doivent être établis conformément aux dispositions de l'article 44 bis du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne² et aux indicateurs fixés par secteur à l'annexe 11 de ce même règlement.

Les sociétés concernées doivent prendre les dispositions nécessaires à l'effet de respecter les obligations sus-indiquées en communiquant au CMF, sur support papier et magnétique (format Word) suivant le modèle annexé au présent communiqué, leurs indicateurs d'activité relatifs au 1^{er} trimestre de l'exercice comptable 2019, au plus tard le 20 Avril 2019.

AVIS DES SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

SOCIETE.....

Siège social :

La sociétépublie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au x^{ème} trimestreIndicateurs :

Trimestre de l'exercice comptable N	Trimestre correspondant de l'exercice comptable N-1	Du début de l'exercice comptable N à la fin du trimestre	Du début de l'exercice comptable N-1 à la fin du trimestre correspondant de l'exercice comptable N-1	Exercice comptable N-1

Commentaires

- bases retenues pour leur élaboration ;
- justifications des estimations retenues pour la détermination de certains indicateurs ;
- exposé des faits saillants ayant marqué l'activité de la société au cours de la période considérée et leur incidence sur la situation financière de la société et des entreprises qu'elle contrôle ;
- justifications des éventuels écarts par rapport aux prévisions déjà publiées ;
- informations sur les risques encourus par la société selon son secteur d'activité.

Si les indicateurs publiés ont fait l'objet d'une vérification de la part de professionnels indépendants, il y a lieu de le mentionner et de publier l'avis complet de ces professionnels.

La société peut publier d'autres indicateurs spécifiques à son activité, en plus de ceux mentionnés à l'annexe 11 du règlement du CMF relatif à l'appel public à l'épargne, à condition de :

- définir clairement ces indicateurs, au cas où ils ne relèvent pas de définition strictement comptable selon le référentiel comptable tunisien. Ainsi, tout retraitement pour déterminer de tels indicateurs doit être décrit avec publication des montants tels que retraités, comparé à la même période de l'exercice comptable précédent ;
- justifier leur choix et d'expliquer leur portée ;
- les utiliser de manière continue et ne pas se limiter à les publier dans le souci de donner l'image la plus favorable sur la période considérée.

La société doit fournir des informations sur les indicateurs ayant servi de base pour le calcul du loyer au cas où :

- elle sous-traite ou loue la totalité ou le principal de son activité à des tiers ;
- elle exploite des unités louées auprès de tiers.

¹ Telle que modifiée par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005 relative au renforcement de la sécurité des relations financières.

² Tel qu'approuvé par l'arrêté du ministre des finances du 17 novembre 2000 et modifié par les arrêtés du Ministre des finances du 7 avril 2001, du 24 septembre 2005, du 12 juillet 2006, du 17 septembre 2008 et du 16 octobre 2009.

AVIS DE SOCIETES

Emission d'un Emprunt Obligataire sans recours à l'appel public à l'épargne

ADVANS TUNISIE SA



Société Anonyme au capital de 16 000 000 dinars divisé en 1 600 000 actions de nominal 10 dinars

Siège social : 10 Rue de GRECE - 1001 Tunis - Tunisie

Identifiant unique : 1317726X

Matricule fiscal : 1317726X/A/M/000

Tél : 71 843 600 - Fax : 71 843 600

Objet social : l'octroi de micro-crédits conformément aux dispositions du décret-loi 2011-117 du 05 novembre 2011 organisant l'activité des institutions de microfinance, ainsi que toutes les opérations liées à l'encadrement des initiatives de la clientèle, à sa formation et à son accompagnement, dans le cadre de l'activité d'octroi de micro-crédit .

Emission d'un Emprunt Obligataire **SANS RECOURS A L'APPEL PUBLIC A L'EPARGNE**

« ADVANS 2019-1 »

De 10 000 000 DT susceptible d'être porté à un maximum de 15 000 000 DT

Prix d'émission : 100 DT

1. Décision à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire réunie le **05/04/2019** a autorisé l'émission par la société « Advans Tunisie » d'un ou plusieurs emprunts Obligataires pour un montant global de 40 millions de dinars au cours des exercices 2019 et 2020, et a donné, pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants et arrêter les conditions et les modalités nécessaires.

Usant de ces pouvoirs, le Conseil d'Administration de la société a décidé d'émettre un emprunt obligataire de **10 millions de dinars susceptible d'être porté à 15 millions** de dinars et ce sans recours à l'Appel Public à l'Epargne, selon les conditions suivantes validées par le Conseil d'Administration du **05/04/2019** :

<i>CATEGORIE</i>	<i>DUREE</i>	<i>TAUX D'INTERET</i>	<i>AMORTISSEMENT ANNUEL</i>
Catégorie A	5 ans	13% et/ou TMM+3,5%	Annuel constant par 1/5 à partir de la 1^{ère} année
Catégorie B	7 ans dont 2 ans de grâce	13,5%	Annuel constant par 1/5 à partir de la 3^{ème} année

- Suite -

2-Renseignements relatifs à l'émission

✓ Montant :

Le montant nominal de l'emprunt obligataire est fixé à 10 millions de dinars susceptible d'être porté à 15 millions de dinars divisé en 100 000 obligations susceptible d'être portées à 150 000 obligations de 100 dinars de nominal.

Le montant souscrit de l'emprunt obligataire « ADVANS 2019-1 » fera l'objet d'une publication au bulletin officiel du CMF et de la BVMT.

✓ Période de souscription et de versement :

Les souscriptions et les versements à cet emprunt seront reçus à partir du **02/05/2019** auprès de MAC SA, Intermédiaire en bourse et seront clôturées au plus tard le **01/07/2019**.

Les souscriptions peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant de 15 millions de dinars est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite du nombre des titres émis, soit un maximum de 150 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur à 10 millions de dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **01/07/2019**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 10 millions de dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **01/07/2019**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **31/07/2019** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du CMF et de la BVMT dès la clôture effective des souscriptions.

✓ But de l'émission

L'emprunt obligataire, objet de la présente émission, s'inscrit dans le cadre de la politique de la société visant à faire face à l'accroissement de ses engagements et atteindre les parts de marché cibles en s'orientant vers la mobilisation de ressources stables à moyen et long terme. A ce titre, la société envisage de mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Economie.

1. Caractéristiques des titres émis :

- **Dénomination de l'emprunt** : « ADVANS 2019-1 ».
- **Législation sous laquelle les titres sont créés** : Les obligations sont soumises aux dispositions du Code des Sociétés Commerciales : Livre 4 – Titre premier – Sous titre 5 – Chapitre 3 des obligations.
- **Nature des titres** : Titres de créance.
- **Forme des titres** : Nominatives.
- **Catégorie des titres** : Ordinaire.

- Suite -

- **Modalité et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre d'obligations souscrites, délivrée par la société « Advans Tunisie ».
- **Prix de souscription et Prix d'émission** : Les obligations seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation, payable intégralement à la souscription.
- **Date de jouissance des Intérêts** : Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération. Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **01/07/2019**, seront décomptés et payés à cette dernière date. Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **01/07/2019**.
- **Date de règlement** : Les obligations seront payables en totalité à la souscription.
- **Taux d'intérêt** : Les obligations du présent emprunt seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :
 - Catégorie A : d'une durée de 5 ans au taux fixe de **13%** et/ou variable **TMM+3,5%**
 - Catégorie B : d'une durée de 7 ans avec 2 ans de grâce au taux fixe de **13,50%** l'an

Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans

- **Taux fixe** : Taux annuel brut de **13%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.
- **Taux variable** : **Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 3,50%** brut l'an, calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 350 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de juillet de l'année N-1 au mois juin de l'année N.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 ans de grâce

- **Taux fixe** : Taux annuel brut de **13,50%** l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

• **Amortissement et remboursement** :

Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 DT par obligation, soit un cinquième de la valeur nominale de chaque obligation. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **01/07/2024** pour la catégorie A et le **01/07/2026** pour la catégorie B.

- **Prix de remboursement** : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

- Suite -

- **Païement :**

Le païement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu, le **01/07** de chaque année.

Le premier païement en intérêts aura lieu le **01/07/2020**.

Le premier remboursement en capital aura lieu le **01/07/2020** pour la catégorie A et le **01/07/2022** pour la catégorie B.

Les païements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

- **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

Le taux de rendement actuariel d'un emprunt est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés, les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de 13% l'an pour la catégorie A et 13,5% l'an pour la catégorie B pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'au remboursement final.

- **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs. La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de mars 2019 à titre indicatif, qui est égale à 7,132% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 10,632%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 3,5% pour la catégorie A pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

- **Durée totale, Durée de vie moyenne de l'emprunt et Duration de l'emprunt**

- ✓ **Durée totale**

Les obligations du présent emprunt sont émises pour une durée de 5 ans pour la catégorie A.

Les obligations du présent emprunt sont émises pour une durée de 7 ans dont 2 ans de grâce pour la catégorie B.

- ✓ **Durée de vie moyenne**

La durée de vie moyenne pour les différentes catégories de l'emprunt « ADVANS 2019-1 » est comme suit :

- 3 ans pour la catégorie A ;
- 5 ans pour la catégorie B.

- ✓ **Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe)**

La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations des taux d'intérêts.

- Suite -

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de 2,578 années pour la catégorie A et 3,872 années pour la catégorie B.

- ***Mode de placement :***

Il s'agit d'un placement privé. L'émission de cet emprunt se fera sans recours à l'Appel Public à l'Epargne. **Toutefois, les souscriptions à cet emprunt ne pourront être faites ni au profit d'OPCVM, ni au profit de comptes gérés.**

- ***Cessibilité des obligations :***

Les obligations émises dans le cadre de cet emprunt obligataire sont librement cessibles. **Toutefois, les souscripteurs audit emprunt s'engagent à ne pas céder leurs obligations au profit d'OPCVM ou au profit de comptes gérés. Les intermédiaires en bourse chargés des transactions portant sur ces obligations sont tenus de s'assurer de cette condition. En cas de cession, l'acquéreur s'engage à respecter la condition fixée, préalablement au vendeur et ce, pour la durée de vie restante de l'emprunt.**

- ***Garantie :***

Le présent emprunt obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

- ***Domiciliation de l'emprunt :***

La tenue du registre des obligations émises sera assurée durant toute la durée de vie des obligations par Tunisie Clearing qui assurera le service financier.

- ***Fiscalité des titres :***

Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

- ***Tribunaux compétents en cas de litige :***

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, paiement et extinction de cet emprunt obligataire sera de la compétence exclusive du Tribunal de première instance de Tunis.

AVIS DE SOCIETES

**Emission d'un Emprunt Obligataire Subordonné
sans recours à l'appel public à l'épargne**

**BANQUE TUNISO-KOWEITIENNE
BTK – GROUPE BPCE**

Société Anonyme au capital de 200 000 000 Dinars
Siège social : 10 bis, Avenue Mohamed V– 1001- TUNIS
Registre de Commerce : B 152691996
Tél. : 71 204 000 - Fax : 71 343106

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE SUBORDONNE

«Emprunt Subordonné BTK 2019-1»

**De 5.000.000 de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 15.000.000 de dinars
Sans recours à l'Appel Public à l'Epargne**

1 - Décisions à l'origine de l'emprunt

L'Assemblée Générale Ordinaire de la BTK, réunie le **19 Juillet 2018**, a décidé d'émettre au cours des exercices 2018 et 2019, un ou plusieurs emprunts obligataires ordinaires ou subordonnés pour un montant total maximum de 50 millions de dinars à réaliser en une ou plusieurs tranches et a donné tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités, les conditions et accomplir les formalités nécessaires à l'émission de ces emprunts.

Le Conseil d'Administration, réuni le **4 octobre 2018**, a décidé d'émettre un emprunt obligataire subordonné pour un montant maximum de 30 millions de dinars en une ou plusieurs tranches **sans recours à l'appel Public à l'Epargne** aux conditions suivantes :

- Durée : 5 ans ;
- Taux d'intérêts au choix de l'investisseur :
 - Taux Variable : Entre TMM+3% et TMM + 3,5% brut maximum l'an.
 - Taux Fixe : Entre 10,5% brut l'an et 11,0% brut maximum l'an.
 - Date prévue pour la clôture des opérations de souscription : 31 décembre 2018

Le Conseil d'Administration a également délégué tout pouvoir au Directeur Général de la BTK pour fixer les modalités et les conditions de chaque tranche de l'émission de l'emprunt obligataire en fonction des conditions du marché.

Vue l'état d'avancement des souscriptions à l'emprunt subordonné BTK 2018, le Conseil d'Administration, réuni le 13/12/2018, a demandé à la Direction Générale de continuer la prospection en 2019.

A cet effet, la Direction Générale a décidé d'émettre le présent emprunt pour un montant de **5 000 000 de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 15 000 000 de dinars** selon les conditions suivantes :

Durée	Taux d'intérêt	Amortissement annuel
5 ans	11,0% et/ou TMM + 3,00%	Constant par 1/5 ^{ème} à partir de la 1 ^{ère} année

- Suite -

2-Renseignements relatifs à l'opération

Montant : L'emprunt obligataire « Emprunt Subordonné BTK 2019-1 » est d'un montant de 5 000 000 de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 15 000 000 de dinars divisé en 50 000 obligations susceptibles d'être portées à 150 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif du présent emprunt fera l'objet d'une publication au bulletin officiel du Conseil du Marché Financier - CMF.

Période de souscriptions et de versements : Les souscriptions et les versements à cet emprunt subordonné seront reçus à partir du **11/04/2019** et clôturés au plus tard le **11/06/2019**. Ils peuvent être clôturés sans préavis dès que le montant maximum de l'émission (15 000 000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis soit un maximum de 150 000 obligations subordonnées.

En cas de non placement intégral de l'émission au **11/06/2019** et passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la Banque.

Un avis de clôture sera publié dans les bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture des souscriptions.

But de l'émission : L'émission de l'emprunt obligataire subordonné «Emprunt Subordonné BTK 2019-1» permettra à la banque de disposer d'une ressource longue pour financer les projets d'investissement des PME.

A ce titre, cet emprunt subordonné permettra à la Banque de renforcer davantage ses fonds propres nets au vu de la réglementation bancaire. En effet, la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie aux banques n°2018-06 du 5 juin 2018 relative aux normes d'adéquation des fonds propres applicables aux Banques et aux établissements financiers fait référence aux emprunts subordonnés pour définir les fonds propres complémentaires, composantes des fonds propres nets. Ces emprunts subordonnés ne seront pris en compte annuellement pour le calcul des fonds propres complémentaires qu'à concurrence du capital restant dû et dans les limites fixées par la circulaire susvisée (à savoir 50% du montant des fonds propres nets de base).

1 - Caractéristiques des titres émis

La législation sous laquelle les titres sont créés : Les emprunts obligataires subordonnés sont des emprunts obligataires auxquels est rattachée une clause de subordination (cf. rang de créance ci-dessous). De ce fait, ils sont soumis aux règles et textes régissant les obligations, soit : le code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous titres 5 chapitre 3 : des obligations. Ils sont également prévus par la circulaire de la Banque Centrale de Tunisie aux banques n° 91-24 du 17/12/1991 relative aux règles de gestion et aux normes prudentielles applicables aux banques et aux établissements financiers.

Dénomination de l'emprunt : Emprunt Subordonné BTK 2019-1

Nature des titres : Titres de créance

Forme des titres : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront nominatives

- Suite -

Catégorie des titres : Obligations subordonnées qui se caractérisent par leur rang de créance contractuellement défini par la clause de subordination (cf. rang de créances ci-dessous)

Modalité et délais de délivrance des titres : Le souscripteur recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre d'obligations subordonnées souscrites délivrée par la Société du Conseil et de l'Intermédiation Financière - SCIF- Intermédiaire en Bourse.

Prix de souscription et d'émission : Les obligations subordonnées seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation subordonnée, payable intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts : Chaque obligation subordonnée souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation subordonnée entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **11/06/2019**, seront décomptés et payés à cette date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations subordonnées émises qui servira de base à la négociation en bourse est fixée au **11/06/2019** soit la date limite de clôture des souscriptions à cet emprunt.

Date de règlement : Les obligations subordonnées seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt : Les obligations subordonnées du présent emprunt seront offertes à deux taux d'intérêts différents au choix du souscripteur :

- **Taux variable :** Taux du Marché Monétaire (**TMM publié par la BCT**) + **3,0%** brut l'an, calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 300 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de **juin** de l'année N-1 au mois de **mai** de l'année N.
- **Taux fixe :** Taux annuel brut de **11%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation subordonnée au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Amortissement et remboursement : Toutes les obligations subordonnées émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation soit le un cinquième de la valeur nominale de chaque obligation. Cet amortissement commencera à la première année. L'emprunt sera amorti en totalité le **11/06/2024**.

Prix de remboursement : Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation subordonnée.

Paiement : Les paiements annuels des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **11 juin** de chaque année.

- Suite -

Le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **11/06/2020**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Marge actuarielle (souscription à taux variable) : La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence.

Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs. La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de mars 2019 (à titre indicatif), qui est égale à 7,132% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 10,132%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **3,00%** et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) : C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Ce taux est de **11%** l'an pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

- **Durée totale :** Les obligations du présent emprunt subordonné sont émises pour une durée de 5 ans.
- **Durée de vie moyenne :** La durée de vie moyenne pour l'emprunt subordonné «Emprunt Subordonné BTK 2019-1» est comme 3 ans.
- **Duration (souscription à taux fixe) :** La duration pour les présentes obligations de cet emprunt subordonné est de 2,632 années.

Mode de placement : Il s'agit d'un placement privé. L'émission de cet emprunt se fera sans recours à l'Appel Public à l'Epargne. Toutefois, les souscriptions à cet emprunt ne pourront être faites ni au profit d'OPCVM, ni au profit de comptes gérés.

Cessibilité des obligations : Les obligations émises dans le cadre de cet emprunt obligataire sont librement cessibles. Toutefois, les souscripteurs audit emprunt s'engagent à ne pas céder leurs obligations au profit d'OPCVM ou au profit de comptes gérés.

Les intermédiaires en bourse chargés des transactions portant sur ces obligations sont tenus de s'assurer de cette condition. En cas de cession, l'acquéreur s'engage à respecter la condition fixée, préalablement au vendeur et ce, pour la durée de vie restante de l'emprunt.

Rang de créance et Maintien de l'emprunt à son rang

Rang de créance : En cas de liquidation de l'émetteur, les obligations subordonnées de la présente émission seront remboursées à un prix égal au nominal et leur remboursement n'interviendra qu'après désintéressement de tous les créanciers, privilégiés ou chirographaires, mais avant le remboursement des titres participatifs émis par l'émetteur. Le remboursement des présentes obligations subordonnées interviendra au même rang

- Suite -

que celui de tous les autres emprunts obligataires subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant, le cas échéant (clause de subordination).

Il est à signaler que ce rang dépendrait des emprunts obligataires qui seront émis conformément aux limites prévues au niveau des prévisions annoncées au document de référence enregistré auprès du CMF en date du 4 août 2014 sous le numéro 14/002. Toute modification susceptible de changer le rang des titulaires d'obligations subordonnées doit être soumise à l'accord de l'Assemblée Spéciale des titulaires des obligations prévues par l'article 333 du Code des Sociétés Commerciales.

Les intérêts constitueront des engagements directs, généraux, inconditionnels et non subordonnés de l'émetteur, venant au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'émetteur.

Maintien de l'emprunt à son rang : L'émetteur s'engage, jusqu'au remboursement effectif de la totalité des obligations subordonnées du présent emprunt, à n'instituer en faveur d'autres créances qu'il pourrait émettre ultérieurement, en dehors de celles prévues au niveau du document de référence susvisé aucune priorité quant à leur rang de remboursement, sans consentir ces mêmes droits aux obligations subordonnées du présent emprunt.

Garantie : Le présent emprunt subordonné ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Domiciliation de l'emprunt : L'établissement et la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations subordonnées détenues ainsi que la tenue du registre des obligations de l'Emprunt subordonné «Emprunt Subordonné BTK 2019-1 » seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par la Société du Conseil et de l'Intermédiation Financière - SCIF- Intermédiaire en Bourse.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera le taux t'intérêt et la quantité d'obligations subordonnées y afférente.

Fiscalité des titres : Droit commun régissant la fiscalité des obligations.

Tribunaux compétents en cas de litige : Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire subordonné sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Mode de représentation des porteurs des obligations subordonnées : Même mode de représentation que les porteurs d'obligation ordinaires.

FACTEURS DE RISQUES SPECIFIQUES LIES AUX OBLIGATIONS SUBORDONNEES

Les obligations subordonnées ont des particularités qui peuvent impliquer certains risques pour les investisseurs potentiels et ce, en fonction de leur situation financière particulière, de leurs objectifs d'investissement et en raison de leur caractère de subordination.

Nature du titre : L'obligation subordonnée est un titre de créance qui se caractérise par son rang de créance contractuel déterminé par la clause de subordination. La clause de subordination se définit par le fait qu'en cas de liquidation de la société émettrice, les obligations subordonnées ne seront remboursées qu'après désintéressement de tous les créanciers privilégiés ou chirographaires mais avant le remboursement des titres participatifs et de capital émis par l'émetteur. Les obligations subordonnées interviendront au remboursement au même rang que tous les autres emprunts obligataires

- Suite -

subordonnés déjà émis ou contractés, ou qui pourraient être émis ou contractés ultérieurement par l'émetteur proportionnellement à leur montant restant dû, le cas échéant (clause de subordination) **telle que défini dans le paragraphe « Rang de créance »**.

Qualité de crédit de l'émetteur : Les obligations subordonnées constituent des engagements directs, généraux, inconditionnels et non assortis de sûreté de l'émetteur. Le principal des obligations subordonnées constitue une dette subordonnée de l'émetteur. Les intérêts sur les obligations subordonnées constituent une dette chirographaire de l'émetteur.

En achetant les obligations subordonnées, l'investisseur potentiel se repose sur la qualité de crédit de l'émetteur et de nulle autre personne.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements de crédit exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liées, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la banque un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

AVIS DE SOCIETES

Emission de titres participatifs

EMISSION DE TITRES PARTICIPATIFS BEST LEASE

Société Anonyme au Capital de 30.000.000 de dinars divisé en 30.000 000 actions de 1 Dinar chacune

Siège Social: 54, avenue Charles Nicolle Mutuelleville 1002 - Tunis

Registre de Commerce: B132611999

Matricule fiscal: 000MA 647746R

« ISDARAT BEST LEASE 2019-01 » «إصدارات باست ليز 2019-01» Emis sans recours à l'Appel Public à l'Epargne

DECISIONS A L'ORIGINE DE L'EMISSION

L'Assemblée Générale Ordinaire a autorisé en date du **25/03/2017** l'émission de titres participatifs à hauteur de 100 millions de dinars sur une période de cinq ans en plusieurs fois et a délégué les pouvoirs nécessaires au Conseil d'Administration pour en arrêter les conditions et modalités.

Dans le cadre de cette autorisation, Le Conseil d'Administration de BEST LEASE a décidé d'émettre les titres participatifs sans recours à l'Appel Public à l'Epargne à hauteur de 100 millions de dinars sur une période de cinq ans en plusieurs fois et a donné plein pouvoir à la direction générale pour en fixer les conditions et modalités.

A cet effet, la Direction Générale de BEST LEASE vise par la présente à émettre des titres participatifs d'un montant de 10 000 000 de dinars, divisé en 100 000 titres, de 100 dinars chacun sans recours à l'Appel Public à l'Epargne selon les caractéristiques suivantes :

Durée	Taux de profit global prévu (*)	Avance annuelle (*)	Complément variable (*)	Remboursement des titres
7 ans	9,5%	9%	0,5%	A la fin de la 7 ^{ème} année

(*) Par référence à la valeur nominale des titres participatifs.

I. RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

1. Montant

Le montant total de la présente émission est fixé à 10 000 000 de dinars, divisé en 100 000 titres participatifs d'une valeur nominale de 100 dinars.

2. Période de souscription et de versement

Les souscriptions et les versements à cette émission de titres participatifs seront reçus à partir du **30 mars 2019** et clôturés au plus tard le **30 juin 2019**. Elles peuvent être clôturées sans préavis dès que le montant de l'émission est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis.

Au cas où la présente émission n'est pas clôturée à la date limite du **30 juin 2019**, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la BEST LEASE à cette date.

3. Objet de l'émission

Le produit de l'émission sera utilisé par BEST LEASE dans le cadre de son activité générale.

- Suite -

4- But de l'émission

L'émission des titres participatifs, a pour objectif le renforcement des fonds propres de la société et le développement de ses ressources.

II. CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

1. La législation sous laquelle les titres sont créés:

Les titres participatifs sont régis par les dispositions des articles de 368 à 374 du Code des Sociétés Commerciales.

Ils entrent également dans le champ d'application de l'article 5 de la circulaire aux établissements de crédit n°91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements.

2. Dénomination des titres participatifs : « ISDARAT BEST LEASE 2019-01»

« إصدارات باست ليز 2019-01 »

3. Nature des titres : Titres de créance assimilés à des fonds propres.

4. Prix de souscription et d'émission :

Les titres seront émis au pair, soit 100 dinars par titre, payables intégralement à la souscription.

5. Date de jouissance en profits :

La date de jouissance en profits pour tous les titres émis est fixée au **01 juillet 2019**.

La 1^{ère} date de distribution des profits est fixée au 15/01/2020 pour l'avance et au 15/07/2020 pour le complément variable.

6. Date de règlement :

Les titres seront payables en totalité à la souscription.

7. Modalités de délivrance des attestations de propriété des titres lors de la souscription :

L'établissement et la délivrance des attestations portant sur le nombre des titres détenus seront assurés par les Intermédiaires agréés chargés de la collecte des souscriptions.

8. Intermédiaire agréé mandaté par l'émetteur pour la tenue du registre des porteurs des titres participatifs :

La tenue du registre des titres participatifs sera assurée durant toute la durée de vie des titres par Tunisie Clearing qui assurera le service financier.

9. Remboursement :

Tous les titres participatifs émis **seront remboursés à la fin de la 7^{ème} année soit le 30/06/2026** à la valeur nominale.

BEST LEASE ne rembourse les titres participatifs par anticipation qu'en cas de liquidation et ce, après désintéressement de tous les autres créanciers privilégiés ou chirographaires à l'exclusion des titulaires des titres participatifs.

10. Durée

Pour la présente émission, le remboursement étant in fine :

- La durée totale est égale 7 ans ;
- La durée de vie moyenne est égale à 7 ans.

III. REMUNERATION ANNUELLE

La rémunération des titres participatifs est annuelle et prévue à 9,5% de la valeur nominale. Elle comporte une avance et un complément variable calculés comme suit:

- Suite -

1. Première partie de la rémunération

Une avance prévue de 9% calculée sur la valeur nominale est payable le **15 janvier de chaque année sur l'exercice écoulé.**

2. Deuxième partie de la rémunération

Un complément variable prévu à 0,5% de la valeur nominale est payable le **15 juillet de chaque année après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice écoulé.**

Le résultat net avant impôt est réparti entre porteurs de titres participatifs et actionnaires en fonction de leurs parts respectives dans les fonds propres nets tels que définis par l'article 5 de la Circulaire N° 91-24 du 17 Décembre 1991.

3. La gestion du surplus par rapport au taux de profit global prévu à 9,5% :

Le profit en surplus par rapport au Taux de profit prévisionnel global fixé à 9,5% et qui a été calculé en appliquant la clé de répartition des bénéfices défini ci-haut à 80%-20%, respectivement entre les détenteurs des présents titres participatifs et le gestionnaire, est du droit du gestionnaire au titre de "Prime de Bonification" pour la réalisation de l'objectif de taux de profit global prévu à 9,5%. En outre, le gestionnaire se réserve le droit de loger ce surplus de profit dans un compte de "Réserve Spécial de Lissage de Profit" pour faire face aux éventuelles fluctuations de profit durant la durée de vie des Titres Participatifs émis. Ainsi, BEST LEASE se porte fort pour compenser tout éventuel écart entre les profits estimés et ceux réalisés, après accord de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires statuant sur les comptes de l'exercice y afférent.

IV. CESSIION ET TRANSMISSION DES TITRES PARTICIPATIFS

Les titres participatifs émis sont librement cessibles et transmissibles. Toutefois, les souscripteurs à ladite émission ainsi que les acquéreurs successifs s'engagent à ne pas céder leurs titres participatifs au profit d'OPCVM ou au profit de comptes gérés. Les intermédiaires en bourse chargés des transactions portant sur ces titres sont tenus de s'assurer de cette condition.

En cas de cession, l'acquéreur s'engage à respecter la condition ci-dessus fixée préalablement au vendeur et ce, pour la durée de vie restante.

V. GARANTIE

Les présents titres participatifs émis ne font l'objet d'aucune garantie particulière.

VI. INFORMATION FINANCIERE

Les titulaires de titres participatifs peuvent obtenir communication des documents de BEST LEASE dans les mêmes conditions que les actionnaires de la société.

VII. MODE DE REPRESENTATION DES PORTEURS DE TITRES PARTICIPATIFS

Les porteurs de titres participatifs sont réunis en Assemblée Générale Spéciale.

L'Assemblée Générale Spéciale des porteurs de titres participatifs est soumise aux dispositions des articles 354 à 363 du code des sociétés commerciales.

Toute décision ayant pour effet la modification des droits des titulaires des titres participatifs n'est définitive qu'après son approbation par l'assemblée spéciale.

VIII. JURIDICTION COMPETENTE

Tout litige sera la compétence exclusive du Tribunal de Tunis 1. A cette fin, BEST LEASE élit en son siège sis au 54, Avenue Charles Nicolle Mutuelleville 1002 Tunis, Tunisie.

AVIS DE SOCIETES

AUGMENTATION DE CAPITAL

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20/04/2019. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur arrêtés au 31/12/2018 pour tout placement sollicité après le 30/04/2019.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Banque Nationale Agricole « BNA »

Société Anonyme au capital de 176 000 000 dinars
divisé en 35 200 000 actions de nominal 5 dinars
Siège social : Avenue Mohamed V - 1001 – Tunis

Le Conseil du Marché Financier (CMF) a accordé son visa au prospectus
d'émission relatif à l'augmentation du capital de la BNA
de 176 000 000 dinars à 320 000 000 dinars

Décision à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le **06/03/2019** a décidé d'augmenter le capital de la Banque Nationale Agricole « BNA » d'un montant de **144 000 000 DT** pour le porter de **176 000 000 DT à 320 000 000DT** en deux opérations simultanées de la manière suivante :

- Une augmentation du capital en numéraire d'un montant de **140 800 000DT** et ce, par l'émission de 28 160 000 actions nouvelles au prix de **douze (12) dinars chacune**, soit cinq (5) dinars de valeur nominale et sept (7) dinars de prime d'émission. Ces actions seront souscrites selon la parité de **quatre (4) actions nouvelles pour cinq (5) actions anciennes**. Ces actions seront libérées en totalité à la souscription, en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, échues et dont le montant est connu par la Banque ;
- Une augmentation du capital par incorporation de réserves d'un montant de **3 200 000DT** et ce, par l'émission de 640 000 actions nouvelles d'**une valeur de 5DT chacune**, à attribuer gratuitement aux anciens actionnaires et aux cessionnaires des droits d'attribution en Bourse et ce, à raison d'**une (1) action nouvelle gratuite pour cinquante cinq (55) actions anciennes**.

Les nouvelles actions porteront jouissance à compter du 1^{er} janvier 2019.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a confié au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires pour constater et réaliser l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé, qu'au cas où les souscriptions n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital en numéraire :

- Les actions de numéraire non souscrites pourraient être totalement ou partiellement redistribuées entre les actionnaires ;
- Les actions de numéraire non souscrites pourraient être offertes au public totalement ou partiellement ;
- Le montant de l'augmentation du capital social, en numéraire, peut être limité au montant des souscriptions sous la condition que celui-ci atteigne les $\frac{3}{4}$ au moins de l'augmentation proposée.

- Suite -

Caractéristiques de l'émission

Le capital social sera augmenté de 144 000 000DT réparti comme suit :

- 140 800 000DT par souscription en numéraire et émission de 28 160 000 actions nouvelles ;
- 3 200 000DT par incorporation de réserves et attribution de 640 000 actions nouvelles gratuites.

Toutes les actions à émettre seront nominatives et de la catégorie ordinaire.

1. Augmentation du capital en numéraire

Le capital social sera augmenté de 140 800 000DT par la création de 28 160 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire ou par compensation de créances certaines, échues et dont le montant est connu par la Banque.

L'opération de compensation de ces créances certaines, revenant à l'Etat Tunisien et aux établissements publics sera effectuée par l'émission de 14 145 648 actions nouvelles détaillée comme suit :

Dotation de l'Etat Tunisien (mD)	Dotation inscrite au niveau des	Montant à convertir (mD)	Correspondant à un nombre d'actions de 14 145 648 à souscrire par l'Etat Tunisien et les Entreprises publiques selon la parité 4 actions nouvelles pour 5 anciennes détenues
133 000*	Capitaux propres	90 277	
160 000**	Engagements hors bilan	79 471	
Total		169 748	

*cf Document de référence « BNA 2019 » page 133 paragraphe 4.13.1

** cf Document de référence « BNA 2019 » page 135 paragraphe 5.1.2

Le reliquat des actions par rapport aux 28 160 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire, soit 14 014 352 actions seront souscrites par les anciens actionnaires, autres que l'Etat Tunisien et les Entreprises publiques.

Ainsi, le montant de l'opération s'élève à 337 920 000DT (dont 169 748 000DT à libérer par compensation des créances revenant à l'Etat Tunisien). Le montant à lever sur le marché financier s'élèvera à 168 172 000DT.

(en mD)	Conversion des dotations de l'Etat Tunisien	Souscription en numéraire	Total
Valeur nominale	70 728	70 072	140 800
Prime d'émission	99 020	98 100	197 120
Total	169 748	168 172	337 920

Prix d'émission

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à un prix d'émission de douze dinars (12DT) l'action soit la valeur nominale de l'action cinq (5) dinars, majorée d'une prime d'émission de sept (7) dinars. Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront libérées en numéraire ou par compensation avec des créances certaines, échues et dont le montant est connu par la Banque.

Droit préférentiel de souscription

La souscription aux 14 014 352 actions nouvelles (le reliquat des actions par rapport au 28 160 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire) sera réservée à titre préférentiel aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel, autres que l'Etat Tunisien et les Entreprises publiques ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscriptions en bourse, tant à titre irréductible qu'à titre réductible. L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

A titre irréductible : La souscription à titre irréductible est ouverte à tous les actionnaires au prorata de leur droit préférentiel de souscription à raison de quatre (04) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter soit vendre en Bourse les droits de souscription formant les

- Suite -

- rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. La Banque Nationale Agricole ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- **A titre réductible** : En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qu'ils n'auraient pas été éventuellement souscrites par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite proportionnellement à la part dans le capital, dans la limite du nombre d'actions demandées et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles.

Période de souscription

La souscription aux 28 160 000 actions nouvelles émises en numéraire est réservée, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible à raison de quatre (04) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes et ce, **du 15/04/2019 au 21/06/2019 inclus**¹.

Passé le délai de souscription qui sera réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription et au cas où les souscriptions réalisées à titre irréductible ainsi qu'à titre réductible n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires et ce, **du 27/06/2019 au 03/07/2019 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Passé le délai prévu pour la redistribution des actions non souscrites entre les actionnaires et au cas où l'augmentation du capital n'est pas clôturée, les actions non souscrites seront offertes au public et ce **du 08/07/2019 au 12/07/2019 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Les souscriptions seront clôturées, sans préavis, dès que les actions émises seront souscrites en totalité. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Si les souscriptions réalisées ne couvrent pas l'intégralité de l'augmentation de capital, le conseil d'administration est autorisé à en limiter le montant au total des souscriptions effectuées à condition que ce total atteigne au moins les $\frac{3}{4}$ de l'augmentation décidée (soit 105 600 000 dinars, correspondant à 21 120 000 actions).

Etablissements domiciliaires

Tous les Intermédiaires Agréés Administrateurs (IAA) sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription des actions nouvelles de la Banque Nationale Agricole exprimées dans le cadre de la présente augmentation de capital.

En souscrivant en numéraire, il devra être versé par action souscrite le montant de 5 DT, représentant la valeur nominale de l'action majoré de 7 DT de prime d'émission.

Après répartition et en cas de satisfaction partielle des demandes de souscription à titre réductible, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions effectuées à ce titre, seront restituées sans intérêt, aux souscripteurs, aux guichets qui auraient reçu les souscriptions, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours ouvrables à partir de la date de dénouement de l'augmentation, date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Le jour de dénouement, le montant de l'augmentation du capital en numéraire est versé dans le compte indisponible N°03 025 155 0321 000077 31 ouvert auprès de la BNA – Agence Les Berges du lac conformément à l'état de dénouement espèces de Tunisie Clearing.

Modalités de souscription et règlement livraison titres contre espèces :

Les souscripteurs en numéraire à l'augmentation de capital devront en faire la demande auprès des IAA chez lesquels leurs titres sont inscrits en compte, durant la période de souscription à titre irréductible et réductible et ce, en remplissant le bulletin de souscription figurant en annexe.

Les IAA se chargeront de la transmission des bulletins de souscription, au plus tard le **21/06/2019 à 17H** à BNACAPITAUX. Chaque IAA est tenu d'envoyer ses virements de droits de souscription relatifs aux demandes de souscription à titre irréductible et éventuellement ses demandes de souscription à titre réductible (qui seront confirmées par BNA CAPITAUX),

¹ Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du **21/06/2019** sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

- Suite -

l'Espace Adhérent de TUNISIE CLEARING et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de Tunisie Clearing.

Le règlement des espèces et la livraison des titres de l'augmentation en numéraire sera effectué via la compensation interbancaire de TUNISIE CLEARING et ce, à une date qui sera précisée par un avis de TUNISIE CLEARING.

Les demandes de souscription essentiellement exprimées dans le cadre de la souscription publique doivent obligatoirement préciser, en plus des informations contenues dans le bulletin de souscription en annexe, le numéro, l'heure et la date de dépôt de chaque demande.

Modalités et délais de délivrance des titres :

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits délivrés par BNA CAPITAUX, en sa qualité d'Intermédiaire Agrée Mandaté et ce, dès la réalisation de l'opération.

Mode de placement

Les titres émis seront réservés en priorité aux anciens actionnaires détenteurs des 35 200 000 actions composant le capital actuel et/ou aux cessionnaires de droits de souscription en bourse.

1. Augmentation du capital par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites

Montant

Conjointement à l'émission d'actions en numéraire, le capital social sera augmenté par l'incorporation de **3 200 000DT** à prélever sur les réserves de la banque et la création de 640 000 actions nouvelles, d'une valeur de 5DT chacune, à attribuer gratuitement aux anciens actionnaires et aux cessionnaires des droits d'attribution en bourse à raison d'une **(1) action nouvelle gratuite pour cinquante cinq (55) actions anciennes**.

Droit d'attribution

Les actions gratuites seront attribuées aux anciens actionnaires détenteurs des 35 200 000 actions composant le capital actuel et/ou cessionnaires des droits d'attribution en Bourse à raison d'une (1) action nouvelle gratuite pour cinquante cinq (55) actions anciennes. L'exercice du droit d'attribution commencera à partir du **15/04/2019**.

Jouissance des actions nouvelles souscrites

Les actions nouvelles gratuites (640 000 actions) et les actions nouvelles souscrites (28 160 000 actions) porteront jouissance en dividende à compter du **1^{er} janvier 2019**.

But de l'émission

Cette augmentation qui permettrait :

- de renforcer les fonds propres nets de base de la Banque ;
- d'améliorer la liquidité de la Banque ; et
- d'appuyer les choix structurants et le plan de développement et de modernisation de la Banque.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LES TITRES EMIS

Droits attachés aux valeurs mobilières offertes

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité seront prescrits conformément à la loi.

Chaque membre de l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, sans limitation sauf exceptions légales.

Régime de négociabilité

Les actions sont librement négociables en bourse.

- Suite -

Régime fiscal applicable : Droit commun

La législation actuelle en Tunisie prévoit l'imposition des revenus, distribués au sens de l'alinéa (a) du paragraphe II de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS et du paragraphe II bis de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS, à une retenue à la source libératoire de 10%. Cette retenue concerne les revenus distribués à partir du 1er janvier 2015 à l'exception des distributions de bénéfices à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice au 31 décembre 2013, à condition de mentionner lesdits fonds dans les notes aux états financiers déposés au titre de l'année 2013.

La retenue à la source est due au titre des distributions effectuées au profit des :

- Personnes physiques résidentes ou non résidentes et non établies en Tunisie ;
- Personnes morales non résidentes et non établies en Tunisie.

En outre, sont déductibles pour la détermination du bénéfice imposable, les dividendes distribués aux personnes morales résidentes en Tunisie et ce, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS.

Par ailleurs, est également déductible de l'impôt sur le revenu annuel exigible, ou est restituable, la retenue à la source effectuée au titre des revenus distribués conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi de finances pour l'année 2014, et, pour les personnes physiques dont les revenus distribués ne dépassent pas 10 000 dinars par an.

En outre, la loi de finances pour l'année 2015 a étendu le champ d'application de l'imposition des dividendes aux revenus distribués par les établissements tunisiens de sociétés étrangères. Ainsi, en vertu de l'article 25 de ladite loi, les revenus distribués par les établissements tunisiens des sociétés étrangères sont soumis également à une retenue à la source libératoire au taux de 10%. Aussi, l'impôt exigible en Tunisie au titre des bénéfices distribués par les sociétés non résidentes est payé conformément aux dispositions des conventions de non double imposition par leur établissement stable en Tunisie au moyen d'une déclaration déposée à cet effet.

Marché des titres

Les actions de la Banque Nationale Agricole sont négociables sur le marché des titres de capital de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Par ailleurs, il n'y a pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur les marchés étrangers.

Cotation en bourse des actions anciennes

Les 35 200 000 actions anciennes composant le capital actuel de la Banque Nationale Agricole inscrites à la cote de la Bourse, seront négociées à partir du **15/04/2019**, droits de souscription détachés.

Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites en numéraire

Les 28 160 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire ou par compensation de créances seront négociables en Bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire conformément aux dispositions en vigueur régissant les augmentations de capital des sociétés, séparément des actions anciennes jusqu'à la date de mise en paiement des dividendes de l'exercice 2018, date à partir de laquelle elles seront assimilées aux actions anciennes.

Cotation en Bourse des actions nouvelles gratuites

Les 640 000 actions nouvelles gratuites seront négociables en Bourse à partir de l'ouverture de l'attribution, soit le **15/04/2019**, séparément des actions anciennes jusqu'à la date de mise en paiement des dividendes de l'exercice 2018, date à partir de laquelle elles seront assimilées aux actions anciennes.

- Suite -

Cotation en Bourse des droits de souscription et des droits d'attribution

Les négociations en bourse sur les droits de souscription auront lieu du **15/04/2019 au 21/06/2019 inclus**¹

Il est à préciser qu'aucune séance de régularisation ne sera organisée au-delà des délais précités.

Les négociations en Bourse sur les droits d'attribution commenceront à partir du **15/04/2019**.

Tribunaux compétents en cas de litiges

Tout litige pouvant surgir suite à la présente augmentation de capital sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis 1.

Prise en charge par Tunisie Clearing

Les droits de souscription seront pris en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN TN0003100799 durant la période de souscription préférentielle soit du **15/04/2019 au 21/06/2019 inclus**².

Les droits d'attribution seront pris en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN TN0003100815 à partir du **15/04/2019**.

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN TN0003100807 à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

A cet effet, TUNISIE CLEARING assurera les règlements/livraisons sur lesdits actions et droits négociés en Bourse.

Le registre des actionnaires est tenu par BNA Capitaux – Intermédiaire en bourse.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le numéro 19-1024 en date du 29/03/2019, du document de référence « BNA 2019 » enregistré par le CMF sous le n° 19-001 en date du 29/03/2019, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20/04/2019 ainsi que des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30/04/2019.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public sans frais auprès de la BNA – Avenue Mohamed V 1001 Tunis, de la BNA CAPITALAUX Intermédiaire en bourse – Complexe le Banquier, Avenue Tahar HADDAD Les Berges du lac 1053 Tunis, de MAC SA – Intermédiaire en bourse - Green Center Bloc C 2ème étage Rue du Lac Constance, Tunis et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn et le site internet de la BNA www.bna.com.tn

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2019 et les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 seront publiés sur le Bulletin Officiel du CMF et sur son site interne respectivement au plus tard le 20/04/2019 et le 30/04/2019.

¹ Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du **21/06/2019** sont informés que ces derniers procèderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

AVIS DE SOCIETES

ARAB TUNISIAN LEASE « ATL »

Société Anonyme au capital de 25 000 000 dinars

divisé en 25 000 000 actions de nominal 1 dinar

Siège social: Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène

ARAB TUNISIAN LEASE « ATL » informe ses actionnaires, les intermédiaires en Bourse et le public que les souscriptions à l'augmentation de capital en numéraire, ouvertes du 06/03/2019 au 05/04/2019, réalisées à titre irréductible et à titre réductible n'ont pas atteint la totalité de l'augmentation du capital social.

De ce fait, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires de l'ATL **du 11/04/2019 au 19/04/2019 inclus** et ce, conformément à ce qui a été prévu dans la note d'opération visée par le CMF en date du 19/02/2019 sous le N°19-1019.

AVIS DE SOCIETES

AUGMENTATION DE CAPITAL

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF, n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20/04/2019. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur arrêtés au 31/12/2018 pour tout placement sollicité après le 30/04/2019.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

ARAB TUNISIAN LEASE « ATL »

Société Anonyme au capital de 25 000 000 dinars

divisé en 25 000 000 actions de nominal 1 dinar

Siège social : Ennour Building – Centre Urbain Nord 1082 Mahragène

Le Conseil du Marché Financier (CMF) a accordé son visa au prospectus
d'émission relatif à l'augmentation du capital de l'ATL
de 25 000 000 dinars à 35 000 0000 dinars

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Extraordinaire tenue le **25/01/2019** a décidé d'augmenter le capital de la société Arab Tunisian Lease « ATL » d'un montant de **10 000 000 DT** pour le porter de 25 000 000 DT à 35 000 000DT, et ce, par l'émission de 10 000 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire à raison de **deux (02) actions nouvelles souscrites pour cinq (05) actions anciennes**, au prix d'émission de **2,1DT** chacune, soit une prime d'émission de 1,1DT. Les nouvelles actions porteront jouissance à compter du 1^{er} juillet 2019.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a confié au Conseil d'Administration tous les pouvoirs nécessaires pour constater et réaliser l'augmentation de capital.

L'Assemblée Générale Extraordinaire a également décidé, qu'au cas où les souscriptions réalisées n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital envisagée, de :

- Limiter le montant de l'augmentation du capital à celui des souscriptions à condition que celui-ci atteigne les trois-quarts au moins de l'augmentation du capital proposée ;
- Redistribuer les actions non souscrites entre les actionnaires qui en font la demande ;
- Offrir au public totalement ou partiellement les actions non souscrites.

But de l'émission

L'augmentation de capital a pour but de renforcer les fonds propres de la société, et respecter les normes pré instaurées en termes de ratios prudentiels.

Caractéristiques de l'opération

Le capital social sera augmenté de 10 000 000 DT par la souscription en numéraire de 10 000 000 actions nouvelles.

- Nombre d'actions à émettre : 10 000 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire
- Valeur nominale: 1 DT
- Prix d'émission : 2,1 DT
- Catégorie : Action Ordinaire
- Forme des actions à émettre : Nominative

- Suite -

Prix d'émission des actions nouvelles

Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront émises à un prix d'émission de deux dinars cent millimes (2,1 DT) l'action soit la valeur nominale de l'action un (1) dinar, majorée d'une prime d'émission de un dinar cent millimes (1,1DT). Les actions nouvelles à souscrire en numéraire seront libérées intégralement à la souscription.

Droit préférentiel de souscription

La souscription aux 10 000 000 actions nouvelles sera réservée à titre préférentiel aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel ainsi qu'aux cessionnaires de droits de souscriptions en bourse, tant à titre irréductible qu'à titre réductible. L'exercice de ce droit s'effectue de la manière suivante :

- **A titre irréductible** : La souscription à titre irréductible est ouverte à tous les actionnaires au prorata de leur droit préférentiel de souscription à raison de deux (02) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes. Les actionnaires qui n'auront pas un nombre d'actions anciennes correspondant à un nombre entier d'actions nouvelles, pourront soit acheter soit vendre en Bourse les droits de souscription formant les rompus sans qu'il puisse en résulter une souscription indivise. La société Arab Tunisian Lease ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.
- **A titre réductible** : En même temps qu'ils exercent leurs droits à titre irréductible, les propriétaires et/ou les cessionnaires de droits de souscription pourront, en outre, souscrire à titre réductible, le nombre d'actions nouvelles qui n'auraient pas été éventuellement souscrites par les demandes à titre irréductible. Chaque demande sera satisfaite proportionnellement à la part dans le capital, dans la limite du nombre d'actions demandées et en fonction du nombre d'actions nouvelles disponibles.

Période de souscription

La souscription aux 10 000 000 actions nouvelles émises en numéraire est réservée, en priorité, aux anciens actionnaires détenteurs des actions composant le capital social actuel et aux cessionnaires de droits de souscription en Bourse, tant à titre irréductible que réductible à raison de deux (02) actions nouvelles pour cinq (05) actions anciennes et ce, **du 06/03/2019 au 05/04/2019 inclus***.

Passé le délai de souscription qui sera réservé aux anciens actionnaires pour l'exercice de leur droit préférentiel de souscription et au cas où les souscriptions réalisées à titre irréductible ainsi qu'à titre réductible n'atteignent pas la totalité de l'augmentation du capital social, les actions non souscrites seront redistribuées entre les actionnaires et ce, **du 11/04/2019 au 19/04/2019 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Les souscriptions seront clôturées, sans préavis, dès que les actions émises seront souscrites en totalité. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Passé le délai prévu pour la redistribution des actions non souscrites entre les actionnaires et au cas où l'augmentation du capital n'est pas clôturée, les actions non souscrites seront offertes au public et ce, **du 24/04/2019 au 24/05/2019 inclus**. Un avis sera à cet effet publié au Bulletin Officiel du CMF.

Si les souscriptions réalisées ne couvrent pas l'intégralité de l'augmentation de capital, le conseil d'administration est autorisé à en limiter le montant au total des souscriptions effectuées à condition que ce total atteigne au moins les $\frac{3}{4}$ de l'augmentation décidée (soit 7 500 000 dinars, correspondant à 7 500 000 actions).

Etablissements domiciliaires

Tous les Intermédiaires Agréés Administrateurs (IAA) sont habilités à recueillir, sans frais, les demandes de souscription des actions nouvelles de la société Arab Tunisian Lease exprimées dans le cadre de la présente augmentation de capital.

En souscrivant, il devra être versé par action souscrite le montant de 1 DT, représentant la valeur nominale de l'action majorée de 1,1 DT de prime d'émission.

*Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du **05/04/2019** sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant

- Suite -

Après répartition et en cas de satisfaction partielle des demandes de souscription à titre réductible, les sommes restant disponibles sur les fonds versés, à l'appui des souscriptions effectuées à ce titre, seront restituées sans intérêt, aux souscripteurs, aux guichets qui auraient reçu les souscriptions, et ce dans un délai ne dépassant pas trois (3) jours ouvrables à partir de la date de dénouement de l'augmentation, date qui sera précisée par un avis de Tunisie Clearing.

Le jour de dénouement, le montant de l'augmentation du capital en numéraire est versé dans le compte indisponible N° 0101 3054 1192 0028 9529 ouvert auprès de l'Arab Tunisian Bank – Agence Charguia conformément à l'état de dénouement espèces de Tunisie Clearing.

Modalités de souscription et règlement des titres contre espèces

Les souscripteurs à l'augmentation de capital devront en faire la demande auprès des IAA chez lesquels leurs titres sont inscrits en compte, durant la période de souscription à titre irréductible et réductible et ce, en remplissant le bulletin de souscription figurant en annexe.

Les IAA se chargeront de la transmission des bulletins de souscription, au plus tard le **05/04/2019 à 17H** à BNACAPITAUX. Chaque IAA est tenu d'envoyer ses virements de droits de souscription relatifs aux demandes de souscription à titre irréductible et éventuellement ses demandes de souscription à titre réductible (qui seront confirmées par BNA CAPITAUX), via l'Espace Adhérent de TUNISIE CLEARING et ce, conformément aux modalités pratiques de l'opération qui seront précisées par un avis de Tunisie Clearing.

Le règlement des espèces et la livraison des titres de l'augmentation en numéraire sera effectué via la compensation interbancaire de TUNISIE CLEARING et ce, à une date qui sera précisée par un avis de TUNISIE CLEARING.

Modalités et délais de livraison des titres

Les souscriptions à l'augmentation de capital seront constatées par une attestation portant sur le nombre de titres souscrits délivrés par BNA CAPITAUX, en sa qualité d'Intermédiaire Agréé Mandaté et ce, dès la réalisation de l'opération.

Mode de placement

Les titres émis seront réservés en priorité aux anciens actionnaires détenteurs des 25 000 000 actions composant le capital actuel et/ou aux cessionnaires de droits de souscription en bourse.

Jouissance des actions nouvelles :

Les 10 000 000 actions nouvelles souscrites porteront jouissance en dividendes à partir du 01/07/2019.

RENSEIGNEMENTS GENERAUX SUR LES VALEURS MOBILIERES EMISES

Droits attachés aux valeurs mobilières émises

Chaque action donne droit dans la propriété de l'actif social et dans le partage des bénéfices revenant aux actionnaires à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur exigibilité seront prescrits conformément à la loi.

Chaque membre de l'Assemblée Générale Ordinaire ou Extraordinaire a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, sans limitation sauf exceptions légales.

Régime de négociabilité

Les actions sont librement négociables.

Régime fiscal applicable

La législation actuelle en Tunisie prévoit l'imposition des revenus, distribués au sens de l'alinéa (a) du paragraphe II de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS et du paragraphe II bis de l'article 29 du code de l'IRPP et de l'IS, à une retenue à la source libératoire de 10%. Cette retenue concerne les revenus distribués à partir du 1er janvier 2015 à l'exception des distributions de bénéfices à partir des fonds propres figurant au bilan de la société distributrice

- Suite -

au 31 décembre 2013, à condition de mentionner lesdits fonds dans les notes aux états financiers déposés au titre de l'année 2013.

La retenue à la source est due au titre des distributions effectuées au profit des :

- Personnes physiques résidentes ou non résidentes et non établies en Tunisie ;
- Personnes morales non résidentes et non établies en Tunisie.

En outre, sont déductibles pour la détermination du bénéfice imposable, les dividendes distribués aux personnes morales résidentes en Tunisie et ce, conformément aux dispositions du paragraphe III de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS.

Par ailleurs, est également déductible de l'impôt sur le revenu annuel exigible, ou est restituable, la retenue à la source effectuée au titre des revenus distribués conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi de finances pour l'année 2014, et, pour les personnes physiques dont les revenus distribués ne dépassent pas 10 000 dinars par an.

En outre, la loi de finances pour l'année 2015 a étendu le champ d'application de l'imposition des dividendes aux revenus distribués par les établissements tunisiens de sociétés étrangères. Ainsi, en vertu de l'article 25 de ladite loi, les revenus distribués par les établissements tunisiens des sociétés étrangères sont soumis également à une retenue à la source libératoire au taux de 10%. Aussi, l'impôt exigible en Tunisie au titre des bénéfices distribués par les sociétés non résidentes est payé conformément aux dispositions des conventions de non double imposition par leur établissement stable en Tunisie au moyen d'une déclaration déposée à cet effet.

Marché des titres

Les actions Arab Tunisian Lease sont négociables sur le marché des titres de capital de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis (BVMT).

Par ailleurs, il n'y a pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur les marchés étrangers.

Cotations en Bourse des actions anciennes

Les 25 000 000 actions anciennes composant le capital actuel de l'Arab Tunisian Lease inscrites à la cote de la Bourse, seront négociées à partir du **06/03/2019**, droits de souscription détachés.

Cotation en Bourse des actions nouvelles souscrites en numéraire

Les 10 000 000 actions nouvelles à souscrire en numéraire seront négociables en Bourse à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire conformément aux dispositions en vigueur régissant les augmentations de capital des sociétés, séparément des actions anciennes jusqu'à la date de mise en paiement des dividendes de l'exercice 2019, date à partir de laquelle elles seront assimilées aux actions anciennes.

Cotation en Bourse des droits de souscription

Les négociations en bourse sur les droits de souscription auront lieu **du 06/03/2019 au 05/04/2019 inclus***

Il est à préciser qu'une séance de régularisation ne sera organisée au-delà des délais précités.

Tribunaux compétents en cas de litige

Tout litige pouvant surgir suite à la présente augmentation de capital sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis 1.

Prise en charge par Tunisie Clearing

Les droits de souscription seront pris en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN TN0004700787 durant la période de souscription préférentielle soit **du 06/03/2019 au 05/04/2019 inclus***.

* Les actionnaires et/ou les cessionnaires de droits préférentiels de souscription n'ayant pas exercé ou chargé leurs Intermédiaires Agréés Administrateurs d'exercer leurs droits avant la séance de bourse du **05/04/2019** sont informés que ces derniers procéderont à la vente de leurs droits non exercés pendant ladite séance.

- Suite -

Les actions nouvelles souscrites seront prises en charge par TUNISIE CLEARING sous le code ISIN TN0004700795 à partir de la réalisation définitive de l'augmentation de capital en numéraire.

A cet effet, TUNISIE CLEARING assurera les règlements/livraisons sur lesdits actions et droits négociés en Bourse.

Le registre des actionnaires est tenu par BNA Capitaux – Intermédiaire en bourse.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération visée par le CMF sous le numéro 19-1019 en date du 19/02/2019, du document de référence « ATL 2018 » enregistré par le CMF sous le n° 18-010 en date du 20/12/2018, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20/04/2019 ainsi que des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30/04/2019.

La note d'opération ainsi que le document de référence sont mis à la disposition du public sans frais auprès de l'Arab Tunisian Lease l'ATL – Ennour Building – Centre Urbain Nord – 1082- Mahragène; de la BNA Capitaux intermédiaire en bourse –Complexe « le Banquier », Avenue Tahar HADDAD – les Berges du Lac – 1053– Tunis et sur les sites Internet du CMF www.cmf.tr et de l'ATL : www.atl.com.tn.

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2019 et les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 seront publiés sur le Bulletin Officiel du CMF et sur son site interne respectivement au plus tard le 20/04/2019 et le 30/04/2019.

AVIS DE SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2019. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2019.

Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Emprunt Obligataire «TLF 2019-1»

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires de TUNISIE LEASING ET FACTORING réunie le **27/04/2018** a autorisé l'émission d'un ou de plusieurs emprunts obligataires d'un montant total ne dépassant pas 100 millions de dinars dans un délai de deux ans et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Le Conseil d'Administration réuni le **27/03/2018** a décidé d'émettre un emprunt obligataire « TLF 2018-2 » d'un montant de 20 millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 millions de dinars. Les caractéristiques et les conditions de cette émission ont été fixées tout en prévoyant une durée entre 5 et 10 ans et des taux d'intérêts qui varient entre TMM+2,00% brut l'an au minimum et TMM+3,00% brut l'an au maximum pour le taux variable et entre 7,50% brut l'an au minimum et 8,90% brut l'an au maximum pour le taux fixe.

Toutefois, suite au décalage accusé dans la réalisation de l'émission et compte tenu de l'augmentation du taux directeur par la BCT à deux reprises, le Conseil d'Administration tenu en date du **28/08/2018** a révisé les conditions de l'émission envisagée comme suit :

- Montant : 20 MDT susceptible d'être porté à 30 MDT ;
- Taux variable : TMM + 2% brut l'an au minimum et TMM + 3% brut l'an au maximum ;
- Taux fixe : 9% brut l'an au minimum et 12% brut l'an au maximum ;
- Durée : de 5 à 10 ans.

Le Conseil d'Administration a également chargé la Direction Générale de fixer les taux et la durée à la veille de l'émission pour tenir compte de la situation du marché.

A cet effet, la Direction Générale a fixé les durées de l'emprunt et les taux d'intérêt comme suit :

- Catégorie A : 11,40% brut l'an et/ou TMM+2,70% sur 5 ans.
- Catégorie B : 11,70% brut l'an et/ou TMM+3,00% brut l'an sur 7 ans dont 2 années de grâce.

Par ailleurs, et compte tenu de l'opération d'augmentation de capital entreprise en fin d'année, l'émission de l'emprunt « TLF 2018-2 » a été reportée en 2019. De ce fait, la dénomination de l'emprunt obligataire est désormais « TLF 2019-1 ».

- Suite -

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Montant

L'emprunt obligataire « TLF 2019-1 » est d'un montant de 20 Millions de dinars, susceptible d'être porté à 30 Millions de dinars, divisé en 200 000 obligations, susceptibles d'être portés à 300 000 obligations de nominal 100 dinars.

Le montant définitif de l'emprunt « TLF 2019-1 » fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Période de souscription et de versement

Les souscriptions au présent emprunt obligataire seront ouvertes le **24/04/2019** et clôturées sans préavis au plus tard le **28/06/2019**. Elles peuvent être clôturées, sans préavis, dès que le montant maximum de l'émission (30 000 000 DT) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 300 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/06/2019**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

En cas de placement d'un montant inférieur à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **28/06/2019**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **15/07/2019** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société.

Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture effective des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public

Les souscriptions au présent emprunt obligataire et les versements seront reçus à partir du **24/04/2019** aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence de Tunis Centre Urbain Nord, Agence de Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

But de l'émission

TUNISIE LEASING ET FACTORING, de par son statut d'établissement financier, est appelée à mobiliser d'une manière récurrente les ressources nécessaires au financement de ses concours à l'Économie.

À ce titre, cette émission obligataire permettra à la société de financer son activité et de restructurer sa dette en lui octroyant une ressource mieux adaptée à la nature de ses interventions en termes de maturité.

TUNISIE LEASING ET FACTORING a prévu pour l'année 2019 des mises en force qui s'élèvent à 646 millions de dinars. Ces mises en force seront financées à hauteur de 120 millions de dinars par des emprunts obligataires (dont 20 millions susceptibles d'être portés à 30 millions de dinars, objet de la présente émission), 226,5 millions de dinars par des crédits bancaires et des crédits extérieurs.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

- **Dénomination de l'emprunt** : « TLF 2019-1 »
- **Nature des titres** : Titres de créance.
- **Forme des obligations** : Les obligations seront nominatives.
- **Catégorie des titres** : Ordinaire.
- **La législation sous laquelle les titres sont créés** : Code des sociétés commerciales, livre 4, titre 1, sous-titre 5, chapitre 3 : des obligations.
- **Modalité et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur au présent emprunt obligataire recevra, dès la clôture de l'émission, une attestation portant sur le nombre des obligations détenues, délivrée par TUNISIE LEASING ET FACTORING.

- Suite -

Prix de souscription et d'émission:

Les obligations souscrites dans le cadre de la présente émission seront émises au pair, soit **100 dinars** par obligation, payables intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt obligataire portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **28/06/2019**, seront décomptés et payés à cette dernière date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts, pour toutes les obligations émises servant de base pour les besoins de la cotation en Bourse, est fixée à la date limite de clôture des souscriptions à l'emprunt, soit le **28/06/2019** et ce, même en cas de prorogation de cette date.

Date de règlement :

Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt :

Les obligations «**TLF 2019-1**» seront offertes à des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

- Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :

*Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) + 2,70% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de **270 points** de base. Les 12 mois à considérer vont du mois de juin de l'année N-1 au mois de mai de l'année N.

* Taux fixe : Taux annuel brut de **11,40%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

- Pour la catégorie B d'une durée de 7 ans dont 2 années de grâce :

*Taux variable : Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) +3,00% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers Taux Moyens Mensuels du Marché Monétaire Tunisien publiés précédant la date de paiement des intérêts majorée de **300 points** de base. Les 12 mois à considérer vont du mois de juin de l'année N-1 au mois de mai de l'année N.

*Taux fixe : Taux annuel brut de **11,70%** calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis.

Le souscripteur choisira lors de la souscription le type de taux à adopter.

Amortissement-remboursement :

Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation, soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et à la troisième année pour la catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **28/06/2024** pour la catégorie A et le **28/06/2026** pour la catégorie B.

Prix de remboursement :

Le prix de remboursement est de **100 dinars** par obligation.

Paiement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **28 juin** de chaque année.

- Suite -

Pour la catégorie A, le premier paiement en intérêts et le premier remboursement en capital auront lieu le **28/06/2020**.

Pour la catégorie B, le premier paiement en intérêts aura lieu le **28/06/2020** et le premier remboursement en capital aura lieu le **28/06/2022**.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital seront effectués auprès des dépositaires à travers TUNISIE CLEARING.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

- **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Ce taux est de **11,40%** l'an pour la catégorie **A** et de **11,70%** l'an pour la catégorie **B**.

- **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence. Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs.

- Catégorie A :

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de Mars 2019 à titre indicatif, qui est égale à 7,132% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 9,832%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **2,70%** et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

- Catégorie B :

La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtée au mois de Mars 2019 à titre indicatif, qui est égale à 7,132% et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 10,132%. Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de **3,00%** et ce pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

Durée totale:

Les obligations de l'emprunt obligataire «**TLF 2019-1**» sont émises selon deux catégories :

- une catégorie A sur une durée de **5 ans** ;
- une catégorie B sur une durée de **7 ans dont deux années de grâce**.

Durée de vie moyenne :

Il s'agit de la somme **des durées pondérées** par les flux de remboursement du capital puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt. Cette durée est de **3 ans** pour la catégorie **A** et **5 ans** pour la catégorie **B**.

Duration de l'emprunt (souscription à taux fixe) :

La duration correspond à la somme des durées pondérées par les valeurs actualisées des flux à percevoir (intérêt et principal) rapportée à la valeur présente du titre. La duration s'exprime en unités de temps (fraction d'année) et est assimilable à un délai moyen de récupération de la valeur actuelle.

La duration d'une obligation correspond à la période à l'issue de laquelle sa rentabilité n'est pas affectée par les variations de taux d'intérêts.

La duration pour les présentes obligations de cet emprunt est de **2,621 années** pour la catégorie A et **3,989 années** pour la catégorie B.

- Suite -

Garantie :

Le présent emprunt obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

Notation de l'emprunt:

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note **BBB** (tun) à l'emprunt objet de la présente note d'opération en date du **27/03/2019**.

Notation de la société :

En date du **12 décembre 2018**, Fitch Ratings a révisé à la baisse la note nationale à long terme attribuée à Tunisie Leasing et Factoring de **BBB+** à **BBB** (tun) avec perspective stable et sa note à court terme de **F2** à **F3** (tun).

Mode de placement :

L'emprunt obligataire objet de la présente note d'opération est émis par Appel Public à l'Épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée aux guichets de TUNISIE VALEURS (Agence Tunis Centre Urbain Nord, Agence Tunis Belvédère, La Marsa, Les Berges du Lac II, Nabeul, Kélibia, Sousse, Monastir, Sfax et Djerba) et des autres intermédiaires en Bourse.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations

Les obligataires peuvent se réunir en Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès-verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires.

L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des obligataires et à son représentant.

Le représentant de l'Assemblée Générale des obligataires a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Fiscalité des titres

Les intérêts annuels des obligations de cet emprunt sont soumis à une retenue d'impôt que la loi met ou pourrait mettre à la charge des personnes physiques ou morales.

En l'état actuel de la législation, et suite à l'unification des taux de la retenue à la source sur les revenus des capitaux mobiliers, telle qu'instituée par la loi n°96-113 du 30 Décembre 1996, portant loi de finances pour la gestion 1997, les intérêts sont soumis à une retenue à la source au taux unique de 20%.

Cette retenue est définitive et non susceptible de restitution sur les revenus des obligations revenant à des personnes morales non soumises à l'impôt sur les sociétés ou qui en sont totalement exonérées en vertu de la législation en vigueur.

L'article 13 de la loi n° 2016-78 du 17 décembre 2016 portant loi de finances pour l'année 2017 a relevé le montant des intérêts au titre des comptes spéciaux d'épargne et au titre des emprunts obligataires déductible de l'assiette de l'impôt sur le revenu, de mille cinq cent dinars (1500 dinars) à cinq mille dinars (5 000 dinars) sans que ce montant n'excède trois mille dinars (3 000 dinars) pour les intérêts des dépôts dans les comptes spéciaux d'épargne ouverts auprès des banques et auprès de la Caisse d'Épargne Nationale de Tunisie, au lieu de mille dinars (1000 dinars).

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations:

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues (autres que celles délivrées lors de la souscription à cet emprunt) ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt « **TLF 2019-1** » seront assurés durant toute la durée de vie de

- Suite -

l'emprunt par TUNISIE CLEARING. L'attestation délivrée à chaque souscripteur mentionnera la catégorie et le taux d'intérêt choisis, ainsi que la quantité y afférente.

Marché des titres

Il existe des titres de même catégorie qui sont cotés sur le marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Par ailleurs, il n'existe pas de titres de même catégorie qui sont négociés sur des marchés de titres étrangers.

Dès la clôture des souscriptions au présent emprunt, TUNISIE LEASING ET FACTORING s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse « TUNISIE VALEURS » de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt « **TLF 2019-1** » au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

TUNISIE LEASING ET FACTORING s'engage, dès la clôture de l'emprunt « **TLF 2019-1** », à entreprendre les démarches nécessaires auprès de TUNISIE CLEARING en vue de la prise en charge des titres souscrits.

Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les établissements financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liés, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à l'entreprise un risque de taux du fait que les emplois sont octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à l'entreprise un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué d'une note d'opération « TLF 2019-1 » visée par le CMF en date du **08 avril 2019** sous le n°**19/1025** et du document de référence « TUNISIE LEASING ET FACTORING 2018 » enregistré auprès du CMF en date du **11/10/2018** sous le n°**18-007**, des indicateurs d'activité de Tunisie Leasing et Factoring relatifs au premier trimestre de l'exercice 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 avril 2019 ainsi que de ses états financiers relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2019.

La note d'opération et le document de référence susvisés sont mis à la disposition du public sans frais auprès de TUNISIE LEASING ET FACTORING - Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray, 1082 Tunisie Mahrajène, TUNISIE VALEURS, Immeuble Integra – Centre Urbain Nord, 1082 Tunis Mahrajène, tous les intermédiaires en Bourse et sur le site internet du CMF : www.cmf.tn

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2019 et les états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 seront publiés sur le bulletin officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2019 et le 30 avril 2019.

AVIS DE SOCIETES

EMISSION D'UN EMPRUNT OBLIGATAIRE

VISA du Conseil du Marché Financier :

Portée du visa du CMF : Le visa du CMF n'implique aucune appréciation sur l'opération proposée. Le prospectus est établi par l'émetteur et engage la responsabilité de ses signataires. Il doit être accompagné des indicateurs d'activités de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier, pour tout placement sollicité après le 20 avril 2019. Il doit être également accompagné des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2019. Le visa n'implique ni approbation de l'opportunité de l'opération ni authentification des éléments comptables et financiers présentés. Il est attribué après examen de la pertinence et de la cohérence de l'information donnée dans la perspective de l'opération proposée aux investisseurs.

Emprunt Obligataire «Attijari Leasing 2019-1»

Décisions à l'origine de l'émission

L'Assemblée Générale Ordinaire de Attijari Leasing réunie le **19 avril 2018** a autorisé l'émission d'un ou plusieurs emprunts obligataires et/ou subordonnés dans la limite de 80 millions de dinars pour le financement de son exploitation, à émettre dans un délai maximal de 1 an, et a donné pouvoir au Conseil d'Administration pour fixer les modalités, les montants successifs et les conditions de leurs émissions.

Dans le cadre de cette autorisation, le Conseil d'Administration de Attijari Leasing réuni le **4 octobre 2018** a décidé d'émettre un emprunt obligataire d'un montant de 20 millions de dinars susceptible d'être porté à 30 millions de dinars et a délégué au Directeur Général les pouvoirs pour fixer les conditions définitives dudit emprunt.

A cet effet, le Directeur Général de Attijari Leasing a fixé les conditions d'émission du présent emprunt obligataire « Attijari Leasing 2019-1 » comme suit :

- Montant de l'emprunt : 20 millions de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 30 millions de dinars ;
- Catégorie A : d'une durée de 5 ans au taux fixe de 11,00% ;
- Catégorie B : d'une durée de 5 ans au taux variable de TMM+2,75%.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'OPERATION

Montant

Le montant nominal du présent emprunt est fixé à 20 000 000 de dinars susceptible d'être porté à un maximum de 30 000 000 de dinars, divisé en 200 000 obligations susceptibles d'être portées à un maximum de 300 000 obligations de nominal 100 dinars chacune.

Le montant définitif du présent emprunt fera l'objet d'une publication aux bulletins officiels du CMF et de la BVMT.

Période de souscription et de versement

Les souscriptions et les versements à cet emprunt seront reçus à partir du **25 mars 2019** et clôturées au plus tard le **10 juin 2019**. Ils peuvent être clôturés sans préavis dès que le montant de l'émission (30 000 000 de dinars) est intégralement souscrit. Les demandes de souscription seront reçues dans la limite des titres émis, soit un maximum de 300 000 obligations.

En cas de placement d'un montant supérieur ou égal à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **10 juin 2019**, les souscriptions à cet emprunt seront clôturées et le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société à cette date.

- Suite -

En cas de placement d'un montant inférieur à 20 000 000 dinars à la date de clôture de la période de souscription, soit le **10 juin 2019**, les souscriptions seront prorogées jusqu'au **24 juin 2019** avec maintien de la date unique de jouissance en intérêts. Passé ce délai, le montant de l'émission correspondra à celui effectivement collecté par la société. Un avis de clôture sera publié aux bulletins officiels du Conseil du Marché Financier et de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis, dès la clôture des souscriptions.

Organismes financiers chargés de recueillir les souscriptions du public

Les souscriptions à cet emprunt et les versements seront reçus à partir du 25 mars 2019 auprès d'Attijari Intermédiation, intermédiaire en bourse, sise à Rue des lacs de Mazurie -1053 les Berges du Lac.

But de l'émission

Cet emprunt obligataire rentre dans le cadre de la mobilisation des fonds nécessaires à la réalisation du financement prévu au titre de l'année 2019 des opérations de leasing mobiliers et immobiliers qui s'élèvent à 320 millions de dinars. En effet, le besoin total du financement en ressources obligataires prévu au titre de l'année 2019 est de 80 millions de dinars.

CARACTERISTIQUES DES TITRES EMIS

- **Dénomination de l'emprunt** : « Attijari Leasing 2019-1 »
- **Nature des titres** : Titres de créances.
- **Forme des titres** : Les obligations du présent emprunt seront nominatives.
- **Catégorie des titres** : Ordinaires.
- **Modalités et délais de délivrance des titres** : Le souscripteur recevra dès la clôture de l'émission une attestation portant sur le nombre des obligations subordonnées souscrites délivrée par l'intermédiaire agréé mandaté, Attijari Intermédiation.

Prix de souscription et d'émission:

Les obligations seront émises au pair, soit 100 dinars par obligation, payable intégralement à la souscription.

Date de jouissance en intérêts :

Chaque obligation souscrite dans le cadre du présent emprunt portera jouissance en intérêts à partir de la date effective de sa souscription et libération.

Les intérêts courus au titre de chaque obligation entre la date effective de sa souscription et libération et la date limite de clôture des souscriptions, soit le **10 juin 2019**, seront décomptés et payés à cette date.

Toutefois, la date unique de jouissance en intérêts pour toutes les obligations émises qui servira de base à la négociation en bourse est fixée au **10 juin 2019** soit la date limite de clôture des souscriptions à cet emprunt.

Date de règlement :

Les obligations seront payables en totalité à la souscription.

Taux d'intérêt :

Les obligations du présent emprunt seront offertes à des durées et des taux d'intérêts différents au choix du souscripteur, fixés en fonction de la catégorie :

- ✓ Catégorie A : d'une durée de 5 ans au taux fixe de 11,00% brut par an ;
- ✓ Catégorie B : d'une durée de 5 ans au taux variable de TMM+2,75% brut par an.

- **Pour la catégorie A d'une durée de 5 ans :**

Taux fixe :

11,00% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts seront servis.

- **Pour la catégorie B d'une durée de 5 ans :**

Taux variable :

- Suite -

Taux du Marché Monétaire (TMM publié par la BCT) +2,75% brut l'an calculé sur la valeur nominale restant due de chaque obligation au début de chaque période au titre de laquelle les intérêts sont servis. Ce taux correspond à la moyenne arithmétique des douze derniers taux moyens mensuels du marché monétaire tunisien précédant la date de paiement des intérêts majorée de 275 points de base. Les douze mois à considérer vont du mois de **juin** de l'année N-1 au mois de **mai** de l'année N.

Amortissement-remboursement :

Toutes les obligations émises sont amortissables d'un montant annuel constant de 20 dinars par obligation soit le un cinquième de la valeur nominale. Cet amortissement commencera à la première année pour la catégorie A et la Catégorie B.

L'emprunt sera amorti en totalité le **10 juin 2024** pour la Catégorie A et la Catégorie B.

Prix de remboursement :

Le prix de remboursement est de 100 dinars par obligation.

Paielement :

Le paiement annuel des intérêts et le remboursement du capital dû seront effectués à terme échu le **10 juin** de chaque année.

Le premier paiement des intérêts aura lieu le **10 juin 2020**.

Le premier remboursement en capital aura lieu le **10 juin 2020** pour les catégories A et B.

Les paiements des intérêts et les remboursements du capital sont effectués auprès des dépositaires à travers Tunisie Clearing.

Taux de rendement actuariel et marge actuarielle :

- **Taux de rendement actuariel (souscription à taux fixe) :**

C'est le taux annuel qui, à une date donnée, égalise à ce taux et à intérêts composés les valeurs actuelles des montants à verser et des montants à recevoir. Il n'est significatif que pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à l'échéance de l'emprunt.

Pour les obligations de la Catégorie A, ce taux est de 11,00% l'an pour le présent emprunt.

- **Marge actuarielle (souscription à taux variable) :**

La marge actuarielle d'un emprunt à taux variable est l'écart entre son taux de rendement estimé et l'équivalent actuariel de son indice de référence.

Le taux de rendement est estimé en cristallisant jusqu'à la dernière échéance le dernier indice de référence pour l'évaluation des coupons futurs. La moyenne des TMM des 12 derniers mois arrêtés au mois de février 2019 (à titre indicatif) qui est égale à 6,977%, et qui est supposée cristallisée à ce niveau pendant toute la durée de vie de l'emprunt, permet de calculer un taux de rendement actuariel annuel de 9,727% pour la Catégorie B.

Sur cette base, les conditions d'émission et de rémunération font ressortir une marge actuarielle de 2,75% pour la Catégorie B et ce, pour un souscripteur qui conservait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

Durée totale, durée de vie moyenne et duration de l'emprunt :

- **Durée totale:**

Les obligations du présent emprunt sont émises pour une durée de **5 ans** pour la Catégorie A et la Catégorie B.

- **Durée de vie moyenne:**

Il s'agit de la somme des durées pondérées par les flux de remboursement puis divisée par le nominal. C'est l'espérance de vie de l'emprunt pour un souscripteur qui conserverait ses titres jusqu'à leur remboursement final.

La durée de vie moyenne pour les différentes catégories de l'emprunt « Attijari Leasing 2019-1 » est de **3 années** pour la Catégorie A et la Catégorie B.

- **Duration de l'emprunt :**

La duration pour les obligations de la Catégorie A du présent emprunt est de **2,632 années**.

Garantie :

Le présent emprunt obligataire ne fait l'objet d'aucune garantie particulière.

- Suite -

Notation de la société :

Le 24 mars 2016, Fitch Ratings a confirmé les notes nationales attribuées à Attijari Leasing sur son échelle nationale qui s'établissent comme suit:

- ✓ Note à long terme : BB + (tun) ;
- ✓ Note à court terme : B (tun) ;
- ✓ Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable.

Le 21 mars 2018, l'agence de notation Fitch Ratings a confirmé de nouveau les notes nationales attribuées à Attijari Leasing sur son échelle nationale qui s'établissent comme suit:

- ✓ Note à long terme : BB + (tun) ;
- ✓ Note à court terme : B (tun) ;
- ✓ Perspective d'évolution de la note à long terme : Stable.

Notation de l'emprunt:

L'agence de notation Fitch Ratings a attribué la note « **BB+** » (tun) à l'emprunt objet de la présente note d'opération en date du 21/01/2019.

Mode de placement :

L'emprunt obligataire « Attijari Leasing 2019-1 » est émis par appel public à l'épargne. Les souscriptions à cet emprunt seront ouvertes à toute personne physique ou morale intéressée, auprès de Attijari Intermédiation.

Organisation de la représentation des porteurs des obligations

Les porteurs des obligations peuvent se réunir en une Assemblée Spéciale, laquelle assemblée peut émettre un avis préalable sur les questions inscrites à la délibération de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires. Cet avis est consigné au procès verbal de l'Assemblée Générale des actionnaires. L'Assemblée Générale Spéciale des obligataires désigne l'un de ses membres pour la représenter et défendre les intérêts des obligataires.

Les dispositions des articles 327 et 355 à 365 du code des sociétés commerciales s'appliquent à l'Assemblée Générale Spéciale des porteurs des obligations et à son représentant. Le représentant de l'Assemblée Générale des porteurs des obligations a la qualité pour la représenter devant les tribunaux.

Intermédiaire agréé mandaté par la société émettrice pour la tenue du registre des obligations:

L'établissement, la délivrance des attestations portant sur le nombre d'obligations détenues ainsi que la tenue du registre des obligations de l'emprunt «Attijari Leasing 2019-1» seront assurés durant toute la durée de vie de l'emprunt par l'intermédiaire en bourse, Attijari Intermédiation.

L'attestation délivrée à chaque souscripteur doit mentionner la catégorie choisie par ce dernier, le taux d'intérêt et la quantité d'obligations y afférents.

Marché des titres

Dès la clôture des souscriptions du présent emprunt, Attijari Leasing s'engage à charger l'intermédiaire en Bourse, Attijari Intermédiation, de demander l'admission des obligations souscrites de l'emprunt «Attijari Leasing 2019-1» au marché obligataire de la cote de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Prise en charge par Tunisie Clearing :

Attijari Leasing s'engage dès la clôture des souscriptions de l'emprunt obligataire «Attijari Leasing 2019-1» à entreprendre les démarches nécessaires auprès de Tunisie Clearing en vue de la prise en charge des obligations souscrites.

Tribunaux compétents en cas de litige :

Tout litige pouvant surgir suite à l'émission, au paiement et à l'extinction de cet emprunt obligataire sera de la compétence exclusive du tribunal de Tunis I.

- Suite -

Risque lié à l'émission du présent emprunt obligataire :

Selon les règles prudentielles régissant les banques et les établissements de financiers exigeant une adéquation entre les ressources et les emplois qui leur sont liées, la souscription au taux indexé sur le TMM risquerait de faire supporter à la société un risque de taux de fait que certains emplois seraient octroyés à taux fixe et à l'inverse, la souscription au taux fixe risquerait également de faire supporter à la société un risque de taux dans le cas où certains emplois seraient octroyés à des taux indexés sur le TMM.

Le prospectus relatif à la présente émission est constitué de la note d'opération « Attijari Leasing 2019-1 » visée par le CMF en date du 07/03/2019 sous le numéro 19-1021, du document de référence « Attijari Leasing 2018 » enregistré par le CMF en date du 31/12/2018 sous le n°18-011, des indicateurs d'activité de l'émetteur relatifs au premier trimestre 2019 prévus par la réglementation en vigueur régissant le marché financier pour tout placement sollicité après le 20 janvier 2019 et des états financiers de l'émetteur relatifs à l'exercice 2018 pour tout placement sollicité après le 30 avril 2019.

La présente note d'opération et le document de référence sont mis à la disposition du public, sans frais, auprès d'Attijari Leasing, rue du Lac d'Annecy-1053 Les Berges du Lac et sur le site internet du CMF : www.cmf.org.tn

Les indicateurs d'activité relatifs au premier trimestre 2019 de l'émetteur et ses états financiers relatifs à l'exercice 2018 seront publiés sur le bulletin officiel du CMF et sur son site internet respectivement au plus tard le 20 avril 2019 et le 30 avril 2019.

AVIS DE SOCIETES

INDICATEURS D'ACTIVITE TRIMESTRIELS

UNION BANCAIRE POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE -UBCI-

Siège Social : 139, avenue de la Liberté-1002 Tunis Belvédère-

L'UBCI publie ci-dessous ses indicateurs d'activité relatifs au 1^{er} trimestre 2019.

KTND	Au 31/03/2019	Au 31/03/2018	Au 31/12/2018	VARIATION VOLUME	VARIATION en%
1- Produits d'exploitation bancaire	93 649	82 595	359 234	11 054	13,38%
Intérêts	64 024	52 968	239 865	11 056	20,87%
Commissions en produits	13 884	13 279	53 953	605	4,56%
Revenus du Portefeuille-titres commercial et d'investissement	15 741	16 348	65 416	-607	-3,71%
2- Charges d'exploitation bancaire	32 109	28 926	130 833	3 183	11,00%
Intérêts encourus et charges assimilées	30 425	27 419	120 799	3 006	10,96%
Commissions encourues	1 684	1 507	10 034	177	11,75%
3- Produit Net Bancaire	61 540	53 669	228 401	7 871	14,67%
4- Autres produits d'exploitation	704	720	4 152	-16	-2,22%
5-Charges opératoires, dont :	43 466	35 148	144 462	8 318	23,67%
Frais de personnel	24 949	22 854	94 662	2 095	9,17%
Charges générales d'exploitation	16 665	10 348	40 875	6 317	61,05%
6- Structure du portefeuille	396 733	491 757	426 339	-95 024	-19,32%
Portefeuille titres commercial	404	2 694	2 797	-2 290	-85,00%
Portefeuille Titres d'investissement	396 329	489 063	423 542	-92 734	-18,96%
7-Encours des crédits à la clientèle	2 740 827	2 845 818	2 754 147	-104 991	-3,69%
8- Encours de dépôts, dont :	2 524 390	2 409 458	2 625 688	114 932	4,77%
Dépôts à vue	1 472 318	1 396 101	1 573 387	76 217	5,46%
Dépôts d'épargne	686 687	672 123	688 156	14 564	2,17%
9- Emprunts et ressources spéciales	350 619	325 822	348 901	24 797	7,61%
10- Capitaux propres	403 127	337 372	353 971	65 755	19,49%

- Suite -

I - BASES ET METHODES COMPTABLES RETENUES

1. BASES RETENUES POUR L'ELABORATION DES INDICATEURS TRIMESTRIELS

Les indicateurs trimestriels sont préparés conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie notamment à la norme comptable générale NCT 1 du 30 décembre 1996 et les normes comptables bancaires (NCT 21 à 25)

METHODES COMPTABLES APPLIQUEES :

Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

Comptabilisation des prêts auprès de la clientèle

Les crédits décaissés et les comptes courants débiteurs sont présentés déduction faite des intérêts et agios réservés et des provisions y afférentes.

Classification des engagements

Les engagements sont classés et provisionnés conformément aux dispositions de la Circulaire de la BCT n° 91-24 telle que modifiée par les textes subséquents.

Immobilisations données en leasing

Les immobilisations données en leasing sont comptabilisées à l'actif du bilan à leur valeur d'acquisition hors taxe sur la valeur ajoutée, et ce durant toute la période du bail qui varie entre 2 et 7 années.

Les créances de crédit bail sont amorties selon l'amortissement en capital de l'échéancier du contrat.

Provisions sur les engagements

Les provisions sont déterminées selon les taux prévus par la circulaire de la BCT après déduction des garanties considérées comme valables.

Comptabilisation des revenus sur prêts auprès de la clientèle

Les intérêts et produits assimilés ainsi que les commissions sont pris en compte en résultat de la période pour leurs montants rattachés à la dite période.

Les intérêts échus et non encore encaissés relatifs aux prêts classés parmi les "actifs incertains" (classe B2) ou parmi les "actifs préoccupants" (classe B3) ou parmi les "actifs compromis" (classe B4), au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en produits réservés et sont déduits du poste "Créances sur la clientèle". Ces intérêts sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

COMPTABILISATION DU PORTEFEUILLE - TITRES ET DES REVENUS Y AFFERENTS

Le portefeuille titres est composé du portefeuille commercial et du portefeuille d'investissement.

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition tous frais et charges exclus à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

CONVERSION DES OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations en devises sont traitées séparément dans une comptabilité autonome au titre de chacune des devises concernées et sont converties dans la comptabilité en monnaie de référence sur la base du cours de change moyen interbancaire en date d'arrêté utilisé pour l'ensemble des opérations comptabilisées dans chaque devise au cours de cette période.

II/ FAITS SAILLANTS DU 1er TRIMESTRE 2019

L'encours des crédits à la clientèle (net de provisions et d'agios réservés) a enregistré une baisse de 105 MTND pour atteindre 2 741 MTND, réalisant ainsi une variation négative de -3.69% par rapport au 31/03/2018.

Les dépôts de la clientèle affichent une progression de 4.77% par rapport au 31/03/2018, avec un encours de 2 524 MTND.

Les produits d'exploitation ont atteint 93,6 MTND, soit +13,38% d'évolution par rapport au 31/03/2018.

Les charges d'exploitation ont atteint 32 MTND, soit une progression de 11% comparativement à la même période 2018.

Le produit net bancaire au terme du premier trimestre 2019 est de 61,5 MTND en progression de 14,67% par rapport à fin Mars 2018.

Les charges opératoires ont augmenté de 23,67% par rapport à la même période de l'exercice 2018 avec un accroissement des frais de personnel de 9,17% et des charges d'exploitation de 61,051%.

Hors impact du redressement fiscal portant sur la période de 2014 à 2016, la progression des charges opératoires aurait été de 5,09 %.

AVIS DE SOCIETES*

COMMUNIQUE DE PRESSE

**MANUFACTURE DE PANNEAUX BOIS DU SUD
« MPBS »**

Siège Social : Route de Gabes km 1.5 Sfax-Tunisie

La société MPBS informe ses actionnaires que son conseil d'administration réuni le lundi 15 avril 2019, a passé en revue l'activité de la société au cours de l'exercice 2018 et a arrêté les états financiers individuels et consolidés relatif au dit exercice.

Les états financiers individuels de la Société **MPBS** ont fait ressortir un résultat net de 3 113 785 TND fin 2018 en hausse de 27% comparé à 2017.

Le résultat net de l'ensemble consolidé fin 2018 est de 3 498 006 TND en progression de 25% comparé à 2017.

Le conseil d'administration a décidé de convoquer l'assemblée générale ordinaire pour le samedi 15/06/2019 à 11h à l'IACE section Sfax et de proposer la distribution d'un dividende de 0,200 TND par action.

En outre le conseil d'administration a décidé de convoquer une assemblée générale extraordinaire pour le samedi 15/06/2019 à 12h à l'IACE section Sfax, afin de procéder à une augmentation de capital de 1 420 650 TND par attribution gratuite à concurrence d'une action nouvelle pour le détenteur de 10 actions anciennes.

De ce fait le capital social de la société sera porté de 14 206 500 TND à 15 627 150 TND.

Par ailleurs le conseil informe, que dans un objectif de diversification, le groupe MPBS a soumissionné avec succès dans le cadre d'un appel d'offre visant l'exploitation d'une terre domaniale. La constitution d'une SMVDA sera entamée dès la réception de la notification officielle.

* Le CMF n'entend donner aucune opinion ni émettre un quelconque avis quant au contenu des informations diffusées dans cette rubrique par la société qui en assume l'entière responsabilité.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

GAT ASSURANCES

Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

La société GAT ASSURANCES informe Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu le **26/04/2019 à 9h00** au siège social de GAT ASSURANCES sis au 92-94 avenue Hédi Chaker-1002 Tunis Belvédère, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2018
2. Lecture des rapports général et spécial des Commissaires aux Comptes sur l'exercice 2018
3. Examen et approbation des conventions réglementées régies par les articles 200 et suivants et article 475 du Code des Sociétés Commerciales
4. Examen et approbation des états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31/12/2018
5. Affectation du résultat de l'exercice 2018
6. Quitus aux administrateurs
7. Fixation du montant des jetons de présence
8. Questions diverses

Tous les documents destinés à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social durant le délai légal.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Société GAT VIE

Siège social : 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

La société GAT VIE informe Messieurs les actionnaires qu'ils sont convoqués à l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura lieu le **26 Avril 2019 à 11h00** au siège social de GAT VIE sis au 92-94 avenue Hédi Chaker-1002 Tunis Belvédère, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Lecture et approbation du rapport du Conseil d'Administration sur l'exercice 2018
2. Lecture des rapports général et spécial du Commissaire aux Comptes sur l'exercice 2018
3. Examen et approbation des conventions réglementées régies par les articles 200 et suivants et article 475 du Code des Sociétés Commerciales
4. Examen et approbation des états financiers de GAT VIE arrêtés au 31/12/2018
5. Affectation du résultat de l'exercice 2018
6. Quitus aux administrateurs
7. Fixation du montant des jetons de présence
8. Désignation du Commissaire aux Comptes pour les exercices 2019-2020-2021
9. Questions diverses

Tous les documents destinés à cette Assemblée Générale sont tenus à la disposition des actionnaires au siège social durant le délai légal.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE

Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie « CARTE VIE »

Siège social : Immeuble CARTE, Entrée B Lot BC4 – Centre Urbain Nord, 1082 Tunis

Le conseil d'administration tenu le 04/04/2019 convoque les actionnaires de la société à l'Assemblée Générale Ordinaire le 29 avril 2019 à 10 H au siège sociale de la société ; Immeuble CARTE Lot BC4 Entrée B Centre Urbain Nord 1082, Tunis, pour statuer sur l'ordre du jour suivant :

- 1- Lecture du rapport général du commissaire aux comptes et approbation des états financiers et du rapport du conseil sur la gestion de la société ayant trait à l'exercice clos au 31/12/2018 ;
- 2- Lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes et approbation des conventions réglementées ;
- 3- Affectation des résultats au titre de l'exercice clos au 31/12/2018 ;
- 4- Quitus aux administrateurs ;
- 5- Fixation des jetons de présences ;
- 6- Nomination d'un nouvel administrateur ;
- 7- Pouvoirs.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès -1001Tunis-

Sur décision du Conseil d'Administration du 26 mars 2019, messieurs les actionnaires de la **COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING** sont convoqués à la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire qui sera tenue le Mardi, **30 AVRIL 2019 à 15 heures, à L'Institut Arabe des Chefs d'Entreprises (IACE)**, Les Berges du Lac, Tunis, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- 1) Lecture et approbation du rapport d'activité et des Etats Financiers individuels de l'exercice 2018 ;
- 2) Approbation des conventions et opérations spéciales ;
- 3) Approbation des Etats Financiers consolidés de l'exercice 2018 ;
- 4) Quitus aux administrateurs pour l'exercice 2018 ;
- 5) Reclassement des comptes de réserves ;
- 6) Affectation du résultat de l'exercice 2018 ;
- 7) Approbation des montants des jetons de présence relatifs à l'exercice 2018 ;
- 8) Emission d'Emprunts Obligataires ;
- 9) Pouvoirs en vue des formalités.

Tous les documents légalement requis sont à la disposition des actionnaires au siège social de la société et toute personne détenant 10 actions ou plus peut assister à la réunion ou se faire représenter en vertu d'une procuration.

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE
Société d'Investissement à Capital Variable
Agrément du CMF n° 40-2015 du 27 août 2015
Siège social : Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray
Cité des Sciences - 1004 El Menzah IV

Les actionnaires de **SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE** sont invités à se réunir en Assemblée Générale Ordinaire **le vendredi 3 mai 2019 à 10 heures du matin**, à l'immeuble de la Société Tunisienne de Banque (salle de conférence) - Cité des Sciences, 34 rue Hédi Karray –El Menzah IV, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1- Examen du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2018
- 2- Lecture des rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2018
- 3- Approbation du rapport du Conseil d'Administration et des états financiers arrêtés au 31 décembre 2018
- 4- Approbation des conventions prévues par les articles 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales
- 5- Quitus aux administrateurs pour leur gestion durant l'exercice 2018
- 6- Affectation des résultats de l'exercice 2018
- 7- Fixation du montant des jetons de présence
- 8- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités de dépôt et de publication

AVIS DE SOCIETES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

SICAV L'INVESTISSEUR
Société d'Investissement à Capital Variable
Agrément du Ministre des Finances du 25 février 1991
Siège social : Rue Hédi Nouira -1001 Tunis

Les actionnaires de **SICAV L'INVESTISSEUR** sont invités à se réunir en Assemblée Générale Ordinaire **le jeudi 2 mai 2019 à 9 heures du matin**, à l'immeuble de la Société Tunisienne de Banque -1^{er} étage - Cité des Sciences, 34 rue Hédi Karray –El Menzah IV, à l'effet de délibérer sur l'ordre du jour suivant:

- 1- Examen du rapport du Conseil d'Administration relatif à l'exercice 2018
- 2- Lecture des rapports du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2018
- 3- Approbation du rapport du Conseil d'Administration et des états financiers arrêtés au 31 décembre 2018
- 4- Approbation des conventions prévues par les articles 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales
- 5- Quitus aux administrateurs pour leur gestion durant l'exercice 2018
- 6- Affectation des résultats de l'exercice 2018
- 7- Fixation du montant des jetons de présence
- 8- Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités de dépôt et de publication

AVIS DE SOCIETES

Projet de résolutions AGO

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès -1001Tunis-

Projet des résolutions qui sera soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2019.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'Administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice 2018, approuve le rapport du Conseil d'Administration dans son intégralité, ainsi que les états financiers de l'exercice clos au 31 décembre 2018 tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale approuve les conventions et opérations spéciales signalées dans le rapport spécial des commissaires aux comptes.

Cette résolution est adoptée à

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu le rapport des commissaires aux comptes, approuve les états financiers consolidés de la société au 31 décembre 2018 tels qu'ils lui sont présentés.

Cette résolution est adoptée à

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et sans réserve aux Administrateurs pour leur gestion relative à l'exercice 2018.

Cette résolution est adoptée à

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de reclasser au compte report à nouveau les réserves pour réinvestissement résultant des exercices antérieurs à 2016 pour un montant de 1.861.100 Dinars, devenues libres au cours de cette année, dont un montant de 1.042.310 Dinars distribuable en franchise de retenue à la source.

Cette résolution est adoptée à

SIXIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter les bénéfices comme suit

- Suite -

Résultat net 2018	12 170 104,929
<i>Report à nouveau (distribuables en franchise de R/S) :</i>	17 270,776
<i>Réserves reclassées (distribuables en franchise de R/S) (*) :</i>	1 042 310,000
Total Report à nouveau (distribuables en franchise de R/S) :	1 059 580,776
<i>Report à nouveau (soumis à la R/S)</i>	13 136 353,600
<i>Réserves reclassées (soumis à la R/S) (*)</i>	818 790,000
Total Report à nouveau (soumis à la R/S)	13 955 143,600
Total	27 184 829,305
Dotation au fonds social	-500 000,000
Réserves pour Réinvestissements exonérés	-6 640 000,000
Solde à affecter	20 044 829,305
Dividendes à distribuer (non soumises à la R/S)	1 050 000,000
Dividendes à distribuer (soumises à la R/S)	3 450 000,000
Total des Dividendes à distribuer	-4 500 000,000
Report à nouveau (distribuables en franchise de R/S) :	9 580,776
Report à nouveau (soumis à la R/S)	15 535 248,529
Total Report à nouveau	15 544 829,305

(R/S) : Retenue à la source en application des dispositions de l'article 19 de la loi de finances pour la gestion de l'année 2014.

(*) : Voir cinquième résolution

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la distribution d'un dividende à raison de 0,900 DT par action, dont 0,210 DT distribuables en franchise de retenues à la source et 0,690 DT soumis à la retenue à la source.

Cette résolution est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer la rémunération des deux Comités créés conformément aux dispositions de la circulaire BCT n°2011-06 du 20 mai 2011 à 21.000 DT par Comité.

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de fixer le montant global des jetons de présence relatifs à l'exercice 2018, englobant les rémunérations des Comités, à 122.000 DT à répartir entre les administrateurs par décision du Conseil d'Administration.

Cette résolution est adoptée à

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire autorise l'émission par la Compagnie Internationale de Leasing d'un ou plusieurs emprunts obligataires d'un montant de Cent Cinquante Millions de Dinars (150.000.000D) et ce, avant la date de la tenue de l'A.G.O. statuant sur l'exercice 2019, et donne pouvoir au Conseil d'Administration pour en fixer les montants successifs, les modalités et les conditions.

Cette résolution est adoptée à

NEUVIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire confère au porteur d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente assemblée, tous pouvoirs pour effectuer et remplir toutes formalités légalement requises.

Cette résolution est adoptée à

AVIS DE SOCIETES

PROJET DE RESOLUTIONS

GAT ASSURANCES

Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

Projet des résolutions de la société GAT ASSURANCES à soumettre à l'approbation de son Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 26 avril 2019.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration de GAT ASSURANCES relatif à l'exercice 2018, approuve ledit rapport.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture des rapports des Commissaires aux Comptes sur les états financiers individuels et consolidés de GAT ASSURANCES au 31/12/2018, approuve ces états financiers individuels et consolidés arrêtés au 31/12/2018 tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir entendu le rapport spécial des Commissaires aux Comptes 2018 relatif aux opérations prévues par les articles 200 et suivants et article 475 du Code des Sociétés Commerciales approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat net de l'exercice 2018 bénéficiaire qui s'élève à 8 128 707,216 dinars de la manière suivante (en dinars) :

Bénéfice net de l'exercice 2018	8 128 707,216
Résultats reportés	102 978,863
Reliquat	8 231 686,079
Réserve légale	411 584,304
Reliquat	7 820 101,775
Fonds social	200 000,000
Bénéfice à distribuer	6 975 000,000
Résultats reportés 2018	645 101,775

- Suite -

L'Assemblée Générale décide la mise en paiement d'un dividende par action d'un montant de 1,550 dinars par action et ce à partir du 01/07/2019 au siège social de GAT ASSURANCES.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne quitus global, définitif et sans réserves aux administrateurs au titre de leur gestion pour l'exercice 2018.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer au Conseil d'Administration de GAT ASSURANCES à titre de jetons de présence pour l'année 2019 la somme totale de 48 000 dinars en brut. L'Assemblée Générale Ordinaire décide aussi d'allouer au Comité Permanent d'Audit et au Comité des Risques des jetons de présence pour l'exercice 2019 la somme totale de 24 000 dinars en brut pour chaque comité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au représentant légal porteur d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales d'enregistrement et de publicité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

AVIS DE SOCIETES

PROJET DE RESOLUTIONS**Société GAT VIE**

Siège Social: 92-94 Avenue Hédi Chaker, 1002 Tunis

Projet de résolutions de la Société GAT VIE à soumettre à l'approbation de son Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 26 avril 2019.

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration de GAT VIE relatif à l'exercice 2018, approuve ledit rapport.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu la lecture du rapport du Commissaire aux Comptes sur les états financiers de GAT VIE au 31/12/2018, approuve ces états financiers arrêtés au 31/12/2018 tels qu'ils ont été présentés.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir entendu le rapport spécial du Commissaire aux Comptes de l'exercice 2018 relatif aux opérations prévues par les articles 200 et suivants et article 475 du Code des Sociétés Commerciales approuve les conventions qui y sont mentionnées.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'affecter le résultat net de l'exercice 2018 bénéficiaire qui s'élève à 2 359 966 Dinars de la manière suivante :

Bénéfice net de l'exercice 2018	2 359 966,330
Résultats reportés	656 882,218
Reliquat	3 016 848,548
Réserve légale	150 842,427
Reliquat	2 866 006,121
Fonds social	50 000,000
Bénéfice à distribuer	1 120 000,000
Résultats reportés 2018	1 696 006,121

- Suite -

L'Assemblée Générale Ordinaire décide la mise en paiement d'un dividende par action d'un montant de 16 dinars par action et ce à partir du 01/07/2019 au siège social de GAT VIE.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus global, définitif et sans réserves aux administrateurs au titre de leur gestion pour l'exercice 2018.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'allouer au Conseil d'Administration de GAT VIE à titre de jetons de présence pour l'année 2019 la somme totale de 24.000 dinars en brut. L'Assemblée Générale Ordinaire décide aussi d'allouer au Comité Permanent d'Audit et au Comité des Risques des jetons de présence pour l'exercice 2019 la somme totale de 12.000 dinars en brut pour chaque comité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

SEPTIEME RESOLUTION

Sur proposition du Conseil d'Administration, l'Assemblée Générale Ordinaire décide de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes, Cabinet ECC-MAZARS représenté par M. Mohamed Hédi KAMMOUN, pour une période de 3 ans (2019-2020-2021) qui prendra fin avec l'Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2021.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

HUITIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous pouvoirs au représentant légal porteur d'un extrait des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales d'enregistrement et de publicité.

Cette résolution mise aux voix est adoptée à des actionnaires présents ou représentés

AVIS DE SOCIETES

PROJET DE RESOLUTIONS**Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie « CARTE VIE »**

Siège social : Immeuble CARTE, Entrée B Lot BC4 – Centre Urbain Nord, 1082 Tunis

Projet de résolutions de la Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie « CARTE VIE » à soumettre à l'approbation de son Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 29 avril 2019.

PREMIERE RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire après avoir pris connaissance du rapport d'activité sur la gestion de l'exercice 2018 et des états financiers relatifs à l'exercice clos le 31 Décembre 2018 et après avoir entendu lecture du rapport général du commissaire aux comptes au titre de l'exercice 2018 approuve les états financiers et le rapport d'activité relatifs à l'exercice précité dans leurs intégralités.

DEUXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir entendu lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes relatif aux opérations prévues par les articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales approuve les dites opérations.

TROISIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire approuve l'affectation du bénéfice de l'exercice, s'élevant à **6 705 696,400** dinars, telle qu'elle a été proposée par le Conseil d'Administration comme suit :

Bénéfice Net de l'exercice 2018	6 705 696.400
Report à nouveau antérieur	4 414 344.114
Bénéfice distribuable	11 120 040.514
Réserve légale (5 %)	0.000
Réserve Spéciale de Réinvestissement	2 366 601.700
Réserve pour fonds social	150 000.000
Dividendes	4 000 000.000
Report à nouveau	4 603 438.814

- Suite -

QUATRIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne quitus entier et définitif aux administrateurs pour la gestion ayant trait à l'exercice clos le 31/12/2018.

CINQUIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide d'allouer un montant net de quatre-vingt-deux mille (82 000) Dinars au titre des jetons de présences aux administrateurs. Ce montant est mis à la disposition du Conseil d'Administration qui en fixera la répartition entre ses membres.

L'Assemblée Générale Ordinaire fixe la rémunération du comité d'audit interne à sept mille cinq cent (7 500) Dinars nets.

SIXIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire décide de nommer Monsieur Duc Co Minh en qualité d'administrateurs pour une durée expirant lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui aura à statuer sur les états financiers de l'exercice 2021.

Mise au vote, cette résolution est adoptée à

SEPTIEME RESOLUTION :

L'Assemblée Générale Ordinaire donne tous les pouvoirs au représentant légal de la société ou à toute personne mandatée par lui, sous sa responsabilité, pour effectuer toutes les formalités de dépôt ou de publication prescrites par la loi.

Mise au vote, cette résolution est adoptée à

AVIS DE SOCIETES

الشركة الصناعية للزيت بصفاقس - زيتاكس
المقر الاجتماعي: طريق قابس كلم 2 - 3003 صفاقس

إثر انعقاد الجلسة العامة العادية بتاريخ 30 مارس 2019 تنشر الشركة الصناعية للزيت بصفاقس - زيتاكس ما يلي :

القرارات المعتمدة من قبل الجلسة العامة العادية
الموازنة بعد تخصيص النتيجة المحاسبية
قائمة تطور الأموال الذاتية باعتبار قرار تخصيص النتيجة المحاسبية.

I - القرارات المعتمدة من قبل الجلسة العامة العادية

القرار الأول: المصادقة على الاتفاقيات المنظمة

بعد الاستماع إلى التقرير الخاص لمراقب الحسابات، تصادق الجلسة العامة على الاتفاقيات المنظمة المنصوص عليها بالفصلين 200 و 475 من مجلة الشركات التجارية.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

القرار الثاني: المصادقة على تقريراً لتصرف وعلى القوائم المالية الفردية للسنة المالية 2017-2018

بعد الاستماع إلى تقرير مجلس الإدارة والتقرير العام لمراقب الحسابات، تصادق الجلسة العامة على تقرير التصرف والحسابات الفردية لشركة سيوس زيتاكس للسنة المالية 2017-2018 والمختومة في 30 سبتمبر 2018 كما أعدها مجلس الإدارة والتي تبرز خسائر بقيمة 7 366 ديناراً.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

القرار الثالث: تبرئة ذمة أعضاء مجلس الإدارة

تقرر الجلسة العامة العادية للشركة إبراء ذمة أعضاء مجلس الإدارة تبرئة تامة ونهائية وبدون أي احتراز بعنوان تصرفهم طيلة السنة المالية التي قفلت حساباتها في 30 سبتمبر 2018.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

القرار الرابع: تخصيص نتائج السنة المالية 2017-2018

تقرر الجلسة العامة العادية رصد خسائر السنة المالية 2017-2018 والبالغة 7 366 ديناراً بحساب خسائر مرحلة وعدم توزيع أرباح بالنسبة لهذا الموسم 2017-2018.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

- Suite -

القرار الخامس: المصادقة على تقرير التصرف للمجمع وعلى القوائم المالية المجمعة للسنة المالية: 2018-2017

بعد الاستماع إلى تقرير التصرف الخاص بتجمع الشركات وتقرير مراقب الحسابات، تصادق الجلسة العامة على تقرير التصرف وعلى القوائم المالية المجمعة للسنة المالية: 2018-2017 و التي تبرز أرباحاً بقيمة 280 680 ديناراً.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

القرار السادس: منح حضور أعضاء مجلس الإدارة

تقرر الجلسة العامة العادية لموسم 2018/2017 تحديد مقدار منح حضور لأعضاء مجلس الإدارة بألفي دينار (2000 د) سنوياً صافية لكل عضو.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

القرار السابع: انتخاب أعضاء مجلس الإدارة

تقرر الجلسة العامة العادية لموسم 2018-2017 الإبقاء على عدد سبع مقاعد في مجلس الإدارة، واطر عملية التصويت تم انتخاب السادة عبودة اللومي، أحمد السلامي، المنصف بوشكوة، عبد العزيز الزواري، طارق الفقي، فيصل خروف، وشركة الأقصر كأعضاء بمجلس الإدارة لمدة ثلاث سنوات، تنتهي مع انعقاد الجلسة العامة العادية لموسم 2021-2020.

تمت المصادقة على هذا القرار بالأغلبية

القرار الثامن: إعطاء النفوذ للقيام بالإجراءات

تعطي الجلسة العامة العادية جميع الصلاحيات لحامل نسخة أو ملخص من هذا المحضر للقيام بكل الإجراءات والنزائيب والإشهارات التي يقتضيها القانون.

تمت المصادقة على هذا القرار بالإجماع

- Suite -

2 - الموازنة بعد تخصيص النتيجة المحاسبية

SIOS ZITEX

BILANS ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018

(En Dinars Tunisiens)

ACTIFS	NOTES	30/09/2018	30/09/2017
ACTIFS NON COURANTS			
Actifs immobilisés		9 385 605	9 420 007
Immobilisations incorporelles		32 635	32 635
Amortissements		32 635	32 635
	3.1	-	-
Immobilisations corporelles		6 207 765	6 206 659
Amortissements		5 481 991	5 465 470
	3.2	725 774	741 188
Immobilisations financières		9 145 924	9 151 864
Provisions		486 092	473 046
	3.3	8 659 832	8 678 818
Total des actifs non courants		9 385 605	9 420 007
ACTIFS COURANTS			
Stocks		322 555	299 339
Provisions		55 233	55 233
	3.4	267 322	244 105
Clients et comptes rattachés		400 138	345 423
Provisions		175 446	175 446
	3.5	224 692	169 977
Autres actifs courants		730 473	651 824
Provisions		3 148	3 148
	3.6	727 325	648 675
Placements et autres actifs financiers		401 083	1 075
Provisions		-	-
	3.7	401 083	1 075
Liquidités et équivalents de liquidités	3.8	32 517	391 772
Total des actifs courants		1 652 939	1 455 606
TOTAL DES ACTIFS		11 038 544	10 875 612

- Suite -

SIOS ZITEX
BILANS ARRETES AU 30 SEPTEMBRE 2018
(En Dinars Tunisiens)

CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS	NOTES	30/09/2018	30/09/2017
Capital social		2 425 000	2 425 000
Réserves et résultats reportés		7 826 187	7 833 553
Autres capitaux propres		-	1 921
<hr/>			
Total des capitaux propres après affectation du résultat		10 251 187	10 260 474
<hr/>			
<u>PASSIFS</u>			
<u>Passifs non courants</u>			
Emprunts		-	-
Provisions pour risques et charges		80 200	55 200
	3.10	80 200	55 200
<hr/>			
<u>Passifs courants</u>			
Fournisseurs et comptes rattachés	3.11	217 646	111 950
Autres passifs courants	3.12	489 512	425 602
Concours bancaires et autres passifs financiers	3.13	-	22 386
		707 157	559 938
<hr/>			
Total des passifs		787 357	615 138
<hr/>			
TOTAL DES PASSIFS ET CAPITAUX PROPRES		11 038 544	10 875 612

- Suite -

- قائمة تطور الأموال الذاتية باعتبار قرار تخصيص النتيجة المحاسبية 2017-2018 :

المجموع	منح الاستثمار	نتائج السنة المحاسبية	نتائج موزعة	احتياطي خاضع لنظام خاص أصبح متوفر	احتياطي خاضع لنظام خاص	احتياطي إعادة الاستثمار المفقود غير المتوفر	احتياطيات أخرى	احتياطي خاص لإعادة التقييم	احتياطيات قانونية	منح الإصدار	رأس المال	
10 251 187		-7 366	-381 350		5 145 801		1 538 979	1 287 623	242 500		2 425 000	مجموع الأرصدة إلى حين 2018/09/30 قبل التخصيص
0		7 366	-7 366									تخصيص النتائج بعد قرار الجلسة العامة العادية بتاريخ 2019/03/30
10 251 187			-388 716		5 145 801		1 538 979	1 287 623	242 500		2 425 000	مجموع الأرصدة إلى 2018/09/30 بعد التخصيص

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

Dénomination		Gestionnaire	Date d'ouverture	VL au 31/12/2018	VL antérieure	Dernière VL	
OPCVM DE CAPITALISATION							
SICAV OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION							
1	TUNISIE SICAV	TUNISIE VALEURS	20/07/92	178,909	181,593	181,623	
2	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/04/07	121,789	123,719	123,740	
3	UNION FINANCIERE SALAMMBO SICAV	UBCI BOURSE	01/02/99	103,593	104,344	105,016	
4	SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE	STB MANAGER	18/09/17	106,915	109,012	109,033	
5	LA GENERALE OBLIG-SICAV	CGI	01/06/01	107,043	108,754	108,770	
6	FIDELITY SICAV PLUS	MAC SA	27/09/18	101,201	103,285	103,306	
7	FINA O SICAV	FINACORP	11/02/08	104,060	105,446	105,461	
8	SICAV AMEN	AMEN INVEST	01/10/92	43,204	43,717	43,723	
9	SICAV BH CAPITALISATION ***	BH INVEST	22/09/94	30,220	30,217	30,221	
FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE							
10	FCP SALAMETT CAP	AFC	02/01/07	15,960	16,159	16,162	
11	MCP SAFE FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	116,613	117,979	117,993	
12	CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP	CGF	25/02/08	1,137	1,147	-	
13	FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION	TSI	15/11/17	105,472	107,209	107,223	
14	UGFS BONDS FUND	UGFS-NA	10/07/15	10,514	10,658	10,659	
15	FCP BNA CAPITALISATION ****	BNA CAPITAUX	03/04/07	147,611	148,577	148,603	
16	FCP SALAMETT PLUS	AFC	02/01/07	10,716	10,853	10,854	
FCP OBLIGATAIRES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE							
17	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	UFI	23/01/06	1,644	1,667	1,669	
SICAV MIXTES DE CAPITALISATION							
18	SICAV PLUS	TUNISIE VALEURS	17/05/93	58,401	59,107	59,115	
19	SICAV PROSPERITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	25/04/94	126,848	127,532	127,773	
20	SICAV OPPORTUNITY	BIAT ASSET MANAGEMENT	11/11/01	119,285	117,129	117,929	
FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL QUOTIDIENNE							
21	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	146,689	135,265	135,854	
22	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	02/04/08	538,875	501,235	503,605	
23	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MAXULA BOURSE	15/10/08	129,129	127,733	128,398	
24	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MAXULA BOURSE	15/10/08	135,786	132,612	133,270	
25	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MAXULA BOURSE	15/10/08	133,545	130,171	130,716	
26	FCP MAXULA STABILITY	MAXULA BOURSE	18/05/09	113,488	110,753	111,002	
27	FCP INDICE MAXULA	MAXULA BOURSE	23/10/09	115,763	109,818	109,991	
28	FCP KOUNOUZ	TSI	28/07/08	168,881	166,146	165,937	
29	FCP VALEURS AL KAOUTHER	TUNISIE VALEURS	06/09/10	98,012	99,977	101,875	
30	FCP VALEURS MIXTES	TUNISIE VALEURS	09/05/11	110,044	114,301	114,349	
31	MCP CEA FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	171,822	174,539	174,920	
32	MCP EQUITY FUND	MENA CAPITAL PARTNERS	30/12/14	149,189	147,669	147,881	
33	FCP SMART EQUILIBRE	SMART ASSET MANAGEMENT	18/12/15	108,973	108,712	109,159	
34	FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	04/06/07	22,857	22,610	22,812	
FCP MIXTES DE CAPITALISATION - VL HEBDOMADAIRE							
35	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	05/02/04	2174,662	2038,684	2038,618	
36	FCP OPTIMA	BNA CAPITAUX	24/10/08	127,259	124,261	124,368	
37	FCP SECURITE	BNA CAPITAUX	27/10/08	163,566	160,183	160,258	
38	FCP CEA MAXULA	MAXULA BOURSE	04/05/09	198,668	198,124	201,064	
39	AIRLINES FCP VALEURS CEA	TUNISIE VALEURS	16/03/09	18,470	18,035	18,067	
40	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	UFI	23/01/06	2,801	2,718	2,722	
41	FCP MAGHREBIA MODERE	UFI	23/01/06	2,440	2,405	2,406	
42	UGFS ISLAMIC FUND	UGFS-NA	11/12/14	75,460	76,278	76,140	
43	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	UFI	15/09/09	1,207	1,203	1,197	
44	FCP HAYETT MODERATION	AMEN INVEST	24/03/15	1,171	1,181	1,182	
45	FCP HAYETT PLENTITUDE	AMEN INVEST	24/03/15	1,173	1,141	1,141	
46	FCP HAYETT VITALITE	AMEN INVEST	24/03/15	1,167	1,111	1,113	
47	MAC HORIZON 2022 FCP	MAC SA	09/11/15	123,892	121,858	121,749	
48	AL AMANAH PRUDENCE FCP	CGF	25/02/08	126,408	128,689	128,943	
49	FCP MOUASSASSET	AFC	17/04/17	1095,846	1129,769	1130,753	
50	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MAC SA	19/05/17	11,353	11,848	11,835	
51	FCP BIAT-CEA PNT TUNISAIR	BIAT ASSET MANAGEMENT	06/11/17	10,601	10,416	10,445	
SICAV ACTIONS DE CAPITALISATION							
52	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	UBCI BOURSE	10/04/00	102,764	98,063	98,859	
OPCVM DE DISTRIBUTION							
Dénomination		Gestionnaire	Date d'ouverture	Dernier dividende Date de paiement Montant	VL au 31/12/2018	VL antérieure	Dernière VL
SICAV OBLIGATAIRES							
53	SANADETT SICAV	AFC	01/11/00	22/05/18 4,020	109,439	110,948	110,964
54	AMEN PREMIERE SICAV	AMEN INVEST	10/04/00	24/05/18 3,683	103,334	104,463	104,476
55	AMEN TRESOR SICAV	AMEN INVEST	10/05/06	10/05/18 4,454	105,807	107,448	107,463
56	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	ATTIJARI GESTION	01/11/00	21/05/18 3,962	103,871	105,463	105,479
57	TUNISO-EMIRATIE SICAV	AUTO GERE	07/05/07	11/04/19 5,505	105,483	101,855	101,873
58	SICAV AXIS TRÉSORERIE	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	01/09/03	30/05/18 3,892	108,002	109,405	109,420
59	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	BNA CAPITAUX	06/01/97	08/05/18 4,436	105,907	107,566	107,583
60	SICAV TRESOR	BIAT ASSET MANAGEMENT	03/02/97	18/05/18 3,520	102,369	103,691	103,702
61	MILLENium OBLIGATAIRE SICAV	CGF	12/11/01	25/05/18 3,051	104,049	104,967	104,974
62	CAP OBLIG SICAV	COFIB CAPITAL FINANCE	17/12/01	28/05/18 4,005	105,467	107,596	107,613
63	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	UIB FINANCE	07/10/98	16/04/19 5,496	108,153	109,984	104,506
64	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	MAC SA	20/05/02	29/05/18 3,664	105,732	107,020	107,033
65	MAXULA PLACEMENT SICAV	MAXULA BOURSE	02/02/10	30/05/18 3,426	104,336	105,461	105,473
66	SICAV RENDEMENT	SBT	02/11/92	29/03/19 4,574	104,017	100,970	100,984
67	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	SCIF	16/10/00	24/05/18 3,384	105,041	106,168	106,179
68	SICAV BH OBLIGATAIRE	BH INVEST	10/11/97	31/05/18 4,496	103,954	105,775	105,793
69	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	BH INVEST	06/07/09	11/05/18 4,028	104,881	106,485	106,514
70	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	05/06/08	30/05/18 3,345	106,127	107,406	107,417
71	SICAV L'ÉPARGNANT	STB MANAGER	20/02/97	28/05/18 4,437	103,956	105,649	105,666
72	AL HIFADH SICAV	TSI	15/09/08	29/05/18 4,038	103,658	105,090	105,105
73	SICAV ENTREPRISE	TUNISIE VALEURS	01/08/05	25/05/18 3,335	106,318	107,566	107,579
74	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	UBCI BOURSE	15/11/93	08/05/18 3,391	103,125	104,344	104,356

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

TITRES OPCVM

FCP OBLIGATAIRES - VL QUOTIDIENNE								
75	FCP AXIS AAA	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	10/11/08	31/05/18	3,762	104,096	105,253	105,264
76	FCP HELION MONEO	HELION CAPITAL	31/12/10	25/05/18	4,749	104,660	106,380	106,398
77	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	STB FINANCE	20/01/15	31/05/18	3,941	105,717	107,251	107,268
FCP OBLIGATAIRE - VL HEBDOMADAIRE								
78	FCP HELION SEPTIM	HELION CAPITAL	07/09/18	-	-	101,002	103,611	103,792
SICAV MIXTES								
79	ARABIA SICAV	AFC	15/08/94	22/05/18	0,583	60,686	59,551	59,806
80	ATTIJARI VALEURS SICAV *	ATTIJARI GESTION	22/03/94	22/05/17	1,976	En liquidation	En liquidation	En liquidation
81	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV *	ATTIJARI GESTION	22/03/94	22/05/17	13,313	En liquidation	En liquidation	En liquidation
82	SICAV BNA	BNA CAPITAUX	14/04/00	08/05/18	1,958	100,978	99,322	99,902
83	SICAV SECURITY	COFIB CAPITAL FINANCE	26/07/99	28/05/18	0,496	18,578	18,626	18,666
84	SICAV CROISSANCE	SBT	27/11/00	29/03/19	9,117	310,924	290,752	291,132
85	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	SMART ASSET MANAGEMENT	01/03/06	25/05/18	31,236	2484,413	2488,769	2506,837
86	SICAV L'INVESTISSEUR	STB MANAGER	30/03/94	18/05/18	2,521	77,578	75,654	75,848
87	SICAV AVENIR	STB MANAGER	01/02/95	17/05/18	2,243	58,053	58,209	58,225
88	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	UBCI BOURSE	17/05/99	08/05/18	0,038	117,754	115,921	116,356
FCP MIXTES - VL QUOTIDIENNE								
89	FCP IRADETT 20 **	AFC	02/01/07	08/05/18	0,228	En liquidation	En liquidation	En liquidation
90	FCP IRADETT 50	AFC	04/11/12	08/05/18	0,151	11,641	11,546	11,581
91	FCP IRADETT 100 **	AFC	04/01/02	08/05/18	0,014	En liquidation	En liquidation	En liquidation
92	FCP IRADETT CEA	AFC	02/01/07	08/05/18	0,232	14,496	14,245	14,301
93	ATTIJARI FCP CEA	ATTIJARI GESTION	30/06/09	21/05/18	0,299	16,365	16,822	16,959
94	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	ATTIJARI GESTION	01/11/11	21/05/18	0,240	14,055	14,282	14,424
95	BNAC PROGRÈS FCP	BNA CAPITAUX	03/04/07	02/05/18	4,514	158,189	155,820	156,142
96	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	CGF	14/06/11	25/05/18	0,110	8,871	8,581	8,760
97	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	STB MANAGER	08/09/08	15/05/18	3,415	125,596	116,341	116,883
98	FCP AL IMTIEZ	TSI	01/07/11	30/05/18	0,965	86,052	82,200	82,004
99	FCP AFEK CEA	TSI	01/07/11	30/05/18	0,599	87,477	83,036	82,862
100	TUNISIAN PRUDENCE FUND	UGFS-NA	02/01/12	28/05/18	3,644	100,297	100,176	100,328
101	UBCI - FCP CEA	UBCI BOURSE	22/09/14	16/04/19	0,722	108,902	102,883	103,012
102	FCP AL HIKMA	STB MANAGER	19/01/16	16/05/18	1,829	97,714	95,900	96,482
103	CGF TUNISIE ACTIONS FCP	CGF	06/01/17	-	-	10,234	10,266	10,466
104	FCP BH CEA	BH INVEST	18/12/17	15/04/19	1,356	100,049	97,154	97,798
105	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	BIAT ASSET MANAGEMENT	15/01/07	23/04/18	4,174	162,324	160,153	161,295
FCP MIXTES - VL HEBDOMADAIRE								
106	FCP AMEN CEA	AMEN INVEST	28/03/11	30/05/18	1,896	111,307	107,190	107,106
107	FCP HELION ACTIONS DEFENSIF	HELION CAPITAL	31/12/10	25/05/18	0,996	112,317	112,473	112,820
108	FCP HELION ACTIONS PROACTIF	HELION CAPITAL	31/12/10	25/05/18	0,833	120,156	117,584	117,570
109	MAC CROISSANCE FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/18	1,437	206,410	203,066	202,846
110	MAC EQUILIBRE FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/18	1,695	187,875	187,112	187,086
111	MAC ÉPARGNANT FCP	MAC SA	15/11/05	21/05/18	3,647	163,505	163,722	163,719
112	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MAC SA	20/07/09	-	-	24,302	24,330	24,306
113	MAC AL HOUDA FCP	MAC SA	04/10/10	-	-	145,463	144,892	145,778
114	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	03/03/10	30/05/18	1,972	128,460	138,740	138,829
115	TUNISIAN EQUITY FUND	UGFS-NA	30/11/09	24/05/13	32,752	9549,089	9197,692	9226,670
116	FCP SMART EQUITY 2	SMART ASSET MANAGEMENT	15/06/15	15/05/18	15,347	1047,449	1069,694	1071,669
117	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	TUNISIE VALEURS	14/12/15	25/05/18	89,220	5956,682	5988,057	5992,611
118	TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND	CGF	29/07/16	25/05/18	119,161	5259,834	5320,472	5319,160
119	FCP AMEN SELECTION	AMEN INVEST	04/07/17	30/05/18	0,580	91,894	91,188	91,158
120	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	TUNISIE VALEURS	12/11/18	-	-	5000,000	5059,895	5066,248
121	FCP CEA BANQUE DE TUNISIE	SBT	11/02/19	-	-	-	9,936	9,922
FCP ACTIONS - VL QUOTIDIENNE								
122	FCP INNOVATION	STB FINANCE	20/01/15	31/05/18	2,534	123,003	119,915	121,637
FCP ACTIONS - VL HEBDOMADAIRE								
123	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	BIAT ASSET MANAGEMENT	16/05/16	23/04/18	176,964	11 963,015	11 784,196	11 818,373

* SICAV en liquidation anticipée

** FCP en liquidation anticipée

*** initialement dénommée SICAV BH PLACEMENT

**** initialement dénommé BNAC CONFIANCE FCP

BULLETIN OFFICIEL
DU CONSEIL DU MARCHÉ FINANCIER
 Immeuble CMF - Centre Urbain Nord
 4^{ème} Tranche - Lot B6 Tunis 1003
 Tél : (216) 71 947 062
 Fax : (216) 71 947 252 / 71 947 253

Publication paraissant
 du Lundi au Vendredi sauf jours fériés
www.cmf.org.tn
 email 1 : cmf@cmf.org.tn
 email 2 : cmf@cmf.tn
 Le Président du CMF
Mr. Salah Essayel

COMMUNIQUE

Il est porté à la connaissance du public et des intermédiaires en bourse qu'à la suite de sa mise à jour par le changement d'adresse du siège social de la société «Maghreb International Publicité -MIP- », la liste des sociétés et organismes faisant appel public à l'épargne s'établit comme suit :

LISTE INDICATIVE DES SOCIETES & ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE *

I.- SOCIETES ADMISES A LA COTE I-1 Marché Principal

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adwya SA	Route de la Marsa GP 9 , Km 14, BP 658 -2070 La Marsa	71 778 555
2. Air Liquide Tunisie	37,rue des entrepreneurs, ZI La Chargaia II -2035 Ariana-	70 164 600
3. Amen Bank	Avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 835 500
4. Automobile Réseau Tunisien et Services -ARTES-	39, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 841 100
5. Arab Tunisian Bank "ATB"	9, rue Hédi Noura -1001 TUNIS-	71 351 155
6. Arab Tunisian Lease "ATL"	Ennour Building, Centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	70 135 000
7. Attijari Leasing	Rue du Lac d'Annecy - 1053 Les Berges du Lac-	71 862 122
8. Banque Attijari de Tunisie "Attijari bank" (ex Banque du Sud)	24, Rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord - 1080 Tunis -	70 012 000
9. Banque de l'Habitat "BH"	18, Avenue Mohamed V 1080 Tunis	71 126 000
10.Banque de Tunisie "BT"	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188
11. Banque de Tunisie et des Emirats S.A "BTE"	5 bis, rue Mohamed Badra -1002 TUNIS-	71 783 600
12. Banque Internationale Arabe de Tunisie "BIAT"	70-72, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 340 733
13. Banque Nationale Agricole "BNA"	Rue Hédi Noura -1001 TUNIS-	71 831 200
14.Best Lease	54, Avenue Charles Nicolle Mutuelle ville -1002 Tunis-	71 799 011
15.Cellcom	25, rue de l'Artisanat Chargaia II-2035 Ariana-	71 941 444
16. City Cars	31, rue des Usines, Zone Industrielle Kheireddine -2015 La Goulette-	36 406 200
17. Compagnie d'Assurances et de Réassurances "ASTREE"	45, avenue Kheireddine Pacha -1002 TUNIS-	71 792 211
18. Compagnie Internationale de Leasing "CIL"	16, avenue Jean Jaurès -1000 Tunis-	71 336 655
19. Délice Holding	Immeuble le Dôme, rue Lac Léman, Les Berges du Lac - 1053 Tunis-	71 964 969
20. ELBENE INDUSTRIE SA	Centrale Laitière de Sidi Bou Ali -4040 SOUSSE-	36 409 221
21.Electrostar	Boulevard de l'environnement Route de Naâssen 2013 Bir El Kassâa Ben Arous	71 396 222
22.Essoukna	46, rue Tarak Ibnou Zied Mutuelle ville - 1082 TUNIS -	71 843 511
23.EURO-CYCLES	Zone Industrielle Kalâa Kébira -4060 Sousse-	73 342 036
24. Générale Industrielle de Filtration - GIF -	Km 35, GP1- 8030 Grombalia -	72 255 844
25.Hannibal Lease S.A	Rue du Lac Malaren, Immeuble Triki 1053 -Les Berges du Lac-	71 139 400
26. L'Accumulateur Tunisien ASSAD	Rue de la Fonte Zone Industrielle Ben Arous BP. N°7 -2013 Ben Arous-	71 381 688
27. Les Ciments de Bizerte	Baie de Sebra BP 53 -7018 Bizerte-	72 510 988
28.Manufacture de Panneaux Bois du Sud -MPBS-	Route de Gabes, km 1.5 -3003 Sfax-	74 468 044
29. Modern Leasing	Immeuble Assurance Salim lot AFH BC5 centre Urbain Nord 1082 Tunis Mahrajène	71 893 963
30. One Tech Holding	16 Rue des Entrepreneurs – Zone Industrielle la Chargaia 2 – 2035 Ariana.	70 102 400
31. Placements de Tunisie -SICAF-	2, rue de Turquie -1000 TUNIS-	71 332 188

32.Poulina Group Holding	GP1 Km 12 Ezzahra, Ben Arous	71 454 545
33.Société Atelier du Meuble Intérieurs	Z.I Sidi Daoud La Marsa - 2046 Tunis -	71 854 666
34. Société Chimique "ALKIMIA"	11, rue des Lilas -1082 TUNIS MAHRAJENE-	71 792 564
35. Société ENNAKL Automobiles	Z.I Charguia II BP 129 -1080 Tunis	70 836 570
36. Société d'Articles Hygiéniques Tunisie -Lilas-	5, rue 8610, Zone Industrielle – La Charguia 1-1080 Tunis-	71 809 222
37.Société d'Assurances "SALIM"	Immeuble Assurances Salim lot AFH BC5 Centre Urbain Nord -1003 Tunis	71 948 700
38. Sté de Placement & de Dévelop. Industriel et Touristique -SPDIT SICAF-	Avenue de la Terre Zone Urbain Nord Charguia I -1080 Tunis-	71 189 200
39. Société des Industries Chimiques du Fluor "ICF"	4, bis rue Amine Al Abbassi 1002 Tunis Belvédère	71 789 733
40. Société des Industries Pharmaceutiques de Tunisie -SIPHAT-	Fondouk Choucha 2013 Ben Arous	71 381 222
41. .Société de Production Agricole Teboulba -SOPAT SA-	Avenue du 23 janvier BP 19 -5080 Téoulba-	73 604 149
42. Société de Transport des Hydrocarbures par Pipelines "SOTRAPIL"	Boulevard de la Terre, Centre Urbain Nord 1003 Tunis	71 766 900
43. Société de Fabrication des Boissons de Tunisie "SFBT"	Boulevard de la Terre, Centre urbain nord -1080 Tunis-	71 189 200
44. Société Immobilière et de Participations "SIMPAT"	14, rue Masmouda, Mutuelleville -1082 TUNIS-	71 840 869
45. Société Immobilière Tuniso-Séoudienne "SITS"	Centre Urbain Nord, International City center, Tour des bureaux, 5 ^{ème} étage, bureau n°1-1082 Tunis-	70 728 728
46. Société Industrielle d'Appareillage et de Matériels Electriques SIAME-	Zone Industrielle -8030 GROMBALIA-	72 255 065
47. Société Moderne de Céramiques - SOMOCER -	Menzel Hayet 5033 Zaramdine Monastir TUNIS	73 410 416
48. Société Magasin Général "SMG"	28, rue Mustapha Kamel Attaturk 1001	71 126 800
49. Société Nouvelle Maison de la Ville de Tunis "SNMVT" (Monoprix)	1, rue Larbi Zarrouk BP 740 -2014 MEGRINE-	71 432 599
50. Société Tunisienne d'Assurances et de Réassurances "STAR"	Square avenue de Paris -1025 TUNIS-	71 340 866
51. Société Tunisienne de Banque "STB"	Rue Hédi Nouira -1001 TUNIS-	71 340 477
52. Société Tunisienne de l'Air "TUNISAIR"	Boulevard Mohamed BOUAZIZI -2035 Tunis Carthage-	70 837 000
53. Société Tunisienne de l'Industrie Pneumatique -STIP-	Centre Urbain Nord Boulevard de la Terre 1003 Tunis El Khadra	71 230 400
54. société Tunisienne Industrielle du Papier et du Carton - SOTIPAPIER-	13, rue Ibn Abi Dhiaf, Zone Industrielle de Saint Gobain, Megrine Riadh - 2014 Tunis -	71 434 957
55. Société Tunisienne d'Entreprises de Télécommunications "SOTETEL"	Rue des entrepreneurs ZI Charguia II, BP 640 - 1080 TUNIS-	71 713 100
56. Société Tunisienne d'Equipeement "STEQ"	8, rue 8601, Z.I la Charguia I BP N° 746 -1080 Tunis-	71 115 500
57. Société Tunisienne des Marchés de Gros "SOTUMAG"	Route de Naâssen, Bir Kassaa -BEN AROUS-	71 384 200
58. Société Tunisienne de Réassurance "Tunis Re"	12 Avenue du Japon- Montplaisir BP 29 - Tunis 1073-	71 904 911
59. Société Tunisienne de Verreries "SOTUVER"	Nelle Z.I 1111 Djebel El Oust K 21 Route de Zaghouan BP n° 48	72 640 650
60.Telnet Holding	Immeuble Ennour –Centre Urbain Nord -1082 Tunis-	71 706 922
61. Tunisie Leasing et Factoring	Centre Urbain Nord Avenue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 132 000
62. Tunisie Profilés Aluminium " TPR"	Rue des Usines, ZI Sidi Rézig, Mégrine -2033 Tunis-	71 433 299
63. Tunisie Valeurs	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 600
64. TUNINVEST SICAR	Immeuble Integra Centre Urbain Nord -1082 Tunis Mahrajène-	71 189 800
65. Universal Auto Distributors Holding -UADH-	62, avenue de Carthage -1000 Tunis-	71 354 366
66. Union Bancaire pour le Commerce & l'Industrie "UBCI"	139, avenue de la Liberté -1002 TUNIS-	71 842 000
67. Unité de Fabrication de Médicaments –UNIMED-	Zone Industrielle de Kalaa Kébira -4060 Sousse-	73 342 669
68. Union Internationale de Banques "UIB"	65, avenue Habib Bourguiba -1000 TUNIS-	71 120 392
69. Wifack International Bank SA- WIB Bank-	Avenue Habib Bourguiba –Médenine 4100 BP 356	75 643 000

I-2 Marché Alternatif

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1.Adv e-Technologies- AeTECH	29, Rue des Entrepreneurs – Charguia II -2035 Tunis-	71 940 094
2.Carthage Cement	Rue 8002, Espace Tunis Bloc H, 3 ^{ème} étage Montplaisir -1073 Tunis-	71 964 593
3.CEREALIS S.A	Immeuble Amir El Bouhaira, Appt.N°1, rue du Lac Turkana, Les Berges du Lac -1053 Tunis -	71 961 996
4.HexaByte	Avenue Habib Bourguiba immeuble CTAMA -9000 Béja-	78 456 666
5.Les Ateliers Mécaniques du Sahel "AMS"	Rue Ibn Khaldoun BP. 63 - 4018 SOUSSE-	73 231 111
6.Maghreb International Publicité « MIP »	Impasse Rue des Entrepreneurs, Z.I Charguia 2, BP 2035, Tunis.	31 327 317
7. OFFICEPLAST	Z.I 2, Medjez El Bab B.P. 156 -9070 Tunis	78 564 155
8. SANIMED	Route de Gremda Km 10.5-BP 68 Markez Sahnoun -3012 Sfax -	74 658 777
9.SERVICOM	65, rue 8610 Z.I Charguia I -Tunis-	70 730 250
10.Société LAND'OR	Bir Jedid, 2054 Khelidia -Ben Arous-	71 366 666
11.Société Tawasol Group Holding « TAWASOL »	20, rue des entrepreneurs Charguia II -2035 Tunis-	71 940 389
12.Société Tunisienne d'Email –SOTEMAIL-	Route de Sfax Menzel el Hayet -5033 Monastir-	73 410 416
13.Société NEW BODY LINE	Avenue Ali Balhaouane -5199 Mahdia –	73 680 435

II.- SOCIETES ET ORGANISMES NON ADMIS A LA COTE

Dénomination sociale	Siège social	Tél.
1. Al Baraka Bank Tunisia (EX BEST-Bank)	90, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 790 000
2.Alubaf International Bank –AIB -	Avenue de la Bourse, les Berges du Lac- 1053 Tunis-	70 015 600
3. AL KHOUTAF ONDULE	Route de Tunis Km 13 –Sidi Salah 3091 SFAX	74 273 069
4. Arab Banking Corporation -Tunisie- "ABC-Tunisie"	ABC Building, rue du Lac d'Annecy -1053 Les Berges du Lac-	71 861 861
5. Arab International Lease "AIL"	11, rue Hédi Nour, 8ème étage -1001 TUNIS-	71 349 100
6. Assurances BIAT	Immeuble Assurance BIAT - Les Jardins du Lac- Lac II	30 300 100
7. Assurances Maghrébia Vie	24, rue du royaume d'Arabie Saoudite 1002 Tunis	71 155 700
8. Assurances Multirisques Ittihad S.A -AMI Assurances -	Cité Les Pins, Les Berges du Lac II -Tunis-	70 026 000
9.Banque de Coopération du Maghreb Arabe "BCMA"	Ministère du domaine de l'Etat et des Affaires foncières, 19, avenue de paris -1000 Tunis -	
10.Banque de Financement des Petites et Moyennes Entreprises - BFPME-	34, rue Hédi Karray, Centre Urbain Nord -1004 El Menzah IV-	70 102 200
11. Banque Franco-Tunisienne "BFT"	Rue Aboubakr Echahid – Cité Ennacim Montplaisir -1002 TUNIS-	71 903 505
12. Banque Tunisienne de Solidarité "BTS"	56, avenue Mohamed V -1002 TUNIS-	71 844 040
13. Banque Tuniso-Koweïtienne	10bis, avenue Mohamed V, B.P.49 -1001 TUNIS-	71 340 000
14. Banque Tuniso-Lybiennne « BTL »	25, avenue Kheireddine Pacha, B.P. 102 -1002 TUNIS-	71 781 500
15. Banque Zitouna	2, Boulevard Qualité de la Vie -2015 Kram-	71 164 000
16. Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE"	Immeuble Carte, Lot BC4- Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 000
17 . Cie d'Assurances et de Réas. Tuniso-Européenne "CARTE VIE "	Immeuble Carte, Entrée B- Lot BC4-Centre Urbain Nord, 1082 Tunis	71 184 160
18. Caisse Tunisienne d'Assurance Mutuelle Agricole "CTAMA"	6, avenue Habib Thameur -1069 TUNIS-	71 340 916
19 . Compagnie d'Assurances Vie et de Capitalisation "HAYETT"	Immeuble COMAR, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 333 400

20. Compagnie Nouvelle d'Assurance "Attijari Assurance"	Angle rue Winnipeg et Annecy, les Berges du lac	71 141 420
21. Cie Méditerranéenne d'Assurances et de Réassurances "COMAR"	26, avenue Habib Bourguiba -1001 TUNIS-	71 340 899
22. Compagnie Tunisienne pour l'Assurance du Commerce Extérieur "COTUNACE"	Rue Borjine (ex 8006), Montplaisir -1073 TUNIS	71 90 86 00
23. Comptoir National du Plastique	Route de Tunis, km 6,5 AKOUDA	73 343 200
24. Comptoir National Tunisien "CNT"	Route de Gabès Km 1,5, Cité des Martyrs -3003 SFAX-	74 467 500
25. Citi Bank	55, avenue Jugurtha -1002 TUNIS-	71 782 056
26. Evolution Economique	Route de Monastir -4018 SOUSSE-	73 227 233
27. Groupe des Assurances de Tunisie "GAT"	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	31 350 000
28. International Tourism Investment "ITI SICAF"	9, rue Ibn Hamdiss Esskelli, El Menzah I - 1004 Tunis -	71 235 701
29. La Tunisienne des Assurances Takaful « At-Takâfoulia »	15, rue de Jérusalem 1002-Tunis Belvédère	31 331 800
30. Loan and Investment Co	Avenue Ouled Haffouz, Complexe El Mechtel, Tunis	71 790 255
31. Meublatex	Route de Tunis -4011 HAMMAM SOUSSE-	73 308 777
32. North Africa International Bank -NAIB -	Avenue Kheireddine Pacha Taksim Ennasim -1002 Tunis	71 950 800
33. Palm Beach Palace Jerba	Avenue Farhat Hached, BP 383 Houmt Souk -4128 DJERBA-	75 653 621
34. Pharmalys Tunisie	Z.I Kondar 4020,BP 10 Sousse	73 389 755
35. Plaza SICAF	Rue 8610 - Z.I. -2035 CHARGUIA-	71 797 433
36. Safety Distribution	Résidence El Fel, Rue Hédi Nouira Aiana	71 810 750
37. Société ALMAJED SANTE	Avenue Habib Bourguiba - 9100 Sidi Bouzid -	
38. Société Al Jazira de Transport & de Tourisme	Centre d'animation et de Loisir Aljazira- Plage Sidi Mahrez Djerba-	75 657 300
39. Société Agro Technologies « AGROTECH »	Cité Jugurtha Bloc A, App n°4, 2 ^{ème} étage Sidi Daoud La Marsa	
40. Société Africaine Distribution Autocar -ADA-	Route El Fejja km2 El Mornaguia –1153 Manouba-	71 550 711
41. Société Carthage Médical - Centre International Carthage Médical-	Zone Touristique, Jinen El Ouest Dkhila -5000 Monastir-	73 524 000
42. Société Commerciale Import-Export du Gouvernorat de Nabeul « El Karama »	63, Avenue Bir Challouf -8000 Nabeul-	72 285 330
43. Société d'Assurances et de Réassurances "MAGHREBIA"	Angle 64, rue de Palestine-22, rue du Royaume d'Arabie Saoudite -1002 TUNIS-	71 788 800
44. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 831 522
45. Société de Conditionnement des Huiles d'Olives « CHO Company »	Route de Mahdia Km 10 -3054 Sfax-	74 447 677
46. Société d'Engrais et de Produits Chimiques de Mégrine " SEPCM "	20, Avenue Taïb Mhiri 2014 Mégrine Riadh	71 433 318
47. Société de Commercialisation des Textiles « SOCOTEX »	5, bis Rue Charles de Gaulle -1000 Tunis-	71 237 186
48. Société de Développement Economique de Kasserine "SODEK"	Siège de l'Office de Développement du Centre Ouest Rue Suffeitula, Ezzouhour -1200 KASSERINE-	77 478 680
49. Société de Développement & d'Exploitation de la Zone Franche de Zarzis	Port de Zarzis -B.P 40 -4137 ZARZIS-	75 682 856
50. Société de Développement et d'Investissement du Sud "SODIS-SICAR"	Immeuble Ettanmia -4119 MEDENINE-	75 642 628
51. Société de Développement & d'Investissement du Nord-Ouest "SODINO SICAR"	Avenue Taïb M'hiri –Batiment Société de la Foire de Siliana - 6100 SILIANA-	78 873 085
52. Société de Fabrication de Matériel Médical « SOFAMM »	Zone Industrielle El Mahres -3060 SFAX-	74 291 486
53. Société de Mise en Valeur des Iles de Kerkennah "SOMVIK"	Zone Touristique Sidi Frej -3070 Kerkennah-	74 486 858
54. Société de Promotion Immobilière & Commerciale " SPRIC "	5, avenue Tahar Ben Ammar EL Manar -2092 Tunis-	71 884 120
55. Société de services des Huileries	Route Menzel Chaker Km 3 Immeuble Salem 1 ^{er} étage app n°13-3013 Sfax-.	74 624 424
56. Société des Aghlabites de Boissons et Confiseries " SOBOCO "	Rue de Métal Z. I. Ariana BP 303 -1080 TUNIS-	70 837 332
57. Société des Produits Pharmaceutique « SO.PRO.PHA »	Avenue Majida Bouleila –Sfax El Jadida-	74 401 510

58.Société de Tourisme Amel " Hôtel Panorama"	Boulevard Taïb M'hiri 4000 Sousse	73 228 156
59.Société de Transport du Sahel	Avenue Léopold Senghor -4001 Sousse-	73 221 910
60.Société Touristique TOUR KHALAF	Route Touristique -4051 Sousse-	73 241 844
61. Société HELA d'Electro-ménagers & de Confort -BATAM-	Rue Habib Maazoun, Im. Taparura n° 46-49 -3000 SFAX-	73 221 910
62.Société Gabesienne d'Emballage "SOGEMBAL"	GP 1 , km 14, Aouinet -GABES-	75 238 353
63. Société Groupe GMT « GMT »	Avenue de la liberté Zaghouan -1100 Tunis-	72 675 998
64.Société Immobilière & Touristique de Nabeul "SITNA"	Hôtel Nabeul Beach, BP 194 -8000 NABEUL-	72 286 111
65.Société Hôtelière & Touristique "le Marabout"	Boulevard 7 Novembre -Sousse-	73 226 245
66.Société Hôtelière & Touristique Syphax	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
67.Société Hôtelière KURIAT Palace	Hôtel KURIAT Palace Zone Touristique 5000 Skanés Monastir	73 521 200
68.Société Hôtelière Touristique & Balnéaire MARHABA	Route touristique -4000 SOUSSE -	73 242 170
69.Société Industrielle de l'Enveloppe et de Cartonnage "EL KHOUTAF"	Route de Gabès Km 1.5-3003 BP.E Safax	74 468 190
70.Société Industrielle de Textile "SITEX"	Avenue Habib Bourguiba -KSAR HELLAL-	73 455 267
71.Société Industrielle d'Ouvrage en Caoutchouc "SIOC"	Route de Gabès, Km 3,5, BP 362 -3018 SFAX-	74 677 072
72.Société Industrielle Oléicole Sfaxienne "SIOS ZITEX"	Route de Gabès, Km 2 -3003 SFAX-	74 468 326
73.Société Marja de Développement de l'Elevage "SMADEA"	Marja I, BP 117 -8170 BOU SALEM-	78 638 499
74. Société Nationale d'Exploitation et de Distribution des Eaux International « SONEDE International »	Avenue Slimane Ben Slimane El Manar II- Tunis 2092-	71 887 000
75.Société Plasticum Tunisie	Z.I Innopark 8 & 9 El Agba -2087 Tunis-	71 646 360
76.Société Régionale de Transport du Gouvernorat de Nabeul "SRTGN"	Avenue Habib Thameur -8 000 NABEUL-	72 285 443
77.Société Régionale d'Importation et d'Exportation « SORIMEX »	Avenue des Martyrs -3000 SFAX-	74 298 838
78.Société Régionale Immobilière & Touristique de Sfax "SORITS "	Rue Habib Mâazoun, Imm. El Manar, Entrée D, 2ème entresol -3000 SFAX-	74 223 483
79.Société STEG International Services	Résidence du Parc, les Jardins de Carthage, 2046 Les Berges du Lac. Tunis	70 247 800
80.Société Touristique et Balnéaire "Hôtel Houria"	Port El Kantaoui 4011 Hammam Sousse	73 348 250
81.Société Touristique du Cap Bon "STCB"	Hôtel Riadh, avenue Mongi Slim -8000 NABEUL-	72 285 346
82.Société Touristique SANGHO Zarzis	11, rue Ibn Rachiq -1002 Tunis Bélvédère-	71 798 211
83.Société Tunisienne d'Assurances "LLOYD Tunisien"	Avenue Tahar Haddad les Berges du Lac -1053 TUNIS-	71 962 777
84.Société Tunisienne d'Assurance Takaful –El Amana Takaful-	13, rue Borjine, Montplaisir -1073	70 015 151
85.GAT Vie	92-94, avenue Hédi Chaker -1002 TUNIS-	71 843 900
86.Société Tunisienne de l'Industrie Laitière "STIL"- En Liquidation -	Escalie A Bureau n°215, 2ème étage Ariana Center -2080 ARIANA-	71 231 172
87.Société Tunisienne d'Habillement Populaire	8, rue El Moez El Menzah -1004 TUNIS-	71 755 543
88.Société Tunisienne d'Industrie Automobile "STIA"	Rue Taha Houcine Khezama Est -4000 Sousse-	
89.Société Tunisienne des Arts Graphiques "STAG"	19, rue de l'Usine Z.I Aéroport -2080 ARIANA-	71 940 191
90. Société Tunisienne de Siderurgie « EL FOULADH »	Route de Tunis Km 3, 7050 Menzel Bourguiba, BP 23-24 7050 Menzel Bourguiba	72 473 222
91.Société Tunisienne du Sucre "STS"	Avenue Tahar Haddad -9018 BEJA-	78 454 768
92.Société UNION DE FACTORING	Building Ennour - Centre Urbain Nord- 1004 TUNIS	71 246 200
93.SYPHAX airlines	Aéroport International de Sfax BP Thyna BP 1119 - 3018 Sfax-	74 682 400
94.Tunisian Foreign Bank –TFB-	Angle Avenue Mohamed V et rue 8006, Montplaisir -1002 Tunis-	71 950 100

95. Tunisian Saudi Bank -TSB-	32, rue Hédi Karray - 1082 TUNIS -	70 243 000
96. Tunis International Bank –TIB-	18, Avenue des Etats Unis, Tunis	71 782 411
97. QATAR NATIONAL BANK –TUNISIA-	Rue Cité des Sciences Centre Urbain Nord - B.P. 320 -1080 TUNIS-	36 005 000
98. Tyna Travaux	Route Gremda Km 0,5 Immeuble Phinicia Bloc « G » 1 ^{er} étage étage, App N°3 -3027 Sfax-	74 403 609
99. Zitouna Takaful	Rue du Travail, immeuble Tej El Molk, Bloc B, 1 ^{er} étage, ZI Khair-Eddine –Le Kram-	71 971 370

III. ORGANISMES FAISANT APPEL PUBLIC A L'EPARGNE

LISTE DES SICAV ET FCP

	OPCVM	Catégorie	Type	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	AIRLINES FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord- 1082 Tunis Mahrajène
2	AL AMANAH PRUDENCE FCP	MIXTE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
3	AL HIFADH SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
4	AMEN PREMIÈRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
5	AMEN TRESOR SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
6	ARABIA SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
7	ATTIJARI FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
8	ATTIJARI FCP DYNAMIQUE	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
9	ATTIJARI OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
10	ATTIJARI PLACEMENTS SICAV (1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
11	ATTIJARI VALEURS SICAV (1)	MIXTE	DISTRIBUTION	ATTIJARI GESTION	Immeuble Fekih, rue des Lacs de Mazurie- Les Berges du Lac 1053 Tunis
12	FCP BNA CAPITALISATION (4)	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
13	BNAC PROGRÈS FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
14	CAP OBLIG SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCES -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
15	CGF PREMIUM OBLIGATAIRE FCP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
16	CGF TUNISIE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
17	FCP AFEK CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
18	FCP AL HIKMA	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
19	FCP AL IMTIEZ	MIXTE	DISTRIBUTION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
20	FCP AMEN CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
21	FCP AMEN SELECTION	MIXTE	DISTRIBUTION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
22	FCP AXIS AAA	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
23	FCP AXIS ACTIONS DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis

24	FCP AXIS CAPITAL PRUDENT	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
25	FCP AXIS PLACEMENT EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
26	FCP BH CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM- Lotissement AFH/ BC5- Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
27	FCP BIAT- CEA PNT TUNISAIR	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
28	FCP BIAT ÉPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
29	FCP BIAT-EQUITY PERFORMANCE	ACTIONS	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
30	FCP CEA MAXULA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
31	FCP DELTA EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
32	FCP HAYETT MODERATION	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
33	FCP HAYETT PLENITUDE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
34	FCP HAYETT VITALITE	MIXTE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
35	FCP HÉLION ACTIONS DEFENSIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
36	FCP HÉLION ACTIONS PROACTIF	MIXTE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
37	FCP HÉLION MONEO	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
38	FCP HÉLION SEPTIM	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	HELION CAPITAL	17, rue du Libéria -1002 Tunis
39	FCP INDICE MAXULA	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
40	FCP INNOVATION	ACTIONS	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
41	FCP IRADETT 100 (2)	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
42	FCP IRADETT 20 (2)	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
43	FCP IRADETT 50	MIXTE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
44	FCP IRADETT CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
45	FCP KOUNOUZ	MIXTE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
46	FCP MAGHREBIA DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
47	FCP MAGHREBIA MODERE	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
48	FCP MAGHREBIA PRUDENCE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
49	FCP MAGHREBIA SELECT ACTIONS	MIXTE	CAPITALISATION	UNION FINANCIERE -UFI-	Boulevard Mohamed Bouazizi - Immeuble Maghreb-ia- Tour A- BP 66- 1080 Tunis cedex
50	FCP MAXULA CROISSANCE DYNAMIQUE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
51	FCP MAXULA CROISSANCE EQUILIBREE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
52	FCP MAXULA CROISSANCE PRUDENCE	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
53	FCP MAXULA STABILITY	MIXTE	CAPITALISATION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

54	FCP MOUASSASSETT	MIXTE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
55	FCP OBLIGATAIRE CAPITAL PLUS	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB FINANCE	34, rue Hédi Karray- El Menzah IV- 1080 Tunis
56	FCP OPTIMA	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
57	FCP OPTIMUM EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
58	FCP PERSONNEL UIB EPARGNE ACTIONS	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
59	FCP SALAMETT CAP	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
60	FCP SALAMETT PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
61	FCP SECURITE	MIXTE	CAPITALISATION	BNA CAPITALAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
62	FCP SMART CROISSANCE (2)	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
63	FCP SMART EQUILIBRE	MIXTE	CAPITALISATION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
64	FCP SMART EQUITY 2	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
65	FCP VALEURS AL KAOUTHER	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
66	FCP VALEURS CEA	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
67	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
68	FCP VALEURS INSTITUTIONNEL II	MIXTE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
69	FCP VALEURS MIXTES	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
70	FCP VALEURS QUIETUDE 2018 (3)	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
71	FCP VIVEO NOUVELLES INTRODUITES	MIXTE	DISTRIBUTION	TRADERS INVESTMENT MANAGERS	Rue du Lac Léman, Immeuble Nawrez, Bloc C, Appartement C21, Les Berges du Lac- 1053 Tunis
72	FCP Wafa OBLIGATAIRE CAPITALISATION	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	LA TUNISO-SEOUDIENNE D'INVESTISSEMENT-TSI-	Résidence Ines - Boulevard de la Terre - Centre Urbain Nord – 1080 Tunis Mahrajène
73	FIDELITY OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
74	FIDELITY SICAV PLUS	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
75	FINACORP OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	FINANCE ET INVESTISSEMENT IN NORTH AFRICA - FINACORP-	Rue du Lac Loch Ness (Angle de la rue du Lac Windermere) - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
76	INTERNATIONALE OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UIB FINANCE	Rue du Lac Turkana- Immeuble les Reflets du Lac - Les Berges du Lac- 1053 Tunis
77	LA GENERALE OBLIG-SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT -CGI-	10, Rue Pierre de Coubertin -1001 Tunis
78	MAC AL HOUDA FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
79	MAC CROISSANCE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
80	MAC ÉPARGNANT FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
81	MAC EPARGNE ACTIONS FCP	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
82	MAC EQUILIBRE FCP	MIXTE	DISTRIBUTION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis

83	MAC HORIZON 2022 FCP	MIXTE	CAPITALISATION	MAC SA	Green Center- Bloc C 2ème étage, rue du Lac Constance- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
84	MAXULA INVESTISSEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère
85	MAXULA PLACEMENT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	MAXULA BOURSE	Rue du Lac Léman- Centre Nawrez - Bloc B- bureau 1.2- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
86	MCP CEA FUND	MIXTE (CEA)	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
87	MCP EQUITY FUND	MIXTE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
88	MCP SAFE FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	MENA CAPITAL PARTNERS-MCP-	Le Grand Boulevard du Lac- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
89	MILLENIUM OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
90	PLACEMENT OBLIGATAIRE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
91	POSTE OBLIGATAIRE SICAV TANIT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM- Lotissement AFH/ BC5- Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
92	SANADETT SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	ARAB FINANCIAL CONSULTANTS -AFC-	Carré de l'Or -Les jardins du Lac II- Les Berges du Lac -1053 Tunis
93	SICAV AMEN	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	AMEN INVEST	Avenue Mohamed V-Immeuble AMEN BANK- Tour C -1002 Tunis
94	SICAV AVENIR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
95	SICAV AXIS TRÉSORERIE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BMCE CAPITAL ASSET MANAGEMENT	67, Avenue Mohamed V -1002 Tunis
96	SICAV BH OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM- Lotissement AFH/ BC5- Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
97	SICAV BH CAPITALISATION (5)	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BH INVEST	Immeuble Assurances SALIM- Lotissement AFH/ BC5- Bloc A 3ème étage- Centre Urbain Nord - 1003 Tunis
98	SICAV BNA	MIXTE	DISTRIBUTION	BNA CAPITAUX -BNAC-	Complexe Le Banquier- Avenue Tahar Haddad- Les Berges du Lac - 1053 Tunis
99	SICAV CROISSANCE	MIXTE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
100	SICAV ENTREPRISE	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
101	SICAV L'ÉPARGNANT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
102	SICAV L'ÉPARGNE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
103	SICAV L'INVESTISSEUR	MIXTE	DISTRIBUTION	STB MANAGER	Immeuble STB, 34 rue Hédi Karray- Cité des Sciences-1004 El Menzah IV
104	SICAV OPPORTUNITY	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
105	SICAV PATRIMOINE OBLIGATAIRE	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
106	SICAV PLUS	MIXTE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
107	SICAV PROSPERITY	MIXTE	CAPITALISATION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
108	SICAV RENDEMENT	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DE BOURSE DE TUNISIE -SBT-	Place 14 janvier 2011- 1001 Tunis
109	SICAV SECURITY	MIXTE	DISTRIBUTION	COFIB CAPITAL FINANCES -CCF-	25, rue du Docteur Calmette- 1082 Tunis Mahrajène
110	SICAV TRESOR	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	BIAT ASSET MANAGEMENT	Immeuble Youssef Towers -Bloc A- Rue du Dinar-Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
111	STRATÉGIE ACTIONS SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	SMART ASSET MANAGEMENT	5, Rue Mustapha Sfar- 1002 Tunis Belvédère

112	TUNISIAN EQUITY FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
113	TUNISIAN FUNDAMENTAL FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	COMPAGNIE GESTION ET FINANCE -CGF-	17, rue de l'île de Malte-Immeuble Lira-Les jardins du Lac -Lac II 1053 Tunis
114	TUNISIAN PRUDENCE FUND	MIXTE	DISTRIBUTION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
115	TUNISIE SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	TUNISIE VALEURS	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
116	TUNISO-EMIRATIE SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	AUTO GEREE	5 bis, rue Mohamed Badra 1002 Tunis
117	UBCI-FCP CEA	MIXTE (CEA)	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis
118	UBCI-UNIVERS ACTIONS SICAV	ACTIONS	CAPITALISATION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis
119	UGFS BONDS FUND	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
120	UGFS ISLAMIC FUND	MIXTE	CAPITALISATION	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – NORTH AFRICA- UGFS NA	Rue du Lac Biwa- Immeuble Fraj 2ème étage- Les Berges du Lac- 1053 Tunis
121	UNION FINANCIERE ALYSSA SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis
122	UNION FINANCIERE HANNIBAL SICAV	MIXTE	DISTRIBUTION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis
123	UNION FINANCIERE SALAMMOBO SICAV	OBLIGATAIRE	CAPITALISATION	UBCI BOURSE	74, Avenue Habib Bourguiba- 1000 Tunis
124	UNIVERS OBLIGATIONS SICAV	OBLIGATAIRE	DISTRIBUTION	SOCIETE DU CONSEIL ET DE L'INTERMEDIATION FINANCIERE -SCIF -	10 bis, Avenue Mohamed V- Immeuble BTK-1001 Tunis

(1) SICAV en liquidation anticipée

(2) FCP en liquidation anticipée

(3) FCP en liquidation suite à l'expiration de sa durée de vie

(4) Initialement dénommé BNAC CONFIANCE FCP

(5) Initialement dénommée SICAV BH PLACEMENT

LISTE DES FCC

	FCC	Gestionnaire	Adresse du gestionnaire
1	FCC BIAT CREDIMMO 1	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis
2	FCC BIAT CREDIMMO 2	TUNISIE TITRISATION	Rue du Dinar -Immeuble Youssef Towers -Les jardins du Lac II- 1053 Tunis

LISTE DES FONDS D'AMORÇAGE

		Gestionnaire	Adresse
1	Fonds IKDAM I	IKDAM GESTION	Centre urbain nord Immeuble ICC Tour El Makateb 2ème étage – bureau n° 6 T
2	PHENICIA SEED FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
3	CAPITALease Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
4	Startup Factory Seed Fund	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
5	Social Business	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
6	CAPITALease Seed Fund 2	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
7	ANAVA SEED FUND	Flat6Labs Tunisia	15, Avenue de Carthage, Tunis
8	CDC AMORÇAGE	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis

LISTE DES FCPR

		Gestionnaire	Adresse
1	ATID FUND I	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT (A.T.I.D Co)	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
2	FIDELIUM ESSOR	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
3	FCPR CIOK	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
4	FCPR GCT	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
5	FCPR GCT II	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
6	FCPR GCT III	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
7	FCPR GCT IV	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
8	FCPR ONAS	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
9	FCPR ONP	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
10	FCPR SNCPA	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
11	FCPR SONEDE	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
12	FCPR STEG	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
13	FCPR-TAAHIL INVEST	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
14	FRPR IN'TECH	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
15	FCPR-CB	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
16	FCPR TUNISIAN DEVELOPMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
17	FCPR MAX-ESPOIR	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
18	FCPR AMENCAPITAL 1	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
19	FCPR AMENCAPITAL 2	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
20	FCPR THEEMAR INVESTMENT FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
21	FCPR TUNINVEST CROISSANCE	TUNINVEST GESTION FINANCIÈRE	Immeuble Integra - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
22	FCPR SWING	CAPSA Capital Partners	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
23	FCPR Tunisian Development Fund II	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

24	FCPR PHENICIA FUND	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
25	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
26	FCPR AMENCAPITAL 3	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
27	FCPR IntilaQ For Growth	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
28	FCPR IntilaQ For Excellence	FIDELIUM FINANCE	Centre Urbain Nord immeuble «NOUR CITY», Bloc «B» 1er étage N° B 1-1 Tunis Avenue des martyrs imm pic-ville centre Sfax
29	NETINVEST POTENTIEL	NETINVEST	51, rue Elakhtal, El Menzah 4, 1004 - Tunis
30	FCPR Fonds CDC Croissance 1	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
31	FCPR MAXULA CROISSANCE ENTREPRISES	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
32	FCPR Tunisian Development Fund III	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
33	FCPR VALITECH I	VALICAP SA	A71, résidence Ines, boulevard de la terre, centre urbain nord, 1003, Tunis
34	FCPR AFRICAMEN	AMEN CAPITAL	5ème étage de la tour C, Immeuble AMEN BANK, Avenue Mohamed V, 1002- Tunis
35	ITQAN INVESTMENT FUND	ARAB TUNISIAN FOR INVESTMENT & DEVELOPMENT A.T.I.D Co	B4.2.3.4, cercle des bureaux, 4ème étage, lot BC2 - Centre Urbain Nord - 1082 Tunis Mahrajène
36	FCPR AZIMUTS	CAPSA Capital Partners	10 bis, Rue Mahmoud El Materi Mutuelleville, 1002 Tunis
37	TUNISIA AQUACULTURE FUND	SAGES SA	Immeuble Molka, Bureaux B5 & B6, Avenue de la Bourse, Les Jardins du Lac, 1053 - Tunis
38	FCPR MAXULA JASMIN	MAXULA GESTION	Rue du lac Windermere, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
39	FCPR FONDS DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL II	CDC Gestion	Résidence Lakéo, 2ème étage, rue du Lac Michigan, Les Berges du Lac, 1053-Tunis
40	FCPR BYRSA FUND	DIDO CAPITAL PARTNERS	2ème étage, Immeuble Access Building, rue des Iles Canaries, Les Berges du Lac II, 1053-Tunis
41	FCPR ESSOR FUND	STB Manager	Immeuble STB, 34, rue Hédi Karray, Cité des sciences, 1004-EI Menzah IV
42	FCPR PHENICIA FUND II	ALTERNATIVE CAPITAL PARTNERS	Immeuble Yosr, Appartements 9 &10, Rue du Lac Victoria, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis
43	FCPR GABES SOUTH FUND	UNITED GULF FINANCIAL SERVICES – North Africa	Rue Lac Biwa, Immeuble Fraj, 2 ^{ème} étage, Les Berges du Lac, 1053 - Tunis

* Cette liste n'est ni exhaustive ni limitative. Les sociétés ne figurant pas sur cette liste et qui répondent à l'un des critères énoncés par l'article 1er de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 peuvent se faire opposer le caractère de sociétés faisant appel public à l'épargne.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Wifack International Bank

Siège social : Avenue Habib Bourguiba Médenine 4100

Wifack International Bank publie ci -dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr Rachid NACHI et Mr Béchir NEDRI.

BILAN

Arrêté au 31.12.2018

Désignation	Notes	31-déc	
		2018	2017*
AC01 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	(1-1)	36 562 080	15 819 835
AC02 Créances sur les établissements bancaires et financi	(1-2)	73 300 558	28 568 692
AC03 Créances sur la clientèle	(1-3)	402 424 166	252 102 279
AC04 Portefeuille titres commercial	(1-4)	218 650	136 231
AC05 Portefeuille d'investissement	(1-5)	20 403 674	18 117 592
AC06 Valeurs immobilisées	(1-6)	59 349 196	56 903 163
AC07 Autres actifs	(1-7)	43 484 753	36 526 225
TOTAL ACTIFS		635 743 076	408 174 017
PA01 Banque Centrale,CCP	(2-1)	-	-
PA02 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et Financiers	(2-2)	57 127 278	6 852 378
PA03 Dépôts de la clientèle	(2-3)	284 875 640	104 772 696
PA04 Dettes de financements et Ressources spéciales	(2-4)	48 401 104	76 784 431
PA05 Autres passifs	(2-5)	63 128 832	49 719 109
TOTAL PASSIFS		453 532 854	238 128 614
CP01 Capital		150 000 000	150 000 000
CP02 Réserves		20 542 419	20 542 419
CP03 Actions propres		(498 526)	(48 855)
CP04 Autres capitaux propres		16 100 751	657 218
CP05 Résultats reportés		(1 105 379)	582 431
CP06 Résultat de l'exercice		(2 829 043)	(1 687 810)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	(3)	182 210 223	170 045 403
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		635 743 076	408 174 017

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN

Arrêté au 31.12.2018

Désignation		Notes	31-déc. 2018	2017*
PASSIFS EVENTUELS				
HB 01-	Cautions, Avals et autres garanties données	4-1	1 137 428	8 481 088
HB 02-	Crédits documentaires	4-2	4 118 836	0
HB 03-	Actifs donnés en garantie		0	0
TOTAL PASSIFS EVENTUELS			5 256 264	8 481 088
ENGAGEMENTS DONNES				
HB 04-	Engagements de financement donnés	4-3	56 575 393	81 753 006
HB 05-	Engagements sur titres		0	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES			56 575 393	81 753 006
ENGAGEMENTS RECUS				
HB 06-	Engagements de financement reçus		0	0
HB 07-	Garanties reçues	4-4	94 546 012	39 696 811

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

ETAT DE RESULTAT

Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

Désignation		Notes	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre 2018	2017*
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</u>			<u>42 225 258</u>	<u>23 726 123</u>
PR01	Marges et revenus assimilés	(5-1)	29 281 558	20 890 322
PR02	Commissions en produits	(5-2)	6 112 866	1 648 825
PR03	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	(5-3)	5 785 824	260 029
PR04	Revenus du portefeuille d'investissement	(5-4)	1 045 010	926 947
<u>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</u>			<u>(17 076 740)</u>	<u>(8 054 909)</u>
CH01	Marges encourues et charges assimilées	(5-5)	(15 906 672)	(7 489 232)
CH02	Commissions encourues	(5-6)	(1 170 068)	(565 677)
PRODUIT NET BANCAIRE			25 148 518	15 671 214
PR05/CH04	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(5-7)	(1 620 982)	(699 916)
PR06/CH05	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(5-8)	-	87 249
PR07	Autres produits d'exploitation	(5-9)	200	3 852
CH06	Frais de personnel	(5-10)	(14 582 247)	(9 981 308)
CH07	Charges générales d'exploitation	(5-11)	(5 674 020)	(3 059 158)
CH08	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(5-12)	(6 506 488)	(4 257 352)
RESULTAT D'EXPLOITATION			(3 235 019)	(2 235 419)
PR08/CH09	Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires		508 318	603 126
CH011	Impôt sur les bénéfices		(97 042)	(50 518)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES			(2 823 743)	(1 682 810)
PR09/CH010	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		(5 300)	(5 000)
RESULTAT NET DE L'EXERCICE			(2 829 043)	(1 687 810)

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

Désignation	Notes	31-déc 2018	2017*
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	(6-1)		
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		41 180 248	23 091 637
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(14 885 657)	(7 172 429)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(150 654 609)	(25 309 590)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		174 553 009	101 087 795
Titres de placements		-	-
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(17 060 920)	(23 867 375)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(300 191)	1 649 644
Impôt sur le bénéfice		(49 245)	(360 580)
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		32 782 635	69 119 102
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(6-2)		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		161 802	-
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		163 000	(5 960 000)
Acquisition / cessions sur immobilisations		(6 079 436)	(38 272 352)
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(5 754 634)	(44 232 352)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(6-3)		
Émission d'actions		(449 671)	-
Émission d'emprunts		15 437 000	(48 855)
Remboursement d'emprunts		(26 740 233)	(23 235 136)
Dividendes versés et autres distributions		-	-
Mouvements sur fond social et de retraite		6 534	-
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		(11 746 370)	(23 283 991)
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		15 281 631	1 602 759
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	(6-4)	37 672 380	36 069 621
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE		52 954 011	37 672 380

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

Notes aux Etats Financiers au 31/12/2018

PRESENTATION DE LA BANQUE

« **WIFAK INTERNATIONAL BANK** » est la nouvelle dénomination sociale de la société anciennement dénommée « **EL WIFAK Leasing** ». Ce changement de la dénomination est intervenu suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28 Août 2015 ayant adopté les nouveaux statuts et décidé la conversion de la société en une banque universelle, et ce sur la base de l'agrément d'exercice de l'activité bancaire obtenu de la part de la Banque Centrale de Tunisie

L'historique de la société se présente ainsi :

La société **EL WIFAK LEASING** a été créée le 28 Juin 2002 avec pour objet principal la réalisation d'opérations de leasing portant sur des biens mobiliers et immobiliers conformément à la loi n°94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

L'activité de la société est régie par les lois n° 2001-65 du 10 Juillet 2001 relative aux établissements de crédits telle que modifiée par la loi 2016-48 du 11 Juillet 2016, et n° 94-89 du 26 Juillet 1994 relative au leasing.

Le capital initial s'élève à Cinq millions (**5.000.000**) de Dinars divisé en Cinq cent mille (**500.000**) actions de Dix dinars chacune.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 31 Octobre 2003 a décidé de porter le capital à **7.500.000 DT** par la création de **250.000** actions nouvelles de **10 DT** chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1er Janvier 2005.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 mai 2005 a décidé de réduire la valeur nominale de **10 DT** à **5 DT**, et de porter le capital à **10.000.000 DT** par la création de **500.000** actions nouvelles de **5 DT** chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une émission au pair portant jouissance le 1er Janvier 2006.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 Octobre 2008, a décidé de porter le capital à **15.000.000 DT** par la création de **1.000.000** actions nouvelles de **5 DT** chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de **1,500 DT** par actions portant jouissance le 1er Janvier 2009, cette augmentation a été réalisée au cours du premier semestre 2009.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 21 Juin 2012, a décidé de porter le capital à **20.000.000 DT** par la création de **1.000.000** actions nouvelles de **5 DT** chacune totalement souscrites et libérées en numéraire moyennant une prime d'émission de **8 DT** par actions portant jouissance le 1er Janvier 2013, cette augmentation a été réalisée au cours du premier semestre 2013.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 28 Août 2015 a décidé, outre les modifications apportées aux statuts ayant adoptés la nouvelle dénomination « **WIFAK INTERNATIONAL BANK** », d'augmenter le capital de la société de **20.000.000 DT** à **150.000.000 DT** à réaliser dans 3 opérations simultanées se détaillant comme suit :

- Incorporation des réserves à concurrence de **10.000.000 DT** à puiser à hauteur de **9.500.000 DT** de la prime d'émission et de **500.000 DT** des réserves statutaires.
- Souscription en numéraire de **60.000.000 DT** avec libération intégrale, et ce par une émission au pair et sans prime d'émission de **12.000.000** actions de valeur nominale de **5 DT**.
- Souscription en numéraire, avec suppression des droits préférentiels de souscription des anciens actionnaires, de **60.000.000 DT** et ce par l'émission au pair de **12.000.000** actions de valeur nominale de **5 DT**.

Ainsi, le capital social s'élève au 31 décembre 2018 à la somme de **150.000.000 DT** divisé en **30.000.000 actions** de **5 DT** chacune.

La société **WIFAK INTERNATIONAL BANK** est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.

Pour les autres impôts et taxes, la société est soumise aux règles de droit commun

I. REFERENTIEL COMPTABLE D'ELABORATION ET DE PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS :

Les états financiers de **WIFAK INTERNATIONAL BANK** sont préparés et présentés en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises.
- Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la réglementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 Décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 Décembre 1996, portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25)
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41)

La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 Décembre 1991, relative à la division, couverture des risques et suivi des engagements, telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 Mars 1999 et les textes subséquents

1- Engagement Envers la clientèle

1-1 Comptabilisation des engagements et revenus y afférents

La Banque adopte la norme comptable tunisienne **NC 41** relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de Ijara, et ce à partir de 1er janvier 2008.

Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement ou Ijara sont les biens acquis par la banque et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et dix ans. Lors de l'acquisition, elles sont enregistrées au bilan parmi les « autres actifs » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables ; Par la suite, et suite à la concrétisation du contrat IJARA, elles sont transférées au niveau des « Créances sur la Clientèle » et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée, le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

1-2 Classification et évaluation des créances

L'évaluation des engagements est effectuée conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants :

Actifs dont le recouvrement est assuré concernant les entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

B- Actifs classés :

B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier

Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2 : Actifs incertains

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés, et qui, aux caractéristiques propres à la classe B1 s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- Un volume de concours financiers non compatible avec le volume d'activité ;
- L'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- Des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- Des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- La détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- L'existence de retards de paiement du principal ou des profits entre 90 et 180 jours.

B3 : Actifs préoccupants

Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en profits entre 180 et 360 jours.

B4 : Actifs compromis

Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en profits au-delà de 360 jours.

La Banque procède à l'ajustement de la classification résultant de l'application systématique des critères quantitatifs, basés essentiellement sur le critère de l'ancienneté des impayés et/ou le nombre d'échéances impayées, et en procédant à des appréciations qualitatives tenant compte principalement de la situation intrinsèque de la relation.

La banque procède au provisionnement des créances classées B2, B3 et B4 conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire de la BCT n°91-24 par l'application de taux de provisionnement sur le risque net non couvert.

Le taux de provisionnement correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par ladite circulaire, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

- Actifs incertains	20%
- Actifs préoccupants	50%
- Actifs compromis	100%

Le risque net correspond au montant de l'engagement déduction faite des profits réservés et des garanties des banques et assurances, notamment la Société Tunisienne de Garantie (SOTUGAR) et l'assurance-crédit

Bien que WIFAK BANK détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties ne sont pas ainsi déduites de la base des provisions constituées.

Pour les financements ijara, la banque prend en considération la valeur des biens donnés en ijara comme garantie supplémentaire en sus de celles mentionnées ci-haut avec une décote définie comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 20% par année de location.
- Matériel spécifique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 40% par année de location.
- Matériel informatique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 60% par année de location.
- Immeubles (terrain, construction...) : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 5% par année de location.

Pour les financements sous forme de remplacement, la décote est appliquée sur la valeur du matériel au moment du remplacement.

- a. Evaluation des engagements et des provisions y afférentes

A- Les provisions collectives :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91 -24 telle qu'ajoutée par la circulaire n°2012-09 du 29 Juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations aux provisions" en tant que composante du coût du risque encouru par WIFAK INTERNATIONAL BANK.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations d'IJARA sont déduites des actifs correspondants.

Ces provisions ont été calculées en appliquant les principes de la méthodologie référentielle prévue par la note aux établissements de crédit n°2012-20 du 06 décembre 2012. Cette méthodologie prévoit :

- i. Le regroupement du portefeuille par secteur d'activité. Les secteurs d'activités retenues sont
 - Commerce
 - BTP
 - Industrie
 - Tourisme
 - Agriculture
 - Promotion immobilière
 - Services
- ii. La détermination pour chaque groupe de créances d'un taux de migration moyen sur les 3 derniers exercices TMMgi selon la formule suivante

$$TMM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Risque additionnel de l'année } N}{\text{Engagement 0 et 1 de l'année } N-1} \right) / n$$

Avec

- Risque additionnel de l'année N = (les engagements 0 et 1 de l'année N -1 du groupe i devenus classés 2, 3 ou 4 à la fin de l'année N et évalués sur la base des engagements de l'année N) ;
- TMM_{gi} : Taux de migration moyen du groupe de créances i ;
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TMM_{gi}.

Certains ajustements en matière de risque additionnel ont été apportés à certains secteurs. Ces ajustements consistent à neutraliser le biais engendré par certaines relations dont l'engagement dépasse largement la moyenne observée.

- iii. Détermination d'un facteur scalaire par groupe de créances « FS_{gi} » traduisant l'aggravation des risques en 2018. La formule de calcul est la suivante :

$$FS_{gi} = \frac{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2018}}{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2017}}$$

La banque a opté pour la neutralisation de l'effet du facteur scalaire qui avait pour objectif en 2011 la correction de l'impact des arrangements et rééchelonnements accordés dans un contexte bien particulier. Ainsi, Le facteur scalaire retenu par la banque en 2018 pour tous les secteurs d'activités est égal à 1.

- iv. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances « TPM_{gi} » qui représente le taux de couverture des créances additionnelles par les provisions, la période retenue étant 2014-2018 :

$$TPM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Montant des provisions sur les risques additionnels de l'année } N}{\text{Risque additionnel de l'année } N} \right) / n$$

Avec TPM_{gi} : Taux de provisionnement moyen du groupe de créances i.

La banque a procédé à des ajustements apportés pour certains secteurs pour neutraliser le biais engendré par certaines relations dont le niveau de provisionnement dépasse largement la moyenne de provisionnement constaté sur le secteur en question.

- v. Calcul des provisions collectives « PC_{gi} » du groupe i (en %) selon la formule suivante :

$$PC_{gi} = (\text{Engagements } gi \text{ 0 et 1}) \times TMM_{gi} \times FS_i \times TPM_{gi}$$

Les provisions collectives globales « PC » s'obtiennent par la sommation des PC_{gi}

B- Les provisions additionnelles :

Conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans ;

- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans ;
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : $A=N-M+1$

A : ancienneté dans la classe 4 ;

N : année d'arrêt des comptes ;

M : année de la dernière migration vers la classe 4 ;

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôt ou d'actifs financiers susceptible d'être liquidés sans que leur valeur ne soit affectée ;
- Et des provisions constituées.

2- Portefeuille titres

2.1 Présentation du portefeuille titres

Les titres sont présentés au bilan soit dans la rubrique portefeuille titres commercial soit dans la rubrique portefeuille titres d'investissement selon leurs durées et l'intention de détention. Les règles de classification appliquées sont les suivantes :

A- Portefeuille titres commercial :

A1 : Titres de transaction

Il s'agit des titres négociables sur un marché liquide, qui sont détenus par la Banque avec l'intention de les vendre dans un avenir très proche, qu'ils soient à revenu variable

A2 : Portefeuille d'investissement :

- Titres d'investissements

Les titres présentés sous cette rubrique sont les titres que la Banque a la capacité et l'intention de conserver de façon durable, en principe jusqu'à leurs échéances, ainsi que les parts des revenus courus et non échus qui leur sont rattachées.

- Titres de participation

Présentant les actions et autres titres détenus par la Banque et qui sont destinés à une activité de portefeuille consistant à investir dans des titres pour en retirer sur une longue durée une rentabilité satisfaisante et s'exerçant sans intervention dans la gestion des entreprises dans lesquelles les titres sont détenus, ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachées.

- Parts dans les entreprises associées, co-entreprises et parts dans les entreprises liées

Il s'agit des actions et parts de capital détenues dans les entreprises filiales, les entreprises sur lesquelles la Banque exerce une influence notable ou un contrôle conjoint ainsi que les parts de dividendes, dont le droit est établi, et non encore échus qui leur sont rattachées.

2.2 Evaluation du portefeuille titres

a. *Date d'acquisition :*

Les titres sont comptabilisés à la date d'acquisition pour leur coût d'acquisition, tous frais et charges exclus, à l'exception des honoraires d'étude et de conseil engagés à l'occasion de l'acquisition de titres d'investissement, de participation ou de parts dans les entreprises associées et les co-entreprises et parts dans les entreprises liées.

Les participations souscrites et non libérées sont enregistrées en engagements hors bilan pour leur valeur d'émission.

A la date d'arrêté, il est procédé à l'évaluation des titres comme suit :

b. Date d'arrêté :

- Titres de transaction

A chaque arrêté comptable, les titres de transaction sont évalués à la valeur de marché. La valeur de marché correspond au cours en bourse moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente. Les variations de cours consécutives à leur évaluation à la valeur de marché sont portées en résultat.

- Titres d'investissement

A chaque arrêté comptable, il est procédé à la comparaison du coût d'acquisition des titres d'investissement à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés. Les plus-values latentes sur titres d'investissement ne sont pas comptabilisées. Les moins-values latentes ressortant de la différence entre la valeur comptable (éventuellement corrigée des amortissements ou reprises des primes ou décotes) et la valeur de marché ou la juste valeur des titres, ne sont provisionnées que dans les cas ci-après :

- Il existe, en raison de circonstances nouvelles, une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance ;
- Il existe des risques de défaillance de l'émetteur des titres

3- Prise en compte des produits

Les profits et produits assimilés ainsi que les commissions sont prises en compte en résultat de l'exercice clos au 31 Décembre 2018 pour leurs montants rattachés à l'exercice.

Les revenus provenant des contrats IJARA sont comptabilisées conformément à la norme comptable 41 relative aux contrats de location que la banque a adoptée depuis le 01 Janvier 2008. Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la date d'arrêté des états financiers, il est procédé à une régularisation au titre des produits perçus d'avance.

Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financement et des engagements par signature sont prises en compte en résultat au moment de leur perception.

Les profits courus et non échus relatifs à des créances saines au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les profits échus et non encore encaissés relatifs à des créances classées au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en profits réservés en déduction du poste « Créances sur la clientèle ». Ces profits sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les produits non conformes aux percepts charaiques à l'instar des profits de retard facturés sur les clients récalcitrants ou les produits prohibés par le Comité Charaique de la banque sont portés dans un compte de passif « Nafaaelaam ».

4- Valeurs immobilisées

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la société figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Taux d'amortissement
Logiciels et Licences	33%
Construction	
<i>Agences</i>	5%
<i>Centre d'affaire et siège</i>	2%
Global Bancaire	10%
Agencement et aménagement des constructions	10%
Installations générales, Agencement et aménagement Divers	10%
Matériel de transport	20%
Matériel informatique	16,66%
DAB & GAB	20%
Equipements de bureau	10%
Autres Immobilisations corporelles	10%

5- Comptabilisation des engagements hors bilan

Les engagements de financement sont portés en hors bilan à mesure qu'ils sont contractés et sont transférés au bilan au fur et à mesure des déblocages des fonds.

6- *Impôt sur les bénéfices*

Wifak Bank est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 Décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de Ijara, sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

7- *Taxe sur la valeur ajoutée*

La banque est partiellement assujettie à la TVA. Les revenus provenant de l'activité IJARA sont soumises à la TVA alors que ceux provenant de l'activité MOURABAHA et des placements en sont exonérés.

La Banque procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat d'IJARA.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société sur ses achats de biens et services est portée, pour la partie déductible, au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créateur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

8- Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à servir au personnel lors de leur départ à la retraite, tel que stipulé par la convention collective du secteur financier, est rattaché à la période d'activité du salarié.

La charge annuelle comptabilisée correspond à la quote-part supportée par l'exercice au titre de tout le personnel titulaire de la société et est calculée sur la base d'une estimation des salaires à servir à chaque salarié lors de son départ à la retraite rapportée au nombre d'année de travail dans la société.

9- Unité monétaire et risque de change

Les états financiers de la société sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT). Aucune créance ou dette n'est libellée en monnaies étrangères.

10- Faits saillants de la période

L'exercice 2018 est marqué par les faits et les réalisations suivantes :

- La Confirmation de la notation de la Banque de AA+ avec perspective stable par l'agence de notation de Fitch Rating.
- Le Renforcement du réseau des agences de la Banque par l'ouverture de 4 nouvelles agences pour atteindre un nombre total de 27 agences.
- Le Renforcement des ressources humaines de la Banque par le recrutement d'experts métiers.
- L'élargissement de la gamme offerte avec le lancement des nouveaux produits et services.
- L'orientation vers le marché financier comme une nouvelle source de financement des activités de la Banque.
- L'engagement dans le processus de la transformation digitale globale de la Banque.
- La mise en place d'une nouvelle politique de communication afin de renforcer l'image de Wifak Bank en tant que banque innovante capable d'apporter des solutions adaptées à leurs besoins et en leur offrant une prestation bancaire riche.
- L'approbation du code de déontologie ainsi que la politique de gestion et de prévention des conflits d'intérêt

11- Changement de méthode de présentation

Pour des besoins de comparabilité, les données comparatives relatives à la situation arrêtée au 31/12/2017 ont été retraité en pro-forma, et ce au titre des modifications apportées à la méthode de présentation certaines rubriques des états financiers. Ces modifications se présentent ainsi :

- En 2017, les comptes des banques résidentes présentant des soldes débiteurs ont été présentés au niveau du poste « créances des établissement bancaires et financiers » tandis que leurs soldes créditeurs ont été présentés au niveau du poste « dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers ».
- En 2017, les comptes des clients présentant des soldes débiteurs ont été présentés au niveau du poste « créances sur la clientèle » tandis que leurs soldes créditeurs ont été présentés au niveau du poste « dépôts de clientèle ». En 2018, la présentation de ces comptes dépend du sens de leurs soldes fusionnés.

A des fins comparatives, les états financiers publiés au 31 décembre 2017 ont été retraités, en pro-forma. Les reclassements opérés sont récapitulés dans le tableau suivant :

<u>Libellé</u>	<u>Ancien Poste</u>	<u>Nouveau Poste</u>	<u>Montant</u>
<u>Au niveau du Bilan</u>			
Compte à vue rémunérés personnel Wifak	Créances à la clientèle	Autres actifs	131
Effet remis à l'encaissement	Créances à la clientèle	Autres actifs	296.901
Impayés sur engagement LCI	Créances à la clientèle	Autres actifs	51.444
Avances et acomptes sur matériels et mobiliers de bureau	Valeurs immobilisées	Autres actifs	28.623
Fournisseurs étrangers à payer	Autres passifs	Autres actifs	729
Compensation chèques et effets	Autres passifs	Autres actifs	451.632
Provisions sur les établissements de crédit	Autres actifs	Créances sur les établissements bancaires et financiers	62.477
Etats TVA	Autres actifs	Autres Passifs	7.112
Frais divers	Autres actifs	Autres Passifs	58.477
Etat crédits d'impôts sur les sociétés	Autres actifs	Autres Passifs	55.518
<u>Au niveau d'Etat du Résultat</u>			
Commission reçu sur correspondant	Marges et revenus assimilés	Commissions (En produit)	37.768
Profits sur vente d'actif	Marges et revenus assimilés	Solde en gain/perte provenant des éléments ordinaires	516.665
Moins valus de réévaluation sur titres de transaction	Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	Gains sur portefeuille-titres commercial et opération financières	-4.630
Charges sur comptes bancaires	Commissions encourues	Charges encourues et assimilées	-78.101
TFP et FOPROLOS	Charges générales d'exploitation	Frais de personnel	-198.166
Frais de formation	Charges générales d'exploitation	Frais de personnel	-63.966
<u>Au niveau d'Etat des Flux de Trésorerie</u>			
Titres de transaction	Titres de placement	Liquidité et équivalent de liquidité	136.231

II. NOTES EXPLICATIVES

(1) Notes explicatives sur le bilan- Actifs

Note 1.1: Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **36 562 080 DT** contre **15 819 835 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une variation de **131%**.

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Caisse en dinars et monnaies étrangères	6 095 960	4 476 269	1 619 691	36%
BCT, CCP et TGT	30 466 120	11 343 566	19 122 554	169%
Total	36 562 080	15 819 835	20 742 245	131%

Note 1.2: Créances sur les établissements bancaires et financiers

Les créances sur les établissements Bancaires et financiers ont totalisé **73 300 558 DT** au 31 décembre 2018 contre **28 568 692 DT** enregistré durant l'exercice 2017.

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Créances sur les établissements Bancaires (1)	73 300 558	23 517 185	49 783 373	212%
Créances sur les établissements Financiers	-	5 051 507	-5 051 507	(100%)
Total	73 300 558	28 568 692	44 731 866	157%

(1) Le solde de cette rubrique s'élève, au 31 décembre 2018, à 73 300 558 DT et se détaille comme suit :

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	26 765 699	1 469 989	25 295 710	1 721%
Placements MOUDHARABA interbancaire	46 504 680	22 000 000	24 504 680	111%
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	30 179	47 196	(17 017)	(36%)
Total créances sur les établissements bancaires	73 300 558	23 517 185	49 783 373	212%

comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	73 300 558	-	-	-	73 300 558
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	26 765 699	-	-	-	26 765 699
Placements MOUDHARABA interbancaire	46 504 680	-	-	-	46 504 680
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	30 179	-	-	-	30 179
Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-
Certificats de leasing	-	-	-	-	-
Créances rattachées aux Certificats de leasing	-	-	-	-	-
Total	73 300 558	-	-	-	73 300 558

- Les créances sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale de Tunisie et ne sont pas matérialisés par des titres du marché interbancaire.

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises liées	Entrepris es Associées	Autres	Total
Etablissements bancaires	0	0	73 300 558	73 300 558
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	-	-	26 765 699	26 765 699
Prêts aux établissements bancaires	-	-	46 504 680	46 504 680
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	-	-	30 179	30 179
Etablissements financiers	0	0	0	0
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-
Prêts aux établissements financiers	-	-	-	-
Créances rattachées sur les avoirs et les prêts aux établissements financiers	-	-	-	-
Total	-	-	73 300 558	73 300 558

Note 1.3: Créances sur la clientèle

Les financements à la clientèle ont enregistré une évolution de **60%** pour passer de **252 102 279 DT** au 31 décembre 2017 à **402 424 166 DT** au 31 décembre 2018.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Kardh Hassan (1)	1 263 912	64 214	1 199 698	1868%
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires (2)	401 160 254	252 038 065	149 122 190	59 %
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	396 327 037	237 342 189	158 984 849	67 %
Financement Mourabaha	129 456 721	22 802 439	106 654 282	468 %
Financement Ijara	283 951 604	229 595 851	54 355 753	24 %
Provisions sur creances douteuses et litigieuses	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 976)	12 %
Profits réservés sur creances	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Portefeuille sur ressources ordianaires en devises	4 833 217	14 695 876	(9 862 658)	100 %
Total	402 424 166	252 102 279	150 321 888	60 %

- En dépit d'une partie de ses créances sur la clientèle sont finançable auprès de la Banque centrale de Tunisie, Wifak International Bank n'a pas bénéficié de refinancement en 2018.

La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Kardh Hassan (1)	48	-	1 263 864	1 263 912
Autres concours à la clientèle	-	-	401 160 254	401 160 254
Total	48	-	402 424 118	402 424 166

La ventilation des créances brutes sur la clientèle au 31 décembre 2018 selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an	Total
Kardh Hassan	1 263 912	-	-	1 263 912
Encours Ijara	31 598 343	62 201 394	169 842 920	263 642 657
Encours Mourabaha	7 428 718	65 632 229	46 390 567	119 451 514
Total	40 290 973	127 833 623	216 233 487	384 358 083

La répartition par secteur d'activité des financements se présente comme suit au 31 décembre 2018 :

Secteur	Encours ijara	Encours mouraba	Total
Financements aux professionnels	263 642 657	92 487 640	356 130 298
Agriculture	43 441 960	6 359 813	49 801 773
Industrie	95 083 516	38 876 345	133 959 861
Industries manufacturières	43 946 766	38 081 267	82 028 033
BTP	44 805 780	795 078	45 600 858
Autres industries	6 330 970	-	6 330 970
Promotion immobilière	2 041 452	3 597 527	5 638 979
Services	123 075 731	43 653 955	166 729 686
Tourisme	8 062 258	823 280	8 885 538
Commerce	44 882 683	36 759 434	81 642 117
Transport et Communication	34 095 824	865 491	34 961 315
Autres services	36 034 966	5 205 750	41 240 716
Financements retail	-	26 963 873	26 963 873
Logement	-	22 728 741	22 728 741
Consommation	-	4 235 132	4 235 132
Total général	263 642 657	119 451 514	383 094 171

(1) Le détail des autres concours à la clientèle sur les ressources ordinaires se présente comme suit :

Autres concours à la clientèle en dinars	396 327 037	237 342 189	158 984 848	67 %
Portefeuille Ijara	283 951 603	229 595 852	54 355 751	24 %
Encours financiers(*)	263 642 657	212 719 679	50 922 978	24 %
Impayés et autres facturations	24 319 637	19 709 649	4 609 988	23 %
Produits constatés d'avance sur Financement Ijara	(1 274 606)	(1 117 718)	(156 888)	14 %
Règlement non affectés	(2 736 085)	(1 715 758)	(1 020 327)	59 %
Portefeuille Mourabaha	129 456 721	22 802 438	106 654 283	468 %
Mourabaha Court terme	83 544 893	6 729 407	76 815 486	1 141 %
Encours financiers	69 791 559	6 514 219	63 277 340	971 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha	797 608	179 324	618 284	345 %
Impayés sur Financement Mourabaha	13 089 796	35 864	13 053 932	36 398 %
Profits réservés sur creances	(134 070)	-	(134 070)	100 %
Mourabaha Moyen terme	27 101 176	5 291 441	21 809 735	412 %
Encours financiers	26 243 211	5 279 463	20 963 748	397 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Moyen Terme	213 670	11 591	202 079	1 770 %
Impayés sur Financement Mourabaha Moyen Terme	703 081	387	702 694	181 412 %
Profits réservés sur creances	(58 786)	-	(58 786)	100 %
Mourabaha Long terme	18 810 652	10 781 590	8 029 062	75 %
Encours financiers	18 710 260	10 744 021	7 966 239	74 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Long Terme	86 070	37 569	48 501	161 %
Impayés sur Financement Mourabaha Long Terme	21 663	-	21 663	100 %
Profits réservés sur creances	(7 341)	-	(7 341)	100 %
Provisions sur creances douteuses et litigieuses	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 976)	12 %
Agios réservés sur creances	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Autres concours à la clientèle en devises	4 833 217	14 695 875	(9 862 658)	(67)%
Encours financiers	4 706 484	14 695 875	(9 989 391)	(68)%
Produits à recevoir	126 733	-	126 733	100 %
Total	401 160 254	252 038 065	149 122 188	59 %

(*) Les encours financiers des financements Ijara relatifs à l'exercice 2018 présente un solde de **263 642 657 DT** contre **212 719 679 DT** une année auparavant pour enregistrer une évolution de **24%** et se détaillent comme suit :

Description	Financement	Capital Amorti	Encours financier
Solde 31-12-2017	1 062 831 070	850 111 391	212 719 679
Capital Amorti des anciens contrats	-	73 628 583	(73 628 583)
Ajouts de la période	168 930 065	35 416 030	133 514 035
Investissement	163 396 689	34 940 957	128 455 732
Relocation	5 533 376	475 073	5 058 303
Retraits de la période	37 208 857	28 246 383	8 962 474
Cession de la valeur Résiduelle	8 831 249	8 830 098	1 151
Cession anticipé	18 177 984	13 985 130	4 192 854
Transferts(Cession)	2 466 446	1 597 872	868 574
Relocation	7 733 178	3 833 283	3 899 895
Solde 31-12-2018	1 194 552 278	930 909 621	263 642 657

Le stock des provisions et profits réservés au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Provisions individuelles	(13 398 840)	(12 196 800)	(1 202 040)	10%
Provisions collectives	(1 629 980)	(1 520 581)	(109 399)	7%
Provisions additionnelles	(535 007)	(157 469)	(377 538)	240%
Total provisions sur créances	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 977)	12 %
Profits réservés	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28%
Total profits réservés	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Total général des provisions et profits réservés	(17 081 288)	(15 056 101)	(2 025 187)	13%

Les mouvements nets des créances douteuses sur la clientèle ainsi que des provisions correspondantes au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Montant brut de la créance classée	24 886 663	19 741 672	5 144 991	26 %
Provisions au 31/12/N-1	(13 717 381)	(14 634 850)	917 469	(6)%
Dotation de l'exercice	(3 341 777)	(2 706 918)	(634 859)	23 %
Reprise de l'exercice	2 030 338	2 115 144	(84 806)	(4)%
Perte sur Créances Radiées	-	1 509 243	(1 509 243)	(100)%
Provision au 31/12/N	(15 028 820)	(13 717 381)	(1 311 439)	10 %
Provisions additionnelles (Cir 2013-21)	(535 006)	(157 469)	(377 537)	240 %
Total net de la créance	9 322 837	5 866 822	3 456 015	59 %

Le montant des créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits de l'exercice que lors d'une baisse des engagements suite à l'encaissement effectif se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Montant brut de la créance classée	24 886 663	19 741 672	5 144 991	26 %
Profits réservés au 31/12/N-1	(1 181 251)	(1 296 172)	114 921	(9)%
Dotation aux profits réservés	(336 210)	-	(336 210)	100 %
Reprise profits réservés de l'exercice	-	37 849	(37 849)	(100)%
Profits réservés sur financements radiés	-	77 072	(77 072)	(100)%
Total des Profits réservés au 31/12/N	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28%

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL au 31-12-18	TOTAL au 31-12-17	Variation
	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis			
Encours en principal	186 172 243	184 352 235	1 862 063	1 723 727	8 983 903	383 094 171	249 953 257	133 140 914
Impayés	98 434	24 097 881	763 830	1 981 184	7 367 455	34 308 784	15 918 374	18 390 410
Autres débits	545 453	887 406	111 541	114 927	2 665 403	4 324 730	3 829 902	494 827
Avances & acomptes	(1 651 334)	(5 079)	(5)	(5)	(881 926)	(2 538 349)	(2 060 747)	(477 602)
Débits de compte	463 470	604 489	47 551	108 030	37 836	1 261 376	0	1 261 376
PAR	555 809	294 871	1 145	5	0	851 830	225 149	626 681
ENGAGEMENTS BILANTIELS	186 184 075	210 231 803	2 786 125	3 927 868	18 172 671	421 302 542	267 865 936	153 436 606
ENGAGEMENTS HORS BILAN	49 913 901	9 918 133	0	0	0	59 832 033	90 234 094	(30 402 061)
TOTAL ENGAGEMENTS CLIENTELE	236 097 976	220 149 936	2 786 125	3 927 868	18 172 671	481 134 575	358 100 030	123 034 545
TOTAL ENGAGEMENTS Bqs & Ets Fin	2 000 000	0	0	0	0	2 000 000	0	2 000 000
TOTAL ENGAGEMENTS CUMULES	238 097 976	220 149 936	2 786 125	3 927 868	18 172 671	483 134 575	358 100 030	125 034 545
Dont Créances Classées			2 786 125	3 927 868	18 172 671	24 886 664	19 741 672	5 144 992
Agios réservés	-	(42 786)	(124 485)	(198 860)	(1 151 330)	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)
Provisions sur engagements bilantiels douteux	-	-	(75 924)	(424 096)	(12 898 820)	(13 398 840)	(12 196 800)	(1 202 040)
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	-	-	0	0	0	0	0	0
Provision additionnelle 2013-21	-	-	0	0	(535 007)	(535 007)	(157 469)	(377 538)
Provisions collectives	(1 629 980)		-	-	-	(1 629 980)	(1 520 581)	(109 399)
TOTAL DE LA COUVERTURE	(1 672 766)		(200 409)	(622 956)	(14 585 157)	(17 081 288)	(15 056 101)	(2 025 187)
ENGAGEMENTS NETS	236 467 996	220 107 150	2 585 716	3 304 912	3 587 514	466 053 287	343 043 929	123 009 358
Taux des créances classées au 31/12/2018			0,58%	0,81%	3,76%			
				5,15%				
Taux des créances classées au 31/12/2017			0,20%	0,40%	4,93%			
				5,54%				
Ratio de couverture des céances classés au 31/12/2018			7,19%	15,86%	80,26%			
				61,91%				
Ratio de couverture des céances classés au 31/12/2017			8,69%	19,26%	75,00%			
				68,56%				

Note 1.4 : Portefeuille titres commercial

Le portefeuille titre commercial se compose principalement des actions cotées détenues à des fins de transaction et dont le montant s'élève au 31 Décembre 2018 à **218 650 DT** contre **136 231 DT** au 31 Décembre 2017. Le détail des titres de transactions détenus par la Banque au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Titres de transactions	218 650	136 231	82 418	60 %
Titres Ami	11 397	18 901	(7 504)	(40%)
Titres Artes	-	3 100	(3 100)	(100%)
Titres Banque de l'habitat	-	7 104	(7 104)	(100%)
Titres Euro-Cycles	18 611	18 900	(289)	(2%)
Titres Telnet	-	2 380	(2 380)	(100%)
Titres Tunis re aa	15 740	16 760	(1 020)	(6%)
Titres Unimed	15 346	11 155	4 191	38%
Titres Sah	12 053	-	12 053	100%
Titres Carthage Cement	16 061	-	16 061	100%
Titres Attijari	13 834	-	13 834	100%
Titres Societe Tunisienne de Banque	1 885	-	1 885	100%
Autres Titres de Transaction	113 723	58 371	55 352	95%
Réévaluation Titres de Placement 2017	-	(439)	439	(100%)
Total	218 650	136 231	82 418	60%

La ventilation des titres de transactions et de placements par nature de l'émetteur, se détaille comme suit :

Description	Organismes publics	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Titres de transaction	-	-	-	218 650	218 650
Titres Ami	-	-	-	11 397	11 397
Titres Artes	-	-	-	-	-
Titres Banque de l'habitat	-	-	-	-	-
Titres Euro-Cycles	-	-	-	18 611	18 611
Titres Telnet	-	-	-	-	-
Titres Tunis re aa	-	-	-	15 740	15 740
Titres Unimed	-	-	-	15 346	15 346
Titres Sah	-	-	-	12 053	12 053
Titres Attijari	-	-	-	13 834	13 834
Titres Societe Tunisienne de Banque	-	-	-	1 885	1 885
Titres carthage cement	-	-	-	16 061	16 061
Autres Titres de transaction	-	-	-	113 723	113 723
Titres de placement	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	218 650	218 650

Note 1.5 : Portefeuille titres d'investissement

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31 décembre 2018 un solde de **20 403 674 DT** contre **18 117 592 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une augmentation de 13 %.

Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Titres d'investissement (1)	17 977 324	15 533 999	2 443 324	16%
Titres de participation (2)	100	123 100	(123 000)	(100%)
Parts dans les entreprises liées (3)	900 000	900 000	-	-
Titres participatifs	1 526 250	1 560 493	(34 243)	(2%)
Total	20 403 674	18 117 592	2 286 081	13%

(1) Titres d'investissement

Le détail comparatif relatif aux titres d'investissement entre 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Fonds Gérés	17 853 347	15 373 999	2 479 348	16%
Fonds Gérés Sodis Sicar 2003	154 000	154 000	-	-
Fonds Gérés Sodis Sicar 2004	102 000	102 000	-	-
Fonds Gérés Sodis Sicar 2005	234 000	234 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2009	500 000	500 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2012	1 000 000	1 000 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2013	2 000 000	2 000 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2014	1 400 000	1 400 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2015	1 400 000	1 400 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2016	4 500 000	4 500 000	-	-
Fonds Gérés Wifak Sicar 2017	4 500 000	4 500 000	-	-
Provisions sur fonds gérés	(416 001)	(416 001)	-	-
Revenus du Fonds Gérés Sodis Sicar 2003	-	-	-	-
Revenus du Fonds Gérés Sodis Sicar 2004	-	-	-	-
Revenus du Fonds Gérés Sodis Sicar 2005	-	-	-	-
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2009	35 545	-	35 545	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2012	18 114	-	18 114	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2013	171 920	-	171 920	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2014	30 026	-	30 026	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2015	19 016	-	19 016	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2016	321 664	-	321 664	100%
Revenus du Fonds Gérés Wifak Sicar 2017	317 188	-	317 188	100%
Revenus sur les Fonds Gérés	1 565 873	-	1 565 873	100%
Titres d'investissement hors Fonds Gérés	123 977	160 000	(36 023)	(23%)
Montants bruts	120 000	160 000	(40 000)	(25%)
Créances rattachées	3 977	-	3 977	100%
Total	17 977 324	15 533 999	2 443 325	16%

(2) Titres de participation

Le détail relatif à cette sous- rubrique se présente comme suit :

Description	% de détention	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Titres de participation		100 100	223 100	(123 000)	(55%)
MED FOOD SA	3,33%	100 000	100 000	-	-
ERRYADA IMMOBILIERE		-	123 000	(123 000)	(100%)
Institut de l'APBEF		100	100	-	-
Provisions sur titres de participation		(100 000)	(100 000)	-	-
Total		100	(123 000)	123 100	(100%)

(3) Parts dans les entreprises liées

Cette sous rubrique se détaille comme suit au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 :

Description	% de détention	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Parts dans les entreprises liées "Wifak Sicar"	97,83%	900 000	900 000	-	-
Montant restant à libérer sur les parts dans les entreprises associées		-	-	-	-
Créances rattachées		-	-	-	-
Provisions sur parts dans les entreprises liées		-	-	-	-
Total		900 000	900 000	-	-

Le tableau des mouvements du portefeuille titres d'investissement se présente comme suit :

Description	Valeurs brutes au 31.12.2017	Acquisition /autres entrée 2017	Cession/autres sorties 2017	Créances rattachées	Provisions	Total net au 31.12.2017	Acquisition /autres entrée 2018	Cession/autres sorties 2018	Valeurs brutes au 31.12.2018	Créances rattachées	Dotation 2018	Reprise 2018	Provisions	Total au 31.12.2018
Titres d'investissement hors Fonds gérés	200 000	-	(40 000)	-	-	160 000	-	(40 000)	120 000	3 977	-	-	-	123 977
Fonds Gérés WifakSicar/ SodisSicar	15 790 000	-	-	-	(416 001)	15 373 999	-	-	15 790 000	2 479 347	-	-	(416 001)	17 853 347
Titres participatifs	-	1 500 000	-	60 493	-	1 560 493	-	-	1 500 000	26 250	-	-	-	1 526 250
Titres de participation	223 100	-	-	-	(100 000)	123 100	-	(123 000)	100 100	-	-	-	(100 000)	100
Parts dans les entreprises liées	900 000	-	-	-	-	900 000	-	-	900 000	-	-	-	-	900 000
Total	17 113 100	1 500 000	(40 000)	60 493	(516 001)	18 117 592	-	(163 000)	18 410 100	2 509 574	-	-	(516 001)	20 403 674

Note 1.6 : Valeurs immobilisées

Les valeurs immobilisées accusent au 31 décembre 2018 un solde de **59 349 196 DT** contre un solde de **56 903 163 DT** au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Immobilisations incorporelles	3 315 313	3 703 892	(388 579)	(10%)
Immobilisations incorporelles	4 668 999	4 376 543	292456	7%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(1 353 686)	(672 651)	(681 035)	101%
Immobilisations corporelles	54 371 525	50 855 690	3 515 834	7%
Immobilisations corporelles	60 272 422	54 008 305	(6 264 117)	(12%)
Amortissement des immobilisations corporelles	(5 900 897)	(3 152 615)	(2 748 283)	87%
Immobilisations encours	1 662 358	2 343 582	681 223	29%
Immobilisations encours	1 662 358	2 343 582	(681 223)	(29%)
Total	59 349 196	56 903 163	2 446 032	4%

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS

Au 31 Décembre 2018

(Exprimé en dinars)

Description	Valeur Brut au 31/12/2017	Acquisition/Transfert	Cession/ Transfert	Valeur Brut au 31/12/2018	Amort cumulé 31/12/2017	Dotation d'amort 2018	Réintégration des Amort	Amort cumulé 31/12/2018	V.C.N 31/12/2018
1) Immobilisations Incorporelles	4 376 543	292 456	-	4 668 999	672 651	680 806	-	1 353 457	3 315 542
* Licence	667 383	237 254		904 637	320 870	244 070		564 940	339 697
* Logiciels	3 709 160	48 001		3 757 161	351 781	435 296		787 077	2 970 084
* Site web	-	7 201		7 201		1 440		1 440	5 761
* Droit au bail	-			-				-	-
2) Immobilisations Corporelles	54 008 304	6 634 304	(370 186)	60 272 422	3 152 615	3 111 889	(363 378)	5 901 126	54 371 296
Immobilisations d'exploitation	45 002 548	5 172 517	-	50 175 065	1 405 184	1 647 517	-	3 052 701	47 122 364
* Terrains d'exploitation	9 509 106	1 505		9 510 611				-	9 510 611
* Bâtiments	29 701 570	41 285		29 742 855	885 624	681 022		1 566 646	28 176 209
* Aménagements de bâtiments	5 791 872	5 129 727		10 921 599	519 560	966 495		1 486 055	9 435 544
Mobiliers et Matériel de Bureau	1 339 884	200 487		1 540 371	185 280	137 219		322 499	1 217 872
Matériels de Transport	887 810	250 499	(370 186)	768 123	534 217	114 151	(363 378)	284 990	483 133
Matériels Informatique	6 122 322	712 391		6 834 713	961 295	1 044 547		2 005 842	4 828 871
Machines DAB et GAB	654 758	230 035		884 793	65 982	168 357		234 339	650 454
Coffres Forts	-	68 375		68 375				-	68 375
Autres Immobilisations	982			982	657	98		755	227
3) Immobilisation en cours	2 343 581	919 572	(1 600 795)	1 662 358	-	-	-	-	1 662 358
Immobilisations corporelles en cours .	1 158 048	844 965	(1 541 005)	462 008				-	462 008
Immobilisations incorporelles en cours .	1 185 533	74 607	(59 790)	1 200 350				-	1 200 350
TOTAUX	60 728 428	7 846 332	(1 970 981)	66 603 779	3 825 266	3 792 695	(363 378)	7 254 583	59 349 196

Note 1.7: Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31 décembre 2018 un montant de **43 484 753 DT** contre un montant de **36 526 225DT** au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	548 919	79 865	469 054	587%
<i>Comptes d'attente</i>	516 796	10 285	506 511	4 925%
Comptes d'attente de la salle de marché	516 796	10 285	506 511	4 925%
Comptes d'attente de la compensation	-	-	-	-
Autres comptes d'attente	-	-	-	-
<i>Comptes de régularisation</i>	32 123	69 580	(37 457)	(54%)
Autres	42 935 834	36 446 360	6 489 474	18%
Stock de matière, fourniture et timbres	166 172	-	166 172	100%
Tickets restaurant et bons d'essence en stock	11 638	-	11 638	100%
Cartes et imprimés en stock	154 534	-	154 534	100%
Matériels en stock (Murabaha et Ijara)	17 122 614	12 747 794	4 374 820	34%
Etat, impôts et taxes	14 462 564	9 913 149	4 549 415	46%
Dépôts et cautionnements (2)	17 775	405 343	(387 568)	(96%)
Opérations avec le personnel (2)	5 021 499	1 942 122	3 079 377	159%
Autres valeurs à l'encaissement	1 421 099	1 498 548	(77 449)	(5%)
Débiteurs divers (2)	628 610	2 108 565	(1 479 955)	(70%)
Charges à répartir (1)	3 062 824	5 659 459	(2 596 635)	(46%)
Autres	1 032 677	2 171 380	(1 138 703)	(52%)
Total Autres Actifs	43 484 753	36 526 225	6 958 528	19,05%

(1) Les charges à répartir se détaillent comme suit :

Désignation	VB au 01/01/2018	Dépenses du 01/2018 au 31/12/2018	VB au 31/12/2018	Cumul résorptions au 01/01/2018	Résorption du 01/01/2018 au 31/12/2018	Cumul résorptions au 31/12/2018	VCN au 31/12/2018
Frais d'émission des emprunts	836 597		836 597	704 807	75 784	780 591	56 005
Dépenses liées à l'augmentation du c	5 015 135	74 496	5 089 631	1 535 184	1 753 160	3 288 345	1 801 286
Dépenses liées à la mise en place du :	100 684		100 684	30 394	32 718	63 112	37 572
Dépenses liées à la communication	372 694		372 694	72 660	124 178	196 838	175 856
Location des agences	832 681		832 681	215 851	277 533	493 384	339 297
Dépenses liées à l'organisation	388 755	42 664	431 419	108 359	112 123	220 482	210 936
Dépenses liées au système monétiqu	35 821		35 821	6 150	11 939	18 089	17 732
Dépenses liées au système SWIFT	29 813		29 813	8 956	9 923	18 879	10 934
Dépenses liées au système de télé compensation	79 213		79 213	26 402	26 402	52 804	26 409
Autres charges à répartir	239 332		239 332	239 332	0	239 332	-
Dotations aux amortissements	190893		190 893	42 416	63 625	106 041	84 852
Prime de démarrage	679290		679 290	150 938	226 407	377 345	301 945
Total	8 800 907	117 160	8 918 067	3 141 450	2 713 793	5 855 243	3 062 824

(2) Le détail des Provisions se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Provisions sur Dépôts et Cautionnements	(387 567)	(387 567)	-	-
Provisions sur Fonds Sociaux Accordé aux Personnels	(20 231)	(14 713)	(5 518)	38%
Provisions sur créance D'exploitation Non Bancaires	(350 032)	(423 544)	73 513	(17%)
Total	(757 831)	(825 825)	67 995	20%

(2) Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.2: Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31 décembre 2018 un solde de **57 127 278 DT** contre **6 852 378 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une évolution de **734%**. Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	-	-
Total	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%

Les Dépôts sur les établissements bancaires et financiers ne sont pas éligibles au refinancement de la Banque Centrale de Tunisie et ne sont pas matérialisés par des titres du marché interbancaire.

Quant aux dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avoirs des Etablissements Bancaires	1 851 375	6 852 378	(5 001 003)	(73%)
Emprunts auprès des Etablissements Bancaires	55 275 903	-	55 275 903	100%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la maturité résiduelle est présentée dans le tableau ci-dessous :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Établissements bancaires	57 127 278	-	-	-	57 127 278
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	1 851 375	-	-	-	1 851 375
Moudharaba sur les établissements bancaires en dinars	27 650 000	-	-	-	27 650 000
Moudharaba sur les établissements bancaires en devises	27 432 000	-	-	-	27 432 000
Dettes rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	193 903	-	-	-	193 903
Établissements financiers	-	-	-	-	-
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-
Total	57 127 278	-	-	-	57 127 278

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	-	57 127 278	57 127 278
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	-	-
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	-	-	57 127 278	57 127 278

Note 2.3: Dépôts de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31 décembre 2018 un solde de **284 875 640 DT** contre **104 772 696DT** au 31 décembre 2017 et se décomposent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dépôts à vue	99 274 096	61 396 349	37 877 747	62%
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	185 601 544	43 376 347	142 225 197	318%
Tawfir	53 876 121	22 130 250	31 745 871	143%
Istithmar	116 432 048	16 038 104	100 393 944	626%
Istithmar en dinars	100 839 299	15 800 000	85 039 299	538%
Dettes rattachées sur istithmar en dinars	2 929 716	238 104	2 691 612	1 130%
Istithmar en devises	12 535 231	0	12 535 231	100%
Dettes rattachées sur istithmar en devises	127 802	0	127 802	-
Autres sommes dues à la clientèle	15 293 375	5 207 993	10 085 382	160%
Total	284 875 640	104 772 696	180 102 944	170%

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Ne disposant pas de maturité	Total
Dépôts à vue	98 842 769	-	-	-	-	98 842 769
Epargne	53 294 549	-	-	-	-	53 294 549
Dépôts à terme	4 348 800	82 775 550	25 973 180	277 000	-	113 374 530
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	-	-	15 293 374	15 293 374
Dettes rattachées	4 070 418	-	-	-	-	4 070 418
Total	160 556 536	82 775 550	25 973 180	277 000	15 293 374	284 875 640

La ventilation des dépôts et avoirs de la clientèle par nature de la relation se présente comme suit :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Dépôts à vue	2 662 951	-	96 611 145	99 274 096
Epargne	-	-	53 876 121	53 876 121
Dépôts à terme	-	-	116 432 048	116 432 048
Autres sommes dues à la clientèle	-	-	15 293 375	15 293 375
	2 662 951	-	282 212 689	284 875 640

Note 2.4: Dettes de financement et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **48 401 104 DT** contre **76 784 431 DT** au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Emprunts	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)
Ressources Spéciales	-	-	-	-
Total	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)

Le solde des emprunts se subdivise comme suit au 31.12.2018 et au 31.12.2017:

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dettes Emprunts	47 768 759	74 508 992	(26 740 233)	(36%)
Dettes rattachées sur dettes emprunts	632 345	2 275 439	(1 643 094)	(72%)
Total	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)

Le tableau des mouvements des emprunts hors dettes rattachées au 31 décembre 2018 se détaille comme suit :

Banque	Montant du Crédit	Solde en début de période	Mouvements 2018	Remboursement 2018	Soldes 31/12/2018
BT 10	3 000 000	300 000	0	300 000	0
BT 11	1 500 000	150 000	0	150 000	0
BT 12	3 000 000	300 000	0	300 000	0
BT 13	500 000	50 000	0	50 000	0
	8 000 000	800 000	0	800 000	0
BTE4	5 000 000	1 977 233	0	1 087 912	889 321
	5 000 000	1 977 233	0	1 087 912	889 321
BTL6	3 000 000	900 000	0	600 000	300 000
BTL7	2 000 000	600 000	0	400 000	200 000
	5 000 000	1 500 000	0	1 000 000	500 000
BNB 07	5 000 000	1 750 000	0	1 000 000	750 000
BNB CUN 1	5 000 000	2 000 000	0	1 000 000	1 000 000
	10 000 000	3 750 000	0	2 000 000	1 750 000
BH 09	5 000 000	1 955 761	0	1 087 633	868 128
	5 000 000	1 955 761	0	1 087 633	868 128
ATB 12	5 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0
ATB 13	3 000 000	1 200 000	0	600 000	600 000
ATB 14	2 000 000	1 200 000	0	400 000	800 000
	10 000 000	3 400 000	0	2 000 000	1 400 000
ABC 10	7 000 000	2 356 258	0	1 536 957	819 301
ABC 11	1 000 000	388 978	0	215 651	173 328
	8 000 000	2 745 236	0	1 752 607	992 629
AB36	1 000 000	50 000	0	50 000	0
AB37	2 000 000	857 142	0	285 714	571 428
AB38	2 000 000	928 572	0	285 714	642 858
AB39	2 000 000	1 000 000	0	285 714	714 286
AB40	2 000 000	1 000 001	0	285 714	714 287
AB41	2 000 000	1 000 001	0	285 714	714 287
AB42	1 500 000	894 769	0	304 794	589 975
AB43	1 500 000	810 700	0	343 863	466 837
AB44	2 000 000	1 139 577	0	431 006	708 571
	16 000 000	7 680 762	0	2 558 234	5 122 528
QNB 01	4 000 000	1 800 000	0	800 000	1 000 000
QNB 02	3 000 000	1 350 000	0	600 000	750 000
QNB 03	3 000 000	1 350 000	0	600 000	750 000
QNB 04	3 000 000	1 500 000	0	600 000	900 000
QNB 05	2 000 000	1 000 000	0	400 000	600 000
	15 000 000	7 000 000	0	3 000 000	4 000 000
ELBARAKA 2	26 500 000	12 000 000	0	12 000 000	0,000
ELBARAKA	0	0	9 000 000	9 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	8 000 000	8 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	2 000 000	2 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	7 000 000	2 500 000	4 500 000
EL BARAKA	0	0	5 000 000	5 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	7 000 000	3 000 000	4 000 000
	26 500 000	12 000 000	38 000 000	41 500 000	8 500 000
MOURABHA ZITOUNA	25 700 000	25 700 000	0	3 953 846	21 746 154
	25 700 000	25 700 000	0	3 953 846	21 746 154
EO 2013	20 000 000	4 000 000	0	4 000 000	0
	20 000 000	4 000 000	0	4 000 000	0
BT Assurance carte vie 0	2 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000
	2 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000
TOTAL	156 200 000	74 508 992	38 000 000	64 740 233	47 768 759

La ventilation, au 31 décembre 2018, des emprunts et ressources spéciales selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an	Total
DETIES BANCAIRES				
BTE	285 127	604 194		889 321
BTE 4	285 127	604 194		889 321
BTL	250 000	250 000		500 000
BTL 6	150 000	150 000		300 000
BTL 7	100 000	100 000		200 000
BNA	500 000	1 250 000		1 750 000
BNA 07	250 000	500 000		750 000
BNA 08	250 000	750 000		1 000 000
BH	284 236	583 891	0	868 127
BH 09	284 236	583 891		868 127
ATB	100 000	900 000	400 000	1 400 000
ATB 13		600 000		600 000
ATB 14	100 000	300 000	400 000	800 000
ABC	460 986	531 643		992 629
ABC 10	404 210	414 956		819 166
ABC 11	56 776	116 687		173 463
AMEN BANK	425 063	2 165 136	2 532 329	5 122 528
AB 37	71 429	214 286	285 714	571 429
AB 38	71 429	214 286	357 143	642 858
AB 39		285 714	428 571	714 285
AB 40		285 714	428 571	714 285
AB 41		285 714	428 571	714 285
AB 42	79 649	248 239	262 086	589 974
AB 43	89 905	280 124	96 809	466 838
AB 44	112 651	351 059	244 862	708 572
QNB	750 000	2 250 000	1 000 000	4 000 000
QNB 1	200 000	600 000	200 000	1 000 000
QNB 2	150 000	450 000	150 000	750 000
QNB 3	150 000	450 000	150 000	750 000
QNB 4	150 000	450 000	300 000	900 000
QNB 5	100 000	300 000	200 000	600 000
CERTIFICAT DE LEASING				
AL BARAKA BANK	8 500 000	0		8 500 000
	4 500 000			4 500 000
	4 000 000			4 000 000
MOURABAHA ZITO UNA	988 462	2 965 385	17 792 307	21 746 154
	988 462	2 965 385	17 792 307	21 746 154
BT	0	2 000 000		2 000 000
ASSURANCE CARTE VIE		2 000 000		2 000 000
Total	12 543 874	13 500 249	21 724 636	47 768 759

Note 2.5: Autres passifs

Les autres passifs se subdivisent comme suit au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2017 :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Provisions pour passifs et charges	1 210 962	798 272	412 690	52%
Provisions pour congés payés et IDR	1 210 962	798 272	412 690	52%
Comptes d'attente et de régularisation	61 917 870	48 920 837	12 997 033	27%
<i>Comptes d'attente</i>	876 313	1 829 623	(953 310)	(52%)
<i>Comptes de régularisation</i>	2 227 506	4 863 916	(2 636 410)	(54%)
<i>Créditeurs divers</i>	55 760 118	37 904 110	17 856 008	47%
Fournisseurs	54 013 086	36 685 258	17 327 828	47%
Dépôts du personnel	502 861	329 524	173 337	53%
Prestataire de services	1 244 171	889 328	354 843	40%
<i>Etat, impôts et taxes</i>	1 330 878	3 204 241	(1 873 363)	(58%)
<i>Autres</i>	1 723 055	1 118 947	604 108	54%
Total Autres passifs	63 128 832	49 719 109	13 409 723	27%

(3) Notes explicatives sur le bilan- Capitaux propres

Les capitaux propres de Wifak International Bank ont atteint **182 210 223 DT** au 31 décembre 2018 contre **170 045 403 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une augmentation de 7.38%.

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

	Capital social	Réserve légale	RESERVES STATUTAIRES	Réserves extraordinaires	AUTRES RESERVES	ACTIONS PROPRES	RESERVES FOND SOCIAL	CHAHADEIT WIFAK	Résultats reportés	Résultat de l'exercice
Capitaux Propres au 31/12/2017	150 000 000	1 867 419	30 000	1 615 000	17 030 000	(48 855)	657 218	-	582 431	(1 687 810)
Réserve légale	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
RESERVES STATUTAIRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Réserves extraordinaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES RESERVES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ACTIONS PROPRES	-	-	-	-	-	(449 671)	-	-	-	-
TITRES ASSIMILES A DES CAPITAUX PROPRES	-	-	-	-	-	-	6 534	15 437 000	-	-
Résultats reportés	-	-	-	-	-	-	-	-	(1 687 810)	1 687 810
Résultat de l'exercice	-	-	-	-	-	-	-	-	-	(2 829 043)
Capitaux Propres au 31/12/2018	150 000 000	1 867 419	30 000	1 615 000	17 030 000	(498 526)	663 752	15 437 000	(1 105 379)	(2 829 043)

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation
Résultat net	(2 829 043)	(1 687 810)	(1 141 233)
Nombre moyen d'actions	30 000 000	30 000 000	-
Résultat de base par action (en DT)	(0,094)	(0,056)	(0,038)
Résultat dilué par action (en DT)	(0,094)	(0,056)	(0,038)

(4) Notes explicatives sur l'état des engagements hors bilan

Note 4.1: Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **1 137 428 DT** contre **8 481 088 DT** au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Cautions (1)	1 022 198	8 481 088	(7 458 890)	(88%)
Avals (2)	115 230	-	115 230	-
Autres garanties données	-	-	-	-
Total	1 137 428	8 481 088	(7 343 660)	(87%)

(1) L'encours des cautions se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Cautions en faveur des banques	-	-	-	-
Cautions en faveur des établissements financiers	-	-	-	-
Cautions en faveur de la clientèle	1 022 198	-	1 022 198	100%
Total	1 022 198	-	1 022 198	100%

(2) L'encours des avals se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avals en faveur des banques locales	-	-	-	-
Avals sur emprunts obligataires	-	-	-	-
Avals en faveur de la clientèle	115 230	-	115 230	100%
Total	115 230	-	115 230	100%

La ventilation des avals par nature de la relation :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Avals en faveur des banques locales	-	-	-	-
Avals sur emprunts obligataires	-	-	-	-
Avals en faveur de la clientèle	-	-	115 230	115 230
Total	-	-	115 230	115 230

Note 4.2: Crédits documentaires

Les crédits documentaires présentent un solde de **4 118 836 DT** au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Crédits documentaires Import	4 118 836	-	4 118 836	100%
Crédits documentaires Export	-	-	-	-
Total	4 118 836	-	4 118 836	100%

La ventilation des engagements liés aux crédits documentaires selon la nature de la relation :

RUBRIQUES	Entreprises Liées	Entreprises Associées	Autres	Total
Crédits documentaires Import	-	-	4 118 837	4 118 837
Crédits documentaires Export	-	-	-	-
	-	-	4 118 837	4 118 837

Note 4.3: Engagements donnés

Les engagements donnés s'élèvent au 31 décembre 2018 à **56 575 393 DT** contre **81 753 006 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une diminution de 31% et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Engagements de financement donnés	56 575 393	81 753 006	(25 177 613)	(31%)
Prêts interbancaires en devises confirmés et non encore livrés			-	-
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués	56 575 393	81 753 006	(25 177 613)	(31%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués à MT			-	-
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués à LT	54 575 393	81 753 006	(27 177 613)	(33%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers MT	2 000 000	-	2 000 000	100%
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle à CT	-	-	-	-
Autorisation de crédits par carte	-	-	-	-
Engagements sur titres	-	-	-	-
Participations non libérées	-	-	-	-
Titres à recevoir	-	-	-	-
Titres à livrer	-	-	-	-
Total	56 575 393	81 753 006	(25 177 613)	(31%)

Note 4.4: Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31 décembre 2018 à **94 546 012 DT** contre **39 696 811 DT** au 31 décembre 2017.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Garanties reçues de l'Etat	-	-	-	-
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	1 008 909	358 511	650 398	181%
Garanties reçues de la clientèle	93 537 103	39 338 300	54 198 803	138%
Total	94 546 012	39 696 811	54 849 201	138%

(5) Notes explicatives sur l'état de résultat
Note 5.1: Marges et revenus assimilés

Les marges et revenus assimilés s'élève à **29 281 558 DT** au 31 décembre 2018. Leur détail se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	989 788	1 556 743	(566 955)	(36%)
Opérations avec la clientèle	28 291 770	19 333 579	8 958 191	46%
Portefeuille Murabaha	6 152 040	346 717	5 805 323	1 674%
Portefeuille Ijara	22 349 207	18 949 013	3 400 194	18%
Profits /Portefeuille sur ressources ordinaires en Devises	126 733	-	126 733	100%
Profits réservés	(336 210)	37 849	(374 059)	(988%)
Total	29 281 558	20 890 322	8 391 236	40%

Note 5.2: Commissions en produits

Les commissions en produits, totalisant en 2018 un montant **6 112 866 DT** enregistrant ainsi une augmentation de **4 464 041 DT** par rapport à 2017 et se présentent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Chèques, effets, virements, prélèvements et frais de tenue de compte	1 173 102	159 135	1 013 967	637%
Commissions sur engagements par signature en TND	23 546	1 491	22 055	1 479%
Commissions sur opérations de commerce extérieur	514 427	83 364	431 063	517%
Monétiques	661 089	113 555	547 534	482%
Commissions de Gestion, études et Engagement	3 097 687	963 216	2 134 471	222%
Commissions de Banque Directe	37 582	4 332	33 250	768%
Bancassurance	523 798	279 046	244 752	88%
Autres commissions	81 635	44 686	36 949	83%
Total	6 112 866	1 648 825	4 464 041	271%

Note 5.3: Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit en 2018 et 2017 :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Plus value de cession sur titres de transaction	3 950	0	3 950	100%
Moins value de cession sur titres de transaction	-5 907	0	(5 907)	100%
Plus value de réévaluation sur titres de transaction	1 314	0	1 314	100%
Moins value de réévaluation sur titres de transaction	-26 210	-4 630	(21 580)	466%
Dividendes Reçus sur titres de transaction	5 564	0	5 564	100%
Gain/Perte net sur opérations de change	5 807 112	264 659	5 542 453	2 094%
Total	5 785 824	260 029	5 525 795	2 125%

Note 5.4: Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille investissement ont totalisé en 2018 un montant de **1 045 010 DT** contre **926 947 DT** en 2017. Leur détail se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Marges et revenus assimilés sur titres d'investissement	925 323	866 454	58 869	7%
Fonds Gérés	913 474	866 237	47 237	5%
Créances sur l'état	11 849	217	11 632	5 369%
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	119 687	60 493	59 194	98%
Total	1 045 010	926 947	118 063	13%

Note 5.5: Marges encourues et charges assimilées

Les marges encourues et charges assimilées ont totalisé en 2018 un montant de **15 906 672 DT**. Leur détail se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	(3 754 418)	(1 997 993)	(1 756 425)	88%
Opérations avec la clientèle	(7 744 404)	(1 012 641)	(6 731 763)	665%
Marges sur dépôts à vue	(852 419)	(85 712)	(766 707)	895%
Marges sur comptes Tawfir	(1 882 849)	(299 290)	(1 583 559)	529%
Marges sur dépôts Isthithmar	(4 857 811)	(475 972)	(4 381 839)	921%
Marges sur certificats de dépôts	(151 325)	(151 667)	342	(0%)
Emprunt et ressources spéciales	(4 223 277)	(4 400 497)	177 220	(4%)
Autres Marges et charges	(184 573)	(78 101)	(106 472)	136%
Total	(15 906 672)	(7 489 232)	(8 417 439)	112%

Note 5.6 : Commissions Encourues

Les commissions encourues par la Banque ont augmenté de **604 391 DT** par rapport au 31 décembre 2017 pour se situer à un montant de **1 170 068 DT** au 31 décembre 2018 :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Commissions Encourues sur VISA et MASTERCARD	(872 602)	(314 151)	(558 451)	178%
Commissions Encourues sur FONDS GERES	(236 500)	(203 397)	(33 103)	16%
Commissions Encourues sur SIBTEL	(55 268)	(38 627)	(16 641)	43%
Autres commissions Encourues	(5 698)	(9 502)	3 804	(40%)
Total	(1 170 068)	(565 677)	(604 391)	107%

Note 5.7: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé en 2018 un montant de **1620982DT**, enregistrant une hausse de **921 065DT** par rapport à l'exercice 2017. Son détail se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dotation aux provisions sur créances douteuses	(3 222 642)	(2 706 918)	(515 724)	19 %
Dotation aux provisions collectives Cir BCT 2012-02	(119 136)	-	(119 136)	100 %
Dotation aux provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	(504 866)	(96 946)	(407 920)	421 %
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	-	(11 196)	11 196	(100 %)
Dotation aux provisions pour la départ à la retraite des personnels	-	-	-	-
Dotation aux provisions pour congés payés	-	-	-	-
Total dotations	(3 846 644)	(2 815 061)	(1 031 583)	37 %
Perte sur créances	-	(1 520 643)	1 520 643	(100 %)
Total des dotations et des pertes sur créances	(3 846 644)	(4 335 704)	489 060	(11 %)
Reprise sur provisions sur créances douteuses	2 020 602	1 931 325	89 277	5 %
Reprise sur provisions collectives	9 736	183 819	(174 082)	(95 %)
Reprise sur provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	127 329	-	127 329	100 %
Reprise sur provisions sur créances cédées et radiées	-	1 520 644	(1 520 644)	(100 %)
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	67 995	-	67 995	100 %
Total reprises	2 225 661	3 635 788	(1 410 126)	(39 %)
Recouvrement des créances radiées	-	-	-	-
Total des reprises et des récupérations sur créances	2 225 662	3 635 788	(1 410 126)	(39 %)
Total	(1 620 982)	(699 916)	(921 065)	132 %

Note 5.8: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Le détail d'évolution des dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	-	(44 751)	44 751	(100 %)
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	-	132 000	(132 000)	(100 %)
Total	-	87 249	(87 249)	(100 %)

Note 5.9 : Autres Produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2018 à **200 DT** contre **3 852 DT** au 31 décembre 2017, soit une baisse de **95%**.

Note 5.10: Les frais de personnel :

Les frais de personnel ont totalisé en 2018 un montant de **14 582247 DT**, enregistrant ainsi une hausse de **4 600 939DT** par rapport à 2017. Leur détail se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Rémunération du personnel titulaire	(10 978 181)	(7 282 771)	(3 695 410)	51%
Primes allouées	(1 618)	3 932	(5 550)	(141%)
Rémunération du personnel stagiaire	-	(91 518)	91 518	(100%)
Impôts et taxes sur salaires	(297 743)	(198 166)	(99 577)	50%
Charges sociales	(2 502 935)	(1 833 954)	(668 981)	36%
Frais de formation	(101 905)	(63 967)	(37 938)	59%
Dotation aux provisions pour la départ à la retraite des personnels	(20 000)	(53 255)	33 255	(62%)
Dotation aux provisions pour congés payés	(407 499)	(272 184)	(135 315)	50%
Autres charges liées au personnel	(272 366)	(189 425)	(82 941)	44%
Total	(14 582 247)	(9 981 308)	(4 600 939)	46%

Note 5.11 : Les charges générales d'exploitation :

Quant aux charges générales d'exploitation, ils ont enregistré une augmentation de 85% pour se situer à un montant de **5 674 020 DT** au 31 décembre 2018 contre **3 059 158 DT** au 31 décembre 2017. Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Frais d'exploitation non bancaires	(3 450 272)	(1 432 115)	(2 018 157)	141%
Loyer	(950 749)	(442 298)	(508 451)	115%
Entretiens et réparations confiés à des tiers	(1 221 808)	(638 426)	(583 382)	91%
Travaux et façons exécuter par des tiers	(56 368)	(19 298)	(37 070)	192%
Primes d'assurance	(136 059)	(109 805)	(26 254)	24%
Frais d'abonnement	(904 726)	(141 504)	(763 222)	539%
Frais postaux de télécommunications et de transmission	(180 562)	(80 784)	(99 778)	124%
Autres charges d'exploitation	(2 223 748)	(1 627 043)	(596 705)	37%
Impôts et taxes	(94 333)	(104 274)	9 941	(10%)
Fournitures et produits énergétiques consommables	(711 357)	(432 800)	(278 557)	64%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(471 120)	(457 954)	(13 166)	3%
Transport et déplacement	(94 231)	(153 633)	59 402	(39%)
Frais divers de gestion	(852 707)	(478 382)	(374 325)	78%
Total	(5 674 020)	(3 059 158)	(2 614 862)	85%

Note 5.12 : Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations :

Au 31 décembre 2018, les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ont enregistré une hausse de **2 249 136 DT** pour se situer à un niveau de **6 506 488 DT** et qui se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dotation aux amortissements des Logiciels	(435 296)	(225 066)	(210 230)	93%
Dotation aux amortissements des Constructions	(681 023)	(643 740)	(37 283)	6%
Dotation aux amortissements Matériels et Equipements de Bureaux	(137 219)	(53 258)	(83 961)	158%
Dotation aux amortissements Matériels Informatiques	(1 044 545)	(519 640)	(524 905)	101%
Dotation aux amortissements du Matériels de Transports	(114 151)	(99 376)	(14 775)	15%
Dotation aux amortissements DES DAB, GAB et Automates	(168 357)	(65 982)	(102 375)	155%
Dotation aux amortissements des Serveurs	-	(49 225)	49 225	(100%)
Dotation aux amortissements des Immobilisations de faible valeurs	(98)	(98)	-	-
Dotation aux amortissements Droit d'usage	(244 070)	(189 738)	(54 332)	29%
Dotation aux amortissements des Agencements et aménagements	(966 496)	(264 654)	(701 842)	265%
Dotation au Resorption des frais preliminaires	(2 713 793)	(2 146 575)	(567 218)	26%
Dotation aux amortissements Site Web	(1 440)	-	(1 440)	100%
Total	(6 506 488)	(4 257 352)	(2 249 136)	53%

Note 5.13 :Solde en gains/Pertes provenant des autres éléments ordinaires

Au 31 décembre 2018, Le Solde en gains/Pertes provenant des autres éléments ordinaires enregistre une baisse de **94 807 DT** pour se situer à un niveau de **508 318 DT** et qui se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Perte Ordinaire	(29 889)	(14 369)	(15 520)	108%
Plus value sur cession d'immobilisation	378 915	516 665	-137 749	(27%)
Plus value sur cession d'actifs récupérable	159 292	100 830	58 462	58%
Total	508 318	603 125	(94 807)	(16%)

Note 5.14 : Impôts sur les bénéfices

L'impôts sur les bénéfices présente un solde de **97 042 DT** en 2018, soit une hausse de **92 %**.

Note 5.15 : Solde en gains/Pertes provenant des autres éléments extraordinaires

Le Solde en gains/Pertes provenant des autres éléments extraordinaires présente un solde de **5 300 DT** en 2018, soit une hausse de **6%**provenant de la contribution conjoncturelle.

(6) Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.

La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de **37 672 380 DT** à **52 954 011 DT** enregistrant une augmentation de **15 281 630 DT** ou **41 %**. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie positifs provenant des activités d'exploitation à hauteur

de **32 782 635 DT** et par des flux de trésorerie négatifs affectés à des activités d'investissement pour **5 754 634 DT** et de financement à hauteur de **11 746 370 DT**.

L'examen de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 6.1 : Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net provenant aux activités d'exploitation est établi à **32 782 635 DT** au 31 décembre 2018. Il s'explique notamment par :

Flux nets positifs :

- Le flux net des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour **41 180 248 DT**.
- La variation des dépôts de la clientèle nette de retraits pour **177 289 093 DT**.

Flux nets négatifs :

- La variation des prêts à la clientèle nette de remboursement pour **153 390 693 DT** ;
- Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créiteurs divers pour **17 060 920 DT**.
- Les flux de trésorerie affectés aux autres activités d'exploitation **300 191 DT**.

Note 6.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement :

Les flux trésorerie affectés aux activités d'investissement sont établis à **5 754 634 DT** et sont inhérents notamment à l'acquisition de titres d'investissement et des immobilisations et partiellement compensée par la perception des profits et dividendes encaissés.

Note 6.3 : Flux de trésorerie affectés des activités de financement.

Ce flux de trésorerie négatifs net de **11 746 370 DT** provient principalement par l'émission des titres participatifs pour **15 437 000 DT** et le remboursement d'emprunts pour **26 740 233 DT**.

Note 6.4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique est composée principalement des encaisses en dinars et en devises, des avoirs auprès de la banque centrale et du centre des chèques postaux, des avoirs à vue auprès des établissements bancaires, des prêts et emprunts interbancaires effectués pour une période inférieure à trois mois et du portefeuille titres de transaction.

Ces liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2018 à **52 954 011 DT** contre **37 672 380 DT** au 31 décembre 2017.

Description	31-déc		Variation	
	2018	2017	Absolu	%
ACTIF	110 081 289	44 524 758	65 556 529	147%
CAISSE ET AVOIRS AUPRES DE LA BC, CCP ET TGT	36 562 080	15 819 835	20 742 245	131%
ET FINANCIERS	73 300 559	28 568 692	44 731 866	157%
Créances sur les établissements bancaires inférieurs à 90 jours	73 300 559	28 568 692	44 731 867	157%
Créances sur les établissements financiers inférieurs à 90 jours	-	-	0	-
TITRES DE TRANSACTION	218 650	136 231	82 418	60%
PASSIF	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
BANQUE CENTRALE, C.C.P	-	-	-	-
BANCAIRES ET FINANCIERS	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires inférieurs à 90 jours	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des établissements financiers inférieurs à 90 jours	-	-	-	-
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	52 954 011	37 672 380	15 281 629	40,56%

7- PARTIES LIEES :

Les parties liées de la société se détaillent comme suit :

Parties liées	Nature de la relation
▪ WIFAK SICAR	Filiale
▪ SOCIETE TUNISIENNE DES BANQUES	Société siégeant au conseil
▪ Islamic corporation for the development of the private sector	d'administration et à dirigeants communs avec WIB
▪ Les administrateurs, le Président du conseil d'administration, le Directeur Général et les membres proches de leurs familles	
▪ Société appartenant au Groupe BEN AYED	
- Société PROSID	
- Société ELECTRIA	
- Société INTERMETAL SA	
- Société Nouvelle de Construction SNC	
- Société Technique Industrielle et Commerciale	
- Société SITEL	
- Société TRANSIDER	
- Société Nouvelle de Coupe Industrielle	
- Société Sens Inverse	
- Société SAMFI « SARL »	
- Société METALSHIP	
- Société INTER FER FORGE	
- Société C.C.P.S	
- Société PROSID SUD	
- Société d'étude et de construction métallique	
- Société INTERCHAUX	
- Société L'immobilière Contemporaine	
- Société ALULUX SUD	
- Société ROYAL OLIVE OIL	
- Société TOUTALU	
	Sociétés détenues par l'administrateur HEDI BEN AYED

-
- Société COTUNAL
 - Société INTERNATIONAL TRDING COMPANY
-

WIFAK SICAR

Conventions de fonds gérés conclues avec la société WIFAK SICAR

Par ailleurs, les sommes placés par la société sous forme de fonds gérés au cours des exercices antérieurs se détaillent comme suit :

- Placement au cours de l'exercice 2017 de **4 500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **8 Mai 2017**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 67 500 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2016 de **4 500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2015**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 67 500 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2015 de **1 400 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2014**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 28 000 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2014 de **1 400 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2013**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 21 000 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2013 de **2 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2012**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 30 000 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2012 de **1 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **31 Décembre 2011**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 15 000 DT**.
- Placement au cours de l'exercice 2009 de **500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **30 Décembre 2009**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 7 500 DT**.

Placements opérés par WIFAK SICAR auprès de WIFAK BANK

Le solde des fonds déposés par **WIFAK SICAR** auprès de **WIFAK BANK** au 31/12/2018 s'élève à **28 733 000 DT**. Les produits générés par ces placements s'élèvent à **602 803 DT**. Ainsi, la rémunération du compte courant rémunéré s'élève au 31/12/2018 à **179 334 DT**.

Conventions de financement conclus avec les sociétés du groupe HEDI BEN AYED

Les opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe BEN AYED concernent **76** contrats IJARA et **47** contrats de financement (MURABAHA et autres financements bancaires) et se détaillent comme suit :

(En DT)

Nom / Raison sociale	Nombre de contrats en cours	En cours au 31/12/2018	Impayés et PAR au 31/12/2018	Produits de l'exercice 2018
<u>Financements IJARA</u>	<u>76</u>	<u>4 412 848</u>	<u>17 273</u>	<u>332 733</u>
Société PROSID	11	84 359	1 382	10 979

Société ELECTRIA	3	129 685	417	12 107
Société INTERMETAL SA	7	697 561	(4 511)	21 979
Société Nouvelle de Construction SNC	18	296 923	569	18 511
Société Technique Industrielle et Commerciale	6	321 933	59	17 205
Société TRANSIDER	1	1	1	-
Société Nouvelle de Coupe Industrielle	2	245 177	823	19 352
Société Sens Inverse	3	32 049	39	2 895
Société SAMFI « SARL »	3	17 916	229	2 398
Société METALSHIP	2	26 876	81	2 426
Société INTER FER FORGE	1	1	2	-
Société C.C.P.S	4	242 022	25	20 793
Société PROSID SUD	4	1 088 765	1 072	95 527
Société d'étude et de construction métallique	2	24 130	19	2 851
Société INTERCHAUX	4	247 479	3 390	23 711
Société ROYAL OLIVE OIL	1	754 433	13 441	66 535
Société TOUTALU	3	153 035	215	11 802
Société SITEL	1	50 503	20	3 662
MOURABAHA et autres financements bancaires	47	28 114 304	508 843	1 034 925
Société Technique Industrielle et Commerciale	15	3 409 690	50 275	140 641
Société INTERMETAL SA	2	8 220 463	55 468	121 969
Société PROSID	18	7 905 783	79 794	296 958
Société ROYAL OLIVE OIL	5	3 000 000	11 392	19 121
Société PROSID SUD	3	721 623	3926	6 174
Société C.C.P.S	3	150 261	181 255	114 274
COTUNAL	1	4 706 484	126 733	291 748
INDEPENDANT TRADING COMPANY ITC	-	-	-	44 040
Total	123	32 527 152	526 116	1 367 658

En 2018, **WIFAK INTERNATIONAL BANK** a conclu **15** contrats IJARA et **45** contrats de financement (MOURABAHA et autres financements bancaires) avec des sociétés appartenant au groupe de l'administrateur Monsieur **HEDI BEN AYED** se détaillant comme suit :

(En DT)

Société	Nombre de contrats	Financement en hors taxes	Commissions en TTC
Financements IJARA	15	2 890 909	2 250
Société C.C.P.S	1	89 940	150
Société Nouvelle de Construction SNC	3	288 779	450
Société INTERCHAUX	1	50 483	150
Société ELECTRICA	1	28 605	150
Société INTERMETAL SA	2	669 181	300
Société PROSID SUD	2	1 215 542	300
Société TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	2	365 853	300
Société SITEL	1	63 000	150
Société TOUTALU	1	119 526	150
MOURABAHA et autres financements bancaires	45	48 177 149	175 406
Société TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	13	6 863 706	33 452
Société C.C.P.S	2	1 744 362	10 379
Société INTERMETAL SA	2	11 834 364	45 959
Société PROSID	18	12 604 642	15 477
Société PROSID SUD	3	808 741	4 455
Société ROYAL OLIVE OIL	5	3 000 000	8 925

Société COTUNAL	1	4 706 484	12 326
Société INDEPENDANT TRADING COMPANY ITC	1	6 614 850	44 433
Total	60	51 068 058	177 656

Conventions de financement conclus avec l'administrateur HEDI BEN AYED

WIFAK BANK a financé, par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur HEDI BEN AYED d'un terrain pour un prix d'achat égal à **6 540 912 DT** moyennant une marge égale à **2 620 825 DT** et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat en **2018** se sont élevés à **437 340 DT**.

Convention d'assistance conclue avec "The Islamic Corporation for the Development of the Private Sector"

Le conseil d'administration réuni le 18/02/2015 a autorisé la société à conclure avec son partenaire stratégique « The Islamic Corporation for the Development of the Private Sector » une convention d'assistance technique dans le cadre de la transformation de la société en une banque. Cette convention, signée en Février 2015, prévoit une rémunération fixe s'élevant à **500 000 \$** et une rémunération variable fixée à 2% du montant des capitaux apportés par ledit partenaire. Antérieurement à **2018**, la banque a réglé un montant de **100 000 \$** au titre de la rémunération fixe et le total de la partie variable. En **2018**, aucune facturation et aucun règlement n'ont été effectués sur ce titre.

Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice **2018** est fixée par décision du conseil d'administration du **28 Juin 2017** à un montant net annuel de **240 000 DT**. En outre, il bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction et de 500 litres de carburant.
- La rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice **2018** est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le **29 Juin 2016** à un montant net de **2 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du conseil d'administration à percevoir au titre de chaque séance et à un montant annuel net de **1 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du comité d'audit, du comité de risque et du comité de financement par administrateur et par séance. Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice **2018** s'élèvent à un montant brut de **141 250 DT** dont **90 000 DT** au titre des jetons de présence aux réunions du conseil d'administration.

7- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE :

Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2018** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 29 Mars 2019 date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration de la société.

Aucun événement significatif n'est enregistré au cours de la période postérieure à la date de clôture.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers arrêtés au 31 Décembre 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit les états financiers de **WIFAK INTERNATIONAL BANK** qui comprennent le bilan et l'état des engagements hors bilan arrêtés au 31 Décembre 2018, l'état de résultat et l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total bilan de **635743 076Dinars** et un résultat déficitaire de **2829 043 Dinars**.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, de la banque au 31 Décembre 2018 ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes professionnelles d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la banque conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiqués dans notre rapport :

3.1. Evaluation des engagements de la clientèle

Risque identifié

La Banque est exposée au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements de signature donnés à la clientèle. Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste des créances sur la clientèle, présentant au 31/12/2018 un solde de **402424 166 Dinars**, dans le bilan de la Banque (**63%**), et de celle du coût net du risque associé (Dotation nette de **1 826 042 Dinars**) dans le résultat de l'exercice.

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des créances douteuses et de leurs dépréciations, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers annuels sont donnés dans les notes annexes aux états financiers annuels au paragraphe **«2-6 : Evaluation des engagements et des provisions y afférentes »**.

Du fait que l'évaluation des engagements et l'estimation des provisions impliquant un niveau du jugement important et compte tenu de l'importance des engagements de la clientèle, nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par la Banque, et avons évalué la correcte mise en œuvre des contrôles clés, de même que leur capacité à prévenir et/ou détecter les anomalies significatives, en mettant l'accent sur :

- le mécanisme de supervision mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle ;
- la fiabilité des informations fournies par la Banque au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de perte de valeur ;
- les procédures et contrôles définis par la Banque en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à classer et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire.

Dans nos procédures d'examen des engagements de la clientèle, nous avons adopté une approche par les risques en matière d'échantillonnage. Nous avons évalué la capacité de remboursement des débiteurs et évalué la classification, en tenant compte des retards de paiements, de l'information financière des débiteurs, des perspectives futures d'activité, des rapports d'évaluation des garanties et d'autres informations disponibles.

3.2. Evaluation du portefeuille titres d'investissement détenu à travers les fonds gérés

Risque identifié

Au 31 décembre 2018, et telle que indiqué au niveau de la note aux états financiers **« (1-5) – Portefeuille d'investissement »**, l'encours des placements en fonds gérés SICAR s'élève à un montant brut de **20919 675 Dinars**, couverts par des provisions de **516 001 Dinars**, soit un montant net de **20 403674 Dinars**.

Les fonds gérés SICAR sont employés en participations (cotées et non cotées) et en d'autres placements financiers. La valeur de ces emplois peut se déprécier selon les performances économiques et financières des entreprises bénéficiaires de ces fonds.

La méthode de valorisation de ces emplois implique des hypothèses et des jugements selon la catégorie de la société (cotée ou non cotée), le type de contrat (portage ou sortie libre) ainsi que d'autres facteurs techniques notamment la date d'entrée en exploitation, les business plan actualisés, les rapports d'évaluation des participations, etc...

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des placements et leur dépréciation, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers annuels sont présentés au niveau de la note aux états financiers « **(1-5) : Portefeuille investissement** ».

En raison de l'importance des fonds gérés représentant, en valeur brute, 75% du portefeuille des titres d'investissement et le niveau de jugement important pour déterminer le montant des provisions requises, nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos diligences d'audit du portefeuille d'investissement ont, notamment, consisté à :

- La vérification des procédures de contrôle interne mises en place par la banque à cet égard, notamment en matière d'évaluation de ces actifs.
- La vérification du caractère approprié de la méthode de valorisation retenue et que celle-ci est adaptée à la nature, aux caractéristiques et aux circonstances de l'investissement réalisé.
- L'examen de la qualité et de la fiabilité des données utilisées pour chaque méthode de valorisation.
- L'appréciation du caractère raisonnable de l'évaluation des participations et des placements, compte tenu de la méthode de valorisation retenue sur la base des éléments et informations financières disponibles.
- La vérification des modalités de détermination et de comptabilisation des provisions requises.

3.3. Prise en compte des revenus des financements accordés

Risque identifié

Les revenus des opérations de financement accordés par la banque, telle que mentionné au niveau de la note aux états financiers « **(5-1) : Marges et revenus assimilés** », s'élèvent, au 31 Décembre 2018, à **29 281 558 Dinars**, dont **22 349 206 Dinars** proviennent de l'activité IJARA, et représentent la rubrique la plus importante des produits d'exploitation de la banque

En raison de leur composition, leurs montants, le volume des opérations et transactions s'y rattachant et les spécificités des règles de leur comptabilisation, nous avons considéré que la prise en compte de ces revenus est une question clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes, nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des procédures de comptabilisation et de contrôle des revenus des opérations de financement ;
- Examiner les politiques, les processus et les contrôles mis en place en vue de la reconnaissance des revenus ;
- Revoir l'environnement de contrôle du système d'information ;
- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des intérêts ;
- Vérifier le respect de la norme comptable NCT 24 « Les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la banque par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie en matière de prise en compte des revenus des opérations de crédits et de réservation des produits ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

4. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport du Conseil d'Administration incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers ne s'étend pas au rapport du Conseil d'Administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à l'examen des procédures de contrôle interne relatives au traitement de l'information comptable et à la préparation des

états financiers. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au Conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures susceptibles d'impacter notre opinion sur les états financiers.

Un rapport traitant des faiblesses et des insuffisances identifiées au cours de notre audit a été remis aux responsables de la gouvernance de la banque.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la banque à la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularités liées à la conformité des comptes de la banque avec la réglementation en vigueur.

Tunis le 02Avril 2019

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

TCA

Béchir NEDRI

UNIVERS AUDIT

Rachid NACHI

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS VISEES
PAR LES ARTICLES 200 ET 475 DU CODE DES SOCIETES COMMERCIALES ET LES
ARTICLES 43 ET 62 DE LA LOI 2016-48**

Objet : Rapport des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles 200 et 475 du code des sociétés commerciales et aux articles 43 et 62 de la loi 2016-48 – Exercice **2018**

Messieurs les actionnaires,

En application des dispositions des articles **43** et **62** de la loi **2016-48** relative aux banques et aux établissements financiers et de l'article **200** et suivants, et de l'article **475** du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions conclues et opérations réalisées au cours de l'exercice clos le **31 Décembre 2018**.

Notre responsabilité consiste à nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation desdites conventions ou opérations et de leur correcte traduction, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été communiquées et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A. Conventions et opérations nouvellement réalisées

- 1-** La société a conclu, au courant de l'exercice **2018**, quinze (**15**) contrats IJARA et quarante-cinq (**45**) contrats de financement (MOURABAHA et autres financements bancaires) avec des sociétés appartenant au **Groupe Hedi Ben Ayed**, administrateur de la société « **WIFAK BANK** », pour un total de **51 068058 DT** en hors taxes. Les frais de dossiers se sont élevés à leur titre à **177656 DT TTC**.
se détaillent comme suit :

	SOCIETE	NBR DE CONRAT	FINANCEMENT EN HT	Commissions TTC
<u>Financements</u>				
<u>IJARA</u>				
	STE C.C.P.S	1	89 940	150
	STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION "SNC"	3	288 779	450
	STE ELECTRICA	1	28 605	150
	STE INTERCHAUX	1	50 483	150
	STE INTERMETAL S.A	2	669 181	300
	STE PROSID SUD	2	1 215 542	300
	STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	2	365 853	300
	STE TOUTALU	2	119 526	300
	STE SITEL	1	63 000	150
<u>FINANCEMENT MOURABAHA</u>				
	STE C.C.P.S	2	1 744 362	10 379
	STE INTERMETAL S.A	2	11 834 364	45 959
	STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	13	6 863 706	33 452
	STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES "PROSID"	18	12 604 642	15 477
	STE PROSID SUD	3	808 741	4 455
	STE ROYAL OLIVE OIL	5	3 000 000	8 925
	COTUNAL	1	4 706 484	12 326
	ITC	1	6 614 850	44 433
	TOTAL	60	51 068 058	177 656

- 2- Le solde des fonds déposés par **WIFAK SICAR** auprès de **WIFAK BANK** au **31/12/2018** s'élève à **8005902 DT**. Parmi ces fonds, **WIFAK SICAR** a procédé au cours de l'exercice **2018** à des placements en compte ISTITHMAR pour des montants total s'élevant à **28 733 000**. Les produits générés par ces placements s'élevant à **602 803 DT**, ainsi que les produits générés par la rémunération des comptes courants s'élevant à **179 334 DT**.

B. Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures et qui continuent à produire leurs effets :

- 3- **WIFAK BANK** a financé, par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur **HEDI BEN AYED** d'un terrain pour un prix d'achat égal à **6 540 912 DT** moyennant une marge égale à **2 620 825 DT** et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat en **2018** se sont élevés à **437 340 DT**. Le conseil d'administration a été informé et a autorisé cette opération dans sa réunion du **29 Décembre 2017**.
- 4- Le conseil d'administration réuni le **5 Mai 2017** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **4 500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée

à cet effet en date du **8Mai 2017**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 67 500 DT**.

- 5- Le conseil d'administration réuni le **25 Mars 2016** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **4 500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2015**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 67 500 DT**.
- 6- Le conseil d'administration réuni le **31 Mars 2015** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **1 400 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2014**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 28 000 DT**.
- 7- Le conseil d'administration réuni le **28 Mars 2014** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **1 400 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2013**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 21 000 DT**.
- 8- Le conseil d'administration réuni le **28 Mars 2013** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **2 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à cet effet en date du **31 Décembre 2012**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 30 000 DT**.
- 9- Le conseil d'administration de la société réuni le **27 Avril 2012** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **1 000 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **31 Décembre 2011**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 15 000 DT**.
- 10- Le conseil d'administration réuni le **25 Décembre 2009** a autorisé la société à mettre à la disposition de sa filiale « **WIFAK SICAR** » le montant de **500 000 DT** sous forme de fonds à capital risque. Une convention a été signée à ce titre en date du **30 Décembre 2009**. Les commissions de gestion de ce fonds se sont élevées au titre de l'exercice **2018 à 7 500 DT**.
- 11- Le conseil d'administration réuni le 18/02/2015 a autorisé la société à conclure avec son partenaire stratégique « The Islamic Corporation for the Development of the PrivateSector » une convention d'assistance technique dans le cadre de la transformation de la société en une banque. Cette convention, signée en Février 2015, prévoit une rémunération fixe s'élevant à 500 000 \$ et une rémunération variable fixée à 2% du montant des capitaux apportés par le dit partenaire. Antérieurement à 2018, la banque a réglé un montant de 100 000 \$ au titre de la rémunération fixe et le total de la partie variable. En 2018, Aucune somme n'a été facturée ou payée à ce titre.
- 12- **WIFAK BANK** a conclu au cours del'exercice**2018** et des exercices antérieurs des contrats IJARA et d'autres contrats de financement (MOURABAHA et autres financements bancaires) avec des sociétés appartenant au groupe **HEDIBEN AYED**, sociétés avec lesquelles elle a des administrateurs en commun. Le solde au **31/12/2018** des en cours et des impayés ainsi que des produits générés en **2018** relatifs à tous les contrats conclus avec ces sociétés se détaillent comme suit :

SOCIETE	Solde des en cours au 31/12/2018	Solde des impayés et PAR au 31/12/2018	Produits de l'exercice 2018
<u>IJARA</u>	<u>4 412 848</u>	<u>17 273</u>	<u>332 733</u>
STE C.C.P.S	242 022	25	20 793
STE NOUVELLE DE CONSTRUCTION "SNC"	296 923	569	18 511
STE ELECTRICA	129 685	417	12 107
STE INTERCHAUX	247 479	3 390	23 711
STE INTERMETAL S.A	697 561	-4 511	21 979
STE PROSID SUD	1 088 765	1 072	95 527
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	321 933	59	17 205
STE TOUTALU	153 035	215	11 802
STE SITEL	50 503	20	3 662
SOCIETE NOUVELLE DE COUPE INDUSTRIELLE	245 177	823	19 352
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES "PROSID"	84 359	1 382	10 979
STE D'ETUDE ET CONSTRUCTION METALLIQUE	24 130	19	2 851
STE TRANSIDER	1	1	0
STE INTER FER FORGE	1	2	0
STE METALSHIP	26 876	81	2 426
STE ROYAL OLIVE OIL	754 433	13 441	66 535
STE SAMFI "SARL"	17 916	229	2 398
STE SENSE INVERSE	32 049	39	2 895
<u>MOURABAHA et autres financements bancaires</u>	<u>28 114 304</u>	<u>508 843</u>	<u>1 034 925</u>
STE C.C.P.S	150 261	181 255	114 274
STE INTERMETAL S.A	8 220 463	55 468	121 969
STE TECHNIQUE INDUSTRIELLE & COMMERCIALE	3 409 690	50 275	140 641
STE DES PRODUITS SIDERURGIQUES "PROSID"	7 905 783	79 794	296 958
STE PROSID SUD	721 623	3 926	6 174
STE ROYAL OLIVE OIL	3 000 000	11 392	1 9121
COTUNAL	4 706 484	126 733	291 748
ITC	0	0	44 040
TOTAL	32 527 152	526 116	1 367 658

C. Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

13- Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice **2018** est fixée par décision du conseil d'administration du **28 Juin 2017** à un montant net annuel de **240 000 DT**. En outre, il bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction et de 500 litres de carburant
- La rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice **2018** est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le **29 Juin 2016** à un montant net de **2 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du conseil d'administration à percevoir au titre de chaque séance et à un montant annuel net de **1 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du comité d'audit, du comité de risque et du comité de financement par administrateur et par séance. Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice **2018** s'élèvent à un montant brut de **141250 DT** dont **90000 DT** au titre des jetons de présence aux réunions du conseil d'administration.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé, en dehors des conventions précitées, l'existence d'autres conventions ou opérations qui entrent dans le champ d'application des articles **200** et suivants et **475** du Code des Sociétés Commerciales et des articles **43** et **62** de la loi **2016-48** relative aux banques et aux établissements financiers.

Tunis le 02 Avril 2019

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

TCA

Béchir NEDRI

UNIVERS AUDIT

Rachid NACHI

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès -1001Tunis-

La Compagnie Internationale de Leasing - CIL - publie ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes, Mr Mustapha MEDHIOUB et Mr Noureddine BEN ARBIA.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING

C.I.L

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 - Tunis

BILAN DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

(exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
ACTIFS			
	Notes		
Caisses et avoirs auprès des banques	4	15 769 548	13 999 897
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	5	502 853 803	494 028 603
Portefeuille-titres commercial	6	10 107 043	10 000 000
Portefeuille d'investissement	7	38 956 551	27 163 907
Valeurs Immobilisées	8	7 505 907	6 585 001
Autres actifs	9	11 322 785	9 985 239
TOTAL DES ACTIFS		<u>586 515 637</u>	<u>561 762 646</u>
		31 Décembre	
		<u>2018</u>	<u>2017</u>
PASSIFS			
	Notes		
Dettes envers la clientèle	10	3 750 310	3 540 148
Emprunts et dettes rattachées	11	456 189 895	433 479 019
Fournisseurs et comptes rattachés	12	36 067 701	43 590 112
Autres passifs	13	7 929 503	5 981 306
TOTAL DES PASSIFS		<u>503 937 409</u>	<u>486 590 584</u>
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		25 000 000	25 000 000
Réserves		35 494 604	31 431 066
Résultats reportés		13 160 591	10 190 899
Actions propres		(3 247 071)	(2 951 339)
Résultat de l'exercice		12 170 105	11 501 435
Total des capitaux propres	14	<u>82 578 228</u>	<u>75 172 062</u>
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		<u>586 515 637</u>	<u>561 762 646</u>

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING**C.I.L**

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 - Tunis

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN**AU 31 Décembre 2018***(Exprimé en dinars)*

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
ENGAGEMENTS DONNES		85 801 895	84 960 742
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	38- A-1	9 707 978	19 055 042
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	38- A-2	75 093 917	64 905 700
Engagements sur titres	38- A-3	1 000 000	1 000 000
ENGAGEMENTS RECUS		733 057 701	743 382 606
Cautions Reçues	38- B-1	248 556 367	245 333 908
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	38- B-2	90 721 604	92 437 392
Valeurs des biens, objet de leasing	38- B-3	393 779 730	405 611 306
ENGAGEMENTS RECIPROQUES		2 500 000	41 500 000
Emprunts obtenus non encore encaissés	38- C-1	2 500 000	41 500 000 *

(*) Dont l'équivalent d'un montant de 8.000.000 Euro.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING**C.I.L**

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 - Tunis

ETAT DE RESULTAT**Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018**

(exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre	
	<u>Notes</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Intérêts et produits assimilés de leasing	15	61 724 838	52 049 919
Intérêts et charges assimilées	16	(36 145 771)	(27 898 224)
Produits des placements	17	1 672 062	1 279 371
Autres produits d'exploitation		147 035	253 346
Produit net		<u>27 398 165</u>	<u>25 684 412</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	18	5 169 043	5 225 446
Dotations aux amortissements	19	561 781	466 748
Autres charges d'exploitation	20	2 849 064	2 249 948
Total des charges d'exploitation		<u>8 579 888</u>	<u>7 942 142</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>18 818 277</u>	<u>17 742 270</u>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	21	3 179 512	3 009 114
Dotations (Reprises) nettes aux autres provisions	22	71 319	80 792
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>15 567 446</u>	<u>14 652 364</u>
Autres gains ordinaires	23	149 473	246 058
Autres pertes ordinaires	24	(6 771)	(138)
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES AVANT IMPOT		<u>15 710 148</u>	<u>14 898 284</u>
Impôts sur les bénéfices	25	(3 097 538)	(2 972 243)
Contribution sociale de solidarité	25	(88 501)	-
RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES APRES IMPOT		<u>12 524 109</u>	<u>11 926 041</u>
Contribution Conjoncturelle	25	(354 004)	(424 606)
RESULTAT NET DE LA PERIODE		<u>12 170 105</u>	<u>11 501 435</u>
Résultat par action	14	2,540	2,394

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING**C.I.L**

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 - Tunis

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE**Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018**

(exprimé en dinar tunisien)

		31 Décembre	
	<u>Notes</u>	<u>2018</u>	<u>2017</u>
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	26	346 580 473	307 591 067
Investissements dans les contrats de Leasing	27	(294 617 025)	(327 017 138)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	28	(8 656 740)	(7 946 479)
Intérêts payés	29	(33 317 638)	(26 192 088)
Impôts et taxes payés	30	(8 626 640)	(3 696 920)
Placements monétaires	6	(107 043)	1 000 000
Autres flux liés à l'exploitation	36	(2 360 956)	(463 485)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation		<u>(1 105 568)</u>	<u>(56 725 043)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	31	(1 499 175)	(1 902 398)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	32	88 821	130 390
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	33	(13 567 000)	(2 122 500)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	34	2 556 336	3 297 616
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		<u>(12 421 017)</u>	<u>(596 891)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à la cession des actions propres		-	52 685
Décaissements suite au rachat d'actions propres	14	(295 732)	(840)
Dividendes et autres distributions	35	(4 468 260)	(4 250 503)
Encaissements provenant des emprunts	11	390 299 500	350 667 000
Remboursements d'emprunts	11	(370 239 271)	(285 535 479)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		<u>15 296 236</u>	<u>60 932 863</u>
Variation de trésorerie		<u><u>1 769 651</u></u>	<u><u>3 610 929</u></u>
Trésorerie au début de l'exercice	4	13 999 897	10 388 968
Trésorerie à la clôture de l'exercice	4	15 769 548	13 999 897

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE ET DE SON REGIME FISCAL

1-1 Présentation de la société

La Compagnie Internationale de Leasing « C.I.L » est une société anonyme de droit tunisien constituée le 22 octobre 1992 avec un capital initial de D : 5.000.000 divisé en 500.000 actions de D : 10 chacune.

L'assemblée générale extraordinaire du 11 avril 1995 a décidé de porter le capital à D : 7.500.000 par la création de 250.000 actions nouvelles de D : 10 chacune totalement souscrites et libérées en numéraires.

L'assemblée générale extraordinaire du 02 août 2001 a décidé de porter le capital à D : 10.000.000 par la création de 250.000 actions nouvelles de D : 10 de valeur nominale, émises avec une prime d'émission de D : 9.

L'assemblée générale extraordinaire du 26 avril 2007 a décidé de réduire la valeur nominale de l'action pour la ramener de D : 10 à D : 5 et de porter ainsi, le nombre d'actions composant le capital social de 1.000.000 à 2.000.000 d'actions. Par ailleurs, la même assemblée a décidé d'augmenter le capital de la société d'un montant de D : 5.000.000, et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions nouvelles de D : 5 chacune, attribuées gratuitement aux propriétaires des 2.000.000 actions, en deux tranches égales de 500.000 actions chacune, portant jouissance respectivement le 1er janvier 2007 et le 1er janvier 2009.

L'assemblée générale extraordinaire du 25 mai 2010 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de D : 5.000.000 et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions gratuites, attribuées gratuitement aux propriétaires des 3.000.000 actions, portant jouissance le 1er janvier 2010.

L'assemblée générale extraordinaire du 24 mai 2011 a décidé d'augmenter le capital social de la société d'un montant de D : 5.000.000 et ce, par incorporation de réserves.

Cette augmentation est réalisée au moyen de l'affectation de ladite somme de D : 5.000.000 à la création de 1.000.000 actions gratuites, attribuées gratuitement aux propriétaires des 4.000.000 actions, portant jouissance le 1er janvier 2011.

Ainsi, le capital social s'élève, au 31 décembre 2018, à D : 25.000.000 composé de 5.000.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

La société a pour objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens à usage industriel ou professionnel.

L'activité de la société est régie par la loi n°2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers, ainsi que par la loi n° 94-89 du 26 juillet 1994 relative au leasing.

1-2 Régime fiscal de la société

1-2-1 Impôt sur les sociétés :

La société est soumise à l'impôt sur les sociétés selon les règles du droit commun. Elle ne bénéficie, à ce titre, d'aucune exonération résultant d'avantages fiscaux accordés ou autres.

L'impôt sur les sociétés dû est décompté au taux de 35% et ne peut être inférieur au minimum de 0,2% du chiffre d'affaires brut toutes taxes comprises.

Les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles objets de contrats de leasing sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable, et ce, en vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 décembre 2000.

L'article 44 de la loi de finances pour la gestion 2008 a abrogé ces dispositions, et ce, pour les amortissements financiers relatifs aux équipements, matériels et immeubles exploités dans le cadre de contrats de leasing à partir du 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs, depuis 1996, les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux sociétés de leasing. Ainsi, les provisions au titre des créances douteuses sont déductibles en totalité.

1-2-2 Taxe sur la valeur ajoutée :

De par son statut d'établissement financier de leasing, la CIL est un assujetti total à la taxe sur la valeur ajoutée.

L'article 49 de la loi n°2007-70 du 27 décembre 2007, portant loi de finances pour l'année 2008, a prévu que la TVA est liquidée, pour les opérations de leasing, sur la base de tous les montants dus au titre de ces opérations.

Il s'ensuit que l'assiette de la TVA comprend :

- Les montants relatifs aux loyers facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus jusqu'au 31 décembre 2007,
- Les montants relatifs au remboursement du coût d'acquisition des biens financés, ainsi que les intérêts facturés au titre des opérations de leasing pour les contrats conclus à partir du 1er janvier 2008.

Par ailleurs, l'article 50 de la même loi a prévu que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA grevant leurs achats d'équipements, matériels et immeubles destinés à être exploités dans le cadre des contrats de leasing, et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

Il s'ensuit que les entreprises qui réalisent des opérations de leasing peuvent déduire la TVA relative aux équipements, matériels et immeubles destinés à l'exploitation dans le cadre de contrats de leasing, et ce, nonobstant l'enregistrement comptable de ces achats.

1-2-3 Autres impôts et taxes :

La CIL est essentiellement soumise aux autres taxes suivantes :

- La taxe sur les établissements industriels et commerciaux (T.C.L) au taux de 0,2% sur la base des loyers pour les contrats conclus avant 2008, et des marges pour les contrats conclus à partir de janvier 2008.
- La taxe de formation professionnelle calculée au taux de 2% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.
- La contribution au FO.PRO.LOS calculée au taux de 1% sur la base du montant total des traitements, salaires, avantages en nature et toutes autres rétributions versés aux salariés.

Note 2 : Référentiel comptable

Les états financiers de la Compagnie Internationale de Leasing, arrêtés au 31 décembre 2018, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 ;
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par la CIL et les normes comptables tunisiennes n'est à souligner.

La CIL applique, en outre, et en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le Système Comptable des Entreprises, certaines dispositions contenues dans les normes internationales d'informations financières (IFRS). Il s'agit des normes suivantes :

- IAS 19 – Avantages au personnel.
- IAS 33 – Résultat par action.
- IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

La CIL considère que les dispositions contenues dans ces normes et traitant des avantages au personnel, du calcul du résultat de base et du résultat dilué par action, ainsi que des actifs destinés à la vente, n'ayant pas de similaire en Tunisie, ne sont pas incompatibles avec le référentiel comptable appliqué et peuvent donc être utilisées à titre d'orientation.

Pour présenter ses états financiers de synthèse, et en raison des limites reconnues aux modèles standards et leur incapacité à répondre aux spécificités de l'activité des établissements financiers de leasing, la C.I.L a adopté, des modèles harmonieux avec les prescriptions de la norme comptable NCT 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, à savoir :

- Le classement des actifs et des passifs par référence à leur nature en privilégiant un ordre décroissant de leur liquidité et de leur exigibilité plutôt que par référence à la distinction des éléments courants de ceux non courants.
- La présentation des postes d'actifs pour leur valeur nette comptable. Les informations relatives aux valeurs brutes ainsi qu'aux comptes correcteurs qui leurs sont rattachées (amortissements cumulés, provisions pour dépréciation et produits réservés) sont fournies au niveau des notes aux états financiers.
- La présentation des engagements hors bilan dans une composante de synthèse faisant partie intégrante des états financiers.

Les états financiers comportent :

- *Un bilan*
- *Un état des engagements hors bilan*
- *Un état de résultat*
- *Un état de flux de trésorerie*
- *Des notes aux états financiers*

Note 3 : Bases de mesure et principes comptables pertinents :

Les bases de mesure et les principes comptables pertinents adoptés par la société pour l'établissement de ses états financiers peuvent être résumés comme suit :

3-1 Bases de mesure

Les états financiers ont été établis en adoptant le concept de capital financier et en retenant comme procédé de mesure celui du coût historique.

3-2 Unité monétaire

Les états financiers de la CIL sont libellés en Dinar Tunisien.

3-3 Sommaire des principales méthodes comptables

3-3-1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing :

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre trois et neuf ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire, et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant, soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Les contrats de leasing transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1er janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leurs coûts d'acquisitions diminués du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette nouvelle approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

- a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et
- b- la valeur actualisée, au taux d'intérêt implicite du contrat de location, des paiements minimaux sus indiqués.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux du bailleur.

Pour le cas spécifique de la Compagnie Internationale de Leasing :

- la valeur résiduelle non garantie est nulle ;
- les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

La CIL vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing :

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing, à base individuelle, sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier

B2- Actifs incertains

B3- Actifs préoccupants

B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Les taux de provisionnement retenus par la société correspondent aux taux minimums par classe de risque tels que prévus par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites.

A partir de 2008, et afin de maintenir le taux de couverture des actifs classés préconisé par la BCT, le conseil d'administration de la CIL a décidé de ne plus prendre en considération la valeur des hypothèques pour le calcul des provisions pour créances.

La valeur du matériel donnée en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'évaluation des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 33% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 60% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 15% par an d'âge

Pour les contrats de leasing classés avant 2014 en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques ajustées, si nécessaire, pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par la CIL.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

3-3-3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing :

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat.

Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2008, de la norme NCT 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée. Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

3-3-4 Comptabilisation des placements et des revenus y afférents :

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres commercial) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en question, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et

les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

Placements à long terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment, pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.
- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

Comptabilisation des revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Par ailleurs, et contrairement aux dispositions de la NCT 25 relative au portefeuille titres dans les établissements bancaires, les intérêts courus sur les titres acquis dans le cadre d'opérations de prises de participations, ne sont constatés en résultat qu'au fur et à mesure de leur cession, et ce, compte tenu de l'incertitude portée à l'encaissement effectif de ces intérêts.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

3-3-5 Comptabilisation des emprunts et des charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Lesdites dettes sont admises à la garantie du "fonds de péréquation des changes" institué par l'article 18 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999 et dont la gestion est confiée à la société "Tunis Re" en vertu d'une convention conclue avec le ministère des finances.

La garantie au titre de la couverture des pertes résultant de la fluctuation des taux de change des emprunts étrangers est accordée contre le versement par la C.I.L d'une contribution au profit du fonds dont le niveau et les modalités de perception sont décidées par une commission interministérielle conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 fixant les modalités de fonctionnement dudit fonds.

Ainsi, la société n'est pas exposée au risque de change.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

3-3-6 Créances et dettes libellées en monnaies étrangères

Les dettes et les créances libellées en monnaies étrangères sont converties en dinar tunisien au cours du jour de la date de l'opération. A la date de clôture les dettes et les créances en monnaies étrangères sont évaluées en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant sont comptabilisées, conformément à la norme comptable tunisienne 15.

3-3-7 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant, notamment, leur prix d'achat hors taxes déductibles, ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

La société comptabilise les immeubles hors exploitation, acquis dans le cadre de compromis et de protocoles de recouvrement de créances, conformément à la norme « IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ce traitement est expliqué par le fait que la valeur comptable desdits actifs est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue de l'actif.

Ces actifs sont comptabilisés, comme pour le cas des immobilisations corporelles, à leur coût d'acquisition incluant, notamment, leur prix d'achat hors taxes déductibles, ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Conformément à la norme IFRS 5, ces actifs sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur, relative à toute réduction initiale ou ultérieure de l'actif, est constatée immédiatement au résultat de la période.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative. Toutefois, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortissables.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

• Logiciels	33,3%
• Immeubles	5,0%
• Matériel de transport	20,0%
• Mobilier et matériel de bureau	10,0%
• Matériel informatique	33,3%
• Installations générales	10,0%

3-3-8 Taxe sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

3-3-9 Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

3-3-10 Compensation des actifs et passifs d'impôt exigible :

Bien que les actifs (acomptes provisionnels, retenues à la source et excédents d'impôt reportés) et passifs (impôt sur les sociétés dû) d'impôt exigible soient comptabilisés et évalués séparément, ils sont compensés au bilan en raison de l'existence d'un droit juridiquement exécutoire permettant une telle compensation qui est prévu par les dispositions de l'article 54 du code de l'IRPP et de l'IS.

3-3-11 Avantages au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de la C.I.L sont classés en deux catégories :

- *Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ;*
- *Les avantages postérieurs à l'emploi constitués, notamment, par l'indemnité de départ à la retraite.*

Avantages à court terme

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Seule l'indemnité de départ à la retraite, constitue, un avantage postérieur à l'emploi pour le personnel de la C.I.L. Il s'agit, d'un régime à cotisations définies objet d'une convention conclue avec une compagnie d'assurance vie. Conséquemment, seules les primes appelées durant un exercice donné sont portées parmi les charges de ce denier.

NOTE 4 : CAISSES ET AVOIRS AUPRES DES BANQUES

Ce poste se détaille comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Banques	15 512 789	13 665 325
- Caisses	256 759	334 571
<u>Total</u>	<u>15 769 548</u>	<u>13 999 897</u>

NOTE 5 : CREANCES SUR LA CLIENTELE, OPERATIONS DE LEASING

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Créances sur contrats mis en force	533 646 694	521 361 320
Encours financiers	497 967 936	494 109 385
Impayés	38 123 500	29 571 042
Intérêts échus différés	(2 444 743)	(2 319 108)
Créances sur contrats en instance de mise en force	1 419 233	1 460 540
Total brut des créances de leasing	535 065 927	522 821 861
A déduire couverture		
Provisions pour dépréciation des encours	(7 864 868)	(7 486 648)
Provisions pour dépréciation des impayés	(16 161 337)	(14 842 272)
Provisions collectives	(4 694 000)	(3 195 000)
Produits réservés	(3 491 918)	(3 269 337)
Total net des créances de leasing	502 853 803	494 028 603

5.1 Encours financiers et créances sur contrats en instance de mise en force

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing et les contrats en instance de mise en force sont indiqués ci-après :

<u>Solde au 31 décembre 2017</u>	<u>495 569 925</u>
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	247 325 698
- Relocations	3 524 920
- Transferts	18 578 574
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursements du capital	(223 297 123)
- Cessions à la valeur résiduelle	(1 978)
- Cessions anticipées	(22 709 982)
- Relocations	(3 079 425)
- Transferts	(16 523 441)
<u>Solde au 31 décembre 2018</u>	<u>499 387 168</u>

5.1.1 Analyse par maturité

L'analyse de l'encours des contrats par maturité se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Paiements minimaux sur contrats actifs		
- A recevoir dans moins d'un an	219 938 352	209 080 176
- A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	355 062 422	363 415 740
- A recevoir dans plus de 5 ans	7 839 190	7 536 186
Total des paiements minimaux sur contrats actifs	582 839 964	580 032 102
- Produits financiers non acquis		
- Revenus non acquis à moins d'un an	43 380 698	42 267 940
- Revenus non acquis à plus d'un an et moins de 5 ans	46 483 798	49 272 530
- Revenus non acquis à plus de 5 ans	857 108	896 922
Total des produits financiers non acquis	90 721 604	92 437 392
- Valeurs résiduelles	400 072	1 067 135
- Contrats suspendus ordinaires	1 471	-
- Contrats suspendus contentieux	5 448 032	5 447 540
- Contrats en instance de mise en force	1 419 233	1 460 540
<u>Encours des contrats</u>	499 387 168	495 569 925

5.1.2 Analyse par secteur d'activité

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Bâtiment et travaux publics	45 623 891	55 031 725
Industrie	58 875 243	63 903 855
Tourisme	74 727 754	61 472 071
Commerces et services	227 909 973	228 756 508
Agriculture	92 250 307	86 405 766
<u>Total</u>	499 387 168	495 569 925

5.1.3 Analyse par type de matériel

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Equipements	48 108 993	55 530 512
Matériel roulant	382 802 771	368 362 443
Matériel spécifique	99 951	105 276
<u>Sous Total</u>	431 011 715	423 998 232
Immobilier	68 375 453	71 571 693
<u>Total</u>	499 387 168	495 569 925

5.2 Impayés

L'analyse des impayés se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
<u>Clients ordinaires (1)</u>	27 621 079	19 094 017
Inférieur à 1 mois	12 517 245	7 778 215
Entre 1 et 3 mois	7 422 907	4 869 057
Entre 3 et 6 mois	1 184 754	1 399 946
Entre 6 mois et 1 année	1 336 269	1 155 187
Supérieur à 1 année	5 159 904	3 891 612
<u>Clients litigieux (2)</u>	10 502 422	10 477 025
<u>Total (1)+(2)</u>	38 123 500	29 571 042

5.3 ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers	395 770 351	88 719 113	2 203 832	1 813 961	9 460 678	497 967 936
Impayés	4 483 779	13 349 996	1 094 662	776 910	18 418 153	38 123 500
Contrats en instance de mise en force	1 419 233	-	-	-	-	1 419 233
CREANCES LEASING	401 673 363	102 069 109	3 298 494	2 590 872	27 878 831	537 510 669
Avances reçues (*)	(3 230 207)	(5 053)	-	-	(509 975)	(3 745 235)
ENCOURS GLOBAL	398 443 155	102 064 056	3 298 494	2 590 872	27 368 856	533 765 433
ENGAGEMENTS HORS BILAN	9 707 978	-	-	-	-	9 707 978
TOTAL ENGAGEMENTS	408 151 134	102 064 056	3 298 494	2 590 872	27 368 856	543 473 412
Produits réservés	-	-	(241 713)	(226 706)	(3 023 499)	(3 491 918)
Provisions sur encours financiers	-	-	(22 782)	(338 759)	(7 503 328)	(7 864 868)
Provisions sur impayés	-	-	(380 627)	(442 870)	(15 337 841)	(16 161 337)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(645 122)	(1 008 335)	(25 864 667)	(27 518 124)
ENGAGEMENTS NETS	408 151 134	102 064 056	2 653 372	1 582 537	1 504 189	515 955 288

Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)	0,61%	0,48%	5,04%
	6,12%		
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) de 2017	6,36%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés	19,56%	38,92%	94,50%
	82,74%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 2017	74,40%		

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 6 : PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL

L'analyse du portefeuille-titres commercial se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Certificats de Dépôt	10 000 000	10 000 000
- Titres SICAV	107 043	-
<u>Total</u>	<u>10 107 043</u>	<u>10 000 000</u>

Les titres SICAV se présentent comme suit :

Libellé	Nombre de titres chez CIL	Coût Moyen Pondéré	Valeur liquidative
LA GENERALE OBLIG-SICAV	1 000	107,043	107 043

NOTE 7 : PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Titres de participation	9 305 008	9 305 008
- Titres immobilisés	30 803 313	19 097 413
- Dépôts et cautionnements versés	2 000	2 000
<u>Montant brut</u>	<u>40 110 321</u>	<u>28 404 421</u>
A déduire :		
- Versements restant à effectuer sur titres	(1 000 000)	(1 000 000)
<u>Montant libéré</u>	<u>39 110 321</u>	<u>27 404 421</u>
A déduire :		
- Provisions pour dépréciation	(153 770)	(240 514)
<u>Montant net</u>	<u>38 956 551</u>	<u>27 163 907</u>

Les provisions constituées concernent exclusivement la dépréciation de la participation de la CIL dans le capital de la Compagnie Générale d'Investissement (CGI).

Les mouvements enregistrés durant la période sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31 Décembre 2017	19 097 413	18 097 413	1 000 000
<u>Acquisitions de la période</u>			
- CIL SICAR FONDS N° 7	2 770 000	2 770 000	-
- Société TUNIFRIES	887 000	887 000	-
- Société POLYBAT	2 190 000	2 190 000	-
- Société MAS EXPORT	420 000	420 000	-
- Société PROINJECT	500 000	500 000	-
- Société UNIPACK	2 000 000	2 000 000	-
- BIAT (Banque Internationale Arabe de Tunisie)	4 800 000	4 800 000	-
Total des acquisitions de la période	13 567 000	13 567 000	-
<u>Cessions de la période</u>			
- Société ARMA PLUS	224 800	224 800	-
- Société MEDICARS	300 000	300 000	-
- Société GREEN TECNO	23 300	23 300	-
- Société INVEST IMMO	15 000	15 000	-
- Société PRO HOUSE	21 000	21 000	-
- Société Techno Invest & Consulting	26 400	26 400	-
- Société REDTEC	58 300	58 300	-
- Société ECOMAT	240 000	240 000	-
- Société VESTA	291 300	291 300	-
- Société GREEN DUCK CONSULTING	50 000	50 000	-
- Société HOLFOOD	75 000	75 000	-
- Société SUPERFOOD JUICERY	35 000	35 000	-
- Société HF CONSULTING	25 500	25 500	-
- Société ECOLE EL EUCH	20 010	20 010	-
- Société MEGA REAL ESTATE	20 000	20 000	-
- Société LES DÉLICES DE MAMAN	35 000	35 000	-
- Société PRO IMMO HAMMAMET	22 320	22 320	-
- Société TECNO CAP BON	7 290	7 290	-
- Société MCS	202 600	202 600	-
- Société SEI	38 300	38 300	-
- Société TRUST IMMO	29 980	29 980	-
Total des cessions de la période	1 761 100	1 761 100	-
<u>Liquidation de la période</u>			
- FCPR VALEURS DEVELOPPEMENT	100 000	100 000	-
Total des liquidations de la période	100 000	100 000	-
<u>Soldes au 31 Décembre 2018</u>	30 803 313	29 803 313	1 000 000

Le portefeuille titres s'analyse au 31 décembre 2018 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Pourcentage détenu</u>	
<u>Titres de participations</u>							
* Compagnie Générale d'investissement	249 908	5,224	5,000	1 305 488	De 1998 à 2017	99,96%	
* CIL SICAR	7 999 520	1,000	1,000	7 999 520	2010/2011/2013	99,99%	
<u>Total des titres de participations</u>				<u>9 305 008</u>			
<u>Titres immobilisés</u>							
* Société DAR EL JELD	33 500	100,000	100,000	3 350 000	2015/2016	29,91%	(*)
* Société SWEET HOME	2 134	10,000	10,000	21 340	2012	9,97%	
* Société LA GRIFFE	50 000	10,000	10,000	500 000	2013	29,41%	(*)
* Société ECOMAT	55 000	25,000	25,000	1 375 000	2014/2015/2017	24,60%	(*)
* Société GREEN TECHNO	234	100,000	100,000	23 400	2014	9,96%	
* Société PRO IMMO HAMMAMET	6 102	10,000	10,000	61 020	2014	14,36%	
* Société INVEST IMMO	1 500	10,000	10,000	15 000	2014	10,00%	
* Société TECNO CAP BON	6 321	10,000	10,000	63 210	2014	21,07%	(*)
* Société MOUHIBA REAL ESTATE	2 000	10,000	10,000	20 000	2014	20,00%	(*)
* Société RED TEC	584	100,000	100,000	58 400	2015	13,27%	
* CIL SICAR FONDS N° 1	3 037	100,000	100,000	303 700	2014		
* Société MCS	4 785	100,000	100,000	478 500	2014/2017	18,40%	
* Société TRUST IMMO	83 353	1,000	1,000	83 353	2014	14,62%	
* Société SEI	1 273	100,000	100,000	127 300	2014	13,40%	
* Société TECHNO INVEST & CONSUL'	736	100,000	100,000	73 600	2014	8,18%	
* Société HOLFOOD	750	100,000	100,000	75 000	2015	15,00%	
* Société SUPERFOOD JUICERY	350	100,000	100,000	35 000	2015	14,58%	
* Société ECOLE EL EUCH	3 999	10,000	10,000	39 990	2015	11,76%	
* Société CLINIQUE LES PINS	100 000	10,000	10,000	1 000 000	2015	5,78%	
* Société HF CONSULTING	2 550	10,000	10,000	25 500	2015	15,00%	
* Société MEGA REAL ESTATE	200	100,000	100,000	20 000	2015	13,33%	
* Société MS CONSULTING	420	100,000	100,000	42 000	2015	29,58%	(*)
* Société LES DELICES DE MAMAN	7 000	10,000	10,000	70 000	2015	7,00%	
* Société PROHOUSE	210	100,000	100,000	21 000	2015	14,79%	
* Société TECNO SAHEL CONSULTING	600	100,000	100,000	60 000	2016	30,00%	(*)
* Société THF CONSULTING	1 800	100,000	100,000	180 000	2016	30,00%	(*)
* Société BOI CONSULTING	1 500	100,000	100,000	150 000	2016	30,00%	(*)
* Société SIFAT	10 000	10,000	10,000	100 000	2016	28,17%	(*)
* Société SNA NOUR	74 000	10,000	10,000	740 000	2016	7,05%	
* CIL SICAR FONDS N° 2	8 240	100,000	100,000	824 000	2016		
* Société SH CONSULTING	1 500	100,000	100,000	150 000	2016	30,00%	(*)
* Société EMP	40 000	10,000	10,000	400 000	2016	40,00%	(*)
* CIL SICAR FONDS N° 3	26 500	100,000	100,000	2 650 000	2016		
* CIL SICAR FONDS N° 4	9 000	100,000	100,000	900 000	2016		
* CIL SICAR FONDS N° 5	6 000	100,000	100,000	600 000	2016		
* CIL SICAR FONDS N° 6	3 000	100,000	100,000	300 000	2016		
* Société MEDPLAST	30 000	10,000	10,000	300 000	2016	7,30%	
* Société ECONOMIC AUTO	20 000	100,000	100,000	2 000 000	2017	22,22%	(*)
* CIL SICAR FONDS N° 7	27 700	100,000	100,000	2 770 000	2018		
* BIAT	40 000	120,000	10,000	4 800 000	2018	0,24%	
* Société PROINJECT	5 000	100,000	100,000	500 000	2018	0,65%	
* Société UNIPACK	200 000	10,000	10,000	2 000 000	2018	1,93%	
* Société MAS EXPORT	4 200	100,000	100,000	420 000	2018	29,68%	(*)
* Société POLYBAT	2 190 000	1,000	1,000	2 190 000	2018	30,00%	(*)
* Société TUNIFRIES	8 870	100,000	100,000	887 000	2018	13,60%	
<u>Total des titres immobilisés</u>				<u>30 803 313</u>			
<u>Total général</u>				<u>40 108 321</u>			

(*) La CIL n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable sur ces sociétés

NOTE 8 : VALEURS IMMOBILISEES

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018

(Montants exprimé en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début de période	Acquisitions	Transfert	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Début de période	Dotations de la période	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	
Logiciels	33,3%	123 440	9 992		-	-	133 432	113 305	10 014	-	-	123 319	10 112
Total des immobilisations incorporelles		123 440	9 992	±	±	±	133 432	113 305	10 014	±	±	123 319	10 112
Immeubles	5,0%	5 555 089	855 086	150 000	-	-	6 560 175	2 911 293	241 520	-	-	3 152 813	3 407 362
Matériel de transport	20,0%	1 336 083	189 960	-	(158 569)	-	1 367 474	589 860	238 146	(158 180)	-	669 826	697 648
Equipements de bureau	10,0%	424 787	107 725	-	(28 847)	(17 424)	486 241	330 992	24 008	(20 894)	(16 489)	317 616	168 624
Matériel informatique	33,3%	302 160	23 729	-	-	(11 735)	314 154	285 773	11 534	-	(11 735)	285 572	28 582
Installations générales	10,0%	584 477	100 157	-	(29 525)	(27 209)	627 900	375 449	40 773	(27 377)	(26 361)	362 484	265 416
Immeubles hors exploitation (*)		2 715 636	36 055	-	-	-	2 751 691	-	-	-	-	-	2 751 691
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		150 000	176 471	(150 000)	-	-	176 471	-	-	-	-	-	176 471
Total des immobilisations corporelles		11 068 233	1 489 183	±	(216 942)	(56 368)	12 284 106	4 493 367	555 981	(206 451)	(54 585)	4 788 311	7 495 795
TOTAUX		11 191 673	1 499 175	-	(216 942)	(56 368)	12 417 538	4 606 672	565 995	(206 451)	(54 585)	4 911 631	7 505 907

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

(*) Les immeubles hors exploitation sont acquis dans le cadre de compromis et de protocoles de recouvrement de créances. Ils ne sont pas amortissables.

Il s'agit d'immeubles et de terrains acquis par la société en vue de leur vente ou location et non pas pour leur utilisation continue dans le cadre normal de son cycle d'exploitation. La société a l'intention de céder lesdits immeubles dans un avenir proche, le temps habituel et nécessaire pour une vente d'actifs de même nature.

NOTE 9 : AUTRES ACTIFS

Le détail des autres actifs est le suivant :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Prêts au personnel	4 224 588	3 805 555
- Personnels, avances et acomptes	12 155	11 369
- Créances sur cessions d'immobilisations	132 422	171 465
- Avances aux fournisseurs	1 002	92 173
- Etat, crédit de TVA	-	2 515 365
- Différences de change à récupérer, Tunis Ré	4 264 098	1 578 493
- Produits à recevoir des tiers	1 096 713	435 812
- Compte d'attente/ avance de TVA	225 069	226 371
- Compte d'attente	121 701	227 802
- Charges constatées d'avance	38 954	24 095
- Compte courant, fonds gérés	486 342	283 126
- Autres comptes débiteurs	335 433	237 997
- Charges à répartir (A)	5 333	12 319
- Frais d'émission des emprunts locaux (A)	435 043	534 690
- Frais d'émission des emprunts étrangers (A)	467 893	510 937
<u>Total brut</u>	<u>11 846 744</u>	<u>10 667 569</u>
A déduire :		
- Provisions	(523 959)	(682 330)
<u>Montant net</u>	<u>11 322 785</u>	<u>9 985 239</u>

(A) Les charges à répartir et les frais d'émission des emprunts s'analysent comme suit :

TABLEAU DE MOUVEMENT DES CHARGES A REPARTIR ET DES FRAIS D'EMISSION DES EMPRUNTS
AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

Désignation	Taux de résorption	Valeur brute			Résorptions			Valeur comptable nette
		Début de période	Addition	Fin de période	Début de période	Dotation de la période	Fin de période	
Charges à répartir	33%	744 863	8 001	752 863	732 543	14 986	747 530	5 333
Frais d'émission des emprunts locaux	(a)	4 811 003	213 361	5 024 364	4 276 314	313 008	4 589 321	435 043
Frais d'émission des emprunts étrangers	(a)	859 004	198 884	1 057 888	348 067	241 928	589 995	467 893
TOTAUX		6 414 870	420 245	6 835 115	5 356 925	569 922	5 926 847	908 268

Les charges à répartir sont résorbées selon le mode linéaire.

(a) Les frais d'émission et de remboursement des emprunts sont résorbés au prorata des intérêts courus.

La dotation de la période aux résorptions des frais d'émission des emprunts, s'élevant à D : 554.937 figure parmi les charges financières.

Les charges à répartir concernent les dépenses relatives aux études liées à la conception et la mise en place du plan de continuité d'activité (PCA), les frais engagés lors de l'ouverture de l'agence de Ben Arous, ainsi que les frais de la mise en place d'un outil de scoring et des frais d'implémentation du reporting IFRS.

NOTE 10 : DETTES ENVERS LA CLIENTELE

Les dépôts et avoirs de la clientèle se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Avances et acomptes reçus des clients	3 745 235	3 535 073
- Autres dépôts et cautionnements reçus	5 075	5 075
<u>Total</u>	<u>3 750 310</u>	<u>3 540 148</u>

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Banques locales	190 887 405	157 650 149
- Banques étrangères	97 902 243	71 902 869
- Emprunts obligataires	123 050 600	138 727 000
- Certificats de dépôt	13 500 000	19 000 000
- Certificats de leasing	18 000 000	36 000 000
<u>Total emprunts</u>	<u>443 340 248</u>	<u>423 280 018</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	5 041 257	3 103 282
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	2 214 226	777 356
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	5 420 996	6 117 818
- Intérêts courus sur certificats de leasing	656 148	586 682
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires locaux	(333 954)	(235 733)
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires étrangers	(14 299)	(18 183)
- Charges constatées d'avance sur certificats de dépôts	(134 727)	(132 221)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>12 849 647</u>	<u>10 199 001</u>
<u>Total</u>	<u>456 189 895</u>	<u>433 479 019</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et ressources spéciales" sont récapitulés dans le tableau suivant :

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES</u>								
<u>BANQUES LOCALES</u>								
AMEN BANK (1/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2018)	400 000	-	400 000	-	-	-
AMEN BANK (4/2013)	1 000 000	Annuellement (2014-2018)	200 000	-	200 000	-	-	-
BT (2/2013)	5 000 000	Annuellement (2014-2018)	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
ATB (1/2013)	5 000 000	Annuellement (2013-2018)	500 000	-	500 000	-	-	-
AMEN BANK (5/2013)	10 000 000	Annuellement (2014-2018)	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BIAT (4/2013)	6 000 000	Annuellement (2014-2018)	1 200 000	-	1 200 000	-	-	-
BIAT (1/2014)	3 000 000	Annuellement (2014-2018)	600 000	-	600 000	-	-	-
BTK (2014)	3 000 000	Annuellement (2015-2019)	1 200 000	-	600 000	600 000	-	600 000
ATB (2014)	4 000 000	Annuellement (2015-2019)	1 600 000	-	800 000	800 000	-	800 000
BIAT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BIAT (3/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BTE (2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 231 808	-	1 065 400	1 166 408	-	1 166 408
BH (2015)	3 000 000	Annuellement (2016-2020)	1 918 341	-	597 345	1 320 996	682 494	638 502
AMEN BANK (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (1/2015)	10 000 000	Annuellement (2016-2020)	6 000 000	-	2 000 000	4 000 000	2 000 000	2 000 000
BT (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (2/2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (3/2015)	7 500 000	Annuellement (2016-2020)	4 500 000	-	1 500 000	3 000 000	1 500 000	1 500 000
ATB (2015)	2 500 000	Annuellement (2016-2020)	1 500 000	-	500 000	1 000 000	500 000	500 000
ATIARI BANK (1/2015)	6 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 600 000	-	1 200 000	2 400 000	1 200 000	1 200 000
ATIARI BANK (2/2015)	4 000 000	Annuellement (2016-2020)	2 400 000	-	800 000	1 600 000	800 000	800 000
AMEN BANK (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (1/2016)	10 000 000	Annuellement (2017-2021)	8 000 000	-	2 000 000	6 000 000	4 000 000	2 000 000
BH (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
BT (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
ATB (1/2016)	3 500 000	Semestriellement (2017-2021)	2 800 000	-	700 000	2 100 000	1 400 000	700 000
BIAT (2/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
AMEN BANK (1/2016)	3 000 000	Annuellement (2017-2021)	2 400 000	-	600 000	1 800 000	1 200 000	600 000
AMEN BANK (2/2016)	2 000 000	Annuellement (2017-2021)	1 600 000	-	400 000	1 200 000	800 000	400 000

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES

ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018

(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
AMEN BANK (3/2016)	2 500 000	Annuellement (2017-2021)	2 000 000	-	500 000	1 500 000	1 000 000	500 000
BIAT (3/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
BIAT (4/2016)	10 000 000	Annuellement (2017-2021)	8 000 000	-	2 000 000	6 000 000	4 000 000	2 000 000
AMEN BANK (1/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
ATTIJARI BANK (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2017-2022)	4 500 000	-	1 000 000	3 500 000	2 500 000	1 000 000
BT (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
AMEN BANK (2/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (1/2017)	10 000 000	Annuellement (2018-2022)	10 000 000	-	2 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
AMEN BANK (3/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (2/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BH (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (3/2017)	10 000 000	Annuellement (2018-2022)	10 000 000	-	2 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
AMEN BANK (4/2017)	3 000 000	Semestriellement (2018-2019)	3 000 000	-	1 500 000	1 500 000	0	1 500 000
BT (2/2017)	3 000 000	Annuellement (2018-2022)	3 000 000	-	600 000	2 400 000	1 800 000	600 000
AMEN BANK (5/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
AMEN BANK (6/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
BIAT (4/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BT (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
ATB (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BTE (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 156 171	843 829
BH (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BT (1/2018)	3 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	3 000 000	-	3 000 000	2 400 000	600 000
BIAT (1/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2021)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
ATTIJARI BANK (1/2018)	5 000 000	Semestriellement (2018-2023)	-	5 000 000	500 000	4 500 000	3 500 000	1 000 000
Amen Bank (1/2018)	2 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 000 000	-	2 000 000	1 600 000	400 000
Amen Bank (2/2018)	2 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 000 000	-	2 000 000	1 600 000	400 000
Amen Bank (3/2018)	1 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	1 000 000	-	1 000 000	800 000	200 000
STB (1/2018)	2 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 500 000	-	2 500 000	2 000 000	500 000
Amen Bank 4/2018)	1 000 000	Annuellement (2019-2020)	-	1 000 000	-	1 000 000	500 000	500 000
STB (2/2018)	2 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 500 000	-	2 500 000	2 000 000	500 000
BT (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
Amen Bank (5/2018)	1 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	1 500 000	-	1 500 000	750 000	750 000
BIAT (1/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2020)	-	10 000 000	-	10 000 000	5 000 000	5 000 000
BIAT	5 000 000	Crédits relais	-	39 000 000	34 000 000	5 000 000	-	5 000 000
BIAT (2/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2021)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
<u>Sous-total</u>			157 650 149	114 500 000	81 262 745	190 887 405	123 522 000	67 365 405

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement
<u>BANQUES ETRANGERES</u>		
B.E.I 2012 EUR	5 182 500	Semestriellement (2012-2019)
BIRD	10 000 000	Semestriellement (2015-2027)
BIRD	13 800 000	Semestriellement (2021-2029)
BAD	5 000 000	Semestriellement (2016-2022)
BERD EUR	15 000 000	Semestriellement (2016-2020)
BERD	25 000 000	Semestriellement (2019-2022)
SANAD EUR	10 000 000	Semestriellement (2019-2023)
GGF EUR	3 000 000	Semestriellement (2019-2023)
<u>Sous-total</u>		
<u>Total des crédits bancaires</u>		
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>		
CIL 2008 subordonné	10 000 000	Annuellement (2015-2019)
CIL 2012/2	20 000 000	Annuellement (2013-2018)
CIL 2013/1	13 000 000	Annuellement (2016-2020)
CIL 2013/2	8 500 000	Annuellement (2014-2018)
CIL 2014/1	20 000 000	Annuellement (2015-2019)
CIL 2014/2	20 000 000	Annuellement (2015-2019)
CIL 2015/1	25 000 000	Annuellement (2016-2020)
CIL 2015/2	25 000 000	Annuellement (2016-2020)
CIL 2016/1	30 000 000	Annuellement (2017-2021)
CIL 2016/2	26 000 000	Annuellement (2018-2022)
CIL 2017/1	21 227 000	Annuellement (2018-2022)
CIL 2017/2	16 200 000	Annuellement (2019-2023)
CIL 2018/1	15 000 000	Annuellement (2020-2024)
<u>Total des emprunts obligataires</u>		

Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
			Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
2 192 278	-	1 410 075	782 203	-	782 203
6 866 306	-	1 789 623	5 076 683	2 981 444	2 095 239
9 800 000	4 000 000	-	13 800 000	13 800 000	-
3 571 428	-	714 286	2 857 143	2 142 857	714 286
20 117 857	-	9 317 143	10 800 714	1 484 571	9 316 143
14 500 000	10 500 000	-	25 000 000	21 571 429	3 428 571
14 855 000	15 425 500	-	30 280 500	23 551 500	6 729 000
-	9 305 000	-	9 305 000	7 975 716	1 329 284
71 902 869	39 230 500	13 231 127	97 902 243	73 507 517	24 394 726
229 553 018	153 730 500	94 493 871	288 789 647	197 029 517	91 760 130
4 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000
4 000 000	-	4 000 000	-	-	-
7 800 000	-	2 600 000	5 200 000	2 600 000	2 600 000
1 700 000	-	1 700 000	-	-	-
8 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-	4 000 000
12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
15 000 000	-	5 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000
15 000 000	-	5 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000
24 000 000	-	6 000 000	18 000 000	12 000 000	6 000 000
26 000 000	-	5 200 000	20 800 000	15 600 000	5 200 000
21 227 000	-	4 245 400	16 981 600	12 736 200	4 245 400
-	16 200 000	-	16 200 000	12 960 000	3 240 000
-	11 869 000	-	11 869 000	11 869 000	-
138 727 000	28 069 000	43 745 400	123 050 600	81 765 200	41 285 400

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETEAU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement
<u>CERTIFICATS DE DEPOT & CERTIFICATS DE LEASING</u>		
<u>CERTIFICATS DE DEPOT</u>		
Certificats de dépôt		
<u>Sous-total</u>		
<u>CERTIFICATS DE LEASING</u>		
Certificats EL BARAKA BANK		
Certificats ZITOUNA BANK		
<u>Sous-total</u>		
<u>Total des CERTIFICATS DE DEPOT & DES CERTIFICATS DE LEASING</u>		
<u>TOTAL GENERAL</u>		

Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
			Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
19 000 000	111 000 000	116 500 000	13 500 000	-	13 500 000
19 000 000	111 000 000	116 500 000	13 500 000	-	13 500 000
25 000 000	59 500 000	70 500 000	14 000 000	-	14 000 000
11 000 000	38 000 000	45 000 000	4 000 000	-	4 000 000
36 000 000	97 500 000	115 500 000	18 000 000	-	18 000 000
55 000 000	208 500 000	232 000 000	31 500 000	-	31 500 000
423 280 018	390 299 500	370 239 271	443 340 248	278 794 718	164 545 530

NOTE 12 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES

L'analyse des comptes des fournisseurs se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
<i>Fournisseurs d'exploitation</i>		
- Factures d'achats de biens ou de prestation de services	313 994	503 695
- Effets à payer	-	112 457
- Factures non parvenues	51 260	28 050
<u>Sous total</u>	<u>365 254</u>	<u>644 202</u>
<i>Fournisseurs de biens, objet de contrats de leasing</i>		
- Factures d'achats d'immobilisations	3 173 893	8 815 856
- Effets à payer	32 120 550	33 967 108
- Retenues de garanties et assurances décénales	408 003	162 946
<u>Sous total</u>	<u>35 702 447</u>	<u>42 945 910</u>
<u>Solde des fournisseurs et comptes rattachés</u>	<u>36 067 701</u>	<u>43 590 112</u>

NOTE 13 : AUTRES PASSIFS

Le détail des autres passifs est le suivant :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Personnel, provisions pour congés payés	327 313	320 721
- Personnel, oppositions sur salaires	196	196
- Personnel, autres charges à payer	509 014	448 236
- Etat, retenues sur salaires	16 803	79 751
- Etat, retenues sur honoraires, commissions, loyers et marchés	323 216	484 141
- Etat, retenues sur revenus des capitaux mobiliers	37 329	2 534
- Etat, retenues au titre de la plus-value immobilière	18 033	86 110
- Etat, TVA à payer	1 697 679	-
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider (Voir note 25)	411 123	874 709
- Etat, Contribution sociale de solidarité (Voir note 25)	88 501	-
- Contribution conjoncturelle (Voir note 25)	354 004	424 606
- Etat, autres impôts et taxes à payer	25 514	26 771
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges	9 819	9 622
- Etat, autres impôts et taxes à régulariser		
- Actionnaires, dividendes et jetons de présence à payer	43 670	43 725
- CNSS	235 667	181 449
- CAVIS	36 010	16 096
- CNAM	19 436	14 965
- Assurance Groupe	39 704	67 773
- Assurance Vie	6 344	6 344
- Autres comptes créditeurs	329 742	348 461
- Avance sur cessions de titre immobilisés	214 100	77 000
- Organismes sociaux, charges sociales sur congés payés et autres charges	73 979	73 302
- Prestataires Recouvrement	230 824	206 270
- Prestataires Assurances	1 691 969	1 075 680
- Diverses Charges à payer	457 074	489 428
- Autres produits constatés d'avance	18 524	9 501
- Compte d'attente	613 916	613 916
- Provisions pour divers risques	100 000	-
<u>Total</u>	<u>7 929 503</u>	<u>5 981 306</u>

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

		31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Capital social	(A)	25 000 000	25 000 000
- Réserve légale	(B)	2 500 000	2 500 000
- Réserves pour réinvestissements		30 366 933	26 648 230
- Réserves pour fonds social	(C)	2 627 671	2 282 836
- Actions propres	(D)	(3 247 071)	(2 951 339)
- Complément d'apport		6 967	6 967
- Résultats reportés		13 153 624	10 183 932
Total des capitaux propres avant résultat de la période	(E)	70 408 123	63 670 626
Résultat de l'exercice (1)		12 170 105	11 501 435
Total des capitaux propres avant affectation	(G)	82 578 228	75 172 062
Nombre d'actions (2)		4 791 989	4 803 371
Résultat par action (1) / (2)	(F)	2,540	2,394

(A) Le capital social s'élève, au 31 décembre 2018, à 25.000.000 DT composé de 5.000.000 actions d'une valeur nominale de 5 DT libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son résultat à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le fonds social est constitué, essentiellement, par une affectation des résultats et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé pour accorder des prêts au personnel.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 16 mai 2017, a autorisé le conseil d'administration de la société à acheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans, se terminant avec l'Assemblée générale appelée à statuer sur l'exercice 2019. Elle a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 10% du total des actions composant le capital.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2017	196 233	2 951 339
Achats de l'exercice	18 236	295 732
Solde au 31 décembre 2018	214 469	3 247 071

Le nombre des actions détenues par la CIL représente, au 31 décembre 2018, 4,48% des actions en circulation.

Le rachat de la CIL de ses propres actions a eu pour effet la régularisation de son cours boursier.

(E) En application de l'article 19 de la loi n° 2013-54 du 30 décembre 2013 portant loi de finances pour la gestion 2014, les fonds propres distribuables en franchise de retenue s'élèvent au 31 décembre 2018 à 10.320.171 DT et se détaillent comme suit :

- Réserves pour réinvestissements	10 302 900
- Résultats reportés	17 271

(F) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(G) Voir tableau de mouvements ci-joint :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES
AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

NOTE 14 : CAPITAUX PROPRES (suite)

	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinvestissement	Réserves pour fonds social	Résultats reportés	Actions propres	Compléments d'apport	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 décembre 2016	25 000 000	2 500 000	25 167 770	2 050 208	7 294 191	(3 000 537)	4 320	8 853 403	67 869 355
Affectations approuvées par l'A.G.O du 16 mai 2017			5 150 000	400 000	3 303 403			(8 853 403)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 16 mai 2017			(3 669 540)		3 669 540				-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016					(4 250 000)				(4 250 000)
Rachat d'actions propres						(840)			(840)
Cessions d'actions propres						50 038	2 647		52 685
Encaissement dividendes sur actions propres					166 798				166 798
Prélèvements sur fonds social				(167 371)					(167 371)
Résultat net de l'exercice 2017								11 501 435	11 501 435
Solde au 31 décembre 2017	25 000 000	2 500 000	26 648 230	2 282 836	10 183 932	(2 951 339)	6 967	11 501 435	75 172 062
Affectations approuvées par l'A.G.O du 26 Avril 2018			6 370 000	500 000	4 631 435			(11 501 435)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 26 Avril 2018			(2 651 297)		2 651 297				-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2017					(4 500 000)				(4 500 000)
Rachat d'actions propres						(295 732)			(295 732)
Encaissement dividendes sur actions propres					186 960				186 960
Prélèvements sur fonds social				(155 165)					(155 165)
Résultat net de l'exercice 2018								12 170 105	12 170 105
Solde au 31 décembre 2018	25 000 000	2 500 000	30 366 933	2 627 671	13 153 624	(3 247 071)	6 967	12 170 105	82 578 228

NOTE 15 : INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DE LEASING

Les intérêts et produits assimilés de leasing se présentent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Intérêts de leasing	56 798 442	48 081 581
- Intérêts de retard	2 337 205	1 920 969
- Produits nets sur cession des biens en leasing	86	272 811
- Frais d'ouverture des dossiers	624 007	619 579
- Frais de rejet	1 673 390	1 293 515
- Frais sur vente	129 345	73 612
- Frais sur encaissement de titres de crédits	363 045	326 596
- Autres	21 898	25 279
Total	61 947 418	52 613 941
- Transferts en produits de la période		
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	675 139	534 781
Intérêts de retard antérieurs	412 804	238 944
- Produits réputés réservés en fin de période		
Intérêts inclus dans les loyers	(887 399)	(753 554)
Intérêts de retard	(423 125)	(584 193)
Variation des produits réservés	(222 581)	(564 022)
Total des intérêts et des produits de leasing	61 724 838	52 049 919

NOTE 16 : INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Intérêts des emprunts obligataires	9 790 422	10 807 223
- Intérêts des crédits des banques locales	15 170 291	9 950 233
- Intérêts des crédits des banques étrangères	6 676 613	3 338 695
- Intérêts des autres opérations de financement	4 014 074	3 405 578
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	554 937	428 119
Total des charges financières des emprunts	36 206 336	27 929 847
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	(191 345)	(136 750)
- Autres charges financières	130 765	104 967
- Pénalités	15	159
Total des autres charges financières	(60 566)	(31 623)
Total général	36 145 771	27 898 224

NOTE 17 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Intérêts des comptes courants	14 207	14 155
- Plus values sur cession des titres immobilisés	593 844	569 319
- Dividendes	415 975	215 715
- Moins values sur fonds gérés	-	(803)
- Moins values sur cession des titres immobilisés	(35 708)	-
- Plus values sur titres SICAV	6 363	8 618
- Plus values sur fonds gérés	464 397	294 434
- Intérêts des comptes CEA	159 563	128 999
- Intérêts sur chèques impayés	20 891	23 554
- Intérêts sur certificats de dépôt	32 531	25 381
<u>Total</u>	<u>1 672 062</u>	<u>1 279 371</u>

NOTE 18 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Salaires et complément de salaires	4 088 495	4 068 074
- Charges connexes aux salaires	124 096	279 496
- Cotisations de sécurité sociales sur salaires	737 514	688 156
- Autres charges sociales	218 938	189 720
<u>Total</u>	<u>5 169 043</u>	<u>5 225 446</u>

NOTE 19 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS

Les dotations de la période aux comptes d'amortissements et de résorptions se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	10 014	7 210
- Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	555 981	457 985
- Dotations aux résorptions des charges à répartir	14 986	20 752
- Transfert de charge	(19 200)	(19 200)
<u>Total</u>	<u>561 781</u>	<u>466 748</u>

NOTE 20 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Achat de matières et fournitures	230 396	219 257
<u>Total des achats</u>	<u>230 396</u>	<u>219 257</u>
- Sous-traitance générale	159 862	145 132
- Locations	148 413	147 939
- Entretien et réparations	297 981	234 401
- Primes d'assurances	60 327	51 271
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>666 583</u>	<u>578 742</u>
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	468 444	434 171
- Publicités, publications et relations publiques	223 417	193 109
- Déplacements, missions et réceptions	52 664	66 686
- Frais postaux et de télécommunications	155 137	178 292
- Services bancaires et assimilés	274 086	236 258
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>1 173 749</u>	<u>1 108 517</u>
- Jetons de présence	104 000	56 000
- Rémunération du PCA	360 000	-
- Rémunération comité d'audit	15 000	15 000
- Rémunération comité des risques	15 000	15 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>494 000</u>	<u>86 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	117 999	114 042
- T.C.L	142 604	121 638
- Droits d'enregistrements et de timbres	8 901	12 298
- Autres impôts et taxes	14 833	9 454
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>284 337</u>	<u>257 431</u>
<u>Total général</u>	<u>2 849 064</u>	<u>2 249 948</u>

NOTE 21 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS ET RESULTATS DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	4 974 819	5 147 267
- Dotations aux provisions collectives	1 499 000	673 000
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(3 277 533)	(2 808 757)
- Créances radiées	2 104	1 947 005
- Reprises de provisions suite à la radiation de créances	-	(1 718 325)
- Annulation de produits réservés sur créances radiées		
- Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	-	(57 945)
- Intérêts de retard antérieurs	-	(166 631)
- Encaissement sur créances radiées	(18 878)	(6 500)
<u>Total</u>	<u>3 179 512</u>	<u>3 009 114</u>

NOTE 22 : DOTATIONS (REPRISES) NETTES AUX AUTRES PROVISIONS

Les dotations (reprises) nettes aux comptes des autres provisions se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	64 687	15 672
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	-	104 424
- Dotations aux provisions pour divers risques	100 000	-
- Reprise sur provisions pour dépréciation des titres de participation	(86 744)	-
- Apurement de comptes d'actifs	216 434	
- Reprise sur provisions pour dépréciation des autres actifs	(223 058)	(16 000)
- Reprise sur provisions pour divers risques	-	(23 303)
Total	71 319	80 792

NOTE 23 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	82 527	128 015
- Apurement de comptes	54 811	117 286
- Autres gains sur éléments exceptionnels	12 136	757
Total	149 473	246 058

NOTE 24 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

Le détail des autres pertes ordinaires est le suivant :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Charges nettes sur cessions d'immobilisations	5 979	56
- Pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	792	82
Total	6 771	138

NOTE 25 : IMPOTS SUR LES BENEFICES

L'impôt sur les bénéfices a été liquidé, conformément aux dispositions du droit commun, de la manière suivante :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Bénéfice comptable	15 710 148	14 898 284
A réintégrer		
- Dotations aux provisions sur la clientèle	4 974 819	5 147 267
- Dotations aux provisions collectives	1 499 000	673 000
- Dotations aux provisions des autres actifs	64 687	15 672
- Dotations aux provisions sur les titres de participation	-	104 424
- Dotations aux provisions pour risques divers	100 000	-
- Reprises sur provisions fiscales 2014	-	5 167 056
- Reprises sur provisions fiscales 2015	4 746 949	571 844
- Reprises sur provisions fiscales 2016	8 095	3 535 138
- Reprises sur provisions fiscales 2017	3 532 733	-
- Provisions pour congés payés 2018/2017	327 313	320 721
- Diverses charges non déductibles	332 040	117 315
- Moins value sur titres SICAV	-	803
A déduire		
- Provisions fiscales 2015/2014 pour affaires en cours	4 613 361	4 746 949
- Reprises sur provisions comptables	3 674 416	4 527 089
- Provisions pour congés payés 2017/2016	320 721	340 985
- Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de participation	86 744	-
- Reprises sur provisions pour divers risques	-	23 303
- Reprises sur provisions pour dépréciation des autres actifs	223 058	16 000
- Dividendes	415 975	215 715
<u>Bénéfice fiscal avant provisions</u>	21 961 510	20 681 482
Provisions pour créances douteuses 100%	6 473 819	5 820 267
<u>Bénéfice fiscal</u>	15 487 691	14 861 215
Réinvestissements exonérés avec Minimum d'Impôt :		
* Société ECOMAT	-	700 000
* Société MCS	-	400 000
* Fonds gérés CIL SICAR	-	2 770 000
* Société PROINJECT	-	500 000
* Société UNIPACK	-	2 000 000
* Société POLYBAT	2 190 000	-
* Société TUNIFRIES	887 000	-
* Société MAS EXPORT	420 000	-
* Reste à investir	3 140 582	-
<u>Bénéfice imposable</u>	8 850 109	8 491 215
Impôt sur les sociétés (au taux de 35%, porté le cas échéant au minimum légal)	3 097 538	2 972 243
A imputer		
- Acomptes provisionnels payés	2 675 019	2 039 421
- Retenues à la source	11 396	58 113
<u>Impôt à payer</u>	411 123	874 709
Contribution conjoncturelle	354 004	424 606
Contribution sociale de solidarité	88 501	-

NOTE 26 : ENCAISSEMENTS REÇUS DES CLIENTS

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Clients et comptes rattachés en début de période	+	Note 5	29 571 042	27 886 335
- Clients et comptes rattachés en fin de période	-	Note 5	(38 123 500)	(29 571 042)
- Clients avances et acomptes reçus en début de période	-	Note 10	(3 535 073)	(3 268 969)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	+	Note 10	3 745 235	3 535 073
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	-	Note 10	(5 075)	(30 075)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	+	Note 10	5 075	5 075
- Produits constatés d'avance en début de période	-	Note 5	(2 319 108)	(1 887 544)
- Produits constatés d'avance en fin de période	+	Note 5	2 444 743	2 319 108
- TVA collectée	+		50 950 663	44 515 538
- TVA collectée sur avances et acomptes	-		(1 812 255)	(2 765 644)
- Remboursement principal	+	Note 5	223 297 123	206 647 323
- Intérêts et produits assimilés de leasing	+	Note 15	61 947 418	52 613 941
- Autres produits d'exploitation	+		147 035	253 346
- Créances virées en pertes	-	Note 21	(2 104)	(1 947 005)
- Encaissements sur créances radiées	+	Note 21	18 878	6 500
- Encours financiers virés en pertes	+	Note 5	-	987 978
- Plus/Moins values sur relocation	-	Note 5	(445 495)	(55 452)
- Plus/Moins values sur transfert	-	Note 5	(2 055 133)	(5 520 909)
- Créances sur cessions d'immobilisations début période	+	Note 9	171 465	237 786
- Créances sur cessions d'immobilisations fin période	-	Note 9	(132 422)	(171 465)
- Cessions d'immobilisations à la VR	+	Note 5	1 978	26 980
- Cessions anticipées d'immobilisations	+	Note 5	22 709 982	13 774 190
<u>Encaissements reçus des clients</u>			<u>346 580 473</u>	<u>307 591 067</u>

NOTE 27 : INVESTISSEMENTS DANS LES CONTRATS DE LEASING

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	+	Note 12	42 945 910	30 369 745
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	-	Note 12	(35 702 447)	(42 945 910)
- Fournisseurs, avances et acomptes en début de période	-	Note 9	(92 173)	(213 313)
- Fournisseurs, avances et acomptes en fin de période	+	Note 9	1 002	92 173
- Décaissements pour financement de contrats de leasing	+	Note 5	247 325 698	296 444 745
- TVA sur investissements	+		40 070 957	43 319 059
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	+	Note 13	86 110	36 750
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	-	Note 13	(18 033)	(86 110)
<u>Investissements dans les contrats de leasing</u>			<u>294 617 025</u>	<u>327 017 138</u>

NOTE 28 : SOMMES VERSEES AUX FOURNISSEURS ET AU PERSONNEL

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Avances et acomptes au personnel en début de période	-	Note 9	(11 369)	(4 134)
- Avances et acomptes au personnel en fin de période	+	Note 9	12 155	11 369
- Prestataire assurance en début de période	-	Note 9	-	(111 426)
- Prestataire assurance en fin de période	+	Note 9	-	-
- Fournisseurs d'exploitation en début de période	+	Note 12	644 202	1 093 373
- Fournisseurs d'exploitation en fin de période	-	Note 12	(365 254)	(644 202)
- Personnel, oppositions sur salaires en début de période	+	Note 13	196	84
- Personnel, oppositions sur salaires en fin de période	-	Note 13	(196)	(196)
- Personnel, provisions pour CP en début de période	+	Note 13	320 721	340 985
- Personnel, provisions pour CP en fin de période	-	Note 13	(327 313)	(320 721)
- Personnel, autres charges à payer en début de période	+	Note 13	448 236	367 127
- Personnel, autres charges à payer en fin de période	-	Note 13	(509 014)	(448 236)
- Etat, retenues sur salaires en début de période	+	Note 13	79 751	12 530
- Etat, retenues sur salaires en fin de période	-	Note 13	(16 803)	(79 751)
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en début de période	+	Note 13	484 141	376 202
- Etat, retenues sur hon, com et loyers en fin de période	-	Note 13	(323 216)	(484 141)
- C.N.S.S en début de période	+	Note 13	181 449	147 354
- C.N.S.S en fin de période	-	Note 13	(235 667)	(181 449)
- CAVIS en début de période	+	Note 13	16 096	15 741
- CAVIS en fin de période	-	Note 13	(36 010)	(16 096)
- CNAM en début de période	+	Note 13	14 965	12 153
- CNAM en fin de période	-	Note 13	(19 436)	(14 965)
- Assurances groupe et vie en début de période	+	Note 13	74 117	37 520
- Assurances groupe et vie en fin de période	-	Note 13	(46 048)	(74 117)
- Organismes sociaux, autres charges en début de période	+	Note 13	73 302	61 006
- Organismes sociaux, autres charges en fin de période	-	Note 13	(73 979)	(73 302)
- Diverses charges à payer en début de période	+	Note 13	489 428	731 680
- Diverses charges à payer en fin de période	-	Note 13	(457 074)	(489 428)
- TVA, payée sur biens et services	+		497 592	463 556
- Charges de personnel	+	Note 18	5 169 043	5 225 446
- Autres charges d'exploitation	+	Note 20	2 849 064	2 249 948
- Impôts et taxes	-	Note 20	(284 337)	(257 431)
- Charges à répartir	+	Note 9	8 001	-
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel			8 656 740	7 946 479

NOTE 29 : INTERETS PAYES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Frais d'émission d'emprunts	+	Note 9	412 244	750 702
- Intérêts comptabilisés d'avance en début de période	-	Note 11	(386 137)	(384 139)
- Intérêts comptabilisés d'avance en fin de période	+	Note 11	482 980	386 137
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	+	Note 13	2 534	732
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	-	Note 13	(37 329)	(2 534)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	+	Note 11	6 117 818	5 085 123
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	-	Note 11	(5 420 996)	(6 117 818)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	+	Note 11	3 103 282	2 178 029
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	-	Note 11	(5 041 257)	(3 103 282)
- Intérêts et comm. courus sur emprunts étrangers en début de période	+	Note 11	777 356	843 334
- Intérêts et comm. courus sur emprunts étrangers en fin de période	-	Note 11	(2 214 226)	(777 356)
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	+	Note 11	586 682	449 736
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	-	Note 11	(656 148)	(586 682)
- Intérêts et charges assimilées	+	Note 16	36 145 771	27 898 224
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	-	Note 16	(554 936)	(428 119)
<u>Intérêts payés</u>			<u>33 317 638</u>	<u>26 192 088</u>

NOTE 30 : IMPOTS PAYES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider début de période	+	Note 13	874 709	446 612
- Etat, impôts sur les bénéfices à liquider fin de période	-	Note 13	(411 123)	(874 709)
- Contribution conjoncturelle en début de période	+	Note 13	424 606	903 410
- Contribution conjoncturelle en fin de période	-	Note 13	(354 004)	(424 606)
- Contribution sociale de solidarité en début de période	+	Note 13	-	-
- Contribution sociale de solidarité en fin de période	-	Note 13	(88 501)	-
- Etat, autres impôts et taxes à payer en début de période	+	Note 13	26 771	18 097
- Etat, autres impôts et taxes à payer en fin de période	-	Note 13	(25 514)	(26 771)
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en début de période	+	Note 13	9 622	10 230
- Etat, charges fiscales sur congés payés et autres charges en fin de période	-	Note 13	(9 819)	(9 622)
- TVA payée	+		4 355 513	-
- Impôts et taxes	+	Note 20	284 337	257 431
- Impôts sur les bénéfices	+	Note 25	3 097 538	2 972 243
- Contribution sociale de solidarité	+	Note 25	88 501	-
- Contribution conjoncturelle	+	Note 25	354 004	424 606
<u>Impôts payés</u>			<u>8 626 640</u>	<u>3 696 920</u>

NOTE 31 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Investissements en Immobilisations corporelles et incorporel	+	Note 8	1 499 175	1 902 398
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>			<u>1 499 175</u>	<u>1 902 398</u>

NOTE 32 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Moins-values sur cessions d'immobilisations	-	Note 24	(5 979)	(56)
- Cessions d'immobilisations corporelles	+	Note 8	10 490	2 375
- Immobilisations mises en rebut	+	Note 8	1 783	56
- Produits nets sur cessions d'immobilisations, autres que destinées à la location	+	Note 23	82 527	128 015
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>			<u>88 821</u>	<u>130 390</u>

NOTE 33 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Titres immobilisés libérés au cours de l'exercice	+	Note 7	13 567 000	2 100 000
- Titres de participations libérés au cours de l'exercice	+	Note 7	-	22 500
<u>Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières</u>			<u>13 567 000</u>	<u>2 122 500</u>

NOTE 34 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Titres immobilisés cédés au cours de l'exercice	+	Note 7	1 761 100	2 151 327
- Titres immobilisés liquidés au cours de l'exercice	+	Note 7	100 000	-
- Titres de participation remboursés au cours de l'exercice	+	Note 7	-	499 970
- Produits nets sur cessions de titres immobilisés	+	Note 17	593 844	569 319
- Avances sur cession titres immobilisés en début de période	-	Note 13	(77 000)	-
- Avances sur cession titres immobilisés en fin de période	+	Note 13	214 100	77 000
- Moins value sur cessions de titres immobilisés	-	Note 17	(35 708)	-
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières</u>			<u>2 556 336</u>	<u>3 297 616</u>

NOTE 35 : DIVIDENDES ET AUTRES DISTRIBUTIONS

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dividendes payés	+	Note 14	4 500 000	4 250 000
- Dividendes sur actions propres	-	Note 14	(186 961)	(166 798)
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en début de période	+	Note 13	43 725	43 654
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en fin de période	-	Note 13	(43 670)	(43 725)
- Intérêts des prêts sur fonds social	+	Note 14	155 165	167 371
<u>Dividendes et autres distributions</u>			<u>4 468 260</u>	<u>4 250 503</u>

NOTE 36 : AUTRES FLUX LIES A L'EXPLOITATION

			31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Prêts accordés au personnel au cours de l'exercice	-	Note 9	(1 763 400)	(1 295 401)
- Remboursements sur prêts au personnel	+	Note 9	1 344 368	764 747
- Produits à recevoir des tiers en début de période	+	Note 9	435 812	403 960
- Produits à recevoir des tiers en fin de période	-	Note 9	(1 096 713)	(435 812)
- Différences de change à récupérer, Tunis Ré en début de période	+	Note 9	1 578 493	-
- Différences de change à récupérer, Tunis Ré en fin de période	-	Note 9	(4 264 098)	(1 578 493)
- Charges comptabilisées d'avance en début de période	+	Note 9	24 095	23 407
- Charges comptabilisées d'avance en fin de période	-	Note 9	(38 954)	(24 095)
- Autres comptes débiteurs en début de période	+	Note 9	237 997	227 781
- Autres comptes débiteurs en fin de période	-	Note 9	(335 433)	(237 997)
- Comptes d'attente actif en début de période	+	Note 9	227 802	111 295
- Comptes d'attente actif en fin de période	-	Note 9	(121 701)	(227 802)
- Compte courant, fonds gérés en début de période	+	Note 9	283 126	23 783
- Compte courant, fonds gérés en fin de période	-	Note 9	(486 342)	(283 126)
- Comptes d'attente passif en début de période	-	Note 13	(613 916)	(613 916)
- Comptes d'attente passif en fin de période	+	Note 13	613 916	613 916
- Autres comptes créditeurs en début de période	-	Note 13	(602 731)	(430 992)
- Autres comptes créditeurs en fin de période	+	Note 13	627 765	602 731
- Prestataires Assurances en début de période	-	Note 13	(1 075 680)	-
- Prestataires Assurances en fin de période	+	Note 13	1 691 969	1 075 680
- Autres produits constatés d'avance en début de période	-	Note 13	(9 501)	(20 664)
- Autres produits constatés d'avance en fin de période	+	Note 13	18 524	9 501
- Produits des placements (hors plus values de cessions)	+	Note 17	1 113 927	710 051
- Autres gains ordinaires	+	Note 23	66 947	118 043
- Autres pertes ordinaires	-	Note 24	(217 226)	(82)
<u>Autres flux liés à l'exploitation</u>			<u>(2 360 956)</u>	<u>(463 485)</u>

NOTE 37 : INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIEES

- **COMPAGNIE GENERALE D'INVESTISSEMENT**

La CGI est une filiale de la CIL, détenue à concurrence de 99,96%. La CGI assure les opérations de mise en place et de gestion des emprunts obligataires émis par la CIL, certaines opérations de mise en place de certificats de dépôt ainsi que la tenue des comptes des valeurs mobilières.

Frais de négociation :

La CIL a réalisé, en 2018, des opérations d'achat de ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, par l'entremise de la Compagnie Générale d'Investissement CGI.

Les honoraires prélevés par la CGI à titre de frais de négociation boursière ainsi qu'à titre d'autres opérations s'élèvent à 4.765 DT. La CIL a constaté une charge au titre de ces frais d'égale montant.

Commissions sur placement de certificats de dépôt :

La Compagnie Générale d'Investissement CGI a procédé à la mise en place de certificats de dépôt au profit de la CIL.

A ce titre, les commissions sur placement de certificats de dépôt facturées par la CGI s'élèvent en 2018 à 28.271 DT. La CIL a constaté une charge au titre de ces frais d'égale montant.

Commissions sur placement d'emprunts obligataires :

1- La CIL a émis, en 2018, un emprunt obligataire CIL 2018/1, et ce par l'entremise de la Compagnie Générale d'Investissement CGI.

L'élaboration des documents de référence, des notes d'opérations et le placement des obligations a donné lieu, en 2018, au prélèvement par ledit intermédiaire en bourse d'une rémunération de 79.346 DT, inscrites parmi les charges reportées.

2- La Compagnie Générale d'Investissement CGI (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital) a facturé en 2018, un complément de rémunération, relatif à l'actualisation du document de référence utilisé pour l'émission de l'emprunt obligataire 2017-2 et ce, pour un montant de 72.001 DT.

Ce montant a été constaté parmi les charges reportées, dont 26.335 DT rapportés au résultat de l'exercice 2018.

Mandat de tenue du registre :

La convention de tenue du registre des actionnaires de la CIL conclue avec la Compagnie Générale d'Investissement prévoit une rémunération annuelle forfaitaire, revenant à la CGI, de 10.000 DT.

La CIL a, ainsi, supporté, en 2018, une charge d'égale montant.

Ainsi, le cumul des honoraires et commissions facturés par la CGI et relatifs à l'exercice 2018 s'élèvent à 194.383 DT en HT, dont 125.012 DT constatées en charges reportées et le reliquat soit 69.371 DT rapporté au résultat de l'exercice.

Contrat de location :

La CGI loue un étage de l'immeuble appartenant à la Compagnie Internationale de Leasing, et constituant son siège social, au 16 Avenue Jean Jaurès à Tunis. Le montant annuel du loyer au titre de 2018 est de 34.088 DT en HT.

Acquisition d'immobilisations

Au cours de l'exercice 2018, la CIL a acquis auprès de la CGI une partie des immobilisations corporelles de la CGI, et ce pour une valeur totale de D : 3.000.

Cession d'immobilisations

Au cours de l'exercice 2018, la CIL a cédé à la CGI une partie de ses immobilisations corporelles pour une valeur totale de D : 6.000.

- **SOCIETE TOURISTIQUE OCEANA :**

Engagement Leasing :

L'encours global des créances de leasing de la société OCEANA, avec laquelle elle a des dirigeants communs, s'élève au 31 décembre 2018 à 478.331 DT.

Au cours de l'année 2018, la société OCEANA a facturé à la CIL la somme de 5.555 DT Hors Taxes représentant des frais de logement et de location de salles.

- **SOCIETE AGRO SERVICE :**

Le conseil d'administration réuni le 22 mai 2003 a entériné la décision de la direction générale relative à l'octroi à la société AGRO-SERVICES d'un crédit de 180.000 DT pour l'acquisition d'un terrain ayant fait l'objet d'hypothèque au profit de la CIL. Les conditions de taux d'intérêt seront définitivement arrêtées en fonction de la plus ou moins-value que la société réalisera sur la vente dudit terrain.

Le solde de ce compte s'élève, au 31 décembre 2018, à 365.701 DT et a été totalement provisionné.

Par ailleurs, la CIL a constaté parmi ses produits de 2018, des intérêts pour un montant de 14.207 DT.

- **CIL SICAR**

1- Une convention de gestion a été conclue, le 25 Juin 2014, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 303.700 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 2.953 DT.

2- Une convention de gestion a été conclue, le 25 Juin 2016, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 824.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 9.714 DT.

3- Quatre conventions de gestion ont été conclues, le 29 Décembre 2016, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Ces conventions portent sur la gestion de quatre fonds pour respectivement 2.650.000 DT, 900.000 DT, 600.000 DT et 300.000 DT, soit une valeur globale de 4.450.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial de chaque fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par lesdits fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 36.582 DT.

4- Une convention de gestion a été conclue, le 14 Mars 2018, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 2.770.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 18.087 DT.

5- La CIL a réalisé, en 2017 et 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôts auprès de la Société d'Investissement à Capital Risque « CIL SICAR », dans laquelle elle détient 99,99% du capital et détaillés comme suit :

Date d'émission	Échéance	Montant	Taux	Charges de l'exercice
18/10/2017	16/01/2018	2 000 000	7,70%	6 641
26/10/2017	24/01/2018	1 000 000	7,70%	4 981
26/10/2017	24/01/2018	1 000 000	7,70%	4 981
28/11/2017	26/02/2018	2 000 000	7,75%	23 811
11/12/2017	09/02/2018	1 000 000	7,70%	8 309
25/01/2018	25/04/2018	2 000 000	7,80%	38 254
09/02/2018	10/05/2018	1 000 000	8,00%	19 608
26/02/2018	27/04/2018	2 000 000	7,95%	26 153
25/04/2018	25/05/2018	2 000 000	8,30%	13 738
27/04/2018	06/06/2018	2 000 000	8,40%	18 494
10/05/2018	19/06/2018	1 000 000	8,70%	9 574
25/05/2018	04/07/2018	2 000 000	8,40%	18 494
12/06/2018	21/08/2018	2 000 000	9,14%	34 924
19/06/2018	19/07/2018	1 000 000	9,00%	7 444
04/07/2018	03/08/2018	2 000 000	9,25%	15 299
19/07/2018	28/08/2018	1 000 000	9,40%	10 336
03/08/2018	12/09/2018	2 000 000	9,40%	20 673
23/08/2018	02/10/2018	2 000 000	9,40%	20 673
28/08/2018	27/09/2018	1 000 000	9,40%	7 772
12/09/2018	12/10/2018	2 000 000	9,75%	16 119
27/09/2018	06/11/2018	1 000 000	9,85%	10 826
02/10/2018	10/01/2019	2 000 000	10,25%	49 831
12/10/2018	21/11/2018	2 000 000	10,25%	22 521
06/11/2018	15/01/2019	1 000 000	10,40%	15 574
21/11/2018	21/12/2018	2 000 000	10,35%	17 102
21/12/2018	30/01/2019	2 000 000	10,45%	5 739
Total		42 000 000		447 873

- AUTRES PARTIES LIEES**

Certificats de dépôt

La CIL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès Mr Mohamed BRIGUI, Président du Conseil d'Administration, détaillés comme suit :

Date d'émission	Echéance	Montant	Taux	Charges de l'exercice
19/10/2018	19/11/2018	500.000	10,25%	4.375
19/11/2018	19/12/2018	500.000	10,35%	4.276
19/12/2018	18/01/2019	500.000	10,35%	1.793
	Total	1.500.000		10.443

Engagements Leasing :

1- L'engagement global des créances de leasing de la société FINOR, le commissaire aux comptes, s'élève au 31 Décembre 2018 à 158.249 DT.

2- L'engagement global des créances de leasing de la société DMZ Immobilière, ayant des liens avec les associés de la société FINOR, s'élève au 31 Décembre 2018 à 219.340 DT.

3- L'engagement global des créances de leasing de la société HORWATH ACF, le commissaire aux comptes, s'élève au 31 Décembre 2018 à 105.167 DT.

- **REMUNERATIONS DES DIRIGEANTS**

- La charge supportée par la société en 2018, au titre de la rémunération du Président du conseil d'administration de la CIL est de 360.000 DT.

Une voiture de fonction est mise à sa disposition pour les besoins de ses déplacements professionnels ainsi qu'une voiture de service.

- Le Directeur Général de la CIL a bénéficié au titre de l'exercice 2018 de :

- ✓ Une rémunération brute de 352.00 DT ;
- ✓ Une voiture de fonction est mise à sa disposition pour les besoins de ses déplacements professionnels ainsi qu'une voiture de service.

NOTE 38 : ENGAGEMENTS HORS BILAN

A- ENGAGEMENTS DONNES :

A-1- Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle

Les engagements de Financement en Faveur de la Clientèle s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 9 707 978 DT et constituent des accords de financement en faveur de la clientèle, matérialisés par des contrats de leasing dûment signés et figurant parmi les Engagements hors bilan présentés au niveau du tableau de classification des créances sur la clientèle (voir note 5.3 Analyse et classification des créances sur la clientèle).

A-2- Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts

Les engagements sur intérêts et commissions sur emprunts s'élèvent à 75 093 917 DT et constituent le total des intérêts et commissions qui vont être supportés par la CIL sur les échéances futures des emprunts en cours au 31 Décembre 2018.

A-3- Engagements sur titres

Les engagements sur titres s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 1 000 000 DT et constituent des versements restant à effectuer sur titres immobilisés (voir note 7 Portefeuille d'investissement).

B- ENGAGEMENTS RECUS

B-1- Cautions Reçues

Les cautions reçues s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 248 556 367 DT et constituent des cautions reçues des clients, en garantie des financements accordés.

B-2- Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs

Les intérêts à échoir sur contrats actifs s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 90 721 604 DT et constituent les intérêts inclus dans les loyers futurs (voir note 5.1.1 Analyse par maturité).

B-3- Valeurs des biens, objet de leasing

Les valeurs des biens objet de leasing s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 393 779 730 DT et constituent le cas échéant, des garanties pour le calcul des provisions sur créances. Elles sont calculées sur la base des prix d'acquisition et compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé (voir note 3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing).

C- ENGAGEMENTS RECIPROQUES

C-1 Emprunts obtenus non encore encaissés

Les financements obtenus et non encore encaissés s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 2 500 000 DT et correspondent au crédit obtenu auprès d'Amen Bank.

NOTE 39 : ÉVÉNEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les présents états financiers ont été autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 26 Mars 2019. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Messieurs les actionnaires de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL »

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2018, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de 586.515.637 DT, un bénéfice net de 12.170.105 DT et une trésorerie positive à la fin de la période de 15.769.548 DT.

A notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue une question clé d'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Dépréciation des créances

Risque identifié

En tant qu'établissement financier, la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » est confrontée au risque de crédit défini comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur. Il en résulte une exposition de la société concernant le risque d'insolvabilité de ses clients qui l'oblige à distinguer ses actifs du bilan et du hors bilan en actifs « courants » et actifs « classés ». Les actifs classés doivent obéir à des règles spécifiques en matière de comptabilisation des provisions et des produits comptabilisés mais non encaissés.

Au 31 décembre 2018, les créances s'élèvent à 535.066 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 28.720 KDT et les agios réservés ont atteint 3.492 KDT.

La société comptabilise les provisions sur créances de leasing dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, sont remplis. Ces critères sont décrits dans la note 3-3-2 des états financiers.

Compte tenu de l'exposition de la société au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir d'entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la société, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la société repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nos travaux ont consisté à :

- Rapprocher la situation des engagements aux données comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la société par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- Apprécier la fiabilité du système de classification des créances, de couverture des risques et de réservation des produits ;
- Vérifier la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- Examiner les garanties retenues pour le calcul des provisions et apprécier leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport d'audit parce que l'on

peut s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II- Rapport relatif à d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 Novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la conformité de la tenue des comptes en valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 27 Mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

FINOR

Horwath ACF

Mustapha MEDHIOUB

Noureddine BEN ARBIA

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Messieurs les actionnaires de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL »

En application des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 du 11 juillet 2016 relative aux banques et aux établissements financiers et des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous avons l'honneur de vous donner à travers le présent rapport toutes les indications relatives à la conclusion de conventions et à la réalisation d'opérations régies par les dispositions précitées au cours de l'exercice 2018.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas en conséquence, de rechercher spécifiquement l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations, mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues à travers nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous

prononcer sur leur utilité et bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A/ Conventions et opérations nouvellement réalisées

1- La CIL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôts auprès de la Société d'Investissement à Capital Risque « CIL SICAR », dans laquelle elle détient 99,99% du capital et détaillés comme suit :

Date d'émission	Échéance	Montant	Taux	Charges de l'exercice
25/01/2018	25/04/2018	2 000 000	7,80%	38 254
09/02/2018	10/05/2018	1 000 000	8,00%	19 608
26/02/2018	27/04/2018	2 000 000	7,95%	26 153
25/04/2018	25/05/2018	2 000 000	8,30%	13 738
27/04/2018	06/06/2018	2 000 000	8,40%	18 494
10/05/2018	19/06/2018	1 000 000	8,70%	9 574
25/05/2018	04/07/2018	2 000 000	8,40%	18 494
12/06/2018	21/08/2018	2 000 000	9,14%	34 924
19/06/2018	19/07/2018	1 000 000	9,00%	7 444
04/07/2018	03/08/2018	2 000 000	9,25%	15 299
19/07/2018	28/08/2018	1 000 000	9,40%	10 336
03/08/2018	12/09/2018	2 000 000	9,40%	20 673
23/08/2018	02/10/2018	2 000 000	9,40%	20 673
28/08/2018	27/09/2018	1 000 000	9,40%	7 772
12/09/2018	12/10/2018	2 000 000	9,75%	16 119
27/09/2018	06/11/2018	1 000 000	9,85%	10 826
02/10/2018	10/01/2019	2 000 000	10,25%	49 831
12/10/2018	21/11/2018	2 000 000	10,25%	22 521
06/11/2018	15/01/2019	1 000 000	10,40%	15 574
21/11/2018	21/12/2018	2 000 000	10,35%	17 102
21/12/2018	30/01/2019	2 000 000	10,45%	5 739
Total		35 000 000		399 150

2- La CIL a réalisé, en 2018, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôt auprès de Mr Mohamed BRIGUI, Président du Conseil d'Administration, détaillés comme suit :

Date d'émission	Echéance	Montant	Taux	Charges de l'exercice
19/10/2018	19/11/2018	500.000	10,25%	4.375
19/11/2018	19/12/2018	500.000	10,35%	4.276
19/12/2018	18/01/2019	500.000	10,35%	1.793
	Total	1.500.000		10.443

3- La CIL a réalisé, en 2018, des opérations d'achat de ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, par l'entremise de son intermédiaire en bourse, à savoir la Compagnie Générale d'Investissement CGI (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital).

Les honoraires prélevés par la CGI à titre de frais de négociation boursière ainsi qu'à titre d'autres opérations s'élèvent à 4.765 DT. La CIL a constaté une charge au titre de ces frais d'égale montant.

4- La Compagnie Générale d'Investissement CGI (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital) a procédé à la mise en place de certificats de dépôt au profit de la CIL.

A ce titre, les commissions sur placement de certificats de dépôt facturées par la CGI s'élèvent en 2018 à 28.271 DT. La CIL a constaté une charge au titre de ces frais d'égale montant.

5- La CIL a émis, en 2018, un emprunt obligataire CIL 2018/1, et ce par l'entremise de son intermédiaire en bourse, à savoir la Compagnie Générale d'Investissement CGI (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital).

L'élaboration du document de référence, de la note d'opération et le placement des obligations a donné lieu, en 2018, au prélèvement par ledit intermédiaire en bourse d'une rémunération de 79.346 DT, inscrites parmi les charges reportées.

6- Une convention de gestion a été conclue, le 14 Mars 2018, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 2.770.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 18.087 DT.

B/ Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures

L'exécution des conventions suivantes, antérieurement autorisées et approuvées, s'est poursuivie au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :

1- Le conseil d'administration réuni le 22 Mai 2003 a entériné la décision de la Direction Générale relative à l'octroi à la société AGRO-SERVICES, d'un crédit de 180.000 DT pour l'acquisition d'un terrain ayant fait l'objet d'hypothèque au profit de la CIL. Les conditions de taux d'intérêt seront définitivement arrêtées en fonction de la plus ou moins value que la société réalisera sur la vente dudit terrain.

Le solde de ce compte s'élève, au 31 décembre 2018, à 365.701 DT et a été totalement provisionné.

Par ailleurs, la CIL a constaté parmi ses produits de 2018, des intérêts pour un montant de 14.207 DT.

2- Une convention de gestion a été conclue, le 25 Juin 2014, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 303.700 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 2.953 DT.

3- Une convention de gestion a été conclue, le 25 Juin 2016, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Cette convention porte sur la gestion d'un fonds d'une valeur de 824.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial du fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par ledit fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 9.714 DT.

4- Quatre conventions de gestion ont été conclues, le 29 Décembre 2016, avec la société « CIL SICAR » dans laquelle la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » détient 99,99% du capital. Ces conventions portent sur la gestion de quatre fonds pour respectivement 2.650.000 DT, 900.000 DT, 600.000 DT et 300.000 DT, soit une valeur globale de 4.450.000 DT.

En contrepartie, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de gestion annuelle calculée sur la base d'un taux de 0,5% du montant initial de chaque fonds.

En outre, la société « CIL SICAR » perçoit une commission de performance, égale à 5% des revenus, dividendes, plus-values et tout autre produit dégagé par lesdits fonds.

Le montant des commissions supportées en 2018, s'élève à : 36.582 DT.

5- La convention de tenue du registre des actionnaires de la CIL conclue avec la Compagnie Générale d'Investissement (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital) prévoit une rémunération annuelle forfaitaire, revenant à la CGI, de 10.000 DT.

La CIL a, ainsi, supporté, en 2018, une charge d'égale montant.

6- La Compagnie Générale d'Investissement CGI (dans laquelle la CIL détient 99,96% du capital) a facturé en 2018, un complément de rémunération, au titre de l'émission de l'emprunt obligataire 2017-2 et ce, pour un montant de 72.001 DT.

Ce montant a été constaté parmi les charges reportées, dont 26.335 DT rapportés au résultat de l'exercice 2018.

7- La CIL a réalisé en 2017, des opérations de financement sous forme de certificats de dépôts auprès de la Société d'Investissement à Capital Risque « CIL SICAR », dans laquelle elle détient 99,99% du capital et détaillés comme suit :

Date d'émission	Échéance	Montant	Taux	Charges de l'exercice
18/10/2017	16/01/2018	2 000 000	7,70%	6 641
26/10/2017	24/01/2018	1 000 000	7,70%	4 981
26/10/2017	24/01/2018	1 000 000	7,70%	4 981
28/11/2017	26/02/2018	2 000 000	7,75%	23 811
11/12/2017	09/02/2018	1 000 000	7,70%	8 309

Total	7 000 000		48 723
-------	-----------	--	--------

C/ Obligations et engagements vis-à-vis des dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants se présentent comme suit :

1- Le conseil d'Administration réuni le 28 décembre 2017 a nommé Monsieur Mohamed BRIGUI en qualité de Président du Conseil d'Administration à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'à la fin de son mandat d'administrateur.

Sa rémunération brute annuelle a été fixée à 360.000 DT payable en trois tranches et ce, à la fin de chaque période de quatre mois.

Le Président bénéficie en outre d'une voiture de fonction et d'une voiture de service avec la prise en charge des frais y afférents.

Il est à préciser que la voiture de fonction a été renouvelée en 2015, moyennant la contribution du Président du Conseil d'Administration (ex Président Directeur Général) de l'ordre de 28% de son prix d'acquisition.

A ce titre, le conseil d'administration réuni le 29 septembre 2015 a pris acte de cette opération et a décidé d'allouer au Président une quote part du prix de vente correspondant à la proportion qu'il a supporté lors de l'acquisition et ce, lors de la cession de cette voiture.

2- Le conseil d'Administration réuni le 28 décembre 2017 a nommé Monsieur Salah SOUKI en qualité de Directeur Général à compter du 1^{er} janvier 2018 et jusqu'à l'assemblée générale qui statuera sur les comptes de l'exercice 2019.

Sa rémunération brute annuelle a été fixée à 352.000 DT payable sur 12 mois.

Le Directeur général bénéficie en outre d'une voiture de fonction et d'une voiture de service avec la prise en charge des frais y afférents.

3- Les membres du Conseil d'Administration et les membres du Comité Permanent d'Audit et du Comité des Risques sont rémunérés par des jetons de présence fixés par l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels.

Le montant estimé au titre de ces jetons de présence et s'élevant à 110.000 DT, a été constaté parmi les charges de l'exercice et figure parmi les autres passifs.

Le complément des jetons de présence, servi en 2018 au titre de l'exercice 2017 s'est élevé à 24.000 DT et a été constaté parmi les charges de l'exercice.

4- Mme Héra BRIGUI HAMIDA, administrateur de la CIL, assure la fonction de Président Directeur Général de la filiale « CIL SICAR », qui lui sert à ce titre une rémunération brute annuelle de 18.000 DT.

En dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 62 de la loi n° 2016-48 relative aux banques et aux établissements financiers, et des articles 200 et suivants et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 27 Mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

FINOR

Mustapha MEDHIOUB

Horwath ACF

Noureddine BEN ARBIA

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS DEFINITIFS

Société Immobilière et de Participations « SIMPAR »

Siège social : 14, rue Masmouda 1082 Tunis

La société immobilière et de participations « SIMPAR » publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra le 10 mai 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial des commissaires aux comptes : Mr Abderrazak GABSI et Mr Anis SMAOUI.

BILAN - ACTIFS

(Montants exprimés en dinars)

Notes 31 décembre 2018 31 décembre 2017

ACTIFS NON COURANTS

Actifs immobilisés	Immobilisations incorporelles	3	30 029	26 327
	Moins : amortissements		-27 497	-26 327
			<u>2 532</u>	<u>-</u>
	Immobilisations corporelles	3	3 672 749	3 668 565
	Moins : amortissements		-1 875 851	-1 711 710
			<u>1 796 898</u>	<u>1 956 855</u>
	Immobilisations financières	4	16 392 525	17 214 102
	Moins : provisions		-1 411 921	-1 579 759
			<u>14 980 604</u>	<u>15 634 343</u>
	Total des actifs immobilisés		16 780 034	17 591 198
	Autres actifs non courants		-	-
	Total des actifs non courants		16 780 034	17 591 198
ACTIFS COURANTS	Stocks	5	71 906 781	63 783 958 (*)
	Moins : provisions		-521 795	-521 795
			<u>71 384 986</u>	<u>63 262 163</u>
	Clients et comptes rattachés	6	3 389 250	2 766 731
	Moins : provisions		-129 591	-129 591
			<u>3 259 659</u>	<u>2 637 140</u>
	Autres actifs courants	7	6 587 032	5 099 738 (*)
	Moins : provisions		-5 250	-5 250
			<u>6 581 782</u>	<u>5 094 488</u>
	Placements et autres actifs financiers	8	48 323	46 103
	Moins : provisions		-7 560	-7 560
			<u>40 763</u>	<u>38 543</u>
	Liquidités et équivalents de liquidités	9	621 385	1 289 141
	Total des actifs courants		81 888 575	72 321 475
	TOTAL DES ACTIFS		98 668 609	89 912 673

(*) Soldes rétraités à des fins de la comparabilité.

(Voir les notes ci-jointes afférentes aux états financiers)

BILAN - CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS

(Montants exprimés en dinars)

Notes 31 décembre 2018 31 décembre 2017

CAPITAUX PROPRES	Capital social		5 500 000	5 500 000
	Réserves		25 282 601	25 087 182
	Autres capitaux propres		7 713 070	8 213 071
	Résultats reportés		2 979 379	2 673 474
	Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice		41 475 050	41 473 727
	Résultat net de l'exercice	10	-864 776	1 405 906
	Total des capitaux propres avant affect	11	40 610 274	42 879 633
PASSIFS				
Passifs non courants	Emprunts	12	36 258 184	25 221 590
	Autres passifs financiers	13	1 173 862	1 211 578
	Provisions	14	388 559	484 591
	Total des passifs non courants		37 820 605	26 917 759
Passifs courants	Fournisseurs et comptes rattachés	15	3 037 272	3 993 224
	Autres passifs courants	16	2 929 227	1 869 849
	Concours bancaires	17	1 395 917	642 090
	Autres passifs financiers	18	12 875 314	13 610 118
	Total des passifs courants		20 237 730	20 115 281
	Total des passifs		58 058 335	47 033 040
	TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		98 668 609	89 912 673

(Voir les notes ci-jointes afférentes aux états financiers)

ÉTAT DE RÉSULTAT
(Montants exprimés en dinars)

Exercice clos le 31 décembre 2018
Exercice clos le 31 décembre 2017

PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de biens immobiliers	19	6 379 882	14 142 059
	Produits des participations	20	1 342 268	1 255 501
	Autres produits d'exploitation	21	149 336	204 822
	Total des produits d'exploitation		7 871 486	15 602 382
CHARGES D'EXPLOITATION	Variation des stocks de produits finis et des en-cours	22	8 122 822	1 350 109
	Achats de terrains	23	-3 436	-34 672
	Achats d'études et de prestations de service	24	-618 808	-477 106
	Achats de matériels, équipements et travaux	25	-8 808 265	-8 636 796
	Charges de personnel	26	-1 737 548	-1 600 464
	Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes des reprises)	27	-220 453	-391 169
	Autres charges d'exploitation	28	-1 118 070	-1 080 691
	Total des charges d'exploitation		-4 383 758	-10 870 789
	RÉSULTAT D'EXPLOITATION		3 487 728	4 731 593
	Charges financières nettes	29	-4 304 194	-2 965 775
	Autres gains ordinaires	30	47 412	15 357
	Autres pertes ordinaires	31	-81 530	-197 322
	Résultat des activités ordinaires avant impôt		-850 584	1 583 853
	Impôt sur les sociétés	32	-14 192	-177 947
	Résultat des activités ordinaires après impôt		-864 776	1 405 906
	Éléments extraordinaires	33	-	-
	RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE		-864 776	1 405 906

(Voir les notes ci-jointes afférentes aux états financiers)

ETAT DES FLUX DE TRÉSORERIE		Exercice clos le	Exercice clos le
(Montants exprimés en dinars)		Notes 31 décembre 2018	31 décembre 2017
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	Résultat net	-864 776	1 405 906
	▪ Ajustements pour :		
	- Amortissements & provisions	-98 560	391 169
	▪ Variations des :		
	- Stocks	-8 122 823	2 300 055
	- Clients	-622 519	-26 817
	- Autres actifs	-1 487 294	-3 077 307
	- Fournisseurs et autres passifs	163 703	276 239
	▪ Pertes sur sortie d'immobilisations financières	318 975	-
	Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'exploitation	-10 713 294	1 269 245
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles	-	-
	Décaissements pour acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-7 886	-55 481
	Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	527 881	301 774
	Décaissements pour acquisition d'immobilisations financières	-27 500	-300 230
	Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement	492 495	-53 937
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	Dividendes et autres distributions	-1 370 929	-1 647 310
	Encaissements provenant des emprunts	11 456 508	11 830 000
	Remboursements d'emprunts	-1 256 782	-10 571 320
	Fonds social (variation)	-29 581	-41 036
	Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement	8 799 216	-429 666
	VARIATION DE TRÉSORERIE	-1 421 583	785 642
	Trésorerie au début de l'exercice	647 051	-138 591
	Trésorerie à la clôture de l'exercice 9 & 17	-774 532	647 051
<i>(Voir les notes ci-jointes afférentes aux états financiers)</i>			

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS RELATIFS À L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2018

NOTE N°1 : INFORMATIONS GÉNÉRALES

Créée en 1973 sous l'égide de la Banque Nationale Agricole (BNA), la Société Immobilière et de Participations (SIMPAR) est une société anonyme au capital de 5 500 000 DT, divisé en 1 100 000 actions de valeur nominale de 5 DT chacune, admises à la cote permanente de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Le siège social de la SIMPAR est sis à Tunis, 14 rue Masmouda - Mutuelleville. Elle est dirigée par un Conseil d'Administration.

Son activité principale est la promotion immobilière, en sa qualité de promoteur immobilier agréé par le Ministère de l'Équipement, et son activité accessoire est la prise de participations.

La structure du capital social de la SIMPAR se présente comme suit au 31 décembre 2018 :

Actionnaires	Nombre d'actions	Valeur nominale en DT	% d'intérêt
Banque Nationale Agricole (BNA)	330 000	1 650 000	30,00%
Groupe des Assurances de Tunisie	206 397	1 031 985	18,76%
CTAMA	116 349	581 745	10,58%
Société ZIED SARL	112 281	561 405	10,21%
Assurance COMAR	78 888	394 440	7,17%
AFRIQUE AUTOS	29 372	146 860	2,67%
Autres actionnaires	226 713	1 133 565	20,61%
TOTAL	1 100 000	5 500 000	100%

La SIMPAR est soumise au régime fiscal du droit commun en matière d'impôt sur les sociétés.

NOTE N°2 : RESPECT DES NORMES COMPTABLES TUNISIENNES, BASES DE MESURE ET PRINCIPES COMPTABLES SPÉCIFIQUES

Les états financiers de la SIMPAR ont été arrêtés, au 31 décembre 2018, conformément au Système Comptable des Entreprises en Tunisie promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996.

Les bases de mesure et les principes comptables spécifiques adoptés pour l'élaboration de ces états financiers se résument comme suit :

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

À leur date d'entrée dans le patrimoine de la Société, les immobilisations incorporelles et corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction de la quote-part de la TVA déductible conformément aux dispositions des articles 9 et 10 du code de la TVA.

Les immobilisations corporelles et incorporelles font l'objet d'un amortissement linéaire aux taux suivants :

- Logiciels	33,33%
- Bâtiments administratifs	5%
- Bâtiments de rapport	5%
- Matériel de transport	20%
- Agencements, aménagements et installations	10%
- Équipements de bureaux	20%
- Équipements informatiques	33,33%

Les immobilisations dont le coût d'entrée ne dépasse pas 200 DT font l'objet d'un amortissement intégral au cours de l'année de leur acquisition.

2. Titres de participation

Les titres de participation sont initialement comptabilisés au coût, frais d'acquisition exclus. À la date de clôture, ils sont évalués à leur valeur d'usage (déterminée en fonction de plusieurs facteurs tels que la valeur de marché, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entité émettrice, la conjoncture économique et l'utilité procurée à la SIMPAR).

Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions pour dépréciation ; les plus-values ne sont pas prises en compte en résultat net.

Les dividendes relatifs aux titres de participation sont comptabilisés en produits sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société dans laquelle la participation est détenue.

3. Stocks

3.1. Terrains à bâtir ou à lotir

Les terrains à bâtir ou à lotir sont comptabilisés au coût, qui se compose du prix d'acquisition, des droits d'enregistrement, des frais d'acte, des dépenses directement engagées pour rendre le terrain prêt à la construction ou à la vente et des charges d'emprunt éventuellement encourues durant la période de son acquisition, de son aménagement ou de sa détention en vue de sa construction ou de sa vente (élaboration des plans et obtention des autorisations de bâtir préalablement à la construction physique des biens immobiliers).

Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée pour l'excédent du coût d'entrée du terrain sur sa valeur nette de réalisation.

3.2. Travaux en cours

Les projets de promotion immobilière en cours d'achèvement sont évalués à leur coût de production à la date de clôture. Ce coût comprend, en plus de celui du terrain tel que décrit ci-haut, les rémunérations des architectes, des bureaux d'études et des géomètres, les coûts relatifs aux travaux de construction et d'équipement des biens immobiliers (confiés aux entrepreneurs ou engagés directement par la Société) et les charges financières encourues à la date de clôture et se rapportant aux emprunts spécifiques contractés pour le financement des différentes composantes du projet, y compris le terrain.

3.3. Travaux terminés

Les biens immobiliers achevés et non encore vendus à la date de clôture (lots de terrain viabilisé, locaux à usage commercial ou d'habitation, celliers, places de parking, etc.) sont évalués au plus faible de leur coût de production tel que déterminé par la comptabilité analytique de gestion et de leur valeur nette de réalisation.

Les frais d'administration générale et les frais de vente ne sont pas inclus dans le coût de production des biens immobiliers destinés à la vente. Il en est de même des charges financières encourues après l'achèvement des travaux de construction et d'équipement de ces biens immobiliers (devenus prêts à la vente).

4. Provision pour frais de réparation

Une provision pour frais réparation est constituée pour la meilleure estimation des dépenses de réparation qui seront éventuellement engagées par la Société sur les projets de promotion immobilière commercialisés et qui ne seront pas couvertes par les retenues de garantie opérées sur les facturations des entrepreneurs ou par les contrats d'assurance décennale (en tenant compte de la franchise).

5. Emprunts et coûts d'emprunt

Les emprunts contractés pour le financement des projets de promotion immobilière (y compris l'acquisition et l'aménagement des terrains en vue de leur construction ou de leur vente) sont comptabilisés initialement, parmi les passifs financiers, à leur valeur d'encaissement.

Les échéances à moins d'un an de ces emprunts de fonds portant intérêts sont reclassées des passifs financiers non courants aux passifs financiers courants.

Les coûts d'emprunt sont comptabilisés en charges de la période au cours de laquelle ils sont encourus, sauf à ce qu'ils soient incorporés dans le coût d'un actif qualifié qui exige une longue période de préparation avant de pouvoir être utilisé ou vendu (cas des projets de promotion immobilière et des lotissements), et ce, conformément aux prescriptions de la norme comptable NCT 13 relative aux *Charges d'emprunt*.

Selon cette norme, l'incorporation des coûts d'emprunt dans le coût d'un actif qualifié commence lorsque des dépenses relatives à cet actif ont été réalisées, des coûts d'emprunt sont encourus et les activités indispensables à la préparation de cet actif (élaboration des plans, obtention des autorisations de bâtir, construction physique, etc.) préalablement à son utilisation ou à sa vente prévue sont en cours. Elle cesse lorsque ces activités sont pratiquement toutes terminées.

Ainsi, les coûts d'emprunt supportés pendant la phase d'aménagement d'un terrain sont incorporés dans le coût de cet actif dans la période au cours de laquelle les opérations relatives à ce développement sont menées. Toutefois, les charges d'emprunt encourues lorsque le terrain acquis à des fins de construction est détenu sans s'accompagner d'un aménagement ne sont pas incorporables.

6. Revenus

Les ventes de biens immobiliers sont comptabilisées, sur la base des contrats de vente conclus avec les clients, lorsque les conditions suivantes sont toutes satisfaites :

- la Société a transféré au client les risques et avantages importants inhérents à la propriété du bien immobilier ;
- la Société a cessé d'être impliquée dans la gestion, telle qu'elle incombe normalement au propriétaire, et dans le contrôle effectif du bien immobilier cédé ;
- le produit de la vente peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que des avantages économiques associés à la transaction iront à la Société (l'encaissement du produit de la vente est raisonnablement sûr) ; et
- les coûts encourus ou restant à encourir concernant la transaction peuvent être évalués de façon fiable.

En effet, les clients ne disposent que d'une possibilité limitée de modifier les plans - par exemple en sélectionnant une option parmi celles proposées par la Société - ou ne peuvent exiger que des variations mineures des plans d'origine.

Les conditions de comptabilisation de la vente d'un bien immobilier sont vérifiées lorsque le contrat de vente est signé par les deux parties et soumis à la formalité d'enregistrement, le bien immobilier est livré à l'acquéreur (établissement d'un procès-verbal de mise en possession et/ou de remise des clés) et le prix de vente est intégralement encaissé par la Société ou que cette dernière dispose de documents probants montrant clairement que l'encaissement intégral du prix de vente est raisonnablement sûr à très court terme (attestation d'octroi d'un prêt pour le financement de l'acquisition du bien immobilier émanant d'un établissement de crédit).

Les charges, y compris les garanties et autres coûts devant être encourus postérieurement à la livraison des biens immobiliers, sont évaluées de façon fiable et comptabilisées dans un compte de passif en contrepartie d'un compte de charge (constitution de provisions pour garantie conférée aux clients).

7. Provision pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi

Une provision pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi est comptabilisée par la Société pour faire face aux engagements correspondant à la valeur actuelle des droits acquis par les salariés au titre de l'assistance médicale post-retraite (sous forme de prise en charge des primes d'assurance groupe).

La provision résulte d'un calcul effectué selon la méthode rétrospective des unités de crédit projetées (prévue par la norme comptable internationale IAS 19, *Avantages du personnel*, n'ayant pas d'équivalente en Tunisie) qui prend en considération notamment l'espérance de vie des retraités, le risque de mortalité, l'évolution prévisionnelle des frais médicaux, la rotation des effectifs et un taux d'actualisation financière.

8. Modification des soldes d'ouverture

Afin de se conformer aux dispositions de l'article 79 de la loi de finances pour l'année 2019, portant clarification du régime fiscal du secteur de la promotion immobilière, les soldes d'ouverture des rubriques « Stocks » et « Autres actifs courants » ont été ajustés pour le même montant de la TVA récupérable qui a grevé les stocks à usage d'habitation autres que ceux ayant fait l'objet de contrats ou de promesses de vente conclus avant le 1^{er} janvier 2018.

Suite à ces ajustements, les chiffres correspondants des états financiers arrêtés au 31 décembre 2017 ont été retraités pour les besoins de la comparabilité comme suit :

Rubrique	Solde avant retraitement au 31/12/2017	Solde après retraitement au 31/12/2017	Montant de l'ajustement en DT (*)
Bilan - actifs :			
- Stocks	66 912 328	63 262 163	-3 650 165
- Autres actifs courants	1 444 323	5 094 488	3 650 165

(*) Ce montant s'analyse comme suit :

<i>Libellé</i>	<i>Montant en DT</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Les Résidences du Parc - HSC 1.11.2</i>	<i>516 860</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Les Résidences du Parc - HSC 1.11.4</i>	<i>466 169</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Jardins d'El Menzah - El Houda</i>	<i>239 618</i>
<i>TVA récupérable sur le projet El Mourouj VI - EHC 17</i>	<i>413</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Sousse - Tranche 1</i>	<i>27 287</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Jardins d'El Menzah - HC 2</i>	<i>41 654</i>
<i>TVA récupérable sur le projet El Mourouj V - EHC 25</i>	<i>596 561</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Les Berges du Lac II - HSC 1.4.3</i>	<i>561 452</i>
<i>TVA récupérable sur le projet SAFSAF I et II</i>	<i>241 874</i>
<i>TVA récupérable sur le projet Mimosas</i>	<i>177 225</i>
<i>TVA récupérable sur le projet La Perle</i>	<i>597 407</i>
<i>TVA récupérable sur le projet La Couronne</i>	<i>183 645</i>
TOTAL	3 650 165

NOTE N°3 : IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
(en DT)

	Valeurs brutes				Amortissements				Valeurs nettes au	
	Soldes au 31/12/2017	Entrées 2018	Sorties 2018	Soldes au 31/12/2018	Soldes au 31/12/2017	Entrées 2018	Sorties 2018	Soldes au 31/12/2018	31/12/2018	31/12/2017
Logiciels	26 327	3 702	-	30 029	26 327	1 170	-	27 497	2 532	-
Total des immobilisations incorporelles	26 327	3 702	-	30 029	26 327	1 170	-	27 497	2 532	-
Terrains	1 483 027	-	-	1 483 027	-	-	-	-	1 483 027	1 483 027
Bâtiments administratifs	524 942	-	-	524 942	322 511	23 597	-	346 108	178 834	202 431
Bâtiments de rapport	707 543	-	-	707 543	599 718	85 342	-	685 060	22 483	107 825
Matériel de transport	436 170	-	-	436 170	339 807	39 126	-	378 933	57 237	96 363
Installations générales, agencements et aménagement des constructions	240 437	-	-	240 437	240 437	-	-	240 437	-	-
Installations générales, agencements et aménagement divers	124 279	184	-	124 463	85 329	5 027	-	90 356	34 107	38 950
Équipements de bureaux	78 978	-	-	78 978	60 783	5 296	-	66 079	12 899	18 195
Équipements informatiques	73 189	4 000	-	77 189	63 124	5 753	-	68 877	8 312	10 065
Total des immobilisations corporelles	3 668 565	4 184	-	3 672 749	1 711 710	164 141	-	1 875 851	1 796 898	1 956 855
Total des immobilisations incorporelles et corporelles	3 694 892	7 886	-	3 702 778	1 738 037	165 311	-	1 903 348	1 796 898	1 956 855

NOTE N°4 : IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Participations :	10 370 380	10 774 269
- Titres de participation (*)	11 188 608	11 860 875
- Moins : Provisions	-818 228	-1 086 606
Fonds gérés :	4 268 911	4 505 688
- Fonds gérés (par SICAR INVEST)	4 855 564	4 991 801
- Moins : Provisions	-586 653	-486 113
Prêts au personnel :	136 988	144 061
- Échéances à plus d'un an sur prêts au personnel	144 028	151 101
- Moins : Provisions	-7 040	-7 040
Échéance à plus d'un an sur emprunt national	12 000	18 000
Dépôts et cautionnements versés	192 325	192 325
<i>Total en DT</i>	14 980 604	15 634 343

(*) La SIMPAR a procédé, en 2018, aux opérations suivantes :

(a) La cession de 18 085 actions SFBT pour un montant de 427 097 DT, réalisant ainsi une plus-value de 76 127 DT par rapport au coût d'acquisition.

(b) La décomptabilisation avec reprise de la provision pour dépréciation correspondante de sa participation dans le capital de la société "SAI IFRIKIA" d'une valeur brute de 318 975 DT, totalement provisionnée à la date d'ouverture, suite à la clôture de la liquidation de cette société agricole et sa publication au JORT en juin 2018.

NOTE N°4-1 : TITRES DE PARTICIPATION

	Nombre de titres	% de participation	Soldes au 31/12/2018		
			Valeur brute	Provision	Valeur nette
Sociétés du Groupe SIMPAR :			6 036 965	-	6 036 965
- ESSOUKNA	3 516 863	69,63%	1 762 841	-	1 762 841
- SODET SUD	18 185	8,44%	1 930 125	-	1 930 125
- SICAR INVEST	85 000	8,50%	1 179 980	-	1 179 980
- SOIVM SICAF	54 857	13,71%	534 856	-	534 856
- Société Immobilière des Œillets	40 000	22,22%	200 000	-	200 000
- SIVIA	32 626	23,30%	209 743	-	209 743
- EL MADINA	12 143	13,49%	121 430	-	121 430
- TIS	500	20,00%	50 000	-	50 000
- SOGEST	7 471	74,71%	47 990	-	47 990
Sociétés hors Groupe SIMPAR :			5 151 643	818 228	4 333 415
- TUNIS RE	473 351	2,37%	3 506 808	-	3 506 808
- SOMOCER	134 619	0,58%	235 186	86 701	148 485
- STB	51 039	0,21%	501 582	309 165	192 417
- ATB	60 000	0,08%	365 619	145 839	219 780
- CIMENT DE BIZERTE	36 000	0,10%	286 653	221 060	65 593
- Autres	-	-	255 795	55 463	200 332
Total en DT			11 188 608	818 228	10 370 380

NOTE N°4-2 : PARTICIPATION DANS LE CAPITAL DE LA SODET SUD

La SIMPAR a procédé, en 2014, à l'acquisition de 4 465 actions SODET SUD, société du Groupe BNA, pour un montant de 558 125 DT (soit au prix de 125 DT l'action).

En 2015, la SODET SUD a procédé à l'augmentation de son capital social pour un montant de 15 049 800 DT, en le portant de 6 500 000 DT à 21 549 800 DT, et ce, par l'émission au pair de 150 498 actions de valeur nominale unitaire de 100 DT. Dans ce cadre, la SIMPAR a procédé à la souscription de 13 720 actions SODET SUD pour un montant global de 1 372 000 DT.

Après cette opération, la participation de la SIMPAR dans le capital de la SODET SUD remonte à 18 185 actions, ce qui correspond à un pourcentage d'intérêt de 8,44%.

Les états financiers de la SODET SUD pour l'exercice clos le 31 décembre 2017 font apparaître une valeur mathématique de l'action de 42,166 DT, soit une moins-value potentielle de 1 163 336 DT non comptabilisée par la SIMPAR.

En effet, un rapport d'évaluation des 19 lots de terrains à bâtir ou à lotir détenus par la SODET SUD, établi le 8 janvier 2018 par un expert externe au Groupe BNA, fait apparaître une juste valeur globale de 41 785 KDT, contre une valeur comptable des mêmes actifs d'exploitation au bilan arrêté au 31 décembre 2017 de 14 045 KDT, soit une plus-value latente de 27 740 KDT.

En conclusion, la SIMPAR, tout en s'alignant aux sociétés du Groupe BNA, n'a pas comptabilisé de provision pour dépréciation sur les titres de participation SODET SUD lors de l'établissement des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2018, vu que leur valeur d'usage (ou valeur mathématique corrigée) est estimée être supérieure à leur coût d'acquisition.

NOTE N°4-3 : FONDS GÉRÉS

Les produits à recevoir (dividendes, plus-values sur rachats d'actions SICAV, plus-values sur cessions de titres de participation, etc.) et les charges à payer (commissions) relatifs aux quatre fonds gérés par SICAR INVEST, société du Groupe BNA, et se rapportant à l'exercice clos le 31 décembre 2018, ont été comptabilisés sur la base de situations arrêtées par cette dernière et communiquées à la SIMPAR lors de l'établissement des états financiers relatifs à l'exercice 2018. Ils se présentent comme suit :

Fonds gérés	Montant du fonds géré	Produits à recevoir	Commissions à payer	Résultat sur placement
Fonds géré n°4	762 014	683	5 671	-4 988
Fonds géré n°8	793 550	51 028	17 523	33 505
Fonds géré n°15	800 000	23 470	31 188	-7 718
Fonds géré n°22	2 500 000	30 084	29 376	708
Total en DT	4 855 564	105 265	83 758	21 507

Les impayés relatifs aux contrats de portage liés à certains titres de participation à travers les fonds gérés ont connu une augmentation significative au cours des derniers exercices pour atteindre 1 548 564 DT au 31 décembre 2018.

Cependant, les provisions pour dépréciation des participations en fonds gérés totalisent un montant de 586 653 DT au 31 décembre 2018. Elles ont été estimées sur la base des informations communiquées par SICAR INVEST qui dispose des dossiers physiques des participations (dont notamment les derniers états financiers disponibles) et compte tenu des garanties admises (contrat d'hypothèque, contrat d'assurance, etc.), régulièrement constituées et évaluées correctement.

NOTE N°5 : STOCKS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Terrains à bâtir :	25 763 928	29 543 379
- Ariana TF 60290	6 176 568	5 747 948
- Sousse	1 074 652	1 028 158
- Chotrana TF 8735 - tranches 2 & 3	2 339 707	2 338 054
- Les Résidences du Parc - HSC 1.11.2	-	3 569 987
- Les Résidences du Parc - HSC 1.11.4	3 499 204	3 224 693
- Route de Raoued - tranches 2 & 3	1 937 799	1 933 316
- Jardins d'El Menzah - El Houda	1 462 253	1 458 387
- El Mourouj VI - EHC 17	-	1 604 675
- Jardins de Carthage - HSC 1.1.3	9 175 119	8 539 535
- Autres terrains à bâtir	98 626	98 626
Travaux en cours :	30 680 976	20 143 790
- Sousse - tranche 1	-	5 132 193
- Jardins d'El Menzah - HC 2	7 213 808	2 993 978
- El Mourouj 5 - EHC 25	9 898 719	6 384 520
- Les Berges du Lac II - HSC 1/4/3	6 762 084	4 451 463
- Chotrana TF 8735 - tranche 2&3	1 182 444	1 181 636
- Les Résidences du Parc - HSC 1.11.2	3 919 838	-
- El Mourouj VI - EHC 17	1 704 083	-

Suite Note N°5

Travaux terminés :	15 461 877	14 096 789
- Résidence SAFSAF I et II	2 466 748	3 194 126
- Résidence Lilia	-	142 920
- Résidence Mimosas	1 226 148	2 711 823
- Résidence El Bousten 3	35 917	94 878
- Résidence La Perle	4 569 762	6 242 148
- Néapolis Center Nabeul	379 320	379 320
- Résidence La Couronne	209 282	1 072 783
- Lotissement Sousse - tranche 1	6 327 962	-
- Autres travaux terminés	246 738	258 791
Total brut en DT	71 906 781	63 783 958
Moins : Provisions	-521 795	-521 795
- Terrains à bâtir (*)	-9 775	-9 775
- Travaux terminés (**)	-512 020	-512 020
Total net en DT	71 384 986	63 262 163

(*) Une provision pour dépréciation d'une parcelle de terrain sise à Ksar Said, figurant parmi les éléments du stock de terrains à bâtir, a été constituée pour la totalité de son coût d'acquisition. Ce terrain a été exproprié pour cause d'utilité publique et ne pourrait plus être aménagé, ni vendu.

(**) Des provisions pour dépréciation de certains locaux (aux résidences Les Emeraudes, Les Orangers, Essafsaf et Le Diamant), figurant parmi les éléments du stock de travaux terminés, ont été constituées pour la totalité de leurs coûts de production. En outre, d'autres provisions pour dépréciation de certains locaux au Centre Commercial et Administratif Néapolis Nabeul, figurant parmi les éléments du stock de travaux terminés, ont été constituées pour environ 75% de leurs coûts de production.

NOTE N°6 : CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Clients ordinaires - ventes de biens immobiliers	1 433 702	2 234 361
Clients - effets à recevoir	1 946 696	522 150
Clients locataires - Néapolis Center	8 852	10 220
<i>Total brut en DT</i>	3 389 250	2 766 731
Moins : Provisions	-129 591	-129 591
<i>Total net en DT</i>	3 259 659	2 637 140

NOTE N°7 : AUTRES ACTIFS COURANTS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Fournisseurs - comptes débiteurs :	52 627	129 367
- Entrepreneurs, avances et acomptes	44 100	121 490
- Bureaux d'études, avances et acomptes	7 500	6 000
- Autres fournisseurs, avances et acomptes	1 027	1 877
Personnel - avances et acomptes	39 723	35 998
État - comptes débiteurs :	5 824 404	4 514 602
- Acomptes provisionnels	689 124	819 894
- Retenues à la source	1 233	21 082
- TVA déductible ou à reporter	5 133 235	3 672 814
- Autres impôts et taxes	812	812
Charges constatées d'avance	31 635	9 274
Sociétés du Groupe (opérations faites en commun ...)	-	-6 202
Produits à recevoir (produits des fonds gérés ...)	206 237	84 922
Autres comptes débiteurs	432 406	331 777
<i>Total brut en DT</i>	6 587 032	5 099 738
Moins : Provisions	-5 250	-5 250
<i>Total net en DT</i>	6 581 782	5 094 488

NOTE N°8 : PLACEMENTS ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Prêts au personnel (échéances à moins d'un an ou impayées)	42 323	40 103
Moins : Provisions	-7 560	-7 560
<i>Sous-total en DT</i>	34 763	32 543
Échéances à moins d'un an sur emprunt national	6 000	6 000
<i>Total en DT</i>	40 763	38 543

NOTE N°9 : LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Chèques à l'encaissement	36 568	517 012
Placement monétaire à court terme	-	500 000
BNA Nord Hilton	494 134	132 098
BT	33 944	124 768
BH Kheireddine Pacha	56 338	14 862
Caisse	401	401
<i>Total en DT</i>	621 385	1 289 141

NOTE N°10 : RÉSULTAT PAR ACTION

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Résultat de l'exercice en DT	-864 776	1 405 906
Nombre d'actions ordinaires en circulation	1 100 000	1 100 000
Résultat par action de valeur nominale de 5 DT	-0,786	1,278

NOTE N°11 : TABLEAU DES MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES

(en DT)

	Capital social	Primes d'émission	Réserve légal	Réserve extraordinaire	Réserve pour fonds social	Réserve soumise à un régime fiscal particulier	Autres compléments d'apport	Bénéfices non répartis	Total
Soldes au 31 décembre 2016	5 500 000	3 000 000	550 000	22 483 324	843 576	5 672 000	41 071	5 074 791	43 164 762
<i>Répartition du bénéfice 2016 :</i>									
- Réserves	-	-	-	1 151 318	100 000	-500 000	-	-751 318	-
- Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-1 650 000	-1 650 000
Dépenses fonds social	-	-	-	-	-41 036	-	-	-	-41 036
Bénéfice de l'exercice 2017	-	-	-	-	-	-	-	1 405 906	1 405 906
Soldes au au 31 décembre 2017	5 500 000	3 000 000	550 000	23 634 642	902 540	5 172 000	41 071	4 079 379	42 879 632
<i>Répartition du bénéfice 2017 :</i>									
- Réserves	-	-	-	125 000	100 000	-500 000	-	275 000	-
- Dividendes	-	-	-	-	-	-	-	-1 375 000	-1 375 000
Dépenses fonds social	-	-	-	-	-29 582	-	-	-	-29 582
Perte de l'exercice 2018	-	-	-	-	-	-	-	-864 776	-864 776
Soldes au 31 décembre 2018	5 500 000	3 000 000	550 000	23 759 642	972 958	4 672 000	41 071	2 114 603	40 610 274

NOTE N°11-1 : RÉSERVE POUR FONDS SOCIAL

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Solde au 1er janvier :	902 540	843 576
- Trésorerie	713 226	711 576
- Prêts au personnel	189 313	132 000
Ressources de l'exercice :	110 885	109 090
- Quote-part du bénéfice de l'exercice précédent	100 000	100 000
- Intérêts des prêts au personnel	10 885	9 090
Emplois de l'exercice :	40 467	50 126
- Restauration	23 631	27 121
- Aides au personnel (non remboursables)	15 850	21 650
- Bonifications d'intérêts	986	1 355
Solde au 31 décembre :	972 958	902 540
- Trésorerie	788 498	713 226
- Prêts au personnel	184 460	189 313

NOTE N°12 : EMPRUNTS NON COURANTS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Échéances à plus d'un an sur emprunts BNA : (*)	32 827 012	24 221 590
- Crédit pour acquisition du terrain Ariana	3 325 000	1 425 000
- Crédit pour acquisition du terrain Sousse	1 820 054	1 748 000
- Crédit pour acquisition du terrain Lac 1-11-2	3 299 828	3 025 000
- Crédit pour acquisition du terrain Lac 1-11-4	2 999 844	2 750 000
- Crédit pour réalisation du projet Sousse - Tranche 1	621 000	730 000
- Crédit pour acquisition du terrain HSC 1/4/3 Lac II	1 277 220	550 000
- Crédit pour réalisation du projet HSC 1/4/3 Lac II	2 477 414	2 030 769
- Crédit pour réalisation du projet EHC 18 El Mourouj VI	3 184 417	38 462
- Crédit pour acquisition du terrain EHC 17 El Mourouj VI	900 000	-
- Crédit pour réalisation du projet EHC 25 El Mourouj V	5 690 319	4 724 359
- Crédit pour acquisition du terrain Jardins de Carthage	4 800 000	7 200 000
- Autres crédits	2 431 916	-
Échéances à plus d'un an sur emprunts BT :	3 431 172	1 000 000
- Crédit pour réalisation du projet HC2 Jardins d'El Menzah	3 431 172	1 000 000
Total en DT	36 258 184	24 221 590

(*) Au cours de l'exercice 2018, la SIMPAR a bénéficié du rééchelonnement des échéances impayées et des échéances non encore échues se rapportant à plusieurs emprunts contractés auprès de la BNA. L'en-cours total des crédits rééchelonnés s'élève à 29 805 147 DT.

NOTE N°13 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS NON COURANTS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Cautionnements reçus	30 556	30 683
Dépôts reçus pour lotissements	708 452	668 138
Dépôts reçus pour enregistrement d'actes	359 996	434 028
Dépôts reçus pour rédaction d'actes	61 345	48 968
Dépôts reçus pour frais de syndic	13 513	29 761
Total en DT	1 173 862	1 211 578

NOTE N°14 : PROVISIONS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Provisions pour frais de réparation (1)	103 271	157 964
Provisions pour avantages postérieurs à l'emploi (2)	102 962	108 363
Provisions pour risques fiscal et social	96 326	93 616
Provisions pour litiges (ECF, prud'homme ...) (3)	86 000	124 648
Total en DT	388 559	484 591

Suite 1 Note N°14

1) Provisions pour frais de réparation

Des provisions pour garantie conférée aux clients sont constituées pour faire face aux dépenses de réparation futures qui seront éventuellement encourues sur les biens immobiliers vendus et qui ne sont pas couvertes par les retenues de garantie opérées sur les facturations des fournisseurs ou par les contrats d'assurance décennale (compte tenu de la franchise). Ces provisions sont constatées sur la base d'un pourcentage de 0,5% du prix de vente, et ce, suite à une décision prise au niveau du Conseil d'Administration.

Selon une Note de la Direction Générale en date du 30 juin 2016, chacune des provisions pour garantie conférée aux clients est reprise pour 100% de son montant après l'écoulement de quatre semestres suivant celui de sa constitution.

2) Provisions pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi

Les hypothèses appliquées par la SIMPAR pour la détermination de la provision pour avantages du personnel postérieurs à l'emploi (assistance médicale post-retraite) se présentent comme suit :

- une prime d'assurance groupe annuelle égale à 638 DT par retraité ;
- un taux de croissance annuelle des primes d'assurance groupe de 5% ;
- une probabilité de départ préalable à la retraite de 5% ;
- un taux d'actualisation financière de 8% ; et
- une espérance de vie après l'âge de départ à la retraite de 15 ans.

Par ailleurs, la SIMPAR a procédé, au 31 décembre 2014, à la reprise de la provision pour indemnités de départ à la retraite constituée durant les exercices antérieurs, et ce, suite à la conclusion d'un contrat d'assurance entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2014, par lequel la compagnie d'assurance se chargera du versement des indemnités de départ à la retraite au profit des salariés partis en retraite. Le montant de la prime d'assurance payée par la SIMPAR au titre de l'exercice 2018 s'élève à 104 812 DT.

3) Provision pour litige avec l'entreprise ECF

Le Groupement Immobilier (dont la SIMPAR fait partie) est actuellement en litige avec l'entreprise ECF qui réclame en justice diverses indemnisations pour empêchement des travaux de construction relatifs au Projet El Bosten III Soukra et pour augmentation des prix des matériaux de construction. Dans ce cadre, l'entreprise ECF a procédé à une opposition conservatoire (sur le titre foncier du projet immobilier) en date du 9 septembre 2016 visant le recouvrement d'un montant de 958 877 DT. Il s'ensuit que la SIMPAR serait, éventuellement, appelée à payer sa quote-part s'élevant à 191 775 DT (20%). Une action en justice a été engagée par la SIVIA (chef de file) en vue d'enlever cette opposition conservatoire et de libérer le titre foncier afin de faciliter la vente des biens immobiliers restants.

Le 6 juillet 2017, un jugement du Tribunal de Première Instance de Tunis a été prononcé en faveur de l'entreprise ECF, condamnant le Groupement Immobilier à payer un montant de 939 535 DT. Ainsi, il est plus probable qu'improbable que la SIMPAR sera tenue de payer sa quote-part s'élevant à 187 907 DT. De ce fait, une provision pour litige a été comptabilisée lors de l'établissement des états financiers annuels arrêtés au 31 décembre 2017, pour un montant de 86 000 DT, déduction faite des montants des retenues de garantie et de la caution bancaire (mise en jeu par la SIVIA) comptabilisés parmi les passifs courants (chez la SIMPAR et la SIVIA).

Cette provision n'a pas fait l'objet d'un ajustement au cours de l'exercice 2018, en l'absence de nouvelles informations nécessitant sa révision.

NOTE N°15 : FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Entrepreneurs	246 743	998 876
Fournisseurs ordinaires	140 411	198 523
Architectes	39 722	52 578
Bureaux d'études	28 985	322 549
Entrepreneurs, retenues de garantie	2 187 843	2 046 611
Fournisseurs, factures non parvenues	393 568	374 087
Total en DT	3 037 272	3 993 224

NOTE N°16 : AUTRES PASSIFS COURANTS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Clients - avances et acomptes reçus	926 529	339 082
Personnel - comptes créditeurs :	406 648	402 205
- Personnel, charges à payer	397 573	392 680
- Personnel, rémunérations dues	9 075	9 525
État - comptes créditeurs :	667 078	563 660
- Retenues à la source	122 454	82 761
- TVA collectée ou à payer (sur livraisons à soi même ...)	462 820	247 420
- Impôt sur les sociétés	14 192	177 947
- Contribution de Solidarité Sociale - CSS (*)	200	-
- Autres impôts et taxes à payer	67 412	55 532
Organismes sociaux :	225 204	177 280
- CNSS	36 878	28 113
- CNSS - régime complémentaire	6 362	4 864
- Assurance groupe	6 741	6 208
- Prêts CNSS (oppositions)	548	1 419
- Charges sociales à payer	174 675	136 676
Sociétés du Groupe (opérations faites en commun ...)	251 878	192 305
Actionnaires - dividendes à payer	33 108	29 037
Charges à payer (charges des fonds gérés ...)	332 269	116 432
Autres comptes créditeurs	86 513	49 849
<i>Total en DT</i>	2 929 227	1 869 849

(*) Cette contribution de solidarité sociale (CSS), instituée par la loi de finances pour l'année 2018, a été calculée au taux de 1% sur la base du bénéfice imposable de l'exercice 2018, avec un minimum de 200 DT.

NOTE N°17 : CONCOURS BANCAIRES

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Découverts bancaires - BNA	1 395 917	642 090
<i>Total en DT</i>	1 395 917	642 090

NOTE N°18 : AUTRES PASSIFS FINANCIERS COURANTS

	Solde au 31 décembre 2018	Solde au 31 décembre 2017
Échéances à moins d'un an sur emprunts BNA :	10 145 380	13 301 077
- Crédit pour réalisation du projet EHC 18 El Mourouj VI	1 326 841	4 961 538
- Crédit pour réalisation du projet ECH 25 El Mourouj V	1 659 676	1 375 641
- Crédit pour acquisition du terrain EHC 18 El Mourouj VI	249 886	350 000
- Crédit pour acquisition du terrain Sousse	749 434	988 000
- Crédit pour acquisition du terrain HOUDA	337 359	450 000
- Crédit pour acquisition du terrain 1-4-3 Lac II	372 522	1 375 000
- Crédit pour acquisition du terrain Ariana	-	1 900 000
- Crédit pour acquisition du terrain Lac 1-11-2	-	275 000
- Crédit pour acquisition du terrain Lac 1-11-4	-	250 000
- Crédit pour acquisition du terrain EHC 17 El Mourouj VI	-	900 000
- Crédit pour réalisation du projet 1-4-3 Lac II	722 579	369 231
- Crédit pour acquisition du terrain Lac 1-1-3	2 400 000	-
- Crédit pour réalisation du projet Sousse	759 000	-
- Autres crédits	1 568 083	106 667
Échéances à plus d'un an sur emprunts BT :	2 318 828	-
- Crédit pour réalisation du projet HC2 Jardins d'El Menzah	2 318 828	-
Intérêts courus sur emprunts	411 106	309 041
<i>Total en DT</i>	12 875 314	13 610 118

NOTE N°19 : VENTES DE BIENS IMMOBILIERS

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Ventes de logements	5 835 567	12 035 468
Ventes de magasins et autres immeubles	544 315	2 106 591
<i>Total en DT</i>	6 379 882	14 142 059

NOTE N°20 : PRODUITS DES PAPTICIPATIONS

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Dividendes / titres de participation	1 160 876	1 180 045
Profits / cessions de valeurs mobilières	76 127	-
Produits des fonds gérés	105 265	75 456
<i>Total en DT</i>	1 342 268	1 255 501

NOTE N°21 : AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Loyers magasins et bureaux	38 916	45 127
Cotisations syndics	16 475	47 816
Ventes dossiers d'appel d'offres	2 625	7 450
Frais de dossiers	2 146	9 437
Autres produits d'exploitation (jetons de présence ...)	89 174	94 992
<i>Total en DT</i>	149 336	204 822

NOTE N°22 : VARIATIONS DES STOCKS

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Variation du stock de terrains à bâtir	-3 779 452	-5 880 979
Variation du stock de travaux en cours	10 537 186	2 593 179
Variation du stock de travaux terminés	1 365 088	4 637 909
Total en DT	8 122 822	1 350 109

NOTE N°23 : ACHATS DE TERRAINS

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Achats de terrains à bâtir	-	1 300
Droits d'enregistrement / achats de terrains (*)	3 436	33 372
Total en DT	3 436	34 672

(*) Il s'agit des droits d'enregistrement d'actes de précision.

NOTE N°24 : ACHATS D'ÉTUDES ET DE PRESTATIONS DE SERVICES

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Achats d'études et de prestations de services : (*)		
- Projet Route de Gammarth	-	33 478
- Projet EHC 18 El Mourouj VI	1 596	116 105
- Projet EHC 25 El Mourouj V	109 513	84 510
- Projet HC 2 Jardins d'El Menzah	97 641	140 690
- Projet HSC 1/4/3 Les résidences du Parc - Lac II	115 071	42 225
- Projet Sousse Tranche 1	120 805	15 508
- Projet Lac 1-11-2	48 038	-
- Projet EHC 17 El Mourouj VI	26 942	5 215
- Projet Ariana	87 087	24 523
- Autres projets	12 115	14 852
Total en DT	618 808	477 106

(*) Il s'agit de l'ensemble des prestations fournies par les tiers en matière d'études techniques, d'architecture et de pilotage des projets de promotion immobilière réalisés ou en cours de réalisation.

NOTE N°25 : ACHATS DE MATÉRIEL, ÉQUIPEMENTS ET TRAVAUX

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Achats de matériels, équipements et travaux : (*)		
- Projet HC 2 Jardins d'El Menzah	3 616 539	-
- Projet Route de Gammarth	-	297 540
- Projet HSC 1-4-3 Lac	1 707 286	1 690 798
- Projet EHC 18 El Mourouj VI	-	2 168 908
- Projet EHC 25 El Mourouj V	2 752 290	3 746 879
- Projet Sousse - Tranche 1	730 194	635 911
- Autres projets	1 956	96 760
Total en DT	8 808 265	8 636 796

(*) Il s'agit de l'ensemble des travaux et achats directs engagés au cours de l'exercice pour la réalisation des projets de promotion immobilière.

NOTE N°26 : CHARGES DE PERSONNEL

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Salaires et compléments de salaires	1 342 172	1 292 326
Indemnités de licenciement	33 263	5 000
Charges sociales légales	271 678	251 824
Autres charges de personnel	90 435	51 314
Total en DT	1 737 548	1 600 464

NOTE N°27 : DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	165 311	182 375
Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	158 544	496 887
Dotations aux provisions pour risques et charges	126 223	156 710
Reprises sur provisions pour dépréciation des titres de participation	-7 408	-79 340
Reprises sur provisions pour risques et charges	-222 217	-365 463
<i>Total en DT</i>	220 453	391 169

NOTE N°28 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Achats non stockés de matières et fournitures	116 955	95 171
Divers services extérieurs	499 500	613 239
Commissions des fonds gérés et services bancaires (*)	351 634	199 332
Autres charges ordinaires	15 516	17 113
Jetons de présence (servis par la Société)	68 750	68 750
Impôts, taxes et versements assimilés	65 715	87 086
<i>Total en DT</i>	1 118 070	1 080 691

(*) La variation à la hausse du montant de cette rubrique s'explique par la commission prélevée par la BNA, pour un montant de 180 215 DT, au titre de sa garantie accordée à la BT pour le crédit qu'elle a accordé à la SIMPAR pour la réalisation du projet HC 2 Jardins d'El Menzah.

NOTE N°29 : CHARGES FINANCIÈRES NETTES

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Intérêts des emprunts relatifs aux projets (*)	3 684 992	2 800 977
Intérêts débiteurs des CCB	619 202	164 798
Autres produits financiers	-	-
Total en DT	4 304 194	2 965 775

(*) Les intérêts relatifs aux projets, encourus durant l'exercice 2018, s'élèvent à 3 684 992 DT et s'analysent comme suit :

- Intérêts incorporés dans le stock de terrains à bâtir : 1 710 186 DT
- Intérêts incorporés dans les stocks de travaux en cours et travaux terminés : 1 583 349 DT
- Intérêts non incorporés dans les coûts des projets : 391 457 DT

NOTE N°30 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Profits sur cessions d'immobilisations corporelles	-	-
Autres produits ordinaires	47 412	15 357
Total en DT	47 412	15 357

NOTE N°31 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Pertes / contrôle fiscal approfondi	-	177 538
Pertes / sortie d'immobilisations financières (*)	318 975	-
Reprise de provision pour dépréciation des titres SAI IFRIKIA	-318 975	
Autres pertes ordinaires	81 530	19 784
Total en DT	81 530	197 322

(*) Il s'agit de la valeur brute de la participation de la SIMPAR dans le capital de la société agricole "SAI IFRIKIA" dont la liquidation a été clôturée en juin 2018.

NOTE N°32 : TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT FISCAL

**Exercice clos le
31 décembre 2018**

Bénéfice comptable avant impôt	-850 584
Réintégrations :	369 961
- Provisions pour dépréciation des titres de participation	58 544
- Provisions pour dépréciation des participations en fonds gérés	100 000
- Provisions pour frais de réparation	31 818
- Provisions pour risques et charges	94 406
- Contribution de Solidarité Sociale	200
- Autres charges non déductibles	84 993
Déductions :	1 761 338
- Provisions pour dépréciation des titres cotés	58 544
- Dividendes	1 159 400
- Reprises sur provisions pour avantages postérieurs à l'emploi	5 401
- Reprises sur provisions pour risques et charges	130 343
- Reprises sur provisions pour frais de réparation	86 474
- Reprises sur provisions pour dépréciation des titres non cotés	321 176
Résultat fiscal	-2 241 961
Pertes reportées 2018	-2 076 650
Amortissements différés	-165 311
Min d'IS (0,2% du chiffre d'affaires brut local)	14 192

NOTE N°33 : OPÉRATIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

a) Identification des parties liées

Les parties liées à la SIMPAR, autres que les dirigeants sociaux (Président du Conseil d'Administration et Directeur Général), sont les suivantes :

- BNA - Banque Nationale Agricole (société tête du groupe BNA) ;
- ESSOUKNA (filiale) ;
- Société ZIED (filiale) ;
- Immobilière des Œillets (filiale) ;
- SIVIA (filiale) ;
- EL MADINA (filiale) ;
- SOGEST (filiale) ;
- SICAR INVEST (entreprise associée) ;
- T.I.S (entreprise associée) ;
- CTAMA (actionnaire et administrateur).

b) Transactions et soldes relatifs aux parties liées

- 1) La SIMPAR a bénéficié, au cours de l'exercice 2017, de trois crédits à moyen terme, accordés par la BNA et garantis par des contrats d'hypothèque portant sur les biens immobiliers issus des projets financés.

Les déblocages effectués et d'autres informations relatives à ces crédits bancaires se présentent comme suit :

Projet	Taux d'intérêt	Montant emprunté	Montant débloqué en 2018	Remboursement principal en 2018	Remboursement intérêts en 2018
Projet EHC 25 El Mourouj V	TMM+3	7 400 000	1 250 000	-	669 588
Projet HSC 1-4-3 Lac	TMM+3	3 400 000	800 000	-	429 726
Lotissement terrain de Sousse	TMM+3	1 530 000	650 000	-	104 392
<i>Total en DT</i>		<i>12 330 000</i>	<i>2 700 000</i>	<i>-</i>	<i>1 203 706</i>

- 2) Au cours de l'exercice 2018, la SIMPAR a bénéficié du rééchelonnement des échéances impayées et des échéances non encore échues se rapportant à plusieurs emprunts contractés auprès de la BNA. Le montant total des crédits rééchelonnés s'élève à 29 805 147 DT et se ventile par projet comme suit :

Emprunt	Taux d'intérêt	Période de grâce	Montant rééchelonné
Réalisation projet EHC 18 El Mourouj VI	TMM+2,5%	3 mois	4 511 258
Réalisation projet ECH 25 El Mourouj V	TMM+3%	7 mois	7 349 995
Acquisition terrain Sousse	TMM+3%	7 mois	2 569 488
Acquisition terrain 1/4/3 Lac II	TMM+3%	7 mois	1 649 742
Acquisition terrain Ariana	TMM+2,5%	17 mois	3 325 000
Acquisition terrain Lac 1-11-2	TMM+2,5%	14 mois	3 299 828
Acquisition terrain Lac 1-11-4	TMM+2,5%	14 mois	2 999 844
Acquisition terrain EHC 17 El Mourouj VI	TMM+3%	19 mois	900 000
Réalisation projet 1-4-3 Lac II	TMM+2,5%	7 mois	3 199 992
Total en DT			29 805 147

- 3) La SIMPAR a bénéficié d'un crédit de gestion d'un montant de 4 000 000 DT, débloqué entièrement le 31/12/2018, destiné au renflouement de la trésorerie, et accordé par la BNA aux conditions suivantes :
- taux d'intérêt annuel : TMM+3% ;
 - durée de remboursement : 24 mois à partir du 31/03/2019.
- 4) En 2018, les conventions d'études techniques et de pilotage conclues avec la SOGEST au cours des exercices antérieurs, ont continué à produire leurs effets. Le montant cumulé des prestations de services facturées au titre de ces conventions s'élève à 184 204 DT. Au 31 décembre 2018, le solde du fournisseur d'exploitation SOGEST chez la SIMPAR est créancier de 111 027 DT.
- 4) La SIMPAR a réalisé en commun et à parts égales avec la société EL MADINA, chef de file, un projet de promotion immobilière à Chotrana I. Le chiffre d'affaires réalisé en 2018 et revenant à la SIMPAR, au titre de ce projet, s'élève à 1 023 143 DT.

- 5) La SIMPAR a réalisé, en groupement avec les sociétés ESSOUKNA, SIVIA, EL MADINA et Immobilière des Œillets et à parts égales, le projet de promotion immobilière El Bosten III Soukra. Le chiffre d'affaires réalisé en 2018 et revenant à la SIMPAR, au titre de ce projet, s'élève à 66 286 DT.
- 6) La SIMPAR a achevé en décembre 2018 la réalisation, en groupement avec les sociétés ESSOUKNA, SIVIA, EL MADINA et Immobilière des Œillets, la réalisation du projet de lotissement d'un terrain à Sousse (première tranche). La quote-part des dépenses imputable à la SIMPAR en 2018, au titre de ce projet, est de 851 000 DT.
- 7) La T.I.S a facturé à la SIMPAR, en 2018, les frais de maintenance ainsi que les prix de vente de divers matériels informatiques pour un montant global de 14 493 DT. Au 31 décembre 2018, le solde du fournisseur T.I.S chez la SIMPAR est créditeur de 2 993 DT.
- 8) Les commissions revenant à SICAR INVEST au titre de sa gestion des fonds gérés de la SIMPAR au cours de l'exercice 2018, s'élèvent à 83 758 DT.
- 9) La SIMPAR a conclu avec la CTAMA, actionnaire et administrateur, deux contrats d'assurance portant sur le financement des indemnités de départ à la retraite (six fois le salaire brut pour tout employé partant en retraite) et des compléments de retraite (au profit des membres adhérents). En 2018, les charges supportées par la SIMPAR au titre de ces deux contrats d'assurance se présentent comme suit :

	<i>Montant</i>
Assurance Complément de Retraite	89 308
Assurance Indemnité de Départ à la Retraite	15 504
<i>Total en DT</i>	<i>104 812</i>

NOTE N°34 : ENGAGEMENTS HORS BILAN***a) Hypothèques accordées à la BNA au titre des emprunts contractés :***

<i>Objet de l'hypothèque</i>	<i>Engagement</i>
Propriété sise aux Jardins d'El Menzah - titres fonciers n° 152805 et 152806 Ariana	1 350 000
Propriété sise à Sousse - titres fonciers n° 69346, 52195,44714, 106339, 42073, 84244, 85781,107269 et 200773 Sousse	3 000 000
Propriété sise à Sousse - titres fonciers n° 41239, 107204 et 105684 Sousse	700 000
Propriété sise à Sousse - titre foncier n° 105729 Sousse	100 000
Propriété sise au Lotissement AFH - EHC 18 - El Mourouj VI	1 200 000
Propriété sise au Lotissement AFH - EHC 17 - El Mourouj VI	900 000
Propriété sise au lotissement Les Résidences du Parc HSC 1.4.3 - Les Berges du Lac II	2 200 000
Propriété sise à l'Ariana - titre foncier n° 23697 Ariana	5 900 000
Propriété sise au lotissement Les Résidences du Parc HSC 1.11.4 - Les Berges du Lac II	3 300 000
Propriété sise au lotissement Les Résidences du Parc HSC 1.11.2 - Les Berges du Lac II	3 000 000
Propriété sise au Berges du Lac II - HSC 1-1-3	7 200 000
Propriété sise à El Mourouj VI - EHC 18	5 000 000
Propriété sise à El Mourouj V - EHC 25	7 400 000
Propriété sise aux Jardins du Lac - HSC 1.4.3	3 400 000
Propriété sise à Sousse - Tranche 1	1 530 000
Propriété sise aux Jardins d'El Menzah HC 2 (caution de la BNA)	12 000 000
<i>Total en DT</i>	<i>58 180 000</i>

b) Hypothèques et nantissements obtenus du personnel au titre des prêts accordés :

<i>Objet de l'hypothèque ou du nantissement</i>	<i>Privilège</i>
Hypothèque de 2 ^{ème} rang sur logement L 24 sis à la Rue 6712 Cité Ibn Khaldoun à distraire du titre foncier n° 107264	15 000
Hypothèque de 1 ^{er} rang en pari-passu avec la STB sur lot de terrain Slim et Zied 23 objet du titre foncier n° 7742 Ariana	35 310
Hypothèque de 2 ^{ème} rang sur l'appartement n°1 Nesrine 2 de la résidence Nesrine	23 000
Hypothèque du 1 ^{er} rang en pari-passu avec l'UBCI sur l'appartement C2 de la résidence El Bousten IV	40 000
Hypothèque en rang utile sur l'appartement G1 de la résidence Les Orangers III	25 000
Hypothèque en rang utile sur titre foncier n° 70770 Tunis	19 000
Hypothèque en rang utile sur l'appartement A19 - résidence El Aizz à El Mourouj V	30 000
Hypothèque de 2 ^{ème} rang sur l'appartement A14 - résidence Le Cristal	40 000
Hypothèque en 1 ^{er} rang sur l'appartement A2 - résidence La Couronne	70 000
Privilège sur voiture Citroën C Élysée, 3047 TU 167	14 000
Privilège sur voiture Peugeot 206, 991 TU 134	10 000
Privilège sur voiture Volkswagen Passat, 8813 TU 102	10 000
Total en DT	331 310

- c) La SIMPAR a reçu des cautions bancaires de garantie de bonne exécution, auprès des entrepreneurs, dont le montant global est de 821 914 DT au 31 décembre 2018.
- d) Les intérêts à échoir sur les crédits à moyen et court terme totalisent un montant de 7 659 586 DT au 31 décembre 2018.

NOTE N°35 : TABLEAU DES SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION
(Montants exprimés en dinars)

	Exercice clos le 31 décembre 2018	Exercice clos le 31 décembre 2017
Ventes de biens immobiliers	6 379 882	14 142 059
Produits des participations	1 342 268	1 255 501
Autres produits d'exploitation	149 336	204 822
Production stockée ou déstockage	8 119 386	1 315 437
Achats consommés	-9 427 073	-9 113 902
Services extérieurs et autres charges externes	-1 052 355	-993 605
VALEUR AJOUTÉE BRUTE	5 511 444	6 810 312
Charges de personnel	-1 737 548	-1 600 464
Impôts et taxes	-65 715	-87 086
EXCÉDENT BRUT D'EXPLOITATION	3 708 181	5 122 762
Charges financières nettes	-4 304 194	-2 965 775
Autres gains ordinaires	47 412	15 357
Autres pertes ordinaires	-81 530	-197 322
Dotations aux amortissements et aux provisions (nettes des reprises)	-220 453	-391 169
Impôt sur les sociétés	-14 192	-177 947
Eléments extraordinaires	-	-
RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE	-864 776	1 405 906

RAPPORT GÉNÉRAL

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET DE PARTICIPATIONS (SIMPAR),

Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit des états financiers de la Société Immobilière et de Participations - SIMPAR (la « Société »), qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, l'état de résultat et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers font ressortir des capitaux propres positifs de 40.610.274 DT, y compris le résultat déficitaire de l'exercice s'élevant à (864.776) DT.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la Société au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au Système Comptable des Entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiquées dans notre rapport.

1) Évaluation des titres de participation

a) Risques identifiés

Les titres de participation directe ou à travers les fonds gérés (par SICAR INVEST), figurant au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 14.639.291 DT, représentent l'un des postes les plus importants du bilan (se référer à la Note 4 des états financiers). Ils sont évalués à leur date d'entrée au coût d'acquisition et dépréciés sur la base de leur valeur d'usage, telle que définie par la norme comptable NCT 07 relative aux Placements.

Comme indiqué dans la Note 2 des états financiers, la valeur d'usage est estimée par la Direction sur la base de la valeur des capitaux propres à la clôture de l'exercice des entités concernées, de leur niveau de rentabilité et de leurs prévisions d'activité. Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée en prenant également en considération le cours moyen de bourse du dernier mois.

Les impayés relatifs aux contrats de portage liés à certains titres de participation à travers les fonds gérés ont connu une augmentation significative au cours des derniers exercices pour atteindre 1.548.564 DT au 31 décembre 2018. En outre, les derniers états financiers audités des entités concernées, disponibles chez SICAR INVEST, font apparaître que les quotes-parts de capitaux propres sont insuffisantes pour couvrir les coûts d'acquisition de ces titres de participation.

Pour l'évaluation des provisions pour dépréciation des titres de participation à travers les fonds gérés, la Direction s'est appuyée essentiellement sur les informations communiquées par SICAR INVEST sur les situations financières des entités concernées (en se référant notamment aux derniers états financiers audités). En outre, elle a pris en compte les garanties régulièrement constituées et justifiées par SICAR INVEST ainsi que tout autre élément d'information pertinent communiqué à la Société par cette dernière.

Par ailleurs, aucune provision pour dépréciation des actions SODET SUD n'a été comptabilisée au 31 décembre 2018, malgré l'excédent de leur coût d'acquisition sur la quote-part de la Société dans les capitaux propres de cette entité apparentée.

Dans ce contexte et du fait des incertitudes inhérentes à certains éléments, nous avons considéré que la correcte évaluation des titres de participation constituait un point clé de l'audit.

b) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable de l'estimation des valeurs d'usage des titres de participation directe ou à travers les fonds gérés, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté principalement à :

- Vérifier que l'estimation de ces valeurs déterminées par la Direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- Vérifier que les capitaux propres retenus concordent avec les comptes des entités concernées qui ont fait l'objet d'un audit ou de procédures analytiques et que les ajustements opérés, le cas échéant, sur ces capitaux propres (notamment dans le cas de la SODET SUD en prenant en considération une plus-value potentielle sur le stock de terrains sur la base d'une expertise externe récente) sont fondés sur une documentation probante ;
- Vérifier que les garanties prises en compte pour le calcul des provisions pour dépréciation des titres de participation à travers les fonds gérés sont admises et convenablement documentées (contrat d'assurance, contrat d'hypothèque, etc.), et sont déduites des montants des pertes potentielles encourues par la Société pour leur juste valeur ;
- Vérifier les cours de bourse utilisés.

2) Évaluation des stocks de biens immobiliers

a) Risques identifiés

Les stocks de biens immobiliers (terrains, travaux en cours et travaux terminés) figurent au bilan au 31 décembre 2018 pour un montant net de 71.384.986 DT et représentent le poste le plus important du bilan (environ 73% du total des actifs).

Comme indiqué dans la Note 2 des états financiers, ils sont comptabilisés à leur coût spécifique (d'acquisition ou de production), tel que déterminé par la comptabilité de gestion, ou à leur valeur nette de réalisation, si celle-ci est inférieure.

Le coût de production de chaque projet de promotion immobilière (ou de lotissement) inclut les coûts directement encourus pour l'acquisition et l'aménagement des terrains, la conception des plans d'architecture et l'obtention des autorisations de bâtir ainsi que les coûts de construction et d'équipement des locaux à usage de commerce ou d'habitation, à l'exclusion des frais commerciaux et des frais d'administration générale. Ce coût de production est augmenté des coûts des emprunts spécifiques contractés pour son financement, encourus depuis le commencement des travaux d'aménagement ou de construction des biens immobiliers destinés à la vente jusqu'à l'obtention du procès-verbal de récolement.

Les coûts d'entrée des biens immobiliers en stock sont donc déterminés par projet de promotion immobilière (ou de lotissement), déduction faite des coûts de production des lots de terrains ou des locaux à usage de commerce ou d'habitation vendus et pour lesquels le contrôle a été transféré aux acquéreurs, en se basant sur les données de la comptabilité de gestion ainsi que les surfaces et autres informations pertinentes indiquées dans le procès-verbal de récolement.

Pour les projets de promotion immobilière (ou de lotissement) entamés et non encore achevés ou les terrains acquis et non encore développés depuis une longue période, accumulant les coûts des emprunts spécifiques incorporés, d'une part, et pour les locaux à usage de commerce ou d'habitation accusant une mévente, d'autre part, la Direction leur détermine à la clôture de l'exercice une valeur nette de réalisation en se fondant sur les prix de vente nets pratiqués, en tenant compte des réductions commerciales et des coûts restant à encourir, ainsi que les perspectives d'écoulement compte tenu des prix offerts sur le marché de l'immobilier pour des terrains ou des locaux similaires situés dans le même endroit.

Il existe donc un risque que la valeur nette de réalisation soit inférieure au coût d'entrée pour certains biens immobiliers et, en conséquence, un risque de surévaluation des stocks, que nous avons considéré comme un point clé de l'audit au même titre que le risque d'une fausse évaluation des stocks suite à des erreurs ou des omissions commises lors de la détermination des surfaces non encore vendues et/ou des montants des charges composant leurs coûts d'entrée, y compris les coûts d'emprunt incorporés et la TVA non récupérable.

a) Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Nos travaux d'audit ont consisté à vérifier que les méthodes d'évaluation des coûts d'entrée en stock des biens immobiliers sont conformes aux prescriptions de la norme comptable NCT 04 relative aux Stocks, et à apprécier les données et les hypothèses retenues par la Direction pour déterminer la valeur nette de réalisation et identifier les biens immobiliers (terrains et locaux) qui doivent être comptabilisés à cette valeur.

Nous avons :

- Pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place pour la gestion physique et comptable des stocks de biens immobiliers destinés à la vente et pour l'identification des projets de promotion immobilière (ou de lotissement) accusant une longue période de réalisation ou de commercialisation (ou une mévente) ;
- Assisté à l'inventaire physique des différents stocks de biens immobiliers et vérifié la fiabilité des surfaces non encore vendues à la date de clôture ;
- Vérifié que les conditions d'incorporation des coûts d'emprunt aux coûts des terrains aménagés ou des projets de promotion immobilière, telles que prévues par la norme comptable NCT 13 relative aux Charges d'emprunt, sont respectées ;
- Vérifié que le montant de la TVA sur les stocks de biens immobiliers destinés à l'habitation et n'ayant pas fait l'objet de contrats ou de promesses de vente jusqu'au 31 décembre 2017, devenu récupérable en application des dispositions de l'article 79 de la loi n° 2018-56 du 27 décembre 2018 portant loi de finances pour l'année 2019, relatives à la clarification de la fiscalité du secteur de la promotion immobilière, a été déterminé de manière fiable et traité correctement sur le plan comptable ;

- Vérifié que les coûts d'acquisition ou de production des biens immobiliers (y compris les coûts d'emprunt incorporés et la TVA non récupérable) sont couverts par des valeurs nettes de réalisation correctement estimées et, dans le cas contraire, les provisions pour dépréciation nécessaires sont comptabilisées.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la Société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilité de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le Conseil d'Administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au Système Comptable des Entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la Direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la Direction a l'intention de liquider la Société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au Conseil d'Administration de surveiller le processus d'information financière de la Société.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux Normes internationales d'audit (ISAs) applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site web de l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn. Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, tel que modifié par la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé aux vérifications périodiques portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la Société. À ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au Conseil d'Administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié de déficiences importantes dans le système de contrôle interne de la Société, susceptibles d'impacter la fiabilité de ses états financiers relatifs à l'exercice 2018.

Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la Société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la Direction et au Conseil d'Administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la Société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 27 mars 2019

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GÉNÉRALE D'EXPERTISE ET DE MANAGEMENT - GEM

Abderrazak GABSI, Associé

P/ ICCA

Anis SMAOUI, Associé

RAPPORT SPÉCIAL

MESSIEURS LES ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE ET DE PARTICIPATIONS (SIMPAR),

En application des dispositions des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

Conventions et opérations conclues et/ou réalisées (antérieures et nouvelles)

- 1) La Société Immobilière et de Participations (SIMPAR) a bénéficié, au cours de l'année 2017, de trois crédits à moyen terme accordés par la Banque Nationale Agricole (BNA) et garantis par des contrats d'hypothèque sur les biens immobiliers issus des projets financés, et d'un autre crédit à moyen terme accordé par la Banque de Tunisie (BT) et cautionné par la BNA.

Les débloquages effectués en 2018 accompagnés d'autres informations relatives à ces crédits bancaires se présentent comme suit :

Emprunts / Projets	Taux d'intérêt	Montant de l'emprunt	Débloquages en 2017	Débloquages en 2018	Intérêts payés en 2018
Crédits BNA :		12.330.000	9.230.000	2.700.000	1.203.706
• Projet EHC 25 El Mourouj V	TMM+3%	7.400.000	6.100.000	1.250.000	669.588
• Projet HSC 1-4-3 Lac	TMM+3%	3.400.000	2.400.000	800.000	429.726
• Lotissement Terrain Sousse	TMM+3%	1.530.000	730.000	650.000	104.392
Crédit BT - Projet HC2 Jardins d'El Menzah	TMM+1,5%	12.000.000	1.000.000	4.750.000	253.515
TOTAL EN DT		24.330.000	10.230.000	7.450.000	1.457.221

- 2) Au cours de l'exercice 2018, la SIMPAR a bénéficié du rééchelonnement de plusieurs crédits accordés par la BNA dont l'en-cours total s'élève à 29.805.147 DT, avec des taux d'intérêts annuels variant entre TMM+2,5% et TMM+3% et des périodes de grâce allant de 3 à 19 mois.
- 3) La SIMPAR a bénéficié auprès de la BNA d'un crédit de gestion d'un montant de 4.000.000 DT, destiné au renflouement de sa trésorerie et débloqué dans sa totalité au 31 décembre 2018. Ce crédit de gestion a été accordé à un taux d'intérêt annuel égal au TMM majoré de 3 points et une durée de remboursement de 24 mois à partir du 31 mars 2019.

- 4) Durant l'exercice 2018, les conventions d'études techniques et de pilotage conclues avec la SOGEST au cours des exercices antérieurs, ont continué à produire leurs effets. Le montant cumulé des prestations de services facturées, en 2018, au titre de ces conventions s'élève à 184.204 DT. Le solde du fournisseur d'exploitation SOGEST chez la SIMPAR est créateur de 111.027 DT au 31 décembre 2018.
- 5) La SIMPAR a réalisé en commun et à parts égales avec la société EL MADINA, chef de file, un projet de promotion immobilière à Chotrana I. La quote-part de chiffre d'affaires dont a bénéficié la SIMPAR en 2018, au titre de ce projet, s'élève à 1.023.143 DT.
- 6) La SIMPAR a réalisé, en groupement avec les sociétés ESSOUKNA, SIVIA, EL MADINA et Immobilière des Œillets et à parts égales, le projet de promotion immobilière El Bosten III Soukra. La quote-part de chiffre d'affaires réalisé en 2018 revenant à la SIMPAR, au titre de ce projet, s'élève à 66.286 DT.
- 7) La SIMPAR a poursuivi la réalisation, en groupement avec les sociétés ESSOUKNA, SIVIA, EL MADINA et Immobilière des Œillets, du projet de lotissement de la première tranche d'un terrain à Sousse. La quote-part de dépenses imputable à la SIMPAR en 2018, au titre de ce projet, est de 851.000 DT.
- 8) La T.I.S a facturé à la SIMPAR, en 2018, les frais de maintenance ainsi que les prix de vente de divers matériels informatiques pour un montant global de 14.493 DT. Le solde du fournisseur T.I.S chez la SIMPAR est créateur de 2.993 DT au 31 décembre 2018.
- 9) Les commissions revenant à SICAR INVEST pour sa gestion des fonds gérés de la SIMPAR au cours de l'exercice 2018 s'élèvent à 83.758 DT.
- 10) La SIMPAR a conclu avec la CTAMA, actionnaire et administrateur, deux contrats d'assurance portant sur le financement des avantages postérieurs à l'emploi au profit de son personnel (indemnité de départ à la retraite et complément de retraite au profit de tout membre adhérent). Au cours de l'exercice 2018, les primes supportées par la SIMPAR au titre de ces deux contrats d'assurance se présentent comme suit :

	<i>Épargne</i>	<i>Frais de gestion</i>	<i>Montant total</i>
Assurance Complément de Retraite	87.076	2.232	89.308
Assurance Indemnité de Départ à la Retraite	15.116	388	15.504
Total en DT	102.192	2.620	104.812

Obligations et engagements de la SIMPAR envers ses dirigeants

- 1) Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :
 - La rémunération du Président du Conseil d'Administration a été fixée par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 28 janvier 2016. Il s'agit d'une indemnité de représentation nette de 150 DT par mois, à servir en 19,5 mensualités sur toute l'année ;
 - La rémunération du Directeur Général, qui exerce ses fonctions depuis janvier 2015, a été fixée par le Conseil d'Administration dans sa réunion en date du 31 décembre 2014, en décidant la reconduction de celle dont bénéficiait son prédécesseur (l'ex Président Directeur Général). Les éléments de cette rémunération découlent des différentes décisions du Conseil d'Administration

régissant la rémunération du Président Directeur Général, notamment celles en date du 27 janvier 1978, 19 novembre 1980, 6 mars 1984, 22 mai 1990 et 15 décembre 2004.

Les éléments de rémunération du Directeur Général englobent, outre les salaires, primes et indemnités, certains avantages en nature (voiture de fonction et quota mensuel de carburant) et une indemnité mensuelle nette de 600 DT au titre des remboursements des frais de téléphone, d'eau et d'électricité ;

- La rémunération du Directeur Général Adjoint qui exerce ses fonctions depuis février 2012 a été fixée par les différentes décisions du Conseil d'Administration régissant la rémunération du Directeur Général Adjoint ainsi que le régime de rémunération du personnel de la SIMPAR, notamment les décisions en date du 20 février 2012 et 27 décembre 2012, en reconduisant celle dont bénéficiait son prédécesseur. Les éléments de cette rémunération englobent, outre les salaires, primes et indemnités, certains avantages en nature (voiture de fonction et quota mensuel de carburant) et une indemnité mensuelle nette de 400 DT au titre des remboursements des frais de téléphone, d'eau et d'électricité.

Outre les éléments de rémunération sus-indiqués, le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint bénéficient de primes d'intéressement dont les montants sont fixés annuellement par le Conseil d'Administration.

- 2) Les charges de personnel encourues par la SIMPAR au titre de ses dirigeants, telles qu'elles ressortent des états financiers relatifs à l'exercice 2018, se résument comme suit :

	Président du Conseil d'Administration	Directeur Général	Directeur Général Adjoint
Rémunération annuelle brute	4.508	187.331	155.319
Avantages en nature	-	9.836	9.836
Charges sociales légales et RC	1.039	5.844	45.129
Primes d'assurance groupe	-	8.633	27.279
Total en DT	5.547	211.644	237.563

- 3) En application de la décision du Conseil d'Administration en date du 15 avril 1988, la SIMPAR a reversé les montants des jetons de présence qu'elle a reçus de certaines sociétés du Groupe BNA aux personnes qui la représentent dans les conseils d'administration de ces entités apparentées. À ce titre, le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint ont bénéficié respectivement des montants bruts de 49.433 DT et 18.433 DT au cours de l'exercice 2018.
- 4) En 2018, le Directeur Général de la SIMPAR, en sa qualité de Président du Comité Permanent d'Audit de la société ESSOUKNA, institué en application de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, a bénéficié d'une rémunération brute de 3.750 DT, suivant décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société ESSOUKNA du 26 avril 2018.
- 5) En 2018, le Directeur Général de la SIMPAR, en sa qualité de Président du Comité Permanent d'Audit de la société SIVIA, institué en application de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, a bénéficié d'une rémunération brute de 3.125 DT, suivant décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société SIVIA du 17 avril 2018.
- 6) Les membres du Conseil d'Administration de la SIMPAR (y compris le Président) ont perçu, en 2018, des jetons de présence dont le montant total brut est de 68.750 DT, suivant décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2018.

- 7) En 2018, les quatre membres du Comité Permanent d'Audit de la SIMPAR, institué en application de la loi n°2005-96 du 18 octobre 2005, ont bénéficié d'une rémunération brute globale de 15.000 DT, suivant décision de l'Assemblée Générale Ordinaire du 27 avril 2018.

Enfin, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions des articles 200 (et suivants) et 475 du Code des Sociétés Commerciales.

Tunis, le 27 mars 2019

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

P/ GÉNÉRALE D'EXPERTISE ET DE MANAGEMENT - GEM

Abderrazak GABSI, Associé

P/ ICCA

Anis SMAOUI, Associé

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS

Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie « CARTE VIE »

Siège social : Immeuble CARTE, Entrée B Lot BC4 – Centre Urbain Nord, 1082 Tunis

La Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie « CARTE VIE » publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du 29 avril 2019. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes Mr Chérif BEN ZINA.

**CARTE VIE
ASSURANCES**

ACTIF

ANNEXE 1

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

ACTIF		2018			Exercice 2017
		BRUT	Amort & Prov	NET	Montant Net
AC1 Actifs incorporels					
AC12 Concessions, brevets, licences, marques		57 182,665	-56 886,133	296,532	2 144,279
AC13 Fonds commercial		16 399 952,084	-6 573 616,257	9 826 335,827	10 646 333,431
		16 457 134,749	-6 630 502,390	9 826 632,359	10 648 477,710
AC2 Actifs corporels d'exploitation					
AC21 Installations techniques et machines		204 500,493	-75 513,526	128 986,967	139 410,353
AC22 Autres installations, outillage et mobilier		106 779,293	-92 107,265	14 672,028	20 928,788
		311 279,786	-167 620,791	143 658,995	160 339,141
AC3 Placements					
AC31 Terrains et constructions					
AC311 Terrains et constructions d'exploitation		531 982,500	-136 121,332	395 861,168	422 320,293
AC312 Terrains et constructions hors exploitation					
AC32 Placements dans les entreprises liées et participations					
AC323 Parts dans les entreprises avec un lien de participation					
AC33 Autres placements financiers					
AC331 Actions, autres titres à revenu variable et part dans les FCP		50 341 398,964	-1 515 665,277	48 825 733,687	40 247 757,851
AC332 Obligations et autres titres à revenus fixe		55 171 200,000		55 171 200,000	63 321 760,000
AC334 Autres prêts		1 510 677,475		1 510 677,475	3 177,475
AC335 Dépôts auprès des établissements bancaires et financiers		60 400 000,000		60 400 000,000	40 000 000,000
		167 955 258,939	-1 651 786,609	166 303 472,330	143 995 015,619
AC4 Placements représentant les prov techniques afférentes aux c.v.c		0,000	0,000	0,000	0,000
AC5 Part des réassureurs dans les provisions techniques					
AC510 Provision pour primes non acquises					
AC520 Provision d'assurance vie					
AC530 Provision pour sinistres vie		1 391 699,340		1 391 699,340	641 496,727
AC531 Provision pour sinistres non vie					
		1 391 699,340	0,000	1 391 699,340	641 496,727
AC6 Créances					
AC61 Créances nées d'opérations d'assurance directe					
AC611 Primes acquises et non émises		3 511 553,870		3 511 553,870	3 078 403,506
AC612 Autres créances nées d'opération d'assurance directe		829 579,736	-76 914,316	752 665,420	690 049,910
AC62 Créances nées d'opérations de réassurance		812 759,398		812 759,398	1 629 935,776
AC63 Autres créances					
AC631 Personnel		2 216,834		2 216,834	2 653,278
AC632 Etat, organisme de sécurité sociale, collectivités publiques		47 263,330		47 263,330	47 263,330
AC633 Débiteur divers		537 939,303		537 939,303	1 242 330,936
		5 741 312,471	-76 914,316	5 664 398,155	6 690 636,736
AC7 Autres éléments d'actif					
AC71 Avoirs en banque, CCP, chèques et caisse		5 359 049,160		5 359 049,160	4 393 756,131
AC72 Charges reportées					
AC721 frais d'acquisition reportés					
AC722 Autres charges à répartir					
		5 359 049,160	0,000	5 359 049,160	4 393 756,131
AC73 Comptes de régularisation Actif					
AC731 Intérêts et loyers acquis et non échus		4 193 090,243		4 193 090,243	3 589 899,665
AC733 Autres comptes de régularisation		2 769,145		2 769,145	2 062,209
		4 195 859,388	0,000	4 195 859,388	3 591 961,874
Total de l'actif		201 411 593,831	-8 526 824,106	192 884 769,727	170 121 683,938

**CARTE VIE
ASSURANCES**

PASSIF

ANNEXE 2

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

Capitaux Propres & Passifs		31/12/2018	31/12/2017
Capitaux propres			
CP1	Capital social ou fonds équivalent	13 000 000,000	13 000 000,000
CP2	Réserves et primes liées au capital	1 813 151,591	1 740 276,243
CP4	Autres Capitaux Propres	18 202 500,000	16 502 500,000
CP5	Résultat reporté	4 414 344,114	2 504 184,898
Total capitaux propres avant résultat de l'exercice		37 429 995,705	33 746 961,141
CP6	Résultat de l'exercice	6 705 696,400	5 703 035,807
Total capitaux propres avant affectation		44 135 692,105	39 449 996,948
PASSIFS			
PA2	Provisions pour risques et charges	135 013,946	108 201,476
		135 013,946	108 201,476
PA3	Provisions techniques brutes		
PA320	Provision d'assurance vie	122 764 172,933	105 762 080,401
PA330	Provision pour sinistres	8 679 541,179	6 794 548,265
PA340	Provision pour participation aux bénéfices	3 918 943,241	3 037 781,346
PA350	Provision pour égalisation & équilibrage	345 639,920	374 608,742
PA360	Autres provisions techniques		
		135 708 297,273	115 969 018,754
PA4	Provisions techniques de contrats en unités de compte	0,000	0,000
PA5	Dettes pour dépôts en espèces reçus des réassureurs	0,000	0,000
PA6	Autres dettes		
PA61	Dettes nées d'opérations d'assurance directe	9 939 011,327	11 675 117,288
PA62	Dettes nées d'opérations de réassurance	1 402 236,932	653 065,654
PA63	Autres dettes		
PA631	Dépôts et cautionnements reçus		
PA632	Personnel	170 930,988	148 088,208
PA633	Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités publiques	1 075 791,148	1 854 298,185
PA634	Créditeurs divers	40 556,565	21 812,462
		12 628 526,960	14 352 381,797
PA7	Autres passifs		
PA71	Comptes de régularisation Passif		
PA712	Autres comptes de régularisation Passif	277 239,443	242 084,963
		277 239,443	242 084,963
		148 749 077,622	130 671 686,990
Total du passif		148 749 077,622	130 671 686,990
Total des capitaux propres et passifs		192 884 769,727	170 121 683,938

**CARTE VIE
ASSURANCES**

ETAT DE RESULTAT TECHNIQUE

ANNEXE 4

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

SITUATION ARRETEE AU 31/12/2018		2018		Opérations nettes 2017
		Opérations brutes	Cessions et/ou rétrocessions	
PRV1	Primes			
	PRV11 Primes émises et acceptées	53 159 299,917	-2 051 699,230	51 107 600,687
		53 159 299,917	-2 051 699,230	51 107 600,687
PRV2	Produits de placements			
	PRV21 Revenus des placements	9 309 301,343		9 309 301,343
	PRV22 Produits des autres placements	128 714,725		128 714,725
	sous total 2a	9 438 016,068	0,000	9 438 016,068
	PRV23 Reprise de corrections de valeur sur placement	947 570,616		947 570,616
	PRV24 Profits provenant de la réalisation des placements	36 143,947		36 143,947
	sous total 2	10 421 730,631	0,000	10 421 730,631
PRV4	Autres Produits Techniques	0,000		0,000
CHV1	Charge de sinistres			
	CHV11 Montants payés	-16 010 973,253	1 144 467,691	-14 866 505,562
	CHV12 Variation de la provision pour sinistres	-1 884 992,914	739 650,788	-1 145 342,126
	sous total 3	-17 895 966,167	1 884 118,479	-16 011 847,688
CHV2	Variation des autres provisions techniques			
	CHV21 Provision d'assurance vie	-17 002 092,532		-17 002 092,532
	CHV22 Autres provisions techniques	28 968,822		28 968,822
	CHV23 Provision sur contrats en unité de compte			
	sous total 4	-16 973 123,710	0,000	-16 973 123,710
CHV3	Participations aux bénéfices et ristournes	-881 161,895	0,000	-881 161,895
CHV4	Frais d'exploitation			
	CHV41 Frais d'acquisition	-12 157 223,289		-12 157 223,289
	CHV43 Frais d'administration	-4 256 653,156		-4 256 653,156
	CHV44 Commissions reçues des réassureurs			
	sous total 5	-16 413 876,445	0,000	-16 413 876,445
CHV5	Autres charges techniques	-10 767,558	0,000	-10 767,558
CHV9	Charges de placements			
	CHV91 Charges de gestion des placements, y compris les charges	-49 577,895		-49 577,895
	CHV92 Correction de valeur sur placements	-1 515 665,277		-1 515 665,277
	CHV93 Pertes provenant de la réalisation des placements	-28 978,819	-19 561,457	-48 540,276
	sous total 6	-1 594 221,991	-19 561,457	-1 613 783,448
CHV10	Moins values non réalisées sur placements	-2 676,183	0,000	-2 676,183
CHV12	Produits de placements alloués, transférés à l'état de résultat non technique	-2 019 288,971	0,000	-2 019 288,971
RTV	Sous total (résultat technique de l'assurance et/ou de la réassurance vie)	7 789 947,628	-187 142,208	7 602 805,420
				6 919 107,892

**CARTE VIE
ASSURANCES**

ETAT DE RESULTAT

ANNEXE 5

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

SITUATION ARRETE AU 31/12/2018		2018	2017
RTV	Résultat technique de l'assurance et/ou de la réassurance vie	7 602 805,420	6 919 107,892
	Sous total 1	7 602 805,420	6 919 107,892
PRNT2	Autres produits non techniques	0,000	40 000,000
PRNT3	Produits de placements alloués, transférés à l'état de résultat non technique	2 019 288,971	1 626 543,915
CHNT3	Autres charges non techniques		0,000
	Sous total 2	2 019 288,971	1 666 543,915
	Résultat provenant des activités ordinaires	9 622 094,391	8 585 651,807
CHNT4	Impôts sur le résultat	-2 551 848,250	-2 522 289,000
	Résultat provenant des activités ordinaires après impôts	7 070 246,141	6 063 362,807
CHNT5	Pertes extraordinaires	-364 549,741	-360 327,000
	Résultat extraordinaire	-364 549,741	-360 327,000
	Résultat provenant des activités ordinaires après impôts	6 705 696,400	5 703 035,807
	Résultat net de l'exercice	6 705 696,400	5 703 035,807

CARTE VIE
ASSURANCES

Tableau des engagements reçus et donnés

ANNEXE 6

	2018	2017
Engagements reçus	0,000	0,000
Engagements donnés		
HB21 <i>Avals, cautions et garanties de crédit données envers entreprises liées</i>	0,000	0,000
HB22 <i>Titres et actifs acquis avec engagement de revente</i>	0,000	0,000
HB23 <i>Autres engagements sur titres, actifs ou revenus</i>	0,000	0,000
HB24 <i>Autres engagements donnés</i>	0,000	0,000
Valeurs reçues en nantissement des cessionnaires et des rétrocessionnaires	0,000	0,000
Valeurs remises par des organismes réassurés avec caution solidaire ou de substitution	0,000	0,000
Valeurs appartenant à des institutions de prévoyance	0,000	0,000
Autres valeurs détenues pour compte de tiers	0,000	0,000

**CARTE VIE
ASSURANCES**

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE

ANNEXE 7

(Montants exprimés en dinars tunisiens)

	Notes	2018	2017
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements des primes reçues des assurés	F1	52 752 621,273	40 025 365,542
Sommes versées pour paiement des sinistres	F2	-16 010 973,253	-15 299 454,494
Commissions versées aux intermédiaires	F3	-11 616 120,677	-9 526 357,892
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel	F4	-1 348 317,832	-1 164 258,356
Variation des espèces reçues des cessionnaires	F5	0,000	0,000
Décaissements liés à l'acquisition de placements financiers	F6	-58 126 354,521	-46 107 254,183
Encaissements liés à la cession de placements financiers	F7	32 991 662,474	32 550 421,284
Taxes sur les assurances versées au Trésor	F8	0,000	0,000
Produits financiers reçus	F9	8 511 681,293	5 253 861,390
Impôts sur les bénéfices payés	F10	-2 715 818,565	-1 680 170,625
Autres mouvements	F11	-1 440 422,363	-336 369,248
Flux de trésorerie provenant de l'exploitation		2 997 957,829	3 715 783,418
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	F12	-32 664,800	-143 996,072
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations incorporelles et corporelles	F13	0,000	40 000,000
Décaissements provenant de l'acquisition de terrains et constructions destinés à l'exploitation	F14		
Encaissements provenant de la cession de terrains et constructions destinées à l'exploitation	F15		
Décaissements provenant de l'acquisition de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation	F16	0,000	-1 500 000,000
Encaissements provenant de la cession de placements auprès d'entreprises liées ou avec un lien de participation	F17		
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement		-32 664,800	-1 603 996,072
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à l'émission d'actions	F18	0,000	0,000
Dividendes et autres distributions	F19	-2 000 000,000	-2 000 000,000
Encaissements provenant d'emprunts	F20	0,000	0,000
Remboursements d'emprunts	F21	0,000	0,000
Augmentations/ Diminutions des ressources spéciales	F22	0,000	0,000
Flux de trésorerie provenant des activités de financement		-2 000 000,000	-2 000 000,000
Incidence des variations de taux de change sur les liquidités ou équivalents de liquidités			
Variation de trésorerie		965 293,029	111 787,346
Trésorerie de début d'exercice		4 393 756,131	4 281 968,785
Trésorerie de fin d'exercice		5 359 049,160	4 393 756,131

Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie
Immeuble CARTE – Lot BC4 – Centre Urbain Nord - TUNIS
Téléphone : (216) 71 184 160 – Télécopie (216) 71 184 170

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

I - PRESENTATION DE L'ENTREPRISE :

La Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso – Européenne Vie (CARTE Vie) est une société anonyme dont l'objet est la pratique des opérations d'assurances et de réassurances vie. La société est régie par le code des assurances promulgué par la loi N° 92 – 24 du 09 Mars 1992, telle que complétée par la loi N° 94 – 10 du 31 Janvier 1994, la loi N° 97 – 24 du 28 Avril 1997 et la loi N° 2002 – 37 du 1^{er} Avril 2002.

1 - Identité

Raison Sociale : Compagnie d'Assurances et de Réassurances Tuniso-Européenne Vie

Siège Social : Immeuble CARTE Lot BC4 Centre Urbain Nord Tunis (Tunisie)

Capital Social : 13 MD

Tel : 71 184 160 / Fax : 71 184 170

RC : B 0122128 2010

E-mail : dprp@carte.com.tn Site web : www.carte.com.tn

2 - Conseil d'Administration

Président du Conseil : Mr Hassine DOGHRI

Administrateurs :

Hassine DOGHRI : Administrateur représentant la COFITE SICAF

Abderrahmen FATMI : Administrateur

Mehdi DOGHRI : Administrateur

Radhi Meddeb : Administrateur indépendant

Christian Huyghues Despointes : Administrateur

Roger Vander Haeghen : Administrateur

3- Les clients

La société « CARTE VIE » répond aux besoins de deux catégories de clientèle : les Entreprises et les Particuliers.

Les Entreprises

La société « CARTE VIE » s'engage à instaurer une véritable relation personnalisée avec chacun de ses clients.

Les Particuliers

La société « CARTE VIE » entend aussi affirmer sa présence dans les risques de particuliers. La société « CARTE VIE » offre des garanties d'assurances de personnes, adaptées et personnalisées pour chacun. Ces contrats complètent les régimes légaux de prévoyance sociale : décès, assurance vie et retraite.

4 - Le réseau

Avec un groupe de professionnels, la société « CARTE VIE » étend son réseau de Bizerte à Zarzis avec plus de 70 agents, courtiers et banques.

II - PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES :

Les états financiers sont établis conformément et sur la base des recommandations et des principes formulés dans la norme comptable générale, les normes spécifiques du secteur des assurances et de réassurances, du manuel comptable de la compagnie et des usages et pratiques généralement admis dans le secteur.

A – PROVISIONS TECHNIQUES :

A1 : Provisions d'assurance vie :

Les provisions mathématiques : calcul informatisé contrat par contrat conformément aux notes techniques.

Provisions mathématiques de rente : calcul informatisé dossier par dossier.

Provision pour sinistres à payer : calcul informatisé contrat par contrat. Le montant de cette provision figure sur le récapitulatif établi par le département informatique à la date d'arrêt.

Provision d'égalisation : Montants provisionnés pour permettre d'égaliser les fluctuations des taux de sinistres pour les années à venir dans le cadre des opérations d'assurance de groupe contre le risque décès.

A.2. Provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques :

Il est procédé à la date d'arrêté à l'évaluation des placements selon leur valeur de marché. La valeur de marché est déterminée séparément pour chaque catégorie de placements de même nature. La moins-valeur **globale** constatée par rapport à la valeur comptable nette des placements fait l'objet d'une provision pour risque d'exigibilité des engagements techniques.

B - Les régularisations :

B.1. Régularisations liées aux primes émises :

Les PANE : (Primes Acquisées et Non Emise) évaluation, sur la base des contrats et avenant parvenus et des émissions intervenus entre la date de clôture et la date d'établissement des comptes.

Les Primes à Annuler : estimation statistique sur la base de l'ancienneté de l'arrière (notamment contentieux).

Parts des réassureurs dans les PANE : Le calcul est effectué en fonction du taux de cession.

Parts des réassureurs dans les primes à annuler : Le taux de cession moyen calculé est affecté aux primes à annuler.

Commissions sur les primes cédées sur PANE : Un taux moyen de commission de réassurance est déterminé à partir du rapport : commissions reçues/ primes cédées. L'application du taux moyen aux PANE permet d'estimer la commission sur PANE cédées.

Commissions à payer : Application des taux de commission donnés par la table de commissionnement aux arriérés de primes.

B.2. Régularisations liées aux placements :

Intérêts et loyers acquis et non échus : Le calcul est effectué à la comptabilité générale selon la règle du prorata temporis par référence aux contrats de locations (loyers) et aux échéanciers de remboursement (intérêts)

B.3. Autres régularisations :

Charges et produits constatés d'avance : Le calcul est effectué à la comptabilité générale selon la règle du prorata temporis

Charges à payer et produits à recevoir : Le calcul est effectué au service comptable selon la règle du prorata temporis.

C. Amortissements et autres provisions :

C.1. Amortissements : Calcul extra comptable.

C.2. Provisions pour dépréciation : Ces provisions font l'objet d'estimation à la date d'inventaire par la comptabilité générale (Provision pour dépréciation des placements, Provisions pour dépréciation des comptes de tiers, Provisions pour dépréciation des autres actifs corporels et incorporels).

III - NOTES SUR LE BILAN :

AC1 – Actifs incorporels

Les actifs incorporels totalisent au 31/12/2018, la somme de 16 457 134,749 **Dinars**.

Les amortissements totalisent au 31/12/2018, la somme de 6 630 502,390 Dinars.

Le tableau des amortissements des actifs incorporels est présenté ci après :

Désignations	Valeur brute	Amort.Ant.	Amort.2018	Total Amort.	Valeur nette
Fonds de commerce	16 399 952.084	5 753 618.653	819 997.604	6 573 616.257	9 826 335.827
Logiciels	57 182.665	55 038.386	1 847.747	56 886.133	296.532
Total	16 457 134.749	5 808 657.039	821 845.351	6 630 502.390	9 826 632.359

AC2 – Actifs corporels d'exploitation

Les actifs corporels totalisent au 31/12/2018 la somme de 311 279,786 Dinars.

Les amortissements totalisent au 31/12/2018 la somme de 167 620,791 Dinars.

Le tableau des amortissements des actifs corporels d'exploitation est présenté ci après :

Désignations	Valeur brute	Amort.Ant	Amort.2018	Total Amort.	Valeur nette
Matériel de Transport	204 500.493	38 090.140	37 423.386	75 513.526	128 986.967
Matériel Informatique & Bureau	106 779.293	80 185.705	11 921.560	92 107.265	14 672.028
Total	311 279.786	118 275.845	49 344.946	167 620.791	143 658.995

AC3 – Placements

Les placements bruts totalisent au 31/12/2018, la somme de 167 955 258,939 Dinars.

Libelle	Placement Brut	Amort/Prov.	Placement Net 31/12/2018	Placement Net 31/12/2017
Placements Immobiliers	531 982.500	-136 121.332	395 861.168	422 320.293
Titres à revenus variables	50 341 398.964	-1 515 665.277	48 825 733.687	40 247 757.851
Titres à revenus fixes	117 081 877.475		117 081 877.475	103 324 937.475
Total	167 955 258.939	-1 651 786.609	166 303 472.330	143 995 015.619

Il est à noter que le tableau de variation des postes AC1, AC2 et AC3 est présenté au niveau de l'annexe 8.

AC5 – Part des réassureurs dans les provisions techniques

La part des réassureurs dans les provisions techniques au 31/12/2018, est de 1 391 699,340 Dinars.

AC6 – Créances

AC611 – Primes acquises et non émises

Les primes acquises et non émises totalisent au 31/12/2018, la somme de 3 610 491,870 Dinars.

Libelle	31/12/2018	31/12/2017
Primes acquises et non émises	3 610 491.870	3 078 600.457
Provision pour Annulation Primes	-98 938.000	-196.951
Total	3 511 553.870	3 078 403.506

AC612 – Autres créances nées d'opérations d'assurances directes

Les autres créances nées d'opérations d'assurances directes totalisent au 31/12/2018, la somme de 829 579,736 Dinars.

Libelle	31/12/2018	31/12/2017
Primes à recevoir	829 579.736	756 196.668
Total	829 579.736	756 196.668

AC63 – Autres créances

Les autres créances totalisent la somme de 587 419,467 Dinars au 31/12/2018.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Personnel	2 216.834	2 653.278
Etat, organisme de sécurité sociale	47 263.330	47 263.330
Débiteurs divers	537 939.303	1 242 330.936
Total	587 419.467	1 292 247.544

AC7 – Autres éléments d'actif

AC71 – Avoir en banques, CCP, chèques et caisses

Le total de la trésorerie au 31/12/2018, s'élève à 5 359 049,160 Dinars.

Libelles	31/12/2018	31/12/2017
Banques	5 358 412.821	4 237 635.110
CCP	-3.044	155 714.564
Caisses	639.383	406.457
Total	5 359 049.160	4 393 756.131

AC73 – Comptes de régularisation Actif

Les comptes de régularisation actifs totalisent la somme de 4 195 859,388 Dinars au 31/12/2018.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts courus et non échus	4 193 090.243	3 589 899.665
Autres comptes de régularisation	2 769.145	2 062.209
Total	4 195 859.388	3 591 961.874

CP - Capitaux propres

Les mouvements sur les capitaux propres de la société se détaillent comme suit :

(En Dinars)

	01/01/2018 avant affectation	Affectations et imputations	Dividende	Augmentation de Capital	Résultat 2017	Variation 2018	Situation au 31/12/2018
Capital social	13 000 000	-	-	-	-	-	13 000 000
Fonds social	383 153	150 000	-	-	-	-20 001	513 152
Réserves liées au capital social	10 000 000	-	-	-	-	-	10 000 000
Réserves légales	1 357 123	-57 123	-	-	-	-	1 300 000
Réserves Spécial de Réinvestissement	6 502 500	1 700 000	-	-	-	-	8 202 500
Report à nouveau	2 504 185	1 910 159	-	-	-	-	4 414 344
Résultat de l'exercice		-3 703 036	-2 000 000	-	5 703 036	6 705 696	6 705 696
Total	33 746 961	-	-2 000 000	-	5 703 036	6 685 695	44 135 692

Le capital social de la société « CARTE VIE » est composé de 1 300 000 actions dont la valeur nominale est égale à 10 Dinars.

Actionnaires	Nombre d'actions	Part dans le capital social
CARTE ASSURANCES	1 283 150	98,70%
COFITE SICAF	5 000	0,38%
COTIF SICAR	340	0,03%
CITE	170	0,01%
Mr Hassine Doghri	10 000	0,77%

Mr Mehdi Doghri	340	0,03%
Mme Afifa Boughzou	1 000	0,08%
Total	1 300 000	100%

PA3 – Provisions techniques brutes

Les provisions techniques brutes totalisent au 31/12/2018, la somme de 135 708 297,273 Dinars détaillées comme suit :

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Provisions Mathématiques	122 764 172.933	105 762 080.401
Provision pour participation aux bénéfices	8 679 541.179	6 794 548.265
Provisions pour sinistres à payer	3 918 943.241	3 037 781.346
Provisions d'égalisations et équilibrage	345 639.920	374 608.742
Total	135 708 297.273	115 969 018.754

PA61 – Dettes nées d'opérations d'assurance directe

Les dettes nées d'opérations d'assurance directe totalisent au 31/12/2018, la somme de 9 939 011,327 Dinars.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Commissions à payer	1 222 686.632	673 552.282
Ristournes à payer	29 614.461	33 288.167
Primes en attente D'affectation	8 669 582.452	10 951 108.621
Comptes courants agents	17 127.782	17 168.218
Total	9 939 011,327	11 675 117.288

PA62 – Dettes nées d'opérations de réassurance

Les dettes nées d'opérations de réassurances sont de 1 402 236,932 Dinars au 31/12/2018.

PA63 – Autres dettes

Les autres dettes totalisent au 31/12/2018, la somme de 1 287 278,701 Dinars.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Personnel	170 930.988	148 088.208
Etat, organisme de sécurité sociale	1 075 791.148	1 854 298.185
Créditeurs Divers	40 556.565	21 812.462
Total	1 287 278.701	2 024 198.855

PA712– Autres comptes de régularisation Passif

Les autres comptes de régularisation passif représentent les charges à payer et totalisent au 31/12/2018 la somme de 277 239,443 Dinars.

IV - NOTES SUR LES COMPTES DE RESULTAT

PRV1 Primes :

Les primes émises et acceptées nettes de réassurances s'élèvent à 51 107 600,687 Dinars au 31/12/2018, contre 39 023 651,984 Dinars au 31/12/2017.

PRV2 Produits de placements :

Les produits de placements s'élèvent à 10 421 730,631 Dinars au 31/12/2018, contre 8 047 961,519 Dinars au 31/12/2017.

CHV1 Charges de sinistres et prestations payées :

Les charges de sinistres et prestations payées nettes de réassurances totalisent la somme de 16 011 847,688 Dinars au 31/12/2018, contre 12 483 199,434 Dinars au 31/12/2017.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Sinistres et prestations payées payés	14 866 505.562	13 324 945.496
Variation. Provision. RAR	1 145 342.126	-841 746.062
Total	16 011 847.688	12 483 199.434

CHV2 Variation des autres provisions techniques :

Le poste variation des autres provisions techniques représente les variations de la provision mathématique et de la provision d'égalisation et s'élève à 16 973 123,710 Dinars au 31/12/2018 contre 11 500 594,680 Dinars au 31/12/2017.

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Variation provision mathématique	17 002 092.532	11 414 131.849
Variation autres provisions techniques	-28 968.822	86 462.831
Total	16 973 123.710	11 500 594.680

CHV4 Frais d'exploitation :

Les frais d'exploitation totalisent la somme de 16 413 876,445 Dinars au 31/12/2018 contre 12 774 469,199 Dinars au 31/12/2017 détaillés comme suit :

Libellés	31/12/2018	31/12/2017
Frais d'acquisition	12 157 223.289	9 254 896.634
Frais d'administration	4 256 653.156	3 519 572.565
Total	16 413 876.445	12 774 469.199

CHV9 Charges de placements :

Les charges de placements s'élèvent à 1 613 783,448 Dinars au 31/12/2018 contre 1 036 396,479 Dinars au 31/12/2017.

CHV10 Moins values non réalisées sur placements :

Les moins values non réalisées sur placements s'élèvent à 2 676,183 Dinars au 31/12/2018, contre 7 626,517 Dinars au 31/12/2017.

CHV12 Produits de placements alloués, transférés à l'état de résultat non technique :

Les produits de placements alloués, transférés à l'état de résultat non technique s'élèvent à 2 019 288,971 Dinars au 31/12/2018 contre 1 626 543,915 Dinars au 31/12/2017.

RTV Résultat technique de l'assurance et/ou de la réassurance vie :

Le résultat technique est de 7 602 805,420 Dinars au 31/12/2018 contre 6 919 107,892 Dinars au 31/12/2017.

V - NOTES SUR L'ETAT DES FLUX DE TRESORERIE :

F 1 : Encaissements des primes reçues des assurés :

Il s'agit des encaissements des primes à recevoir et des acomptes de primes d'un montant de 52 752 621,273 Dinars.

F 2 : Sommes versées pour paiement des sinistres :

Il s'agit des décaissements pour sinistres d'un montant de 16 010 973,253 Dinars.

F 3 : Commissions versées aux intermédiaires :

Les commissions versées aux intermédiaires s'élèvent à 11 616 120,677 Dinars.

F 4 : Sommes versées aux fournisseurs et au personnel :

Les sommes versées aux fournisseurs et au personnel s'élèvent à 1 348 317,832 Dinars.

F 6 : Décaissements liés à l'acquisition de placements financiers :

Le total des décaissements pour acquisition de placements financiers est de 58 126 354,521 Dinars.

F 7 : Encaissements liés à la cession de placements financiers :

Le montant total provenant des cessions des placements financiers est de 32 991 662,474 Dinars.

F 9 : Produits financiers reçus :

- Intérêts : 7 507 832,511 Dinars

- Dividendes : 1 003 848,782 Dinars

F 12 : Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations incorporelle et corporelles :

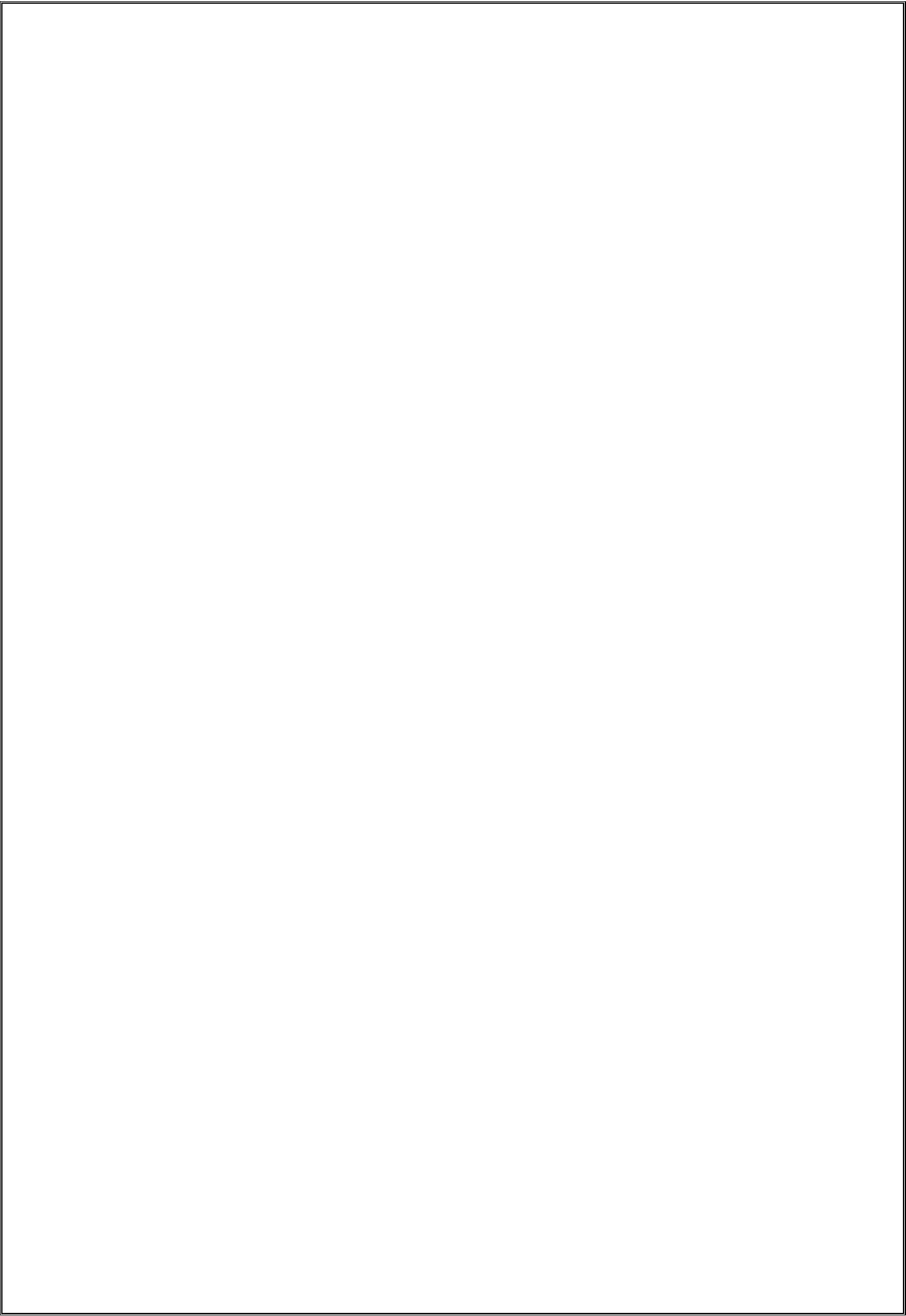
- Matériel de transport : 27 000,000 Dinars

- Matériel informatique : 4 156,296 Dinars

- Matériel de bureau : 1 508,504 Dinars

DECOMPTE FISCAL

I- Bénéfice comptable avant impôt :		9 622 094,391
II- Réintégrations :		1 929 881,964
- Provision pour créances douteuses	67 703,878	
- Provision pour annulation primes	0,000	
- Provision pour congés payés	170 931,702	
- Charges non déductibles(Amortissement Fonds de Commerce)	819 997,604	
- Timbres de Voyage	120,000	
- Provision pour dépréciation des titres cotés	568 094,661	
- Provision risques et charges	135 013,946	
- Prise en charge retenue à la source sur Honoraires non residents	0,000	
- Réceptions & Cadeaux	0,000	
- Autres Charges non déductibles	168 020,172	
- Jetons de presence		
III- Déductions :		1 326 285,938
- Reprise sur provision pour créances douteuses	66 146,758	
- Reprise sur provision pour annulation primes	0,000	
- Dividendes encaissés	1 003 848,782	
- Reprise sur provision des congés payés	148 088,922	
- Intérêts des comptes en devises	0,000	
- Reprise sur provision risques et charges	108 201,476	
- Plus Value des actions cotées en bourse	0,000	
IV- Bénéfice fiscal avant imputation des provisions fiscalement déductibles		10 225 690,417
- Déduction des provisions pour dépréciation des titres	568 094,661	
V- Bénéfice fiscal après imputation des provisions		9 657 595,756
- Déduction pour réinvestissement financier exonéré		
	2 366 601,700	
V- Bénéfice fiscal imposable		7 290 994,056
Arrondi au dinars Supérieur		7 290 995,000
VI- Impôts sur les sociétés dû		2 551 848,250
Minimum d'impôt dû		1 931 519,151
		291 639,800
		72 909,941
IX- Impôts sur les sociétés dû		2 551 848,250



ANNEXE N° 8
Mouvements ayant affecté les éléments de l'actif

Designations	Valeur brute				Amortissements et provisions								VNC Cloture
	à l'ouverture	acquisitions	cessions	à la cloture	à l'ouverture		Augmentations		Diminutions		à la cloture		
					Amortissements	Provisions	Amortissements	Provisions	Amortissements	Provisions	Amortissements	Provisions	
Actifs incorporels													
Concessions, brevets, licences, marques,logiciels	57 182,665			57 182,665	55 038,386		1 847,747				56 886,133		296,532
Fonds commercial	16 399 952,084			16 399 952,084	5 753 618,653		819 997,684				6 573 616,257		9 836 335,827
Total actifs incorporels	16 457 134,749	0,000	0,000	16 457 134,749	5 808 657,039	0,000	821 845,351	0,000	0,000	0,000	6 630 502,390	0,000	9 856 632,359
Actifs corporels d'exploitation													
Installations techniques et machines	177 500,493	27 000,000		204 500,493	38 099,140		37 623,386				75 513,526		128 986,967
Autres installations, outillage et mobilier	101 114,493	5 664,800		106 779,293	89 185,705		11 921,560				92 107,265		14 672,028
Total actifs corporels d'exploitation	278 614,986	32 664,800	0,000	311 279,786	128 275,845	0,000	49 544,946	0,000	0,000	0,000	167 620,791	0,000	143 658,995
Placements													
Terreins et constructions d'exploitation	531 982,500			531 982,500	109 662,207		26 459,525				136 121,732		395 861,168
Terreins et constructions d'exploitation et hors exploitation													
Autres placements financiers													
Actions, autres titres à revenu variable et part dans les FCP	41 195 328,467	16 436 672,971	7 299 682,474	50 341 398,964		947 570,616	568 894,661				1 515 665,277		48 825 733,687
Obligations et autres titres à revenus fixe	63 321 760,000	3 850 000,000	11 208 568,000	55 171 280,000									55 171 280,000
Autres prêts	3 177,475	1 508 000,000	566,000	1 519 677,475									1 519 677,475
Dépôt auprès des établissements bancaires et financiers	40 000 000,000	34 900 000,000	14 500 000,000	69 400 000,000									60 400 000,000
Placements des contrats en unité de compte													
Total placements	145 852 248,442	55 894 672,971	32 991 662,474	167 955 258,939	109 662,207	947 570,616	594 533,786	0,000	0,000	0,000	136 121,732	1 515 665,277	166 393 473,330
Total Global	161 787 998,171	55 927 337,771	32 991 662,474	184 723 673,474	6 036 595,091	947 570,616	1 465 744,083	0,000	0,000	0,000	6 934 244,513	1 515 665,277	176 273 763,084

ANNEXE N°9
Etat récapitulatif des placements

Désignation	Valeur Brute	Valeur Nette	Juste Valeur	Plus ou moins value latente
Placements immobiliers et placements immobiliers en cours	531 982,500	395 861,168		-136 121,332
Actions et autres titres à revenu variable autres que les parts d'OPVCM	50 341 398,964	48 825 733,687		-1 515 665,277
Parts d'OPVCM détenant uniquement des titres à revenu fixe				
Autres parts d'OPVCM				
Obligations et autres titres à revenus fixe	55 171 200,000	55 171 200,000		
Prêts hypothécaires				
Autres prêts et effets assimilés	1 510 677,475	1 510 677,475		
Dépôts auprès des entreprises cédantes				
Autres dépôts	60 400 000,000	60 400 000,000		
Actifs représentatifs de contrats en unités de comptes				
Total placements	167 955 258,939	166 303 472,330	0,000	-1 651 786,609
Dont montant de ces placements qui est admis à la représentation des provisions techniques	166 297 786,302	164 645 999,693		-1 651 786,609
Autres actifs affectables à la représentation des provisions techniques autres que les placements ou la part des réassureurs dans les provisions techniques	6 642 971,693	6 642 971,693		
TOTAL	172 940 757,995	171 288 971,386	0,000	-1 651 786,609

ANNEXE N° 10 :

Etat des règlements et des provisions pour sinistres à payer

Année d'inventaire	Exercice de survenance 2 013	Exercice de survenance 2 014
Inventaire 2014		
Règlements cumulés	246 528	1 446 441
Provisions pour sinistres	696 494	895 145
Total charges des sinistres	2 563 967	2 093 141
Primes acquises	17 166 086	16 469 688
% sinistres / primes acquises	14,88%	12,16%

Année d'inventaire	Exercice de survenance 2 013	Exercice de survenance 2 014	Exercice de survenance 2 015
Inventaire 2015			
Règlements cumulés	412 512	1 923 352	1 750 212
Provisions pour sinistres	706 641	1 249 944	743 043
Total charges des sinistres	541 432	943 022	2 341 690
Primes acquises	17 166 086	16 469 688	14 704 649
% sinistres / primes acquises	3,15%	5,73%	15,92%

Année d'inventaire	Exercice de survenance 2 013	Exercice de survenance 2 014	Exercice de survenance 2 015	Exercice de survenance 2 016
Inventaire 2016				
Règlements cumulés	44 782	455 400	2 152 321	1 198 941
Provisions pour sinistres	464 477	745 413	1 052 993	1 428 793
Total charges des sinistres	509 259	1 200 813	3 205 314	2 627 734
Primes acquises	17 166 086	16 469 688	14 704 649	18 806 701
% sinistres / primes acquises	2,97%	7,29%	21,80%	13,97%

Année d'inventaire	Exercice de survenance 2 013	Exercice de survenance 2 014	Exercice de survenance 2 015	Exercice de survenance 2 016	Exercice de survenance 2 017
Inventaire 2017					
Règlements cumulés	14 150	122 043	320 467	1 965 803	3 239 440
Provisions pour sinistres	69 330	263 353	895 259	1 086 277	1 769 151
Total charges des sinistres	83 480	385 396	1 215 726	3 052 080	5 008 592
Primes acquises	17 166 086	16 469 688	14 704 649	18 806 701	24 178 866
% sinistres / primes acquises	0,49%	2,34%	8,27%	16,23%	20,71%

Année d'inventaire	Exercice de survenance 2 013	Exercice de survenance 2 014	Exercice de survenance 2 015	Exercice de survenance 2 016	Exercice de survenance 2 017	Exercice de survenance 2 018
Inventaire 2018						
Règlements cumulés	27 150	12 248	87 576	269 565	1 735 161	2 335 682
Provisions pour sinistres	333 367	94 666	316 173	713 957	1 458 098	2 054 058
Total charges des sinistres	360 517	106 914	403 749	983 522	3 193 259	4 389 739
Primes acquises	17 166 086	16 469 688	14 704 649	18 806 701	24 178 866	31 108 603
% sinistres / primes acquises	2,10%	0,65%	2,75%	5,23%	13,21%	14,11%

ANNEXE N°11 :
Ventilation des charges et des produits des placements

	Revenus et frais financiers concernant les placement dans des entreprises liées et avec un lien de participations	Autres revenus & frais financiers	Total
Revenu des placements immobiliers			
Revenu des participations		1 295 095,015	1 295 095,015
Revenu des autres placements		8 050 350,275	8 050 350,275
Autres revenus financiers		128 714,725	128 714,725
Total produits des placements	0,000	9 474 160,015	9 474 160,015
Intérêts			
Frais externes		-49 577,895	-49 577,895
Autres frais			
Total charges des placements	0,000	-49 577,895	-49 577,895

ANNEXE 12 :
Résultat technique par catégorie d'assurance vie

LIBELLES	Temporaires Décès	Epargnes	TOTAL
Primes	31 009 997,996	22 149 301,920	53 159 299,916
Charges de prestations	-4 467 382,365	-11 543 590,888	-16 010 973,253
Charges des provisions d'assurance vie et autres provisions techniques	-6 315 551,578	-13 423 726,941	-19 739 278,519
Solde de souscription	20 227 064,053	-2 818 015,909	17 409 048,144
Frais d'acquisition	-11 329 126,650	-828 096,639	-12 157 223,289
Autres charges de gestion nettes	-2 489 361,372	-1 778 059,342	-4 267 420,714
Charges d'acquisition et de gestion nettes	-13 818 488,022	-2 606 155,981	-16 424 644,003
Produits nets de placements	3 210 192,320	5 614 640,137	8 824 832,457
Solde financier	3 210 192,320	5 614 640,137	8 824 832,457
Primes cédées et/ou rétrocédées	-2 052 730,565		-2 052 730,565
Part des réassureurs et/ou des rétrocessionnaires dans les charges de prestations	1 144 467,691		1 144 467,691
Part des réassureurs et/ou des rétrocessionnaires dans les charges de provisions	739 334,232		739 334,232
Commissions reçues des réassureurs et/ou des rétrocessionnaires	-19 244,902		-19 244,902
Solde de réassurance et/ou de rétrocession	-188 173,544		-188 173,544
Résultat technique	9 430 594,807	190 468,247	9 621 063,054
Informations complémentaires			
Montant des rachats			
Intérêts techniques bruts de l'exercice			
Provisions techniques brutes à la clôture	49 366 346,140	86 341 951,132	135 708 297,272
Provisions techniques brutes à l'ouverture	43 050 794,562	72 918 224,191	115 969 018,754
A déduire			
Provisions devenues exigibles			

SOCIETE « CARTE VIE »
RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

*Messieurs les Actionnaires
de la société « ASSURANCES CARTE VIE »*

I. Rapport sur l'audit des états financiers

1. Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société « ASSURANCES CARTE VIE », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, ainsi que l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers font ressortir un total bilan net de 192 884 770 dinars et un résultat net de l'exercice de 6 705 696 dinars.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société « ASSURANCES CARTE VIE » au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe à la direction. Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

4. Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

5. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Une description plus détaillée des responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers se trouve sur le site Web de l'Ordre des Experts comptables de Tunisie, à www.oect.org.tn. Cette description fait partie du présent rapport de l'auditeur.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

1. Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

2. Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Tunis, le 08 Avril 2019

P/ CMC – DFK International
Chérif BEN ZINA



**LA COMPAGNIE D'ASSURANCES ET DE REASSURANCES
TUNISO – EUROPEENNE VIE « CARTE VIE »
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018**

En application des dispositions des articles 200 et suivants et l'article 475 du Code des Sociétés Commerciales, nous avons l'honneur de vous informer des conventions soumises aux dispositions des dits articles.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I- Conventions et opérations nouvellement réalisées (autres que les rémunérations des dirigeants) :

- La société « CARTE VIE » a conclu une convention de placement avec la société « CIIM ». Il s'agit d'une avance en compte courant accordé par la société « CARTE VIE » pour un montant de 1 500 000 Dinars et portant des intérêts au taux de 8,4 % l'an.

Le montant des produits constatés en 2018 s'élève à 113 400 Dinars.

II- Conventions conclues au cours des exercices précédents et qui continuent à produire des effets au cours de l'exercice 2018, (autres que les rémunérations des dirigeants) :

1- Au 31 Décembre 2018, le compte « Entreprises liées : compte courant CARTE » affiche un solde débiteur de 118 854 Dinars. Ce compte n'est pas rémunéré.

2- La société a conclu un contrat de location avec la société mère « ASSURANCES CARTE » au titre duquel, la société « ASSURANCES CARTE VIE » paye annuellement un montant de 40 000 Dinars. Ce loyer est sujet à une augmentation de 5% chaque année. Ce contrat prend effet à partir du 09 Mai 2011, pour une période de trois années renouvelables. La charge de l'exercice 2018, est de 65 870 Dinars.

III- Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

La Direction Générale perçoit des rémunérations nettes pour 345 091 Dinars correspondant aux salaires et autres avantages de l'exercice 2018.

Par ailleurs, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions rentrant dans le cadre des articles précités.

Tunis, le 08 Avril 2019

P/CMC-DFK International
Chérif BEN ZINA



Etats financiers annuels de SICAV

SICAV L'INVESTISSEUR

SICAV L'INVESTISSEUR publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **2 mai 2019**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes ABC AUDIT & CONSEIL représentée par M. Walid AMOR.

BILAN Au 31 Décembre 2018 (Unité: Dinar)

	<u>Notes</u>	<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
<u>ACTIF</u>			
AC 1 - Portefeuille - titres	4-1	1 021 271	1 131 431
a - Actions, Valeurs assimilées et droits rattachés	4-2	631 528	647 573
b - Obligations et Valeurs assimilées	4-3	389 743	483 858
AC 2 - Placements monétaires et disponibilités		369 773	282 531
a - Placement monétaires	4-4	276 363	203 030
b - Disponibilités	4-5	93 410	79 502
AC 3 - Créances d'exploitation		-	-
AC 4 - Autres actifs		-	-
TOTAL ACTIF		1 391 044	1 413 962
<u>PASSIF</u>			
PA 1- Opérateurs créditeurs	4-6	23 660	21 953
PA 2 - Autres créditeurs divers	4-7	470	291
TOTAL PASSIF		24 130	22 245
<u>ACTIF NET</u>			
CP 1 -Capital	4-8	1 314 693	1 344 391
CP 2 - Sommes distribuables		52 221	47 327
a - Sommes distribuables des exercices antérieurs	4-9	-	4
b - Sommes distribuables de l'exercice		52 221	47 323
ACTIF NET	4-10	1 366 914	1 391 718
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		1 391 044	1 413 962

ETAT DE RESULTAT
Au 31 Décembre 2018
(Unité : Dinar)

	Notes	Période du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 Au 31/12/2017
<u>PR 1 - Revenus du portefeuille - titres</u>		50 228	52 133
a - Dividendes	5-1	26 370	25 224
b- Revenus des obligations et valeurs assimilées	5-2	23 858	26 908
<u>PR 2 - Revenus des placements monétaires</u>	5-3	18 832	12 736
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		69 060	64 869
<u>CH 1 - Charges de gestion des placements</u>	5-4	-14 110	- 13 746
REVENU NET DES PLACEMENTS		54 950	51 122
<u>PR 3 - Autres produits</u>		-	-
<u>CH 2 - Autres charges</u>	5-5	-439	- 3 386
RESULTAT D'EXPLOITATION		54 511	47 736
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation</u>	5-6	- 2 290	- 413
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		52 221	47 323
<u>PR 4 - Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)</u>		2 290	413
* Variation des +/- values potentielles sur titres		-41 308	34 333
* +/- values réalisées sur cession des titres		102 639	- 10 050
* Frais de négociation de titres		-774	- 154
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		115 068	71 865

**ETAT DE VARIATION DE
L'ACTIF NET
Au 31 Décembre 2018
(Unité : Dinar)**

	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
<u>AN 1 - Variation de l'Actif Net résultant des opérations d'exploitation</u>		
a - Résultat d'exploitation	54 511	47 736
b - Variation des +/- values potentielles sur titres	-41 308	34 333
c - +/- values réalisées sur cession de titres	102 639	- 10 050
d - Frais de négociation de titres	-774	- 154
<u>AN 2 - Distribution des dividendes</u>	-47 327	- 45 987
<u>AN 3 - Transaction sur le capital</u>		
a - Souscriptions	5 847	153 023
* Capital	5 586	147 939
* Régularisation des sommes non distrib.	202	543
* Régularisations des sommes distrib.	59	4 540
b - Rachats	-98 392	- 117 004
*Capital	-92 381	- 113 221
* Régularisation des sommes non distrib	-3 662	369
* Régularisation des sommes distrib.	-2 349	- 4 152
VARIATION DE L'ACTIF NET	-24 804	61 897
<u>AN 4 - Actif Net</u>		
a - En début de l'exercice	1 391 718	1 329 821
b - En fin de l'exercice	1 366 914	1 391 718
<u>AN 5 - Nombre d'actions</u>		
a - En début de l'exercice	18 773	18 279
b - En fin de l'exercice	17 561	18 773
VALEUR LIQUIDATIVE	77,838	74,134
AN 6 TAUX DE RENDEMENT	8,40%	5,30%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ANNUELS

AU 31 DECEMBRE 2018

NOTE 1 : CREATION DE LA SOCIETE

La société « **SICAV L'INVESTISSEUR** » est une société anonyme à capital variable créée le 14/01/1994 pour gérer un portefeuille de valeurs mobilières à revenu fixe et variable. Elle est autorisée à exercer par visa du C.M.F. N° 94-117 du 28/03/1994.

NOTE 2 : OBJET

L'activité de la société a pour objet, tel que précisé dans l'article 3 de ses statuts, la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières. Elle cherche à contribuer à la mobilisation de l'épargne, au développement du marché financier et à la promotion des investissements.

NOTE 3 : PRINCIPES COMPTABLES

Les états financiers annuels arrêtés au 31 Décembre 2018, sont établis conformément aux préconisations du système comptable des entreprises notamment les normes 16 à 18 relatives aux OPCVM, telles qu'approuvées par l'arrêté du Ministre des Finances du 22 janvier 1999.

Les états financiers annuels sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

3-1 : Prise en compte des actions et valeurs assimilées et des revenus y afférents

Les acquisitions d'actions et de valeurs assimilées sont enregistrées en comptabilité au moment du transfert de propriété pour leurs prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de ces achats, sont imputés en capital.

Les ventes d'actions sont comptabilisées pour leur coût moyen pondéré d'entrée en faisant la distinction entre les actions anciennes et les nouvelles tant qu'elles ne sont pas alignées.

Les plus ou moins-values sont comptabilisées parmi les capitaux propres en tant que plus ou moins- values sur cession.

Les dividendes relatifs aux actions et valeurs assimilées, sont pris en compte en résultat, à la date de détachement du coupon.

3-2 : Prise en compte des droits rattachés aux actions

Les droits liés aux actions (D.A. et D.P.S.) Sont enregistrés séparément dès leur détachement. Ces droits sont comptabilisés à leur valeur théorique puis valorisés sur la base des cours du marché. Ils constituent un élément des coûts d'entrée des nouvelles actions à obtenir par l'exercice éventuel de ces droits.

En cas de cession, leur sortie est enregistrée au coût moyen pondéré des entrées.

3-3 : Prise en compte des titres de créances et des revenus y afférents

Les obligations et les bons de trésor assimilables ainsi que les placements monétaires sont enregistrés, au moment du transfert de propriété, pour leur prix d'achat.

Les frais encourus à l'occasion de l'achat, sont imputés en capital.

La cession des placements donne lieu à l'annulation des placements à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

Le prix d'achat des placements cédés, est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

Les intérêts sur les placements en obligations et bons de trésor assimilables et sur les placements monétaires, sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

3-4 : Différences et variations d'estimation du portefeuille

Les comptes « Différences d'estimation » et « Variations d'évaluation » permettent d'enregistrer, à la date des arrêtés des comptes, la différence entre la valeur comptable et la valeur actuelle du portefeuille titres.

Les cours d'évaluation sont:

- Pour les valeurs cotées, le cours boursier moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date la plus récente ; lorsque les conditions de marché d'un titre donné, dégagent une tendance à la baisse exprimée par une réservation à la baisse ou une tendance à la hausse exprimée par une réservation à la hausse, le cours d'évaluation à retenir est le seuil de réservation à la baisse dans le premier cas et le seuil de réservation à la hausse dans le deuxième cas.
- Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :
 - à la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
 - au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
 - à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31/12/2018 une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de la société figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations sont évalués au coût amorti, compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres.

- Pour les titres OPCVM, la valeur à retenir postérieurement à l'acquisition, est calculée sur la base de leur valeur liquidative la plus récente.

3-5 : Evaluation des placements monétaires

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

3-6 : Les charges de gestion des placements

Les charges de gestion des placements sont les rémunérations à attribuer au dépositaire, au réseau des agences de la STB et au gestionnaire suivant des conventions établies respectivement à raison de 0,1%, 0,1%, 0,8% T.T.C. de l'actif net de la SICAV, calculé quotidiennement et ce, à partir du 01/11/2002.

Depuis le 01/10/2018, la société prend en charge la redevance revenant au conseil du marché financier ainsi que la taxe au profit des collectivités locales, initialement supportées par STB Manager, le gestionnaire de la SICAV. Cette décision a été adoptée par le conseil d'administration de la société réuni le 7 Juin 2018.

A compter du 01/01/2019, la société prend en charge la rémunération des dirigeants, les honoraires du commissaire aux comptes, les jetons de présence, les publications légales et tous autres frais liés à sa gestion. En outre la commission de gestion sera ramenée de 0,8% TTC à 0,5% HT de l'actif net par an.

NOTE 4 - NOTES LIEES AU BILAN**4-1 : Portefeuille-titres**

Le solde de ce poste a atteint au 31/12/2018 un montant net de 1 021 271 Dinars, se détaillant par valeur comme suit :

PORTEFEUILLE TITRES	Nombre	Prix de revient	Cours	Valeurs au 31-12-2018	% de l'actif
Actions et droits rattachés		642 961		562 502	40,44%
ADWYA	1 955	11 370	4,763	9 312	0,67%
ARTES	16 191	117 448	6,240	101 032	7,26%
ATB	5 000	20 750	3,655	18 275	1,31%
ATL	18 300	51 159	2,678	49 007	3,52%
BTE ADP	1 249	37 050	11,250	14 051	1,01%
CARTHAGE CEMENT	16 375	39 435	2,035	33 323	2,40%
CIL	485	6 148	15,336	7 438	0,53%
CITY CARS	3 700	41 710	11,352	42 002	3,02%
EURO CYCLES	2 000	50 391	18,651	37 302	2,68%
NEW BODY LINE	7 834	41 379	5,439	42 609	3,06%
SFBT	2 000	47 265	23,560	47 120	3,39%
SIPHAT	610	14 136	2,850	1 739	0,12%
SPDIT	6 000	61 800	10,000	60 000	4,31%
STAR	400	54 600	135,720	54 288	3,90%
TPR	1 380	3 953	4,785	6 603	0,47%
TUNIS RE	4 800	44 366	8,000	38 400	2,76%
Obligations		375 970		389 743	28,02%
ATL 2013-1	1 000	40 000		41 508	2,98%
BNA 2009 sub	1 000	39 970		41 238	2,96%
BNA Sub 2017-1 B	600	60 000		62 174	4,47%
CIL 2016-2	1 200	96 000		101 034	7,26%
HL Sub 2015-1	1 000	80 000		80 500	5,79%
TL 2013-2 B	1 000	60 000		63 288	4,55%
Titres OPCVM		68 590		69 027	4,96%
SICAV L'EPARGNANT	664	68 590	103,956	69 027	4,96%
TOTAL		1 087 521		1 021 271	73,42 %

Les mouvements enregistrés durant l'exercice 2018 sur le poste « Portefeuille-titres », sont indiqués ci-après :

	Coût d'acquisition	Intérêts courus	Plus (moins) values latentes	Valeur au 31 Décembre	Plus (moins) values réalisées
Solde au 31 décembre 2017	1 152 927	17 218	-38 713	1 131 431	
Acquisitions de l'exercice					
Actions	350 777			350 777	
Titres OPCVM	203 331			203 331	
Obligations	0			0	
Cessions de l'exercice					
Actions	-337 969			-337 969	101 559
Titres OPCVM	-190 876			-190 876	1 080
Remboursements de l'exercice					
Annuités des obligations	-90 670			-90 670	
Variation des plus ou moins-values latentes			-41 308	-41 308	
Variation des intérêts courus sur obligations		-3 445		-3 445	
Solde au 31 décembre 2018	1 087 521	13 773	-80 021	1 021 271	102 639

4-2 : Actions, valeurs assimilées et droits rattachés

Cette rubrique s'élève au 31/12/2018 à un montant de 631 528 Dinars. Elle se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Actions et droits rattachés	642 961	630 152
Différence d'estimation sur actions	-80 459	-39 754
Actions SICAV	68 590	56 135
Différence d'estimation sur actions SICAV	437	1 040
Total	631 528	647 573

4-3 : Obligations et valeurs assimilées

Les obligations et valeurs assimilées totalisent, au 31/12/2018, un montant de 389 743 Dinars. Elles se présentent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Obligations	375 970	466 640
Intérêts courus	13 773	17 218
Total	389 743	483 858

4-4: Placements monétaires

Les placements monétaires s'élèvent à 276 363 Dinars au 31/12/2018. Ils se présentent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Compte à terme	270 000	200 000
Intérêts courus / Compte à terme	6 363	3 030
Total	276 363	203 030

4-5 : Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 93 410 Dinars au 31/12/2018. Elles se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Avoirs en Banque	2 577	79 502
Sommes à l'encaissement	90 833	0
Total	93 410	79 502

4-6 : Opérateurs créditeurs

Le solde de ce poste s'élevant, au 31/12/2018, à 23 660 Dinars, se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Gestionnaire	2 608	2 336
Commission réseau	19 933	18 522
Commission dépositaire	1 119	1 095
Total	23 660	21 953

4-7: Autres créditeurs divers

Le solde de ce poste s'élevant, au 31/12/2018, à 470 Dinars, se détaille comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Etat retenue à la source / dividendes distribués	291	291
Autres créditeurs (CMF)	115	-
Impot à payer	63	-
Total	470	291

4-8 : Capital

Au 31/12/2018, le capital a atteint un niveau de 1 314 693 Dinars, enregistrant ainsi une baisse de 2,21% par rapport au capital arrêté à la fin de l'exercice 2017. Le détail comparé de cette rubrique se présente comme suit:

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Capital social	1 449 949	1 415 231
Souscriptions	5 586	147 939
Rachats	-92 381	-113 221
Frais de négociation de titres	-774	-154
Variation d'estimation / actions	-80 459	-39 754
Variation d'estimation / Titres OPCVM	437	1 040
Plus value/ actions	124 800	3 087
Moins value/ actions	-23 241	-13 516
Plus value/Titres OPCVM	1 221	435
Moins value/ Titres OPCVM	-141	-56
+/- val/report /Titres OPCVM	-1 040	-1 292
+/- val/report actions	39 754	74 339
+/- val/report obligation	0	0
Sous-total 1	1 423 712	1 474 079
Sommes non distribuables / exercice clos	-105 559	-130 600
Régul des sommes non distribuables (souscription)	202	543
Régul des sommes non distribuables (rachats)	-3 662	369
Sous-total 2	-109 019	-129 688
Capital	1 314 693	1 344 391

Les mouvements sur le capital, au cours de l'exercice 2018, se détaillent ainsi:

Capital au 31-12-2017

Montant	1 344 391
Nombre de titres	18 773
Nombre d'actionnaires	44

Souscriptions réalisées

Montant	5 586
Nombre de titres émis	78
Nombre d'actionnaires entrants	9

Rachats effectués

Montant	-92 381
Nombre de titres rachetés	1 290
Nombre d'actionnaires sortants	5

Autres mouvements

Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	- 41 308
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	102 639
Frais de négociation de titres	-774
Régularisation des sommes non distribuables	-3 460

Capital au 31-12-2018

Montant	1 314 693
Nombre de titres	17 561
Nombre d'actionnaires	48

4-9 : Sommes distribuables des exercices antérieurs

Les sommes distribuables des exercices antérieurs au 31/12/2018 présentent un solde nul et se détaillent comme suit :

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Report à nouveau sur arrondis de coupons	0	4
Résultat de l'exercice en instance d'affectation	0	0
Total	0	4

4-10: Actif net

L'actif net de la société s'élève, à la fin de l'exercice 2018, à 1 366 914 Dinars, enregistrant ainsi une diminution par rapport à l'exercice 2017 de 1,78%.

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Capital	1 314 693	1 344 391
Sommes distribuables	52 221	47 327
Total	1 366 914	1 391 718

NOTE 5 -NOTES LIEES AU COMPTE DE RESULTAT

5-1 : Dividendes

Au titre de l'exercice 2018, les dividendes encaissés se sont élevés à 26 370 dinars. Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Désignation	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Revenus des actions	23 326	22 628
Revenus des Titres OPCVM	3 044	2 596
Total	26 370	25 224

5-2 : Revenus des obligations et valeurs assimilées

Ce poste enregistre, au titre de l'exercice 2018, un montant de 23 858 Dinars, se détaillant comme suit :

Désignation	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Revenus des obligations et Val assimilées (Potentiel)	13 773	17 218
Revenus des obligations et Val assimilées (Report)	-17 218	-10 814
Revenus des obligations et Val assimilées (Réalisé)	27 303	20 504
Total	23 858	26 908

5-3 : Revenus des placements monétaires

Les revenus des placements monétaires ont atteint un montant de 18 832 Dinars au titre de l'exercice 2018. Ils se détaillent comme suit :

	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Revenus compte à terme (Potentiel)	6 363	3 030
Revenus compte à terme (Report)	-3 030	-2 811
Revenus compte à terme échus	14 451	11 243
Intérêts sur comptes de dépôts	1 048	1 274
Total	18 832	12 736

5-4 : Charges de gestion des placements

Les charges de gestions ont atteint, au titre de l'exercice 2018, un montant de 14 110 Dinars. Elles se détaillent comme suit :

Désignation		Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Rémunération du Gestionnaire (1)		11 288	10 996
Rémunération de réseau (2)		1 411	1 375
Rémunération du dépositaire (3)		1 411	1 375
Total		14 110	13 746

(1): **Rémunération du gestionnaire** : La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la gestion à la société « STB MANAGER » moyennant une rémunération de 0,8% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement. Au terme de la convention de gestion signée entre les parties et de la décision du conseil d'administration de la société réuni le 07 Juin 2018, la société « STB MANAGER » supporte l'ensemble des charges inhérentes à la gestion de la SICAV sauf la redevance du CMF et la taxe sur les collectivités locales.

A compter du 01/01/2019, la société prend en charge la rémunération des dirigeants, les honoraires du commissaire aux comptes, les jetons de présence, les publications légales et tous autres frais liés à sa gestion. En outre la commission de gestion sera ramenée de 0,8% TTC à 0,5% HT de l'actif net par an.

(2) : **Rémunération du dépositaire** : La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la fonction de dépositaire à la « Société Tunisienne de Banque - STB » moyennant une rémunération de 0,1% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement.

(3) : **Rémunération du réseau** : La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la fonction distributeur à la « Société Tunisienne de Banque - STB » moyennant une rémunération de 0,1% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement.

5-5 : Autres charges

Cette rubrique se présente comme suit :

Désignation	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Redevance CMF*	347	0
Impôts et taxes*	92	0
Contribution conjoncturelle exceptionnelle	0	3 386
Total	439	3 386

* La redevance du CMF et la taxe au profit des collectivités locales antérieurement supportées par la société « STB Manager », le gestionnaire de la SICAV, sont désormais prises en charge par la SICAV aux termes de la décision du conseil d'administration de la société réuni le 07/06/2018 et ce depuis le 01/10/2018.

5-6: Régularisation du résultat d'exploitation

Cette rubrique se présente comme suit :

Désignation	Période du 01/01/2018 au 31/12/2018	Période du 01/01/2017 au 31/12/2017
Régularisation des sommes distribuables de l'exercice (souscription)	59	1 677
Régularisation des sommes distribuables de l'exercice (rachats)	- 2 349	-2 091
Total	- 2 290	-413

NOTE 6- AUTRES INFORMATIONS

Les données par action et les ratios de gestion pertinents se présentent comme suit :

Données par action	2018	2017	2016	2015	2014
Revenus des placements	3,933	3,455	3,180	2,864	3,332
Charges de gestion des placements	(0,804)	(0,732)	(0,710)	(0,725)	(0,763)
Revenus nets des placements	3,129	2,723	2,470	2,139	2,569
Autres charges	(0,025)	(0,180)	-	(0,001)	(0,005)
Autres produits	-	-	-	-	-
Résultat d'exploitation(1)	3,104	2,543	2,470	2,138	2,564
Régularisation du résultat d'exploitation	(0,130)	(0,022)	0,002	-	(0,024)
Sommes distribuables de l'exercice	2,974	2,521	2,472	2,138	2,540
Variation des plus (ou moins) valeurs potentielles sur titres	(2,352)	1,829	6,446	(2,657)	1,782
Plus (ou moins) valeurs réalisées sur cession de titres	5,845	(0,535)	(2,980)	(6,194)	0,973
Frais de négociation de titres	(0,044)	(0,008)	(0,039)	(0,067)	(0,079)
Plus(ou moins) valeurs sur titres et frais de négociation (2)	3,448	1,285	3,427	(8,918)	2,676
Résultat net de l'exercice (1)+(2)	6,553	3,828	5,897	(6,780)	5,240
Résultat non distribuable de l'exercice	3,448	1,285	3,427	(8,918)	2,676
Régularisation du résultat non distribuable	(0,197)	0,049	0,011	0,002	(0,001)
Sommes non distribuables de l'exercice	3,251	1,334	3,438	(8,916)	2,675
Distribution de dividendes	2,521	2,472	2,137	2 ,540	2,017
Valeur liquidative	77,838	74,134	72,751	68,978	78,297
Ratios de gestion des placements					
Charges de gestion des placements / actif net moyen	1,02%	1,01%	1,00%	1,00%	1,00%
Autres charges / actif net moyen	0,03%	0,25%	-	-	0,006%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	3,79%	3,48%	3,494%	2,901%	3,249%

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

I. Rapport sur l'audit des états financiers :

- **Opinion :**

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons effectué l'audit des états financiers annuels de la SICAV L'INVESTISSEUR, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, l'état du résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la « SICAV L'INVESTISSEUR » au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et la variation de son actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

- **Fondement de l'opinion :**

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la SICAV conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

- **Rapport de gestion :**

La responsabilité du rapport du conseil d'administration incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport du conseil d'administration et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la SICAV dans le rapport du conseil d'administration par référence aux données figurant dans les états financiers.

Nos travaux consistent à lire le rapport du conseil d'administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du conseil d'administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du conseil d'administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

- **Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers :**

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la SICAV à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la SICAV ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la SICAV.

- **Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers :**

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée dans l'**Annexe 1** du présent rapport de commissariat aux comptes. Cette description, qui se trouve à la page 5, fait partie intégrante de notre rapport.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires :

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

- **Efficacité du système du contrôle interne :**

En application de l'article 3 de la loi 94-117 du 14 novembre 1994, portant réorganisation du marché financier, (modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005), nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la SICAV.

A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombent à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

- **Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur :**

En application des dispositions de l'article 19 du décret n° 2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la SICAV L'INVESTISSEUR avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la SICAV L'INVESTISSEUR avec la réglementation en vigueur.

- **Conformité aux règles prudentielles :**

Par référence à l'article 2 du décret N° 2001-2278 du 25 Septembre 2001 portant application des dispositions des articles 15, 29, 35, 36 et 37 du code des OPCVM et relatif aux ratios d'emploi de l'actif des OPCVM, nous avons relevé les dépassements suivants :

- Les actions d'OPCVM représentent 5,05% de l'actif net dépassant ainsi le taux de 5% prévu par ledit article.
- Les liquidités et quasi-liquidités de la SICAV représentent 26,58% du total de l'actif dépassant ainsi le taux de 20% prévu par ledit article.

Tunis, le 27 mars 2019
Le Commissaire aux Comptes
ABC AUDIT & CONSEIL
Walid AMOR

Annexe 1 : Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit ISA, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances.
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinents concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.
- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchant la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

En application des dispositions des articles 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales, nous rapportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par ces textes.

Notre responsabilité est de nous assurer des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de chercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

I. Conventions conclues par la « SICAV L'INVESTISSEUR » avec des sociétés ayant des dirigeants en commun ou avec une société la contrôlant au sens de l'article 461 du CSC :

(1) La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la gestion à la société « STB MANAGER » moyennant une rémunération de 0,8% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement.

Aux termes de la convention de gestion signée entre les parties et de la décision du conseil d'administration de la société réuni le 07 Juin 2018, la société « STB MANAGER » supporte l'ensemble des charges inhérentes à la gestion de la SICAV sauf la redevance du CMF et la taxe sur les collectivités locales.

La charge de gestion constatée par la société au titre de l'exercice 2018, s'élève à 11 288 dinars.

A compter du 01/01/2019, la société prend en charge la rémunération des dirigeants, les honoraires du commissaire aux comptes, les jetons de présence, les publications légales et tous autres frais liés à sa gestion. En outre la commission de gestion sera ramenée de 0,8% TTC à 0,5% HT de l'actif net par an.

(2) La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la fonction de dépositaire à la « Société Tunisienne de Banque - STB » moyennant une rémunération de 0,1% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement.

La rémunération du dépositaire constatée par la société au titre de l'exercice 2018, s'élève à 1 411 dinars.

(3) La société « SICAV L'INVESTISSEUR » a confié la fonction distributeur à la « Société Tunisienne de Banque - STB » moyennant une rémunération de 0,1% TTC de l'actif net, calculée quotidiennement.

La rémunération du réseau constatée par la société au titre de l'exercice 2018, s'élève à 1 411 dinars.

II. Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

La société « SICAV L'INVESTISSEUR » n'a pas d'obligations ou d'engagements envers ses dirigeants au titre de l'exercice 2018 étant donné qu'aux termes de la convention de gestion signée avec la société « STB Manager », c'est cette dernière qui prend en charge leurs jetons de présence.

A compter du 01/01/2019, la société « SICAV L'INVESTISSEUR » prendra en charge les jetons de présence des membres de son conseil d'administration. Cette mise à jour tient compte de la décision du conseil d'administration de la société réunie le 07 Juin 2018.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 27 mars 2019

Le commissaire aux comptes

ABC AUDIT & CONSEIL

Walid AMOR

Etats financiers annuels de SICAV**SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE**

SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE publie, ci-dessous, ses états financiers arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra en date du **3 mai 2019**. Ces états sont accompagnés des rapports général et spécial du commissaire aux comptes MGH AUDIT & CONSEILS représenté par M. Makram GUIRAS.

BILAN ARRETE AU 31/12/2018
(en dinars tunisiens)

	NOTE	31/12/2018	31/12/2017
<u>ACTIF</u>			
Portefeuille – titres	AC 1	10 055 172	966 190
a- Actions et valeurs assimilées		0	59 750
b- Obligations		10 055 172	906 439
c- Emprunts d'Etat		0	0
Placements monétaires et disponibilités	AC 2	16 604 535	372 822
Placements monétaires		16 088 231	203 299
Disponibilités		516 304	169 523
TOTAL ACTIF		26 659 707	1 339 011
<u>PASSIF</u>			
Opérateurs Créditeurs	PA 1	26 414	930
Autres Créditeurs Divers	PA 2	3 401	817
TOTAL PASSIF		29 815	1 747
<u>ACTIF NET</u>			
Capital	CP 1	24 936 267	1 326 989
Sommes Distribuables	CP2	1 693 625	10 275
a- Sommes distribuables des exercices antérieurs		-692	0
b- Résultats distribuables de l'exercice		1 680 907	8 714
c- Régul résultat distribuables de l'exercice		13 410	1 561
ACTIF NET		26 629 892	1 337 264
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		26 659 707	1 339 011

ETAT DE RESULTAT ARRETE AU 31/12/2018
(en dinars)

	NOTE	<u>du 01/01/2018</u> <u>au 31/12/2018</u>	<u>du 20/12/2016</u> <u>au 31/12/2017</u>
Revenus du portefeuille – titres	PR 1	<u>1 023 006</u>	<u>8 265</u>
Dividendes		689 039	0
Revenus des obligations		333 966	8 265
Revenus des emprunts d'Etat		0	0
Revenus des placements monétaires	PR 2	782 205	3 299
Total des revenus des placements		1 805 210	11 564
Charges de gestion des placements	CH 1	-101 541	-1 775
REVENUS NETS DES PLACEMENTS		1 703 670	9 789
Autres charges	CH2	-22 763	-1 074
RESULTAT D'EXPLOITATION		1 680 907	8 715
Régularisation du résultat d'exploitation	PR 3	13 410	1 561
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		1 694 317	10 276
PR 4 Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		-13 410	-1 561
Variation des + (ou -) valeurs potentielles/ titres		0	0
Plus ou - valeurs réalisées /cession des titres		-622 355	5 306
Frais de négociation de titres		-7	0
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		1 058 544	14 021

ETAT DE VARIATION DE L'ACTIF NET**ARRETE AU 31/12/2018****(en dinars tunisiens)**

	NOTE	<u>du 01/01/2018</u> <u>au 31/12/2018</u>	<u>du 20/12/2016</u> <u>au 31/12/2017</u>
Variation de l'actif net résultant des opérations d'exploitation		1 058 544	14 021
Résultat d'exploitation		1 680 907	8 715
Variation des plus (ou -) values potentielles / titres		0	0
Plus ou moins values réalisées / cession des titres		-622 355	5 306
Frais de négociation de titres		-7	0
Distribution de dividendes		0	0
Transactions sur le capital		<u>24 234 083</u>	<u>323 244</u>
a- Souscriptions		57 701 155	572 660
Capital		56 248 215	569 400
Régularisation des sommes non distribuables		246 466	1 302
Régularisation des sommes distribuables		1 206 474	1 958
a- Rachats		-33 467 071	-249 416
Capital		-32 492 742	-248 700
Régularisation des sommes non distribuables		219 427	-319
Régularisation des sommes distribuables		-1 193 756	-398
VARIATION DE L'ACTIF NET		25 292 628	337 264
Actif Net			
en début d'exercice		1 337 264	1 000 000
en fin d'exercice		26 629 892	1 337 264
Nombre d'actions			
en début d'exercice		13 207	10 000
en fin d'exercice		249 032	13 207
VALEUR LIQUIDATIVE		106,933	101,254
Taux de rendement		5,61%	1,25%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

ARRETEES AU 31/12/2018

(Unité en Dinars)

NOTE 1 : PRESENTATION DE LA SOCIETE

SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE est une société d'investissement à capital variable de type capitalisation. Elle a été ouverte au public le 18 septembre 2017.

NOTE 2 : REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2018** sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

NOTE 3 : PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au **31 décembre 2018**, sont établis conformément au système comptable des entreprises et notamment les normes NC16, NC 17 et NC 18 relatives aux OPCVM, telles que approuvées par l'arrêté du ministre des finances du 22 Janvier 1999.

NOTE 4 : PRINCIPES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille-titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

4- 1 Prise en compte des placements et des revenus y afférents

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les intérêts sur les placements en obligations et valeurs similaires et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus pour leur montant net de retenues à la source.

Les dividendes relatifs aux titres OPCVM sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

4- 2 Evaluation des placements en actions et valeurs assimilés

Les placements en actions et valeurs assimilées sont constitués de titres OPCVM et sont évalués, en date d'arrêté, à leur valeur liquidative. La différence par rapport au prix d'achat constitue, selon le cas une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, entant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice.

4- 3 Evaluation des placements en obligations et valeurs similaires et en placements monétaires

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les obligations et valeurs similaires sont évaluées, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- à la valeur de marché lorsqu'elles font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente ;
- au coût amorti lorsqu'elles n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent ;
- à la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Considérant les circonstances et les conditions actuelles du marché obligataire, et l'absence d'une courbe de taux pour les émissions obligataires, ni la valeur de marché ni la valeur actuelle ne constituent, au 31 décembre 2018, une base raisonnable pour l'estimation de la valeur de réalisation du portefeuille des obligations de SICAV L'épargne Obligataire figurant au bilan arrêté à la même date.

En conséquence, les placements en obligations ont été évalués, au 31 décembre 2018, au coût amorti.

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

4- 4 Cession des placements

La cession des placements donne lieu à leur annulation à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

4- 5 Unité monétaire

Les états financiers de SICAV L'épargne Obligataire sont libellés en monnaie locale, en l'occurrence le dinar tunisien.

5 - NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

AC1 : Note sur le Portefeuille-titres

Le solde de ce poste s'élève au **31/12/2018** à **10.055.172 dinars** et se détaille comme suit :

PORTEFEUILLE TITRES	Nombre	Coût d'acquisition	Valeurs au 31-12-2018	% de l'actif	% de l'actif net
Obligations					
ATL 2017-2 B	5 000	500 000	529 577	1,99%	1,99%
ATL Sub 2017	4 000	400 000	405 264	1,52%	1,52%
BH Sub 2018-1 C	5 000	500 000	522 356	1,96%	1,96%
BNA Sub 2018-1 B	20 000	2 000 000	2 053 282	7,70%	7,71%
HL 2017-3 B	5 000	500 000	530 649	1,99%	1,99%
TL 2018-1 B	10 000	1 000 000	1 042 775	3,91%	3,92%
UIB 2016 Sub A	77 278	2 318 338	2 458 083	9,22%	9,23%
CIL 2018/1 F	15 000	1 500 000	1 508 364	5,66%	5,66%
TL SUB 2018 B	100 000	1 000 000	1 004 822	3,77%	3,77%
TOTAL		9 718 338	10 055 172	37,72%	37,76%

a- Actions et valeurs assimilées

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Actions SICAV	0	59 750
Diff. Estimation sur actions SICAV	0	0
Total	0	59 750

b- Obligations

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Obligations Coût d'entrée	9 718 338	900 000
Intérêts courus à l'achat/obligations	66 953	0
Intérêts courus	256 695	5 264
intérêts intercalaires courus	13 186	1 175
Total	10 055 172	906 439

Tableau de mouvement du portefeuille titres

	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Intérêts courus nets</u>	<u>Plus (moins) values latentes</u>	<u>Valeur au 31 décembre</u>	<u>Plus (moins) values réalisées</u>
<u>Soldes au 31 décembre 2017</u>	959 750	6 439	0	966 190	
* <u>Acquisitions de l'exercice</u>					
Obligations	8 818 338			8 818 338	
Titres OPCVM	32 050 654			32 050 654	
* <u>Remboursements et cessions de l'exercice</u>					
Annuités obligations	0			0	0
Cession titres OPCVM	(32 110 404)			(32 110 404)	(622 355)
* <u>Variations des plus ou moins values latentes</u>			0	0	
* <u>Variations des intérêts courus</u>		330 394		330 394	
<u>Soldes au 31 décembre 2018</u>	9 718 338	336 833	0	10 055 172	(622 355)

AC2 : Note sur les placements monétaires et disponibilités

Les placements monétaires et les disponibilités se détaillent comme suit :

a- Placements monétaires

Libellé	coût d'acquisition	valeurs au 31/12/2018	% de l'actif net
Certificats de dépôts STB	10 967 137	10 987 544	41,26%
Certificat de dépôt au 31/12/2018 (taux de 9% 20 jours)	1 992 040	1 999 602	7,51%
Certificat de dépôt au 01/01/2019 (taux de 9% 20 jours)	996 020	999 602	3,75%
Certificat de dépôt au 07/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	996 020	998 408	3,75%
Certificat de dépôt au 08/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	498 010	499 104	1,87%
Certificat de dépôt au 09/01/2019 (taux de 9% 20 jours)	996 020	998 010	3,75%
Certificat de dépôt au 02/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	998 005	999 401	3,75%
Certificat de dépôt au 03/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	998 005	999 202	3,75%
Certificat de dépôt au 06/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	1 996 010	1 997 207	7,50%
Certificat de dépôt au 09/01/2019 (taux de 9% 10 jours)	1 497 007	1 497 007	5,62%
Comptes à terme STB	4 900 000	5 100 686	19,15%
Comptes à terme au 22/04/2020 (taux de TMM+2,5% 750 jours)	500 000	526 812	1,98%
Comptes à terme au 12/07/2020 (taux de TMM+2,5% 740 jours)	1 000 000	1 035 617	3,89%

Comptes à terme au 01/10/2019 (taux de TMM+2,75% 740 jours)	200 000	204 067	0,77%
Comptes à terme au 06/06/2020 (taux de TMM+2,5% 740 jours)	1 500 000	1 564 111	5,87%
Comptes à terme au 09/02/2020 (taux de TMM+2,5% 740 jours)	1 000 000	1 066 090	4,00%
Comptes à terme au 04/03/2019 (taux de 10% 90 jours)	700 000	703 989	2,64%
TOTAL	15 867 137	16 088 231	60,41%

b- Disponibilités

Libellé	31/12/2018	31/12/2017	% de l'actif net
avoirs en Banque	516 304	169 523	1,94%
Total	516 304	169 523	1,94%

Note sur les passifs :

PA 1 Opérateurs Créditeurs

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Gestionnaire	9 708	446
Commission réseau	6 971	242
commission dépositaire	9 734	242
Total	26 413	930

PA 2 Autres Créditeurs divers

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Etat	1 138	719
CMF	2 264	98
Total	3 401	817

CP1 : Note sur le capital

	31/12/2018
Capital au 31/12/2017	
* Montant	1 326 989
* Nombre de Titres	13 207
* Nombre d'actionnaires	21
Souscriptions réalisées	
* Montant	56 248 215
* Nombre de titres émis	557 329
* Nombre d'actionnaires entrants	514

<u>Rachats effectués</u>	
* Montant	32 492 742
* Nombre de titres rachetés	321 504
* Nombre d'actionnaires sortants	160
<u>Autres mouvements</u>	-146 194
Variation des plus(ou moins) values potentielles sur titres	0
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-622 355
Frais de négociation de titres	-7
Résultat capitalisé	10 275
Régularisation des sommes non distribuables	465 893
<u>Capital au 31/12/2018</u>	
* Montant	24 936 267
* Nombre de Titres	249 032
* Nombre d'actionnaires	375

CP2 Sommes Distribuables

a- Sommes distribuables des exercices antérieurs

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Résultat en instance d'affectation	0	0
Régl Résultat en instance d'affectation souscription	-285	0
Régl Résultat en instance d'affectation Rachat	-407	0
Total	-692	0

b- Sommes distribuable de l'exercice

Désignation	31/12/2018	31/12/2017
Résultat distribuables de l'exercice	1 680 907	8 714
Régl Résultat distribuables de l'exercice	13 410	1 561
Total	1 694 317	10 275

Notes liées au compte de résultat

PR1 : Note sur les revenus du Portefeuille- titres

Les revenus du portefeuille-titres se détaillent comme suit :

a- Dividendes

Libellé	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	Du 20/12/2016 au 31/12/2017
Revenus des titres OPCVM	689 039	0
Total	689 039	0

b- Revenus des obligations

Désignation	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	du 20/12/2016 au 31/12/2017
Intérêts	333 966	8 265
Total	333 966	8 265

PR2 : Note sur les revenus des placements monétaires

Le revenu des placements monétaires se détaillent comparativement comme suit :

Libellé	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	du 20/12/2016 au 31/12/2017
Intérêts des certificats de dépôts	570 151	0
Intérêts des comptes à terme	211 336	3 299
Intérêts des comptes de dépôts	718	0
Total	782 205	3 299

PR 3 : Régularisation du résultat d'exploitation

Libellé	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	du 20/12/2016 au 31/12/2017
RégulRésultat exploitation (souscription)	1 206 759	1 958
Régul résultat d'exploitation (rachat)	-1 193 349	-398
Total	13 410	1 561

CH 1 : Charges de gestion des placements

Libellé	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	du 20/12/2016 au 31/12/2017
Rémunération Gestionnaire	73 848	1 291
Rémunération réseau	13 846	242
Rémunération dépositaire	13 846	242
Total	101 541	1 775

CH 2 : Autres Charges

Libellé	Du 01/01/2018 au 31/12/2018	du 20/12/2016 au 31/12/2017
Impôts et taxes	4 296	751*
Redevance CMF	18 462	323
Autres charges	5	1
Total	22 763	1 074

*Montant présenté par erreur en tant que rémunération du commissaire aux comptes dans les états financiers arrêtés au 31-12-2017.

6- AUTRES INFORMATIONS

6- 1 Données par actions et ratios pertinents

Les données par action et les ratios les plus pertinents relatifs à l'exercice 2018 se présentent ainsi

Libellé	2018	2017
Données par action		
Revenus des placements	7,249	0,876
Charges de gestion des placements	-0,408	-0,134
Revenus net des placements	6,841	0,741
Autres produits	0,000	0,000
Autres charges	-0,091	-0,081
Résultat d'exploitation (1)	6,750	0,660
Régularisation du résultat d'exploitation	0,054	0,118
Sommes distribuables de l'exercice	6,804	0,778
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	0,000	0,000
Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	-2,499	0,402
Frais de négociation de titres	0,000	0,000
Plus (ou moins) values sur titres et frais de négociation (2)	-2,499	0,402
Résultat net de l'exercice (1) + (2)	4,251	1,062
Résultat non distribuable de l'exercice	-2,499	0,402
Régularisation du résultat non distribuable	1,374	0,074
Sommes non distribuables de l'exercice	-1,125	0,476
Distribution de dividendes	0,000	0,000
Valeur liquidative	106,933	101,254
Ratios de gestion des placements		
Actif Net Moyen	13 983 578	1 168 632
Charges de gestion des placements / actif net moyen	0,73%	0,15%
Autres charges / actif net moyen	0,16%	0,09%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	12,02%	0,75%

6- 2 Rémunération du gestionnaire

La gestion de SICAV L'épargne Obligataire est confiée à la société «STB MANAGER». Celle-ci se charge des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations le gestionnaire perçoit une rémunération de **0,40%TTC** par an, calculée sur la base de l'actif net de SICAV L'épargne Obligataire.

La rémunération de « STB MANAGER » au **31/12/2018** s'élève à **73.848 DT**.

6- 3 Rémunération du dépositaire

La banque STB assure les fonctions de dépositaire pour la société SICAV L'épargne Obligataire. Elle est chargée à ce titre de conserver les titres et les fonds de la société et d'encaisser le montant des souscriptions des actionnaires entrant et le règlement du montant des rachats aux actionnaires sortants. En contrepartie de ses services, la STB perçoit une commission annuelle de **0,075% TTC** calculée sur la base de l'actif net.

La rémunération du dépositaire au **31/12/2018**s'élève à **13.846 DT**.

6- 4 Rémunération du distributeur

Les souscriptions et les rachats se font auprès des agences de la société Tunisienne de banque (STB) avec laquelle la SICAV est liée par une convention de distribution.

En contrepartie de ses services, la STB perçoit une rémunération annuelle égale à **0,075%TTC** de l'actif net.

La rémunération du distributeur au **31/12/2018** s'élève à **13.846 DT**.

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES ETATS FINANCIERS DE L'EXERCICE
CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Section 1 : Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration du 03 novembre 2016, nous avons effectué l'audit des états financiers de la société **SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE. SA**, qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, l'état des résultats et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers ci-joints, faisant apparaître un actif net de **26.629.892 D** et une valeur liquidative de **106,933 D** par action, présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière de la société au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Section 2 : Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section «Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers» du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Section 3 : Rapport du conseil d'administration

La responsabilité du rapport de gestion incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes de la société dans le rapport de gestion par référence aux données figurant dans les états financiers. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Section 4 : Responsabilités de la direction et du conseil d'administration pour les états financiers

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière de la société.

Section 5 : Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Section 6 : Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Section 7 : Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n° 94-117 du 14 novembre 1994 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne de la société. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Section 8 : Conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières à la réglementation en vigueur

En application des dispositions de l'article 19 du décret n°2001-2728 du 20 novembre 2001, nous avons procédé aux vérifications portant sur la conformité de la tenue des comptes des valeurs mobilières émises par la société avec la réglementation en vigueur.

La responsabilité de veiller à la conformité aux prescriptions de la réglementation en vigueur incombe au conseil d'administration.

Sur la base des diligences que nous avons estimées nécessaires de mettre en œuvre, nous n'avons pas détecté d'irrégularité liée à la conformité des comptes de la société avec la réglementation en vigueur.

Section 9 : Autres observations

Par ailleurs et sans remettre en cause notre avis ci-dessus exprimée, nous attirons votre attention que l'examen de la composition de l'actif de la société nous a permis de constater ce qui suit :

- La société n'a pas respecté les dispositions de l'article 29 du code des organismes de placements collectifs en employant plus de 10% de son actif en titres émis par le même émetteur. En effet, les placements en certificats de dépôts auprès de la même banque, la STB, représentent 41,21% de l'actif.
- La société n'a pas respecté les proportions des actifs tels que fixées par le **décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001**. En effet, les placements en certificats de dépôts représentent 41,21% de l'actif ce qui est supérieur à la limite de 30%, alors que les emprunts obligataires représentent 37,72 % de l'actif ce qui est inférieur à la limite de 50%.
- Les liquidités et quasi-liquidités représentent 21,07% de l'actif dépassant ainsi la limite de 20% prévue par **décret n°2001-2278 du 25 septembre 2001**.

Tunis, le 1 avril 2019

Le Commissaire aux Comptes :

MGH AUDIT ET CONSEILS

Makram GUIRAS

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 Décembre 2018

En application de l'article 200 et suivants et l'article 475 du code des sociétés commerciales, nous reportons ci-dessous sur les conventions et opérations visées par les textes sus-indiqués.

Notre responsabilité est de nous assurer du respect des procédures légales d'autorisation et d'approbation de ces conventions ou opérations et de leur traduction correcte, in fine, dans les états financiers. Il ne nous appartient pas de rechercher spécifiquement et de façon étendue l'existence éventuelle de telles conventions ou opérations mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données et celles obtenues au travers de nos procédures d'audit, leurs caractéristiques et modalités essentielles, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé. Il vous appartient d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et la réalisation de ces opérations en vue de leur approbation.

A- Opérations réalisées relatives à des conventions antérieures (autres que les rémunérations des dirigeants)

Nous avons été informés des conventions suivantes entrant dans le cadre des textes sus indiqués :

1. La gestion de la SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE est confiée à la société «STB MANAGER». Celle-ci se charge des choix des placements et de la gestion administrative et comptable de la société. En contrepartie des prestations le gestionnaire perçoit une rémunération de **0,40%TTC** par an, calculée sur la base de l'actif net de SICAV L'épargne Obligataire.
La rémunération de « STB MANAGER » au **31/12/2018** s'élève à **73.848 DT**.

2. La banque STB assure les fonctions de dépositaire pour la société SICAV L'EPARGNE OBLIGATAIRE. Elle est chargée à ce titre de conserver les titres et les fonds de la société et d'encaisser le montant des souscriptions des actionnaires entrant et le règlement du montant des rachats aux actionnaires sortants. En contrepartie de ses services, la STB perçoit une commission annuelle de **0,075% TTC** calculée sur la base de l'actif net.
La rémunération du dépositaire au **31/12/2018** s'élève à **13.846 DT**.

3. La banque STB assure aussi la fonction de distributeur. En effet, les souscriptions et les rachats se font auprès des agences de la société Tunisienne de banque (STB) avec laquelle la SICAV est liée par une convention de distribution.
En contrepartie de ses services, la STB perçoit une rémunération annuelle égale à 0.075%TTC de l'actif net.
La rémunération du distributeur au **31/12/2018** s'élève à **13.846 DT**.

B. Obligations et engagements de la société envers les dirigeants :

Votre conseil d'administration ne nous a informés d'aucune rémunération et engagements de la société envers ses dirigeants.

Par ailleurs, et en dehors des conventions et opérations précitées, nos travaux n'ont pas révélé l'existence d'autres conventions ou opérations rentrant dans le cadre des dispositions de l'article 200 et suivants et 475 du code des sociétés commerciales.

Tunis, le 1 avril 2019

Le Commissaire aux Comptes :

MGH AUDIT ET CONSEILS

Makram GUIRAS

ATTIJARI FCP CEA

SITUATION ANNUELLE ARRETEE AU 31 DECEMBRE 2018

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Etats financiers annuels – exercice clos le 31 décembre 2018

I- Rapport sur l'audit des états financiers

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers du fonds commun de placement « **ATTIJARI FCP CEA** », qui comprennent le bilan au 31 décembre 2018, l'état de résultat et l'état de variation de l'actif net pour l'exercice clos à cette date et les notes aux états financiers.

Ces états financiers font apparaître un total du bilan de **25 507 808 Dinars**, un actif net de **25 454 520 Dinars** et un bénéfice net de **2 187 387 Dinars**

À notre avis, les états financiers ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du fonds commun de placement « **ATTIJARI FCP CEA** » au 31 décembre 2018, ainsi que de sa performance financière et les mouvements de l'actif net pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers » du présent rapport. Nous sommes indépendants du fonds commun de placement « **ATTIJARI FCP CEA** » conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observation post opinion

Nous attirons l'attention sur la note 2.3 «**Évaluation des placements en obligations et valeurs similaires**» des états financiers, qui décrit la nouvelle méthode adoptée par le fond commun de placement «**ATTIJARI FCP CEA** » pour la valorisation du portefeuille des obligations et valeurs assimilées suite aux recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances et en présence des différentes parties prenantes. Ce traitement comptable appliqué d'une manière prospective et prévoyant une hétérogénéité dans les méthodes de valorisation du portefeuille des obligations et des valeurs assimilées, devrait être, à notre avis, confirmé par les instances habilitées en matière de normalisation comptable.

Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au gestionnaire du fond commun de placement « ATTIJARI FCP CEA »

Notre opinion sur les états financiers ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes du fonds commun de placement dans le rapport de gestion et dans les documents mis à la disposition des copropriétaires. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion semble autrement comporter une anomalie significative. Si à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion, nous sommes tenus de signaler ce fait : nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction pour les états financiers

Le gestionnaire du fonds commun de placement « ATTIJARI FCP CEA » est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, c'est au gestionnaire du fonds commun de placement « ATTIJARI FCP CEA » qu'il incombe d'évaluer la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité de l'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le fonds ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe au gestionnaire du fonds commun de placement « ATTIJARI FCP CEA » de surveiller le processus d'information financière du fonds commun de placement.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre

des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du fonds commun de placement à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le fonds commun de placement à cesser son exploitation.
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

II- Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'ordre des experts comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi N°94-117 du 14 novembre 1994 tel que modifié par la loi 2005-96 du 18 octobre 2005, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité du système de contrôle interne. A ce sujet, nous rappelons que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe au gestionnaire du fonds commun. Sur la base de notre examen, nous n'avons pas identifié des déficiences importantes du contrôle interne.

Tunis, le 29 mars 2019

Le Commissaire aux Comptes :

GS AUDIT & ADVISORY

Sami MENJOUR

BILAN
Au 31/12/2018
(Exprimé en Dinar Tunisien)

<u>ACTIF</u>	<u>NOTE</u>	<u>Au</u> <u>31-12-2018</u>	<u>Au</u> <u>31/12/2017</u>
AC1-PORTEFEUILLE-TITRES		25 026 794	8 795 134
a-Actions, valeurs assimilées et droits rattachés	3-1	22 488 524	6 759 213
b-Obligations et valeurs assimilées	3-1	2 538 270	2 035 921
AC2-PLACEMENTS MONETAIRES ET DISPONIBILITES	3-2	479 150	2 116 756
a-Placements monétaires		-	-
b-Disponibilités		479 150	2 116 756
AC3-CREANCE D'EXPLOITATION	3-3	1 864	8 071
AC4-AUTRES ACTIFS		-	-
TOTAL ACTIF		25 507 808	10 919 961
<u>PASSIF</u>			
PA1-OPERATEURS CREDITEURS	3-6	41 598	16 888
PA2-AUTRS CREDITEURS DIVERS	3-7	11 690	3 114
TOTAL PASSIF		53 288	20 002
<u>ACTIF NET</u>			
CP1-CAPITAL	3-4	24 996 135	10 670 240
CP2-SOMMES DISTRIBUABLES	3-5	458 385	229 719
a-Sommes distribuables des exercices antérieurs		541	100
b-Sommes distribuables de l'exercice		457 844	229 619
ACTIF NET		25 454 520	10 899 959
TOTAL PASSIF ET ACTIF NET		25 507 808	10 919 961

ETAT DE RESULTAT
Au 31/12/2018
(Exprimé en Dinar Tunisien)

Rubrique	NOTE	Du 01/01/2018	Du 01/01/2017
		Au 31/12/2018	Au 31/12/2017
PR 1-Revenus de portefeuille-titres	3-8	562 061	206 789
a-Dividendes		486 166	155 507
b-Revenus des obligations et valeurs assimilées		75 895	51 282
PR 2-Revenus des placements monétaires	3-9	74 517	20 014
TOTAL DES REVENUS DES PLACEMENTS		636 578	226 803
CH 1-Charges de gestion des placements	3-10	-318 439	-103 823
REVENU NET DES PLACEMENTS		318 139	122 980
PR 3-Autres produits		-	-
CH 2-Autres charges	3-11	-16 760	-5 578
RESULTAT D'EXPLOITATION		301 379	117 402
PR 4-Régularisations du résultat d'exploitation		156 465	112 217
SOMMES DISTRIBUABLES DE L'EXERCICE		457 844	229 619
PR 4-Régularisation du résultat d'exploitation (annulation)		-156 465	-112 217
Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres		1 156 916	628 199
Plus (ou moins) values réalisées sur cession des titres		853 333	33 561
Frais de négociation de titres		-124 241	-20 862
RESULTAT NET DE L'EXERCICE		2 187 387	758 300

ETAT DE VARIATION DE L 'ACTIF NET

Au 31/12/2018
(Exprimé en Dinar Tunisien)

	Du 01/01/2018 Au 31/12/2018	Du 01/01/2017 Au 31/12/2017
<u>AN 1-VARIATION DE L'ACTIF NET RESULTANT DES OPERATIONS D'EXPLOITATION</u>	2 187 387	758 300
a-Résultat d'exploitation	301 379	117 402
b-Variation des plus (ou moins) values potentielles sur titres	1 156 916	628 199
c-Plus (ou moins) values réalisées sur cession de titres	853 333	33 561
d-Frais de négociation de titres	-124 241	-20 862
<u>AN 2-DISTRIBUTIONS DE DIVIDENDES</u>	-275 066	-104 376
<u>AN 3-TRANSACTIONS SUR LE CAPITAL</u>	12 642 240	5 871 404
a-Souscriptions	25 463 445	6 794 434
Capital	21 432 425	6 211 479
Régularisation des sommes non distribuables	3 615 632	440 265
Régularisation des sommes distribuables	415 387	142 690
Droits d'entrée	-	-
b-Rachats	-12 821 205	-923 030
Capital	-10 683 725	-845 753
Régularisation des sommes non distribuables	-1 924 447	-56 915
Régularisation des sommes distribuables	-213 033	-20 362
Droit de sortie	-	-
VARIATION DE L'ACTIF NET	14 554 561	6 525 328
<u>AN 4-ACTIF NET</u>		
a- En début de l'exercice	10 899 959	4 374 631
b-En fin de l'exercice	25 454 520	10 899 959
<u>AN 5-NOMBRE DE PARTS</u>		
a- En début de l'exercice	767 387	340 516
b- En fin de l'exercice	1 540 419	767 387
VALEUR LIQUIDATIVE	16,524	14,204
DIVIDENDES PAR PART	0,299	0,277
AN6-TAUX DE RENDEMENT	18,44%	12,72%

NOTES AUX ETATS FINANCIERS ARRETES AU 31/12/2018

Présentation du Fonds Communs de placement ATTIJARI FCP CEA

ATTIJARI FCP CEA est un fonds commun de placement de catégorie mixte éligible aux comptes épargne actions « CEA », régi par le code des OPC promulgué par la loi n° 2001-83 du 24-07-2001 et ayant obtenu l'agrément du CMF le 26 Novembre 2008, n° 37/2008.

Le capital initial s'élève à 100 000 dinars divisé en 10 000 parts de 10 Dinars chacune. Sa durée de vie a été fixée à 99 ans.

ATTIJARI FCP CEA est un fonds commun de placement de distribution. Le dépositaire de ce fonds est ATTIJARI BANK. Son gestionnaire est ATTIJARI GESTION.

Le fonds a été constitué le 11 Mai 2009, et l'ouverture au public a eu lieu en date du 30 Juin 2009.

1- REFERENTIEL D'ELABORATION DES ETATS FINANCIERS

Les états financiers arrêtés au 31/12/2018 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en Tunisie.

2. REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les états financiers sont élaborés sur la base de l'évaluation des éléments du portefeuille titres à leur valeur de réalisation. Les principes comptables les plus significatifs se résument comme suit :

2.1- Prise en compte des placements et revenus y afférents:

Les placements en portefeuille-titres et les placements monétaires sont comptabilisés au moment du transfert de propriété pour leur prix d'achat. Les frais encourus à l'occasion de l'achat sont imputés en capital.

Les dividendes relatifs aux actions admises à la cote sont pris en compte en résultat à la date de détachement du coupon.

Les intérêts sur les placements en bons de trésor assimilables et sur les placements monétaires sont pris en compte en résultat à mesure qu'ils sont courus.

2.2- Evaluation des placements en actions et valeurs assimilées:

Les placements en actions et valeurs assimilées sont constitués d'actions admises à la cote et sont évalués, en date du 31/12/2018, à leur valeur de marché. La différence par rapport au prix d'achat ou par rapport à la clôture précédente constitue, selon le cas, une plus ou moins-value potentielle portée directement en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. La valeur de marché, applicable pour l'évaluation, des titres admis à la cote, correspond au cours en bourse à la date du 31/12/2018 ou à la date antérieure la plus récente. L'identification et la valeur des titres ainsi évalués sont présentées dans la note sur le portefeuille titres.

2.3-Évaluation des placements en obligations et valeurs similaires

Les placements en Obligations et valeurs assimilées sont constitués de bons de trésors assimilables.

Conformément aux normes comptables applicables aux OPCVM, les placements en bons de trésors assimilables sont évalués, postérieurement à leur comptabilisation initiale :

- A la valeur du marché lorsqu'ils font l'objet de transactions ou de cotation à une date récente.
- Au coût amorti lorsqu'ils n'ont pas fait l'objet, depuis leur acquisition, de transactions ou de cotation à un prix différent.
- A la valeur actuelle lorsqu'il est estimé que ni la valeur de marché ni le coût amorti ne constitue une base raisonnable de la valeur de réalisation du titre et que les conditions de marché indiquent que l'évaluation à la valeur actuelle en application de la méthode actuarielle est appropriée.

Dans un contexte de passage progressif à la méthode actuarielle, et compte tenu des recommandations énoncées dans le Procès-verbal de la réunion tenue le 29 Août 2017 à l'initiative du ministère des finances en présence des différentes parties prenantes, les Bons du trésor assimilables (BTA) sont valorisés comme suit :

- Au coût amorti pour les souches de BTA ouvertes à l'émission avant le 31/12/2017 à l'exception de la ligne de BTA « Juillet 2032 » (compte tenu de l'étalement, à partir de la date d'acquisition, de toute décote et/ou surcote sur la maturité résiduelle des titres) ;
- A la valeur actuelle (sur la base de la courbe des taux des émissions souveraines) pour la ligne de BTA « Juillet 2032 » ainsi que les souches de BTA ouvertes à l'émission à compter du 1er janvier 2018. Il est à signaler que le portefeuille au 31/12/2018 ne contient pas cette catégorie de BTA.

2.4- Evaluation des placements monétaires :

Les placements monétaires sont évalués à leur prix d'acquisition.

2.5-Cession des placements

La cession des placements donne lieu à leur annulation à hauteur de leur valeur comptable. La différence entre la valeur de cession et le prix d'achat du titre cédé constitue, selon le cas, une plus ou moins-value réalisée portée directement, en capitaux propres, en tant que somme non distribuable. Elle apparaît également comme composante du résultat net de l'exercice. Le prix d'achat des placements cédés est déterminé par la méthode du coût moyen pondéré.

3. NOTES SUR LES ELEMENTS DU BILAN ET DE L'ETAT DE RESULTAT

ACTIFS

3-1-Portefeuille Titres :

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 25 026 794 DT contre 8 795 134 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Coût d'acquisition	23 062 861	7 974 037
- Actions et droits rattachés	20 582 939	6 000 511
- Obligations et valeurs assimilées	2 479 922	1 973 526
Plus ou moins-values potentielles	1 920 923	764 007
- Actions et droits rattachés	1 905 585	758 702
- Obligations et valeurs assimilées	15 338	5 305
Intérêts courus sur Obligations et valeurs assimilées	43 010	57 090
Total	25 026 794	8 795 134

L'état détaillé du portefeuille se présente comme suit :

DESIGNATION DU TITRE	NRE/ TITRE	Coût d'acquisition.	Valeur au 31/12/18	% Actif	% K EMIS
Actions et Droits Rattachés		20 582 939,094	22 488 524,586	88,16%	
ADWYA	104 834	575 139,690	499 324,342	1,96%	0,49%
ARTES	77 706	521 858,210	484 885,440	1,90%	0,20%
ASSAD	46 645	434 032,770	360 239,335	1,41%	0,39%
ATB	56 427	236 500,440	206 240,685	0,81%	0,06%
ATTIJARI BANK	24 988	1,029 096,530	1 069 411,436	4,19%	0,06%
ATTIJARI LEASING	3 160	63 842,107	52 424,400	0,21%	0,11%
BH	20 927	392 210,920	266 484,418	1,04%	0,04%
BIAT	7 464	855 952,641	891 321,024	3,49%	0,04%
BTE ADP	1 103	21 432,940	12 408,750	0,05%	0,11%
CELLCOM	5 096	43 061,200	7 501,312	0,03%	0,11%
CEREALIS	38 252	164 570,405	180 319,928	0,71%	0,78%
DELICE HOLDING	51 930	813 839,142	742 235,490	2,91%	0,09%
EURO CYCLES	9 163	364 747,990	170 899,113	0,67%	0,11%

ICF	700	111 629,000	123 870,600	0,49%	0,03%
LANDOR	75 020	703 935,790	675 255,020	2,65%	1,55%
MPBS	93 339	318 291,757	313 152,345	1,23%	1,31%
ONE TECH	132 235	1 752 724,940	2 114 437,650	8,29%	0,25%
SAH	91 694	1 064 581,828	1 047 145,480	4,11%	0,15%
SAM	93 252	393 300,946	386 529,540	1,52%	2,01%
SFBT	86 708	1 445 213,900	2 042 840,480	8,01%	0,05%
SIAME	229 656	546 149,212	574 369,656	2,25%	1,64%
SIMPAR	14 339	426 783,810	478 435,074	1,88%	1,30%
SOMOCER	217 948	237 263,840	225 794,128	0,89%	0,54%
SOTIPAPIER	23 873	99 381,190	111 773,386	0,44%	0,09%
SOTRAPIL	72 130	891 195,234	1 210 269,270	4,74%	1,74%
SOTUVER	245 160	1 645 253,978	2 159 124,120	8,46%	0,90%
SPDIT	1 500	10 624,456	15 000,000	0,06%	0,01%
T.AIR	510 330	417 119,990	397 547,070	1,56%	0,48%
TELNET HOLDING	254 545	1 960 524,420	2 446 177,450	9,59%	2,31%
TUNIS RE	61 537	488 094,460	492 296,000	1,93%	0,31%
TUNISIE VALEURS	889	27 559,000	27 438,096	0,11%	0,04%
TUNISIE PROFILE SA	343 630	1 418 944,044	1 644 269,550	6,45%	0,69%
UIB	12 833	334 484,424	303 590,281	1,19%	0,04%
UNIMED	90 897	773 401,728	755 444,967	2,96%	1,96%
DA 1/10 SAM 2017	5	2,364	2,200	0,00%	0,00%
DA 1/11 AIR LIQ 2013	1	26,881	7,050	0,00%	0,00%
DA 1/14 SAH 2017	1	0,785	0,900	0,00%	0,00%
DA 1/5 MONPRIX 2015	3	10,836	0,600	0,00%	0,00%
DA 8/33 UBCI 2013	5	34,635	1,450	0,00%	0,00%
DA BT 1/5 2016	3	4,490	0,450	0,00%	0,00%
DA1/12 AIRLI2014	2	43,361	17,800	0,00%	0,00%
DA1/25AIRLI2015	2	21,352	6,020	0,00%	0,00%
DA11/117 UNIMED 2017	42	35,636	31,920	0,00%	0,00%
DA2/43T.LEASING2015	18	15,822	0,360	0,00%	0,00%
BTA		2 479 922,000	2 538 269,767	9,95%	
BTA6% JUIN 2023	295	281 607,000	291 883,125	1,14%	
BTA6% OCTOBRE2023	265	246 847,500	255 116,772	1,00%	
BTA6% OCTOBRE2023	1750	1 610 000,000	1 632 464,953	6,40%	
BTA6.7%AVRIL2028	155	151125,000	157 945,513	0,62%	
BTA6.7%AVRIL2028	133	123 490,500	130 319,667	0,51%	
BTA6.7%AVRIL2028	72	66 852,000	70 539,737	0,28%	
TOTAL		23 062 861,094	25 026 794,353	98,11%	

Les mouvements sur le portefeuille-titres :

Libellés	Coût d'Acquisition	Intérêts courus	+/- Values Potentielles	Valeur Fin Exercice	+/- Values Réalisées
Solde au 31/12/2017	7 974 037	57 090	764 007	8 795 134	
Acquisitions de l'exercice	20 625 617			20 625 617	
Actions et droits rattachés	19 015 617			19 015 617	
Bons du trésor Assimilables	1 610 000			1 610 000	
Remboursement et cession de l'exercice	-5 536 793			-5 536 793	
Cession des actions et droits rattachés	-4 433 189			-4 433 189	851 491
Remboursement et cession des BTA	-1 103 604			-1 103 604	1 842
Variation des Plus ou moins-values potentielles			1 156 916	1 156 916	
Variation des intérêts courus		-14 080		-14 080	
Solde au 31/12/2018	23 062 861	43 010	1 920 923	25 026 794	853 333

3-2-Placements monétaires et Disponibilités

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 479 150 DT contre 2 116 756 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
- Avoirs en banque	1 001 908	1 833 139
- Sommes à l'encaissement	546 565	455 802
- Sommes à régler	-1 079 397	-180 483
- Intérêts courus sur compte courant	10 074	8 298
Total	479 150	2 116 756

3-3-Créance d'exploitation

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 1 864 DT contre 8 071 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Dividendes à recevoir	23	23
Retenue à la source/BTA	1 841	8 048
Total	1 864	8 071

ACTIF NET ET PASSIFS

3-4 - Capital :

<u>Capital au 31/12/2017</u>	
- Montant	10 670 240
- Nombre de parts	767 387
- Nombre de porteurs de parts	1 184
<u>Souscriptions réalisées</u>	
- Montant	25 048 058
- Nombre de parts	1 541 391
- Nombre de porteurs de parts entrants	1 082
<u>Rachats effectués</u>	
- Montant	12 608 172
- Nombre de parts	768 359
- Nombre de porteurs de parts sortants	455
<u>Autres effets /capital</u>	
- Variation des plus ou moins-values potentielle sur titres	1 156 916
- Plus ou moins-values réalisées sur cession de titres	853 333
- Frais de négociation de titres	-124 241
<u>Capital au 31/12/2018</u>	
- Montant	24 996 135
- Nombre de parts	1 540 419
- Nombre de porteurs de parts	1 811

3-5-Sommes distribuables

Les sommes distribuables correspondantes aux sommes distribuables de l'exercice 2018 et aux sommes distribuables des exercices antérieurs se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Sommes distribuables de l'exercice	457 844	229 619
Sommes distribuables des exercices antérieurs	541	100
Total	458 385	229 719

Les sommes distribuables de l'exercice et ceux des exercices antérieurs se détaillent comme suit :

Libellé	Montant	Régularisations Souscriptions	Régularisations. Rachats	Total
Sommes distribuables de l'exercice	301 379	321 342	-164 876	457 844
Sommes distribuables des exercices antérieurs	323	432	-214	541
Total	301 701	321 774	-165 090	458 385

3-6 - Opérateurs Créditeurs

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 41 598 DT contre 16 888 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Gestionnaire	35 528	13 727
Dépositaire	2 368	386
Distributeur	3 702	2 775
Total	41 598	16 888

3-7- Autres créditeurs divers

Au 31/12/2018, le solde de ce poste s'élève à 11 690 DT contre 3 114 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
CMF à payer	1 994	776
Dividendes 2010	446	448
Etat Impôt à Payer	9 250	1 890
Total	11 690	3 114

ETAT DE RESULTAT

3-8 – Revenus du portefeuille-titres

Les revenus du portefeuille-titres totalisent 562 061 DT pour la période allant du 01/01/2018 au 31/12/2018 contre 206 789 DT pour la même période pour l'année 2017 et se détaillent ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Revenus des actions	486 166	155 507
Revenus des obligations et valeurs assimilées	75 895	51 282
Total	562 061	206 789

3-9 – Revenus des placements monétaires

Le solde de ce poste s'élève pour la période allant du 01/01/2018 au 31/12/2018, à 74 517 DT contre 20 014 DT au 31/12/2017 et représente le montant des intérêts sur compte courant.

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Intérêts sur compte courant	74 517	20 014
Total	74 517	20 014

3-10 – Charges de gestion des placements

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 318 439 DT contre 103 823 DT au 31/12/2017 et se détaille ainsi :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Rémunération du gestionnaire	298 866	98 271
Rémunération du dépositaire	18 647	2 776
Rémunération du Distributeur	926	2 776
Total	318 439	103 823

3-11 – Autres charges

Le solde de ce poste s'élève au 31/12/2018 à 16 760 DT contre 5 578 DT au 31/12/2017 et se détaille comme suit :

Libellé	31/12/2018	31/12/2017
Redevance CMF	16 742	5 552
Impôts et Taxes	-	8
Autres Frais et Frais Bancaire	18	18
Total	16 760	5 578

AUTRES INFORMATIONS

4- AUTRES INFORMATIONS

4-1 Données par part

LIBELLE	2018	2017	2016	2015	2014
Revenus des placements	0,413	0,296	0,291	0,451	0,697
Charges de gestion des placements	-0,207	-0,135	-0,128	-0,200	-0,239
Revenu net des placements	0,207	0,160	0,163	0,251	0,459
Autres produits	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Autres charges	-0,011	-0,007	-0,007	-0,012	-0,014
Résultat d'exploitation	0,196	0,153	0,156	0,239	0,445
Régularisation du résultat d'exploitation	0,102	0,146	0,121	0,093	-0,094
Sommes distribuables de l'exercice	0,297	0,299	0,276	0,332	0,351
Variation des +/- values potentielles sur titres	0,751	0,819	0,508	-1,310	1,337
Plus +/- réalisées sur cession de titres	0,554	0,044	-0,084	0,992	-0,132
Frais de négociation de titres	-0,081	-0,027	-0,037	-0,055	-0,043
+/- values sur titres et frais de négociation	1,224	0,835	0,387	-0,373	1,163
Résultat net de l'exercice	1,420	0,988	0,542	-0,134	1,607
Droits d'entrée et droits de sortie	0,000	0,000	0,000	0,000	0,000
Résultat non distribuable de l'exercice	1,224	0,835	0,387	-0,373	1,163
Régularisation du résultat non distribuable	1,098	0,500	0,411	-0,555	0,274
Sommes non distribuables de l'exercice	2,322	1,335	0,797	-0,928	1,437
Distribution de dividendes	0,299	0,277	0,332	0,350	0,232
Valeur liquidative	16,524	14,204	12,847	12,105	13,051

4-2 Ratios pertinents

Ratios de gestion des placements	2018	2017	2016	2015	2014
Total charges / actif net moyen	2.00%	1.97%	1.98%	1.98%	1.98%
Charges de gestion des placements / actif net moyen	1.90%	1.87%	1.87%	1.87%	1.87%
Autres charges / actif net moyen	0.10%	0.10%	0.11%	0.11%	0.11%
Résultat distribuable de l'exercice / actif net moyen	1.80%	2.11%	2.27%	2.24%	3.48%
Actif net moyen	16 741 992	5 551 566	2 329 395	1 590 159	1 867 206

4-3 Rémunération du gestionnaire

La gestion du fond est confiée à « Attijari Gestion » gestionnaire à partir de sa création. Celui-ci se charge du choix des placements et de la gestion administrative et comptable du fonds. En contrepartie des prestations, le gestionnaire perçoit une rémunération de 1.5% HT l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La rémunération d'«Attijari Gestion» au 31/12/2018 s'élève à 298 866 DT TTC.

4-4 Rémunération du dépositaire

La fonction de dépositaire est confiée à « Attijari Bank ». En contrepartie des prestations, le dépositaire perçoit une rémunération de 0,05 % TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

Cette rémunération est passée à 0,10%HT de l'actif net par An depuis le 01 Mars 2018

La rémunération d'Attijari Bank au 31/12/2018 s'élève à 18 647 DT TTC.

4-5 Rémunération du Distributeur

La fonction de commercialisation est confiée à « Attijari Bank ». En contrepartie des prestations, le Distributeur perçoit une rémunération de 0,05 % TTC l'an calculée sur la base de l'actif net quotidien.

La Rémunération du distributeur est supportée par le gestionnaire Attijari Gestion depuis le 01 Mars 2018.

La rémunération d'Attijari Bank au 31/12/2018 s'élève à 926 DT TTC.

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

Wifack International Bank

Siège social : Avenue Habib Bourguiba Médenine 4100

Wifack International Bank publie ci -dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Rachid NACHI et Mr Béchir NEDRI.

BILAN Consolidé

Arrêté au 31.12.2018

Désignation	Notes	31-déc	
		2018	2017*
AC01 Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT	(1-1)	36 562 084	15 819 863
AC02 Créances sur les établissements bancaires et financiers	(1-2)	73 300 557	29 249 759
AC03 Créances sur la clientèle	(1-3)	402 424 166	252 102 279
AC04 Portefeuille titres commercial	(1-4)	628 121	616 799
AC05 Portefeuille d 'Investissement	(1-5)	10 865 619	8 061 648
AC06 Valeurs immobilisées	(1-6)	59 350 922	56 907 795
AC07 Autres actifs	(1-7)	46 041 186	35 882 247
TOTAL ACTIFS		629 172 655	398 640 390
PA01 Banque Centrale, CCP	(2-1)	-	-
PA02 Dépôts et avoirs des établissements bancaires et Financiers	(2-2)	57 127 278	6 852 378
PA03 Dépôts de la clientèle	(2-3)	276 869 667	94 559 330
PA04 Dettes de financements et Ressources spéciales	(2-4)	48 401 104	76 784 431
PA05 Autres passifs	(2-5)	62 403 181	49 290 551
TOTAL PASSIFS		444 801 230	227 486 690
CP01 Capital		150 000 000	150 000 000
CP02 Réserves consolidées		21 339 549	20 717 887
CP03 Actions propres		(498 526)	(48 855)
CP04 Autres capitaux propres consolidées		16 100 751	657 218
CP05 Résultats reportés consolidées		(822 417)	848 656
CP06 Résultat consolidées		(1 779 373)	(1 049 412)
TOTAL CAPITAUX PROPRES	(3)	184 339 984	171 125 494
Intérêt des minoritaires		31 441	28 206
TOTAL CAPITAUX PROPRES ET PASSIFS		629 172 655	398 640 390

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN Consolidé**Arrêté au 31.12.2018**

Désignation	Notes	31-déc.		
		2018	2017*	
PASSIFS EVENTUELS				
HB 01-	Cautions, Avals et autres garanties données	4-1	1 137 428	8 481 088
HB 02-	Crédits documentaires	4-2	4 118 837	0
HB 03-	Actifs donnés en garantie		0	0
TOTAL PASSIFS EVENTUELS			5 256 265	8 481 088
ENGAGEMENTS DONNES				
HB 04-	Engagements de financement donnés	4-3	56 575 393	81 753 006
HB 05-	Engagements sur titres		0	0
TOTAL ENGAGEMENTS DONNES			56 575 393	81 753 006
ENGAGEMENTS RECUS				
HB 06-	Engagements de financement reçus		0	0
HB 07-	Garanties reçues	4-4	94 546 012	39 696 811

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

ETAT DE RESULTAT Consolidé
Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

Désignation		Notes	Du 1 ^{er} janvier au 31 décembre	
			2018	2017*
<u>PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE</u>			<u>41 531 506</u>	<u>23 573 915</u>
PR01	Marges et revenus assimilés	(5-1)	29 281 558	20 890 322
PR02	Commissions en produits	(5-2)	6 192 866	1 664 774
PR03	Gains sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	(5-3)	5 794 209	260 029
PR04	Revenus du portefeuille d'investissement	(5-4)	262 873	758 790
<u>CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE</u>			<u>(16 058 103)</u>	<u>(7 683 224)</u>
CH01	Marges encourus et charges assimilées	(5-5)	(15 124 536)	(7 320 945)
CH02	Commissions encourues		(933 567)	(362 279)
CH03	Perte sur portefeuille titres commerciales et opérations financiers		-	-
<u>PRODUIT NET BANCAIRE</u>			<u>25 473 403</u>	<u>15 890 691</u>
PR05/CH04	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur créances, hors bilan et passif	(5-6)	(1 620 982)	(699 915)
PR06/CH05	Dotation aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement	(5-7)	-	87 249
PR07	Autres produits d'exploitation		12 449	6 352
CH06	Frais de personnel	(5-8)	(14 639 756)	(9 998 002)
CH07	Charges générales d'exploitation	(5-9)	(5 717 120)	(3 161 296)
CH08	Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations	(5-10)	(6 509 394)	(4 259 933)
<u>RESULTAT D'EXPLOITATION</u>			<u>-3 001 400</u>	<u>-2 134 854</u>
PR08/CH09	Solde en gain \ pertes provenant des autres éléments ordinaires	(5-11)	507 619	602 855
CH011	Impôt sur les bénéfices		725 272	489 004
<u>RESULTAT DES ACTIVITES ORDINAIRES</u>			<u>-1 768 509</u>	<u>-1 042 995</u>
PR09/CH010	Solde en gain \ perte provenant des éléments extraordinaires		(7 629)	-5 000,00
<u>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</u>			<u>-1 776 138</u>	<u>-1 047 995</u>
<u>Part des intérêts minoritaires</u>			<u>-3 235</u>	<u>-1 417</u>
<u>RESULTAT NET DE L'EXERCICE</u>			<u>-1 779 373</u>	<u>-1 049 412</u>

(*) : Colonne comparative retraitée à des fin

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE Consolidé
Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018

Désignation	Notes	31-déc	
		2018	2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION	(6-1)		
Produits d'exploitation bancaire encaissés (Hors revenus portefeuille d'investissement)		41 268 633	23 179 175
Charges d'exploitation bancaire décaissées		(13 867 020)	(7 004 924)
Prêts et avances / Remboursement prêts et avances accordés à la clientèle		(151 942 869)	(27 025 349)
Dépôts / Retraits de dépôts de la clientèle		178 476 160	92 590 189
Titres de placements		-	-
Sommes versées au personnel et créditeurs divers		(17 552 191)	(24 003 111)
Autres flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation		(1 197 665)	1 665 547
Impôt sur le bénéfice		(154 601)	(386 729)
FLUX DE TRESORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		35 030 447	59 014 798
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT	(6-2)		
Intérêts et dividendes encaissés sur portefeuille d'investissement		161 802	46 698
Acquisition / cessions sur portefeuille d'investissement		(2 837 000)	(1 743 113)
Acquisition / cessions sur immobilisations		(6 079 436)	(38 272 352)
FLUX DE TRÉSORERIE NET AFFECTES AUX ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		(8 754 634)	(39 968 767)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT	(6-3)		
Émission d'actions		(449 671)	-
Émission d'emprunts		15 443 534	(48 855)
Remboursement d'emprunts		(26 740 233)	(23 235 136)
Dividendes versés et autres distributions			-
Mouvements sur fond social et de retraite		0	-
FLUX DE TRÉSORERIE NET PROVENANT DES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		-11 746 371	-23 283 991
Variation nette des liquidités et équivalents de liquidités au cours de la période		14 529 442	(4 237 960)
Liquidités et équivalents de liquidités en début de période	(6-4)	38 834 043	43 072 003
LIQUIDITÉS ET ÉQUIVALENTS DE LIQUIDITÉS EN FIN DE PÉRIODE		53 363 485	38 834 043

(*) : Colonne comparative retraitée à des fins de comparaison

Notes aux Etats Financiers Consolidés au 31/12/2018

1- NOTES RELATIVES A LA CONSOLIDATION DES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 1- NOTES RELATIVES A LA CONSOLIDATION DES ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2018 :

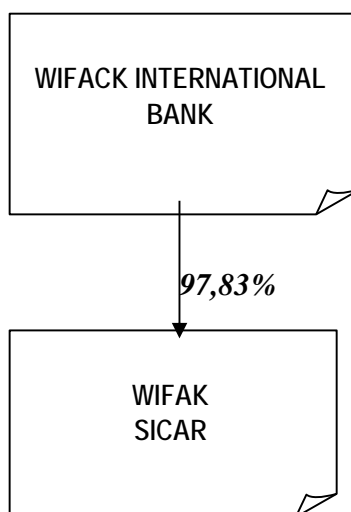
NOTE 1 : PRESENTATION DU GROUPE WIFAK INTERNATIONAL BANK :

« **WIFACK INTERNATIONAL BANK** » est la nouvelle dénomination sociale de la société anciennement dénommée « **EL WIFACK Leasing** ». Ce changement de la dénomination est intervenu suite à l'Assemblée Générale Extraordinaire réunie le 28 Août 2015 ayant adopté les nouveaux statuts et décidé la conversion de la société en une banque universelle et ce sur la base de l'agrément d'exercice de l'activité bancaire obtenu de la part de la Banque Centrale de Tunisie

La même assemblée générale extraordinaire a pris la décision d'augmenter le capital de la société pour le porter de **20 millions** de dinars à **150 millions** de dinars.

Le groupe **WIFACK INTERNATIONAL BANK** a été constitué après la création de la société suivante dans le capital duquel la banque **WIFACK INTERNATIONAL BANK** détient une participation :

<i>Emetteur</i>	<i>Nombre d'actions</i>	<i>Valeur Nominal e</i>	<i>TOTAL</i>	<i>Date de souscription</i>	<i>% détenu du capital</i>
WIFAK SICARS.A	90.000	10	900.000	2009-2010	97,83%
TOTAL			900.000		



1.1- Principales règles d'évaluation et de présentation des comptes consolidés :

Les comptes consolidés du groupe **WACKINTERNATIONAL BANK** relatifs à l'exercice 2018 ont été établis conformément aux dispositions de la loi 2001-117 du 06/12/2001 modifiant le code des sociétés commerciales.

La présentation des états financiers est conforme aux dispositions de la loi 96-112 relative au système comptable des entreprises et aux documents de synthèse consolidés des entreprises relevant du secteur financier. Les charges et produits présentés dans le compte de résultat sont classés par nature et non par destination.

Les comptes consolidés regroupent les comptes de **WIFACK INTERNATIONAL BANK** et de la société composant le groupe **WIFACK INTERNATIONAL BANK** à savoir **WIFAK SICAR S.A.** Les retraitements et reclassements nécessaires ont été effectués afin de se conformer aux principes du groupe **WIFACK INTERNATIONAL BANK**.

1.2- Principes optique et méthodes de consolidation :

Les comptes consolidés sont établis à partir des comptes annuels individuels de la société mère **WIFACK INTERNATIONAL BANK** et de sa filiale **WIFAK SICAR** qu'elle contrôle.

Les méthodes de consolidation appliquées sont les suivantes :

Société	Nature du contrôle	Méthode de consolidation retenue
WIFAK SICAR	Contrôle exclusif	<i>Intégration Globale</i>

La méthode de l'intégration globale s'applique aux entreprises contrôlées de manière exclusive ayant une activité à caractère financier auxquelles s'ajoutent les entreprises dont l'activité se situe dans le prolongement des activités bancaires ou financières ou relève d'activités connexes (assurance promotion touristique acquisition construction et réaménagement d'immeubles location de terrains et d'immeubles).

Sachant que le contrôle exclusif sur une filiale s'apprécie par le pouvoir de diriger ses politiques financières et opérationnelles afin de tirer avantage de ses activités. Il résulte :

- Soit de la détention directe ou indirecte de la majorité des droits de vote dans la filiale ;
- Soit de la désignation pendant deux exercices successifs de la majorité des membres des organes d'administration de direction ou de surveillance de la filiale ; le Groupe est présumé avoir effectué cette désignation lorsqu'il a disposé au cours de cette période directement ou indirectement d'une fraction supérieure à 40 % des droits de vote et qu'aucun autre associé ou actionnaire n'a détenu directement ou indirectement une fraction supérieure à la sienne ;

- Soit du pouvoir d'exercer une influence dominante sur une filiale en vertu d'un contrat ou de clauses statutaires lorsque le droit applicable le permet et que le Groupe est actionnaire ou associé de cette filiale ; l'influence dominante existe dès lors que le Groupe a la possibilité d'utiliser ou d'orienter l'utilisation des actifs passifs ou éléments de hors - bilan de la même façon qu'il contrôle ce même type d'éléments dans les filiales sous contrôle exclusif. Ne sont toutefois retenues dans ces conditions que les entreprises qui présentent un caractère significatif par rapport aux comptes du Groupe.

1.3- Principaux retraitements effectués dans les comptes consolidés

Les principaux retraitements effectués pour l'élaboration des comptes consolidés concernent les postes suivants :

1.3.1- Traitement des acquisitions et écarts d'acquisition :

La différence entre le prix d'acquisition et la quote-part de situation nette acquise est affectée en premier lieu à des éléments identifiables du bilan et du hors - bilan. Les modifications ainsi apportées aux valeurs d'entrée des éléments identifiés sont en contrepartie imputées sur la valeur brute de l'écart d'acquisition dont les amortissements cumulés sont alors ajustés.

Pour chaque acquisition le solde des écarts non affectés est inscrit à l'actif ou au passif du bilan suivant son sens dans le poste "Écarts d'acquisition". Les écarts d'acquisition actifs sont amortis et les écarts d'acquisition passifs sont rapportés au résultat. La durée ne peut en aucun cas excéder vingt ans. Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière à partir d'analyses multicritères semblables à celles utilisées lors de l'évaluation initiale des sociétés acquises.

En cas de cession totale ou partielle des entreprises ainsi acquises l'écart d'acquisition correspondant originellement imputé sur les capitaux propres vient corriger la plus ou moins-value de cession dans le résultat consolidé sous déduction des amortissements qui auraient été pratiqués sans tenir compte du prorata temporise si cet écart avait été maintenu à l'actif du bilan consolidé.

1.3.2- Elimination des soldes et transactions intra-groupe :

Les produits et les charges résultant d'opérations internes au Groupe sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

Les créances les dettes et les engagements réciproques ainsi que les produits et charges réciproques sont éliminés lorsqu'ils concernent des entreprises faisant l'objet d'une intégration globale ou proportionnelle.

1.3.3- Comptabilisation de l'Impôt sur les sociétés :

La charge d'impôt est égale au montant total de l'impôt exigible et de l'impôt différé inclus dans la détermination du résultat net de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payable ou recouvrables au titre de l'exercice.

L'impôt exigible est le montant des impôts sur le bénéfice payables (ou récupérables) au titre du bénéfice imposable (ou de la perte fiscale) d'un exercice.

Les passifs d'impôt différé sont les montants d'impôts sur le résultat payable au cours d'exercices futurs au titre de différences temporelles imposables.

NOTE 2 : PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUES

Les états financiers consolidés du groupe **WIFACK INTERATIONAL BANK** sont préparés et présentés en respectant :

- Les principes comptables généralement admis prévus par le système comptable tunisien des entreprises ; et
- Les principes comptables édictés par les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie.

Le respect de la réglementation en vigueur est établi selon l'ordre suivant :

- Loi n°96-112 du 30 décembre 1996 relative au système comptable des entreprises ;
- Décret n°96-2459 du 30 décembre 1996 portant approbation du cadre conceptuel de la comptabilité ;
- Les normes comptables du secteur bancaire (NCT 21-NCT 25)
- La norme comptable relative aux contrats de locations (NCT 41)
- La circulaire de la Banque Centrale de Tunisie n° 91-24 du 17 décembre 1991 relative à la division couverture des risques et suivi des engagements telle que modifiée par la circulaire n°99-04 du 19 mars 1999 ;

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers se résument comme suit :

2-1 : Continuité de l'exploitation

Les états financiers ont été établis dans la perspective de la continuité de l'exploitation.

2-2 : Immobilisations utilisées par la banque

Les immobilisations corporelles et incorporelles utilisées par la banque figurent parmi les actifs au niveau des « **Actifs Immobilisés** » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables et sont amorties sur leur durée de vie estimée selon le mode linéaire par l'application des taux usuels suivants :

	Taux d'amortissement
Logiciels et Licences	33%
Construction	5%
Global Bancaire	10%
Agencement et aménagement des constructions	10%
Installations générales Agencement et aménagement	10%
Divers	
Matériel de transport	20%
Matériel informatique	16,66%
DAB & GAB	20%
Equipements de bureau	10%
Autres Immobilisations corporelles	10%

2-3 : Encours sur crédits IJARA accordés

La Banque adopte la norme comptable tunisienne **NC 41** relative aux contrats de location pour la comptabilisation des opérations rattachées aux contrats de Ijara et ce à partir de 1er janvier 2008.

Les biens faisant l'objet de contrats de location-financement sont les biens acquis par la banque et donnés en location pour une durée moyenne qui varie entre trois et dix ans. Lors de l'acquisition, elles sont enregistrées au bilan parmi les « autres actifs » pour leur coût d'acquisition hors taxes récupérables ; Par la suite, et suite à la concrétisation du contrat IJARA, elles sont transférées au niveau des « Créances sur la Clientèle » et durant toute la durée du bail. A la fin de cette durée le locataire aura la possibilité d'acheter le bien et en devenir propriétaire et ce pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Les opérations d'IJARA portent sur des biens immobiliers (terrains et constructions) et mobiliers (équipements matériel roulant...).

Il est à signaler que pendant toute la durée du bail le bien donné en location demeure la propriété de la banque **WIFACK INTERNATIONAL BANK** ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le céder ou de le nantir.

Les biens faisant l'objet de contrats de « Mourabaha » sont les biens acquis par la banque à la demande d'un client en vue de les lui revendre à un prix majoré d'une marge bénéficiaire connue et convenue.

Lors de l'acquisition des biens objet de contrats « Mourabaha », Ils sont enregistrés à l'actif du bilan, parmi les « Autres actifs » pour leur prix d'acquisition toutes taxes comprises. Suite à la mise en place du contrat « Mourabaha » et à la livraison, le financement est comptabilisé pour la même valeur parmi les encours.

2-4 : Portefeuille investissement

Sont classés dans la catégorie des placements à long terme (portefeuille d'investissement) les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif ou une influence notable ou un contrôle conjoint ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition tels que les commissions d'intermédiaires les honoraires les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale les placements à long terme sont évalués à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les titres non cotés. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées sauf en ce qui concerne les titres SICAV.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen pondéré à la date d'arrêté ou à la date antérieure la plus récente, et ce tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement l'actif net les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

2-5 : Emprunts

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique des « **Emprunts et dettes rattachés** ».

2 -6 : Evaluation des engagements et des provisions y afférentes

L'évaluation des engagements est effectuée conformément aux normes prudentielles de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire de la BCT n° 91-24, telle que modifiée par les textes subséquents, qui définit les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants :

Actifs dont le recouvrement est assuré concernant les entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financier compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

Actifs classés :

B1 : Actifs nécessitant un suivi particulier

Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2 : Actifs incertains

Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés, et qui, aux caractéristiques propres à la classe B1 s'ajoute l'une au moins de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec le volume d'activité ;
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information ;
- des problèmes de gestion et des litiges entre associés ;
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement ;
- la détérioration du cash-flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais ;
- l'existence de retards de paiement du principal ou des profits entre 90 et 180 jours.

B3 : Actifs préoccupants

Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en profits entre 180 et 360 jours.

B4 : Actifs compromis

Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe B3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en profits au-delà de 360 jours.

La Banque procède à l'ajustement de la classification résultant de l'application systématique des critères quantitatifs, basés essentiellement sur le critère de l'ancienneté des impayés et/ou le nombre d'échéances impayées, et en procédant à des appréciations qualitatives tenant compte principalement de la situation intrinsèque de la relation.

La banque procède au provisionnement des créances classées B2, B3 et B4 conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire de la BCT n°91-24 par l'application de taux de provisionnement sur le risque net non couvert.

Le taux de provisionnement correspond au taux minimal par classe de risque tel que prévu par ladite circulaire, appliqué au risque net non couvert, soit le montant de l'engagement déduction faite des agios réservés et de la valeur des garanties obtenues.

Les taux de provision par classe de risque appliqués au risque net non couvert sont les suivants :

- Actifs incertains	20%
- Actifs préoccupants	50%
- Actifs compromis	100%

Le risque net correspond au montant de l'engagement déduction faite des profits réservés et des garanties des banques et assurances, notamment la Société Tunisienne de Garantie (SOTUGAR) et l'assurance-crédit.

Bien que WIFAK BANK détienne des garanties réelles sur des clients ayant des créances classées, elle les considère comme une garantie supplémentaire atténuant le risque encouru. Ces garanties ne sont pas ainsi déduites de la base des provisions constituées.

Pour les financements ijara, la banque prend en considération la valeur des biens donnés en ijara comme garantie supplémentaire en sus de celles mentionnées ci-haut avec une décote définie comme suit :

- Matériel standard : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 20% par année de location.
- Matériel spécifique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 40% par année de location.
- Matériel informatique : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 60% par année de location.
- Immeubles (terrain, construction...) : Valeur d'origine diminuée d'une décote de 5% par année de location.

Pour les financements sous forme de remplacement, la décote est appliquée sur la valeur du matériel au moment du remplacement.

Les provisions collectives :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91 -24 telle qu'ajoutée par la circulaire n°2012-09 du 29 Juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêt.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations aux provisions" en tant que composante du coût du risque encouru par WIFAK INTERNATIONAL BANK.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations d'IJARA sont déduites des actifs correspondants.

Ces provisions ont été calculées en appliquant les principes de la méthodologie référentielle prévue par la note aux établissements de crédit n°2012-20 du 06 décembre 2012. Cette méthodologie prévoit :

- i. Le regroupement du portefeuille par secteur d'activité. Les secteurs d'activités retenues sont :

- Commerce
- BTP
- Industrie
- Tourisme
- Agriculture
- Promotion immobilière
- Services

- ii. La détermination pour chaque groupe de créances d'un taux de migration moyen sur les 3 derniers exercices TMM_{gi} selon la formule suivante

$$TMM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Risque additionnel de l'année } N}{\text{Engagement 0 et 1 de l'année } N-1} \right) / n$$

Avec

- Risque additionnel de l'année N = (les engagements 0 et 1 de l'année N -1 du groupe i devenus classés 2, 3 ou 4 à la fin de l'année N et évalués sur la base des engagements de l'année N) ;
- TMM_{gi} : Taux de migration moyen du groupe de créances i ;
- n : Nombre d'années retenues dans le calcul du TMM_{gi}.

Certains ajustements en matière de risque additionnel ont été apportés à certains secteurs. Ces ajustements consistent à neutraliser le biais engendré par certaines relations dont l'engagement dépasse largement la moyenne observée.

- iii. Détermination d'un facteur scalaire par groupe de créances « FS_{gi} » traduisant l'aggravation des risques en 2018. La formule de calcul est la suivante :

$$FS_{gi} = \frac{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2018}}{\text{Taux des encours impayés et consolidés dans les engagements 0 et 1 du groupe i en 2017}}$$

La banque a opté pour la neutralisation de l'effet du facteur scalaire qui avait pour objectif en 2011 la correction de l'impact des arrangements et rééchelonnements accordés dans un contexte bien particulier. Ainsi, Le facteur scalaire retenu par la banque en 2018 pour tous les secteurs d'activités est égal à 1.

- iv. Estimation du taux de provisionnement moyen par groupe de créances « TPM_{gi} » qui représente le taux de couverture des créances additionnelles par les provisions, la période retenue étant 2014-2018 :

$$TPM_{gi} = \left(\sum_{N=1}^n \frac{\text{Montant des provisions sur les risques additionnels de l'année } N}{\text{Risque additionnel de l'année } N} \right) / n$$

Avec TPM_{gi} : Taux de provisionnement moyen du groupe de créances i.

La banque a procédé à des ajustements apportés pour certains secteurs pour neutraliser le biais engendré par certaines relations dont le niveau de provisionnement dépasse largement la moyenne de provisionnement constaté sur le secteur en question.

- v. Calcul des provisions collectives « PC_{gi} » du groupe i (en %) selon la formule suivante :

$$PC_{gi} = (\text{Engagements } g_i 0 \text{ et } 1) \times TMM_{gi} \times FSi \times TPM_{gi}$$

Les provisions collectives globales « PC » s'obtiennent par la sommation des PC_{gi}

Les provisions additionnelles :

Conformément aux dispositions de la circulaire de la BCT n° 2013-21, les établissements de crédit doivent constituer des provisions additionnelles sur les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 3 ans pour la couverture du risque net et ce, conformément aux quotités minimales suivantes :

- 40% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 3 à 5 ans
- 70% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 de 6 et 7 ans
- 100% pour les actifs ayant une ancienneté dans la classe 4 supérieure ou égale à 8 ans.

L'ancienneté dans la classe 4 est déterminée selon la formule suivante : $A = N - M + 1$

A : ancienneté dans la classe 4 ;

N : année d'arrêt des comptes ;

M : année de la dernière migration vers la classe 4 ;

Le risque net est la valeur de l'actif après déduction :

- Des agios réservés ;
- Des garanties reçues de l'Etat, des organismes d'assurance et des établissements de crédit ;
- Des garanties sous forme de dépôt ou d'actifs financiers susceptible d'être liquidés sans que leur valeur ne soit affectée ;
- Et des provisions constituées.

2.7 : Convention de prééminence du fond sur la forme

Les opérations d'IJARA effectuées par la banque sont comptabilisées conformément à la convention de prééminence du fond sur la forme.

2-8 : Comptabilisation des revenus

Les revenus provenant des contrats IJARA sont comptabilisées conformément à la norme comptable 41 relative aux contrats de location que la banque a adoptée depuis le 01 Janvier 2008. Les loyers sont facturés aux clients et comptabilisés mensuellement d'avance. A la date d'arrêté des états financiers, il est procédé à une régularisation au titre des produits perçus d'avance.

Les commissions d'études, de gestion et de mise en place de financement et des engagements par signature sont prises en compte en résultat au moment de leur perception.

Les profits courus et non échus relatifs à des créances saines au sens de la circulaire BCT n°91-24, sont portés en résultat à mesure qu'ils sont courus.

Les profits échus et non encore encaissés relatifs à des créances classées au sens de la circulaire BCT n° 91-24, sont constatés en profits réservés en déduction du poste « Créances sur la clientèle ». Ces profits sont pris en compte en résultat lors de leur encaissement effectif.

Les produits non conformes aux perceptions charaïques à l'instar des profits de retard facturés sur les clients récalcitrants ou les produits prohibés par le Comité Charaïque de la banque sont portés dans un compte de passif « Nafaaelaam ».

2-9 : Impôt sur les bénéfices

Wifak Bank est soumise à l'impôt sur les bénéfices au taux de **35%**.

En vertu des dispositions de la loi de finances n°2000-98 du 25 Décembre 2000 les amortissements financiers relatifs aux biens objets de contrats de Ijara sont admis en déduction pour la détermination du bénéfice imposable.

Par ailleurs les dispositions du paragraphe I de l'article 48 du code de l'IRPP et de l'IS sont applicables aux banques et aux sociétés de leasing. Ainsi le taux des provisions déductibles est relevé à 75% au titre des bénéfices réalisés à compter de 2002 jusqu'à l'an 2006 (Article 16 de la loi n° 2001-123 du 28 Décembre 2001). La loi de finances pour la gestion 2005 a porté ce taux à 85% qui demeure en vigueur jusqu'à l'an 2006. De sa part la loi de finances pour la gestion 2006 a relevé ce taux à **100%** applicable jusqu'au **31 Décembre 2009**. Ce taux demeure applicable au-delà de cette date conformément à la loi de finance pour la gestion **2010**.

2-10 : Taxe sur la valeur ajoutée

La banque est partiellement assujettie à la TVA. Les revenus provenant de l'activité IJARA sont soumises à la TVA alors que ceux provenant de l'activité MOURABAHA et des placements en sont exonérés.

La Banque procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes. Il en est de même en ce qui concerne les investissements propres ou objet de contrat d'IJARA.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la banques sur ses achats de biens et services est portée, pour la partie déductible, au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

2-11 : Provision pour indemnités de départ à la retraite

Le coût des avantages postérieurs à l'emploi à servir au personnel lors de leur départ à la retraite tel que stipulé par la convention collective du secteur financier est rattaché à la période d'activité du salarié.

La charge annuelle comptabilisée correspond à la quote-part supportée par l'exercice au titre de tout le personnel titulaire de la banque et est calculée sur la base d'une estimation des salaires à servir à chaque salarié lors de son départ à la retraite rapportée au nombre d'année de travail dans la banque.

2-11 : Unité monétaire et risque de change

Les états financiers consolidés du groupe sont arrêtés et présentés en dinar tunisien (DT).

2-12 : Faits saillants de la période :

L'exercice 2018 est marqué par les événements suivants :

L'exercice 2018 est marqué par les faits et les réalisations suivantes :

- La Confirmation de la notation de la Banque de AA+ avec perspective stable par l'agence de notation de Fitch Rating.
- Le Renforcement du réseau des agences de la Banque par l'ouverture de 4 nouvelles agences pour atteindre un nombre total de 27 agences.
- Le Renforcement des ressources humaines de la Banque par le recrutement d'experts métiers.
- L'élargissement de la gamme offerte avec le lancement des nouveaux produits et services.
- L'orientation vers le marché financier comme une nouvelle source de financement des activités de la Banque.
- L'engagement dans le processus de la transformation digitale globale de la Banque.
- La mise en place d'une nouvelle politique de communication afin de renforcer l'image de Wifak Bank en tant que banque innovante capable d'apporter des solutions adaptées à leurs besoins et en leur offrant une prestation bancaire riche.
- L'approbation du code de déontologie ainsi que la politique de gestion et de prévention des conflits d'intérêt

1- Correction d'erreur comptable

Prise en compte de l'effet de la fiscalité différée lié au résultat déficitaire de l'exercice 2017 pour 605 mDT.

Correction de la fiscalité différée sur des moins-values sur les titres cotés en bourse pour - 139 mDT.

2- Changement de méthode de présentation

Pour des besoins de comparabilité, les données comparatives relatives à la situation arrêtée au 31/12/2017 ont été retraitées en pro-forma, et ce au titre des modifications apportées à la méthode de présentation certaines rubriques des états financiers. Ces modifications se présentent ainsi :

- En 2017, les comptes des banques résidentes présentant des soldes débiteurs ont été présentés au niveau du poste « créances des établissements bancaires et financiers » tandis que leurs soldes créditeurs ont été présentés au niveau du poste « dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers ».
- En 2017, les comptes des clients présentant des soldes débiteurs ont été présentés au niveau du poste « créances sur la clientèle » tandis que leurs soldes créditeurs ont été présentés au niveau du poste « dépôts de clientèle ». En 2018, la présentation de ces comptes dépend du sens de leurs soldes fusionnés.

A des fins comparatives, les états financiers publiés au 31 décembre 2017 ont été retraités, en pro-forma. Les reclassements opérés sont récapitulés dans le tableau suivant :

<u>Libellé</u>	<u>Ancien Poste</u>	<u>Nouveau Poste</u>	<u>Montant</u>
<u>Au niveau du Bilan</u>			
Compte à vue rémunérés personnel Wifak	Créances à la clientèle	Autres actifs	131
Effet remis à l'encaissement	Créances à la clientèle	Autres actifs	296 901
Impayés sur engagement LCI	Créances à la clientèle	Autres actifs	51 443
Avances et acomptes sur matériels et mobiliers de bureau	Valeurs immobilisées	Autres actifs	28 623
Fournisseurs étrangers à payer	Autres passifs	Autres actifs	729
Compensation chèques et effets	Autres passifs	Autres actifs	451 632
Provisions sur les établissement de crédit	Autres actifs	Créances sur les établissement bancaires et financiers	62 477
Etats TVA	Autres actifs	Autres Passifs	7 112
Frais divers	Autres actifs	Autres Passifs	58 476
Etat crédits d'impôts sur les sociétés	Autres actifs	Autres Passifs	55 517
<u>Au niveau d'Etat du Résultat</u>			
Commission reçu sur correspondant	Marges et revenus assimilés	Commissions (En produit)	37 767
Profits sur vente d'actif	Marges et revenus assimilés	Solde en gain/perte provenant des éléments ordinaires	516 664

Moins valus de réévaluation sur titres de transaction	Pertes sur portefeuille-titres commercial et opérations financières	Gains sur portefeuille-titres commercial et opération financières	-4 630
Charges sur comptes bancaires	Commissions encourues	Charges encourues et assimilées	-78 101
TFP et FOPROLOS	Charges générales d'exploitation	Frais de personnel	-198 539
Frais de formation	Charges générales d'exploitation	Frais de personnel	-63 966
<u>Au niveau d'Etat des Flux de Trésorerie</u>			
Titres de transaction	Titres de placement	Liquidité et équivalent de liquidité	136 231

(1) Notes explicatives sur le bilan- Actifs

Note 1.1: Caisse et avoirs auprès de la BCT, CCP et TGT :

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **36 562 084 DT** contre **15 819 863 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une variation de **131%**.

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Caisse en dinars et monnaies étrangères	6 095 964	4 476 297	1 619 667	36%
BCT, CCP et TGT	30 466 120	11 343 566	19 122 555	169%
Total	36 562 084	15 819 863	20 742 221	131%

Note 1.2: Créances sur les établissements bancaires et financiers :

Les créances sur les établissements Bancaires et financiers ont totalisé **73 300 557 DT** au 31 décembre 2018 contre **29 249 759 DT** enregistré durant l'exercice 2017.

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	26 765 699	2 151 056	24 614 643	1 144%
Prêts aux établissements bancaires	46 504 680	22 000 000	24 504 680	111%
Créances rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	30 178	47 196	(17 017)	(36%)
Total créances sur les établissements bancaires	73 300 557	24 198 252	49 102 305	203%
Avoirs en comptes sur les établissements financiers	0	0	0	0%
Prêts aux établissements financiers	0	5 000 000	(5 000 000)	(100%)
Créances rattachées sur les avoirs et prêts aux établissements financiers	0	51 507	(51 507)	(100%)
Total créances sur les établissements financiers	0	5 051 507	(5 051 507)	(100%)
Total	73 300 557	29 249 759	44 050 798	151%

La ventilation des créances sur les établissements bancaires et financiers selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Descriptions	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	73 300 558	0	0	-	73 300 558
Avoirs en comptes sur les établissements bancaires	26 765				26 765
Placements MOUDHARABA interbancaire	699				699
Créances rattachées aux placements MOUDHARABA	46 504				46 504
	680				680
	30				30
	179				179
Etablissements financiers	0	0	0	-	0
Avoirs en comptes sur les établissements financiers					-
Certificats de leasing					-
Créances rattachées aux comptes des établissements financiers					-
Total	73 300 558	-	-	-	73 300 558

Note 1.3: Créances sur la clientèle :

Les financements à la clientèle ont enregistré une évolution de **60%** pour passer de **252 102 278 DT** au 31 décembre 2017 à **402 4424 166 DT** au 31 décembre 2018.

Le détail de cette rubrique se présente comme suit:

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Qardh Hassan	1 263 911	64 214	1 199 697	1868%
Autres concours à la clientèle sur ressources ordinaires (1)	401 160 255	252 038 064	149 122 191	59 %
Portefeuille sur ressources ordinaires en dinars	396 327 038	237 342 189	158 984 849	67 %
Financement Mourabaha	129 456 722	22 802 439	106 654 283	468 %
Financement Ijara	283 951 604	229 595 851	54 355 753	24 %
Provisions sur creances douteuses et litigieuses	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 977)	12 %
Profits réservés sur creances	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Portefeuille sur ressources ordianaires en devises	4 833 217	14 695 875	(9 862 658)	(67)%
Total	402 424 166	252 102 278	150 321 888	60 %

La ventilation par nature de la relation des créances sur la clientèle se détaille comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Qardh Hassan	48	-	1 263 864	1 263 911
Autres concours à la clientèle	-	-	401 160 255	401 160 255
Total	48	-	402 424 119	402 424 166

La ventilation des créances brutes sur la clientèle au 31 décembre 2018 selon la durée résiduelle se présente 9comme suit :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an	Total
Qardh Hassan	1 263 912	-	-	1 263 912
Encours Ijara	31 598 343	62 201 394	169 842 920	263 642 657
Encours Mourabaha	7 428 718	65 632 229	46 390 567	119 451 514
Total	40 290 973	127 833 623	216 233 487	384 358 083

La répartition par secteur d'activité des financements se présente comme suit au 31 décembre 2018 :

Secteur	Encours ijara	Encours mouraba	Total
Financements aux professionnels	263 642 657	92 487 640	356 130 298
Agriculture	43 441 960	6 359 813	49 801 773
Industrie	95 083 516	38 876 345	133 959 861
Industries manufacturières	43 946 766	38 081 267	82 028 033
BTP	44 805 780	795 078	45 600 858
Autres industries	6 330 970	0	6 330 970
Promotion immobilière	2 041 452	3 597 527	5 638 979
Services	123 075 731	43 653 955	166 729 686
Tourisme	8 062 258	823 280	8 885 538
Commerce	44 882 683	36 759 434	81 642 117
Transport et Communication	34 095 824	865 491	34 961 315
Autres services	36 034 966	5 205 750	41 240 716
Financements retail	0	26 963 873	26 963 873
Logement	0	22 728 741	22 728 741
Consommation	0	4 235 132	4 235 132
Total général	263 642 657	119 451 514	383 094 171

(1) Le détail des autres concours à la clientèle sur les ressources ordinaires se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Autres concours à la clientèle en dinars	396 327 038	237 342 189	158 984 849	67 %
Portefeuille Ijara	283 951 604	229 595 851	54 355 753	24 %
Encours financiers	263 642 657	212 719 679	50 922 978	24 %
Impayés et autres facturations	24 319 637	19 709 649	4 609 988	23 %
Produits constaté d'avance sur Financement Ijara	(1 274 606)	(1 117 718)	(156 888)	14 %
Reglement non affecté	(2 736 084)	(1 715 759)	(1 020 325)	59 %
Portefeuille Mourabaha	129 456 721	22 802 439	106 654 282	468 %
Mourabaha Court terme	83 544 893	6 729 407	76 815 485	1 141 %
Encours financiers	69 791 559	6 514 219	63 277 340	971 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha	797 608	179 324	618 284	345 %
Impayés sur Financement Mourabaha	13 089 797	35 864	13 053 932	36 398 %
Profits réservés sur creances	(134 070)	-	(134 070)	100 %
Mourabaha Moyen terme	27 101 177	5 291 442	21 809 735	412 %
Encours financiers	26 243 211	5 279 463	20 963 747	397 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Moyen Terme	213 670	11 591	202 079	1 743 %
Impayés sur Financement Mourabaha Moyen Terme	703 081	387	702 694	181 412 %
Profits réservés sur creances	(58 785)	0	(58 785)	100 %
Mourabaha Long terme	18 810 651	10 781 590	8 029 061	74 %
Encours financiers	18 710 260	10 744 021	7 966 238	74 %
Produits à recevoir sur Financement Mourabaha Long Terme	86 070	37 569	48 501	129 %
Impayés sur Financement Mourabaha Long Terme	21 663	0	21 663	100 %
Profits réservés sur creances	(7 341)	-	(7 341)	100 %
Provisions sur creances douteuses et litigieuses	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 976)	12 %
Agios réservés sur creances	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Autres concours à la clientèle en devises	4 833 217	14 695 875	(9 862 658)	(67)%
Encours financiers	4 706 484	14 695 875	(9 989 391)	(68)%
Produits à recevoir	126 733	0	126 733	100 %
Total	401 160 255	252 038 064	149 122 190	59 %

(*) Les encours financiers des financements Ijara relatifs à l'exercice 2018 présentent un solde de **263 642 657 DT** contre **212 719 679 DT** une année auparavant pour enregistrer une évolution de **24%** et se détaillent comme suit :

Description	Financement	Capital Amorti	Encours financier
Solde 31-12-2017	1 062 831 070	850 111 391	212 719 679
Capital Amorti des anciens contrats	0	73 628 583	(73 628 583)
Ajouts de la période	168 930 065	35 416 030	133 514 035
Investissement	163 396 689	34 940 957	128 455 732
Relocation	5 533 376	475 073	5 058 303
Retraits de la période	37 208 857	28 246 383	8 962 474
Cession de la valeur Résiduelle	8 831 249	8 830 098	1 151
Cession anticipé	18 177 984	13 985 130	4 192 854
Transferts(Cession)	2 466 447	1 597 872	868 575
Relocation	7 733 177	3 833 283	3 899 894
Solde 31-12-2018	1 194 552 278	930 909 621	263 642 657

Le stock des provisions et profits réservés au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Provision individuelles	(13 398 840)	(12 196 800)	(1 202 040)	10%
Provisions collectives	(1 629 980)	(1 520 581)	(109 399)	7%
Provisions additionnelles	(535 007)	(157 469)	(377 538)	240%
Total provisions sur créances	(15 563 827)	(13 874 850)	(1 688 977)	12 %
Profits réservés	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28%
Total profits réservés	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28 %
Total général des provisions et profits réservés	(17 081 288)	(15 056 101)	(2 025 187)	13%

Les mouvements nets des créances douteuses sur la clientèle ainsi que des provisions correspondantes au cours de l'exercice se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Montant brut de la créance classée	24 886 663	19 741 672	5 144 991	26 %
Provisions au 31/12/N-1	(13 717 381)	(14 634 850)	917 469	(6)%
Dotation de l'exercice	(3 341 777)	(2 706 918)	(634 859)	23 %
Reprise de l'exercice	2 030 338	2 115 144	(84 806)	(4)%
Perte sur Créances Radiées	-	1 509 243	(1 509 243)	(100)%
Provision au 31/12/N	(15 028 820)	(13 717 381)	(1 311 439)	10 %
Provisions additionnelles (Cir 2013-21)	(535 006)	(157 469)	(377 537)	240 %
Total net de la créance	9 322 837	5 866 822	3 456 015	59 %

Le montant des créances sur la clientèle existant à la clôture de l'exercice pour lesquelles les revenus correspondants ne sont pas constatés parmi les produits de l'exercice que lors d'une baisse des engagements suite à l'encaissement effectif se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Montant brut de la créance classée	24 886 663	19 741 672	5 144 991	26 %
Profits réservés au 31/12/N-1	(1 181 251)	(1 296 172)	114 921	(9)%
Dotation aux profits réservés	(336 210)	-	(336 210)	100 %
Reprise profits réservés de l'exercice	-	37 849	(37 849)	(100)%
Profits réservés sur financements radiés	-	77 072	(77 072)	(100)%
Total des Profits réservés au 31/12/N	(1 517 461)	(1 181 251)	(336 210)	28%

ANALYSE DES IMPAYES ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL au 31-12-18	TOTAL au 31-12-17
	A Actifs courants	B1 Actifs nécessitant	B2 Actifs incertains	B3 Actifs préoccupants	B4 Actifs compromis		
Encours en principal	186 172 243	184 352 235	1 862 063	1 723 727	8 983 903	383 094 171	249 953 257
Impayés	98 434	24 097 881	763 830	1 981 184	7 367 455	34 308 784	15 918 374
Autres débits	545 453	887 406	111 541	114 927	2 665 403	4 324 730	3 829 902
Avnaces & acomptes	(1 651 334)	(5 079)	(5)	(5)	(881 926)	(2 538 349)	(2 060 747)
Débits de compte	463 470	604 489	47 551	108 030	37 836	1 261 376	0
PAR	555 809	294 871	1 145	5	0	851 830	225 149
ENGAGEMENTS BILANTIELS	186 184 075	210 231 803	2 786 125	3 927 868	18 172 671	421 302 542	267 865 936
ENGAGEMENTS HORS BILAN	49 913 901	9 918 133	0	0	0	59 832 033	90 234 094
TOTAL ENGAGEMENTS CLIENTELE	236 097 976	220 149 936	2 786 125	3 927 868	18 172 671	481 134 575	358 100 030
TOTAL ENGAGEMENTS Bqs & Ets Fin	2 000 000	0	0	0	0	2 000 000	0
TOTAL ENGAGEMENTS CUMULES	238 097 976	220 149 936	2 786 125	3 927 868	18 172 671	483 134 575	358 100 030
<i>Dont Créances Classées</i>			<i>2 786 125</i>	<i>3 927 868</i>	<i>18 172 671</i>	<i>24 886 664</i>	<i>19 741 672</i>
Agios réservés	-	(42 786)	(124 485)	(198 860)	(1 151 330)	(1 517 461)	(1 181 251)
Provisions sur engagements bilantiels douteux	-	-	(75 924)	(424 096)	(12 898 820)	(13 398 840)	(12 196 800)
Provisions sur engagements extra-bilantiels douteux	-	-	0	0	0	0	0
Provision additionnelle 2013-21	-	-	0	0	(535 007)	(535 007)	(157 469)
Provisions collectives	(1 629 980)		-	-	-	(1 629 980)	(1 520 581)
TOTAL DE LA COUVERTURE	(1 672 766)		(200 409)	(622 956)	(14 585 157)	(17 081 288)	(15 056 101)
ENGAGEMENTS NEIS	236 467 996	220 107 150	2 585 716	3 304 912	3 587 514	466 053 287	343 043 929
Taux des créances classées au 31/12/2018			0,58%	0,82%	3,76%		
				5,15%			
Taux des créances classées au 31/12/2017			0,20%	0,40%	4,93%		
				5,54%			
Ratio de couverture des céances classés au 31/12/2018			7,19%	15,86%	80,26%		
				61,91%			
Ratio de couverture des céances classés au 31/12/2017			8,69%	19,26%	75,00%		
				68,56%			

Note 1.4 : Portefeuille titres commercial :

Le solde de portefeuille titre commercial s'élève au 31 Décembre 2018 à **628 121 DT** contre **616 799 DT** au 31 Décembre 2017.

Note 1.5 : Portefeuille titres d'investissement :

Le portefeuille titres d'investissement accuse au 31 décembre 2018 un solde de **10 865 619 DT** contre **8 091 648 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une augmentation de 35 %.

Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017 Retraité	Variation	%
Titres d'investissement (1)	403 868	442 654	(38 786)	(9%)
Titres de participation (2)	8 935 501	5 965 502	3 000 000	50%
Parts dans les entreprises liées	0	123 000	(123 000)	(100%)
Titres participatifs	1 526 250	1 560 493	(34 243)	(2%)
Total	10 865 619	8 091 649	2 803 971	35%

(1) Titres d'investissement

Le détail comparatif relatif aux titres d'investissement entre 31 décembre 2017 et 31 décembre 2018 se présente comme suit:

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
fonds gérés	489 891			
Fonds Gérés Sodis Sicar 2003	154 000	154 000	-	-
Fonds Gérés Sodis Sicar 2004	102 000	102 000	-	-
Fonds Gérés Sodis Sicar 2005	234 000	234 000	-	-
Créances rattachés sur fonds gérés	(109)	2 654	(2 763)	(104%)
Titres d'investissement Hors Fonds Gérés	123 977			
Emprunt nationale	120 000	160 000	(40 000)	(25%)
Créances rattachés sur emprunt nationale	3 977	-	3 977	100%
Total	613 868	652 654	(38 786)	(6%)
Provison sur participation MED FOOD	(150 000)	(150 000)	-	-
Provision sur participation SERP SUD	(60 000)	(60 000)	-	-
Provision sur Fond gérés	(210 000)	(210 000)	-	-
Montants brut	403 868	442 654	(38 786)	-9%

(2) Titres de participation

Le détail relatif à cette sous- rubrique se présente comme suit:

PARTICIPATIONS	V.B au 31/12/2017	ACQUISITION / RECLASSEME	RETROCESS ION	V.B au 31/12/2018	PROVISIO NS	Valeur Net
PARTICIPATIONS SERP SUD	40 000	-	-	40 000	40 000	-
INSTITUT DE L'APBEF	100			100		100
PARTICIPATION MED FOOD	100 000			100 000	100 000	-
PARTICIPATION SOTEMAIL	500 000	-	-	500 000	30 000	470 000
PARTICIPATION LES CERAMIQUES D	1 000 000	-	100 000	900 000	-	900 000
PARTICIPATION EUROCYCLE	-	-	-	-	-	-
PARTICIPATION BAT	500 000	-	500 000	-	-	-
PARTICIPATION JOB BETON	2 005 000	-	400 000	1 605 000	-	1 605 000
PARTICIPATION OFFICE PLAST	219 722	-	-	219 722	-	219 722
PARTICIPATION OFFICE PLAST	491 679	-	-	491 679	-	491 679
PARTICIPATION SNACKS SA	550 000	-	-	550 000	-	550 000
PARTICIPATION SEFRIM	300 000	-	-	300 000	-	300 000
PARTICIPATION MAGIC FOOD	399 000	-	-	399 000	-	399 000
PARTICIPATION CCT	-	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000
PARTICIPATION TAIMET	-	2 000 000	-	2 000 000	-	2 000 000
TOTAL	6 105 501	4 000 000	1 000 000	9 105 501	170 000	8 935 501

Note 1.6: Valeurs immobilisées :

Les valeurs immobilisées accusent au 31 décembre 2018 un solde de **59 350 922 DT** contre **56 907 795 DT** au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Immobilisations incorporelles	3 315 313	3 704 946	(389 633)	(11%)
Immobilisations incorporelles	4 674 671	4 382 215	292456	7%
Amortissement des immobilisations incorporelles	(1 359 358)	(677 269)	(682 089)	101%
Immobilisations corporelles	54 373 250	50 859 268	3 513 982	7%
Immobilisations corporelles	60 283 006	54 018 889	(6 264 117)	(12%)
Amortissement des immobilisations corporelles	(5 909 756)	(3 159 621)	(2 750 135)	87%
Immobilisations encours	1 662 358	2 343 582	681 223	29%
Immobilisations encours	1 662 358	2 343 582	(681 223)	(29%)
Total	59 350 922	56 907 795	2 443 127	4%

TABLEAU D'AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS
Au 31 Décembre 2018
(Exprimé en dinars)

Description	Valeur Brut au 31/12/2017	Acquisition/ Transfert	Cession/ Transfert	Valeur Brut au 31/12/2018	Amort cumulé 31/12/2017	Dotation d'amort 2018	Réintégratio n des Amort	Amort cumulé 31/12/2018	V.C.N 31/12/2018
1) Immobilisations Incorporelles	4 382 215	292 456	-	4 674 671	677 269	681 860	-	1 359 129	3 315 542
* Licence	667 383	237 254		904 637	320 870	244 070		564 940	339 697
* Logiciels	3 714 832	48 001		3 762 833	356 399	436 350		792 749	2 970 084
* Site web	-	7 201		7 201		1 440		1 440	5 761
* Droit au bail	-			-				-	-
2) Immobilisations Corporelles	54 018 889	6 634 303	(370 186)	60 283 006	3 159 621	3 113 743	(363 378)	5 909 985	54 373 020
Immobilisations d'exploitation	45 002 548	5 172 516	-	50 175 064	1 405 183	1 647 518	-	3 052 701	47 122 362
* Terrains d'exploitation	9 509 106	1 505		9 510 611				-	9 510 611
* Bâtiments	29 701 570	41 285		29 742 855	885 624	681 023		1 566 646	28 176 209
* Aménagements de bâtiments	5 791 872	5 129 726		10 921 598	519 560	966 496		1 486 055	9 435 542
Mobiliers et Matériel de Bureau	1 345 572	200 487		1 546 059	189 546	138 357		327 903	1 218 156
Matériels de Transport	887 810	250 499	(370 186)	768 123	534 217	114 151	(363 378)	284 990	483 133
Matériels Informatique	6 127 218	712 391		6 839 609	964 035	1 045 262		2 009 297	4 830 312
Machines DAB et GAB	654 758	230 035		884 793	65 982	168 357		234 338	650 455
Coffres Forts	-	68 375		68 375				-	68 375
Autres Immobilisations	982			982	657	98		755	227
3) Immobilisation en cours	2 343 582	919 572	(1 600 795)	1 662 358	-	-	-	-	1 662 358
Immobilisations corporelles en cours .	1 158 048	844 965	(1 541 005)	462 009				-	462 009
Immobilisations incorporelles en cours .	1 185 533	74 607	(59 790)	1 200 350				-	1 200 350
TOTAUX	60 744 685	7 846 331	(1 970 981)	66 620 035	3 836 889	3 795 603	(363 378)	7 269 114	59 350 921

Note 1.7: Autres actifs

Les autres actifs totalisent au 31 décembre 2018 un montant de **46 041 186 DT** contre **35 882 247 DT** au 31 décembre 2017 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017 Retraité	Variation	%
Comptes d'attente et de régularisation	548 919	77 144	471 775	612%
<i>Comptes d'attente</i>	<i>516 796</i>	<i>10 285</i>	<i>506 511</i>	<i>4 925%</i>
Comptes d'attente de la salle de marché	516 796	10 285	506 511	4 925%
Comptes d'attente de la compensation	-	-	-	-
Autres comptes d'attente	-	-	-	-
<i>Comptes de régularisation</i>	<i>32 123</i>	<i>66 859</i>	<i>(34 736)</i>	<i>(52%)</i>
Autres	45 492 267	35 805 103	9 687 164	27%
Stock de matière, fourniture et timbres	166 172	-	166 172	100%
Tickets restaurant et bons d'essence en stock	11 638	-	11 638	100%
Cartes et imprimés en stock	154 534	-	154 534	100%
Matériels en stock (Murabaha et Ijara)	17 122 614	12 747 794	4 374 820	34%
Etat, impôts et taxes	14 462 564	9 913 147	4 549 417	46%
Dépôts et cautionnements	19 775	407 343	(387 568)	(95%)
Opérations avec le personnel	5 021 500	1 941 991	3 079 509	159%
Débiteurs divers	1 173 487	2 125 122	(951 635)	(45%)
Autres valeurs à l'encaissement	1 421 099	1 498 548	(77 449)	(5%)
Charges à répartir (a)	3 062 824	5 659 459	(2 596 635)	(46%)
Actifs d'impôts différés	1 595 573	691 737	903 836	131%
Autres	1 446 659	819 962	626 697	76%
Total Autres Actifs	46 041 186	35 882 247	10 158 939	28%

(a) Les charges à répartir se détaillent comme suit :

Désignation	VB au 01/01/2018	Dépenses du 01/2018 au	VB au 31/12/2018	Cumul résorptions au 01/01/2018	Résorption du 01/01/2018 au 31/12/2018	Cumul résorptions au 31/12/2018	VCN au 31/12/2018
Frais d'émission des emprunts	836 597		836 597	704 807	75 784	780 591	56 005
Dépenses liées à l'augmentation d	5 015 135	74 496	5 089 631	1 535 184	1 753 160	3 288 345	1 801 286
Dépenses liées à la mise en place	100 684		100 684	30394.031	32 718	63 112	37 572
Dépenses liées à la communicati	372 694		372 694	72660.364	124 178	196 838	175 856
Location des agences	832 681		832 681	215851.2443	277 533	493 384	339 297
Dépenses liées à l'organisation	388 755	42 664	431 419	108 359	112 123	220 482	210 936
Dépenses liées au système moné	35 821		35 821	6 150	11 939	18 089	17 732
Dépenses liées au système SWIF	29 813		29 813	8 956	9 923	18 879	10 934
Dépenses liées au système de télé	79 213		79 213	26 402	26 402	52 804	26 409
Autres charges à répartir	239 332		239 332	239 332	0	239 332	-
Dotations aux amortissements	190893		190 893	42 416	63 625	106 041	84 852
Prime de démarrage	679290		679 290	150 938	226 407	377 345	301 945
Total	8 800 907	117 160	8 918 067	3 141 450	2 713 793	5 855 243	3 062 824

(2) Notes explicatives sur le bilan- Passifs

Note 2.2: Dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers

Les dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers accusent au 31 décembre 2018 un solde de **57 127 278 DT** contre **6 852 378 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une évolution de **734%**. Le détail de cette rubrique se présente comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	0	0	-	-
Total	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%

Quant aux dépôts et avoirs des établissements bancaires se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avoirs des Etablissements Bancaires	1 851 375	6 852 378	(5 001 003)	(73%)
Emprunts auprès des Etablissements Bancaires	55 275 903	0	55 275 903	100%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la maturité résiduelle est présentée dans le tableau ci-dessous :

Description	<= 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an et moins de 5 ans	Plus de 5 ans	Total
Etablissements bancaires	57 127 278	-	-	-	57 127 278
Avoirs en Comptes sur les établissements bancaires	1 851 375	-	-	-	1 851 375
Moudharaba sur les établissements bancaires en dinars	27 650 000	-	-	-	27 650 000
Moudharaba sur les établissements bancaires en devises	27 432 000	-	-	-	27 432 000
Dettes rattachées sur les prêts aux établissements bancaires	193 903	-	-	-	193 903
Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Avoirs en Comptes sur les établissements financiers	-	-	-	-	-
Total	57 127 278	-	-	-	57 127 278

La ventilation des dépôts et avoirs des établissements bancaires et financiers selon la nature de la relation se présente comme suit :

Description	Entreprises liées	Entreprises associées	Autres	Total
Dépôts et avoirs des Etablissements Bancaires	-	-	57 127 278	57 127 278
Dépôts et avoirs des Etablissements Financiers	-	-	-	0
Dépôts et avoirs des établissements bancaires	-	-	57 127 278	57 127 278

Note 2.3: Dépôts de la clientèle

Les dépôts et avoirs de la clientèle accusent au 31 décembre 2018 un solde de **276 869 667 DT** contre **94 559 330 DT** au 31 décembre 2017 et se décomposent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Dépôts à vue	91 268 123	51 182 984	40 085 139	78%
Autres dépôts et avoirs de la clientèle	185 601 544	43 376 346	186 485 698	430%
Tawfir	53 876 121	22 130 250	76 006 371	343%
Istithmar	116 432 048	16 038 103	100 393 945	626%
Istithmar en dinars	100 839 299	15 800 000	85 039 299	538%
Dettes rattachées sur istithmar en dinars	2 929 715	238 103	2 691 613	1 130%
Istithmar en devises	12 535 231	-	12 535 231	100%
Dettes rattachées sur istithmar en devises	127 803	-	127 803	100%
Autres sommes dues à la clientèle	15 293 375	5 207 994	10 085 381	194%
Total	276 869 667	94 559 330	226 570 837	240%

Note 2.4: Dettes de financement et ressources spéciales

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **48 401 104 DT** contre **76 784 431 DT** au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Emprunts	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)
Ressources Spéciales	0	0	-	-
Total	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)

Le solde des emprunts se subdivise comme suit au 31.12.2018 et au 31.12.2017:

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Emprunts	47 768 759	74 508 992	(26 740 233)	(36%)
Dettes rattachées sur dettes emprunts	632 345	2 275 439	(1 643 094)	(72%)
Total	48 401 104	76 784 431	(28 383 327)	(37%)

Le tableau des mouvements des emprunts hors dettes rattachées au 31 décembre 2018 se détaille comme suit :

Banque	Montant du Cr�diti	solde en début de p�riod	Mouvements 2018	remboursement 201	Soldes 31/12/2018
BT 10	3 000 000	300 000	0	300 000	0
BT 11	1 500 000	150 000	0	150 000	0
BT 12	3 000 000	300 000	0	300 000	0
BT 13	500 000	50 000	0	50 000	0
	8 000 000	800 000	0	800 000	0
BTE4	5 000 000	1 977 233	0	1 087 912	889 321
	5 000 000	1 977 233	0	1 087 912	889 321
BTL6	3 000 000	900 000	0	600 000	300 000
BTL7	2 000 000	600 000	0	400 000	200 000
	5 000 000	1 500 000	0	1 000 000	500 000
BNA 07	5 000 000	1 750 000	0	1 000 000	750 000
BNA CUN 1	5 000 000	2 000 000	0	1 000 000	1 000 000
	10 000 000	3 750 000	0	2 000 000	1 750 000
BH 09	5 000 000	1 955 761	0	1 087 633	868 128
	5 000 000	1 955 761	0	1 087 633	868 128
ATB 12	5 000 000	1 000 000	0	1 000 000	0
ATB 13	3 000 000	1 200 000	0	600 000	600 000
ATB 14	2 000 000	1 200 000	0	400 000	800 000
	10 000 000	3 400 000	0	2 000 000	1 400 000
ABC 10	7 000 000	2 356 258	0	1 536 957	819 301
ABC 11	1 000 000	388 978	0	215 651	173 328
	8 000 000	2 745 236	0	1 752 607	992 629
AB36	1 000 000	50 000	0	50 000	0
AB37	2 000 000	857 142	0	285 714	571 428
AB38	2 000 000	928 572	0	285 714	642 858
AB39	2 000 000	1 000 000	0	285 714	714 286
AB40	2 000 000	1 000 001	0	285 714	714 287
AB41	2 000 000	1 000 001	0	285 714	714 287
AB42	1 500 000	894 769	0	304 794	589 975
AB43	1 500 000	810 700	0	343 863	466 837
AB44	2 000 000	1 139 577	0	431 006	708 571
	16 000 000	7 680 762	0	2 558 234	5 122 528
QNB 01	4 000 000	1 800 000	0	800 000	1 000 000
QNB 02	3 000 000	1 350 000	0	600 000	750 000
QNB 03	3 000 000	1 350 000	0	600 000	750 000
QNB 04	3 000 000	1 500 000	0	600 000	900 000
QNB 05	2 000 000	1 000 000	0	400 000	600 000
	15 000 000	7 000 000	0	3 000 000	4 000 000
ELBARAKA 2	26 500 000	12 000 000		12 000 000	0,000
ELBARAKA	0	0	9 000 000	9 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	8 000 000	8 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	2 000 000	2 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	7 000 000	2 500 000	4 500 000
EL BARAKA	0	0	5 000 000	5 000 000	0,000
EL BARAKA	0	0	7 000 000	3 000 000	4 000 000
	26 500 000	12 000 000	38 000 000	41 500 000	8 500 000
MOURABHA ZITOUNA	25 700 000	25 700 000		3 953 846	21 746 154
	25 700 000	25 700 000	0	3 953 846	21 746 154
EO 2013	20 000 000	4 000 000	0	4 000 000	0
	20 000 000	4 000 000	0	4 000 000	0
BT Assurance carte vie 0	2 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000
	2 000 000	2 000 000	0	0	2 000 000
TO TAL	156 200 000	74 508 992	38 000 000	64 740 233	47 768 759

La ventilation, au 31 décembre 2018, des dettes et ressources spéciales selon la durée résiduelle se présente comme suit :

Description	≤ 3 mois	Plus de 3 mois et moins d'un an	Plus d'un an	Total
DETTES BANCAIRES				
BTE	285 127	604 194		889 320
BTE 4	285 127	604 194		889 320
BTL	250 000	250 000		500 000
BTL 6	150 000	150 000		300 000
BTL 7	100 000	100 000		200 000
BNA	500 000	1 250 000		1 750 000
BNA 07	250 000	500 000		750 000
BNA 08	250 000	750 000		1 000 000
BH	284 236	583 891		868 127
BH 09	284 236	583 891		868 127
ATB	100 000	900 000	400 000	1 400 000
ATB 13		600 000		600 000
ATB 14	100 000	300 000	400 000	800 000
ABC	460 986	531 643		992 629
ABC 10	404 210	414 956		819 166
ABC 11	56 776	116 688		173 463
AMEN BANK	425 063	2 165 136	2 532 329	5 122 528
AB 37	71 429	214 286	285 714	571 429
AB 38	71 429	214 286	357 143	642 857
AB 39		285 714	428 571	714 286
AB 40		285 714	428 571	714 286
AB 41		285 714	428 571	714 286
AB 42	79 649	248 239	262 086	589 975
AB 43	89 906	280 123	96 809	466 838
AB 44	112 651	351 059	244 862	708 572
QNB	750 000	2 250 000	1 000 000	4 000 000
QNB 1	200 000	600 000	200 000	1 000 000
QNB 2	150 000	450 000	150 000	750 000
QNB 3	150 000	450 000	150 000	750 000
QNB 4	150 000	450 000	300 000	900 000
QNB 5	100 000	300 000	200 000	600 000
CERTIFICAT DE LEASING				
AL BARAKA BANK	8 500 000	0		8 500 000
	4 500 000			4 500 000
	4 000 000			4 000 000
MOURABAHA ZITOUNA	988 462	2 965 385	17 792 308	21 746 154
	988 462	2 965 385	17 792 308	21 746 154
BT	0	2 000 000		2 000 000
ASSURANCE CARTE VIE		2 000 000		2 000 000
Total	12 543 873	13 500 249	21 724 636	47 768 759

Note 2.5: Autres passifs :

Le solde des autres passifs s'élève à **62 403 181 DT** au 31 décembre 2018 contre **49 290 551 DT** au 31 décembre 2017:

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Provisions pour passifs et charges	1 212 875	798 933	413 942	52%
Provisions pour congés payés et IDR	1 212 875	798 933	413 942	52%
Comptes d'attente et de régularisation	61 190 306	48 491 618	12 698 688	26%
<i>Comptes d'attente</i>	876 313	1 829 623	(953 310)	(52%)
<i>Comptes de régularisation</i>	3 136 371	5 214 819	(2 078 448)	(40%)
Créditeurs divers	55 703 274	37 975 333	17 727 941	47%
Fournisseurs	54 013 086	36 748 264	17 264 822	47%
Dépôts du personnel	502 861	335 788	167 073	50%
Prestataire de services	1 187 327	891 281	296 046	40%
<i>Etat, impôts et taxes</i>	<i>1 456 112</i>	<i>3 204 241</i>	<i>(1 748 129)</i>	<i>(55%)</i>
<i>Autres</i>	<i>18 236</i>	<i>267 602</i>	<i>(249 366)</i>	<i>(93%)</i>
Total Autres passifs	62 403 181	49 290 551	13 112 630	21%

(3) Notes explicatives sur le bilan- Capitaux propres

Les capitaux propres consolidés ont atteint **184 339 984 DT** au 31 décembre 2018 contre **171 125 494 DT** au 31 décembre 2017.

Le tableau de variation des capitaux propres se présente comme suit :

Nombres d'actions 30 000

	Capital social	Réserve légale	Autres réserves	Réserves à régime fiscal particulier	ACTIONS PROPRES	Fond Social	Chahadett wifak	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	Totaux
Capitaux Propres au 31/12/2017	150 000 000	1 867 419	2 040 467	16 810 000	-48 855	657 218		848 656	-1 049 412	171 125 494
Réserves			621 661						(621 661)	0
Variation Fonds Social						6 534				6 534
Actions Propres					(449 671)					(449 671)
Titres assimilés des capitaux propres							15 437 000			0
Résultats reportés								(1 671 073)	1 671 073	0
Résultat de l'exercice									(1 779 373)	(1 779 373)
Capitaux Propres au 31/12/2018	150 000 000	1 867 419	2 662 129	16 810 000	-498 526	663 751	15 437 000	-822 417	-1 779 373	184 339 984

Les intérêts des minoritaires présentent le détail suivant :

Les intérêts des minoritaires présentent le détail suivant :

Parts des minoritaires dans le capital	20 000
Parts des minoritaires dans les réserves	8 206
Parts des minoritaires dans le résultat de la période	3 235
Total	31 441

(2) Notes explicatives sur l'état des engagements hors bilan

Note 4.1: Cautions, avals et autres garanties données

Le solde de cette rubrique s'élève au 31 décembre 2018 à **1 137 428 DT** contre **8 481 088 DT** au 31 décembre 2017 et se détaille comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Cautions (1)	1 022 198	8 481 088	(7 458 890)	(88%)
Avals (2)	115 230	0	115 230	0%
Autres garanties données	0	0	0	0%
Total	1 137 428	8 481 088	(7 343 660)	(87%)

(1) L'encours des cautions se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Cautions en faveur des banques	0	0	0	0%
Cautions en faveur des établissements financiers	0	0	0	0%
Cautions en faveur de la clientèle	1 022 198		1 022 198	100%
Total	1 022 198	0	1 022 198	100%

(2) L'encours des avals se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Avals en faveur des banques locales	0	0	0	0%
Avals sur emprunts obligataires	0	0	0	0%
Avals en faveur de la clientèle	115 230	0	115 230	100%
Total	115 230	0	115 230	100%

Note 4.2: Crédits documentaires

Les crédits documentaires présentent un solde de **4 118 837 DT** au 31 décembre 2018 et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Crédits documentaires Import	4 118 837	0	4 118 837	100%
Crédits documentaires Export	0	0	0	0%
Total	4 118 837	0	4 118 837	100%

Note 4.3: Engagements donnés :

Les engagements donnés s'élèvent au 31 décembre 2018 à **56 575 393 DT** contre **81 753 006 DT** au 31 décembre 2017 enregistrant ainsi une diminution de 31% et se détaillent comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Engagements de financement donnés	58 575 393	81 753 006	(23 177 613)	(28%)
Prêts interbancaires en devises confirmés et non encore livrés			-	-
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués	58 575 393	81 753 006	(23 177 613)	(28%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués à MT			-	-
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués à LT	56 575 393	81 753 006	(25 177 613)	(31%)
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués IJARA	16 208 059			
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués Mourabaha	40 367 334			
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur des établissements bancaires et financiers MT	2 000 000	0	2 000 000	100%
Crédits à la clientèle confirmés et non encore débloqués en faveur de la clientèle à CT	0	0	0	0%
	0	0	0	0%
Autorisation de crédits par carte	0	0	0	0%
Engagements sur titres	0	0	-	0%
Participations non libérées	0	0	0	0%
Titres à recevoir	0	0	0	0%
Titres à livrer	0	0	0	0%
Total	56 575 393	81 753 006	(25 177 613)	(31%)

Note 4.4: Garanties Reçues

L'encours des garanties reçues s'élève au 31 décembre 2018 à **94 546 012 DT** contre **39696 811 DT** au 31 décembre 2017.

Le solde de cette rubrique se détaille au 31 décembre 2018 comme suit :

Description	31.12.2018	31.12.2017	Variation	%
Garanties reçues de l'Etat	0	0	0	0%
Garanties reçues des autres établissements bancaires, financiers et de l'assurance	1 008 909	358 511	650 398	181%
Garanties reçues de la clientèle	93 537 103	39 338 300	54 198 803	138%
Total	94 546 012	39 696 811	54 849 201	138%

(3) Notes explicatives sur l'état de résultat

Note 5.1: Marges et revenus assimilés :

Les marges et revenus assimilés s'élève à **29 281 558 DT** au 31 décembre 2018. Leur détail se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	989 788	1 556 743	(566 955)	(36%)
Opérations avec la clientèle	28 291 770	19 333 579	8 958 191	46%
Portefeuille Murabaha	6 152 040	346 717	5 805 324	1 674%
Portefeuille Ijara	22 349 207	18 949 013	3 400 194	18%
Profits /Portefeuille sur ressources ordinaires en Devises	126 733	0	126 733	100%
Profits réservés	(336 210)	37 849	(374 058)	(988%)
Total	29 281 558	20 890 322	8 391 236	40%

Note 5.2: Commissions en produits

Les commissions en produits, totalisant en 2018 un montant **6 192 866 DT** enregistrant ainsi une augmentation de **1 664 774 DT** par rapport à 2017 et se présentent comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Chèques, effets, virements, prélèvements et frais de tenue de compte	1 173 102	159 135	1 013 968	637%
Commissions sur engagements par signature en TND	23 546	1 491	22 055	1 479%
Commissions sur opérations de commerce extérieur	514 426	83 365	431 062	517%
Monétiques	661 089	113 555	547 534	482%
Commissions de Gestion, études et Engagement	3 097 687	963 216	2 134 471	222%
Commissions de Banque Directe	37 581	4 332	33 249	768%
Bancassurance	523 798	279 046	244 752	88%
Autres commissions	161 635	60 635	101 000	167%
Total	6 192 866	1 664 774	4 528 092	272%

Note 5.3: Gain net sur portefeuille titres commercial et opérations financières

Les gains sur portefeuille titres commercial et opérations financières se détaillent comme suit en 2018 et 2017 :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Gain/Perte net sur titres de transaction	(12 903)	(4 630)	(8 273)	179%
Gain/Perte net sur opérations de change	5 807 112	264 659	5 542 453	2 094%
Total	5 794 209	260 029	5 534 180	2 128%

Note 5.4: Revenus du portefeuille d'investissement

Les revenus du portefeuille d'investissement se détaillent comme suit en 2018 et 2017:

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Marges et revenus assimilés sur titres d'investissement	143 186	698 297	(555 111)	(79%)
Fonds Gérés	131 337	698 080	(566 743)	(81%)
Créances sur l'état	11 849	217	11 632	5 369%
Dividendes et revenus assimilés sur titres de participations	119 687	60 493	59 194	98%
Total	262 873	758 790	(495 917)	(65%)

Note 5.5: Marges encourues et charges assimilées

Les marges encourues et charges assimilées ont totalisé en 2018 un montant de **15 124 536 DT**. Leur détail se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Opérations avec les établissements bancaires et financiers	(3 754 418)	(1 997 993)	(1 756 425)	88%
Opérations avec la clientèle	(6 962 267)	(844 353)	(6 117 914)	725%
Marges sur dépôts à vue	(673 085)	(85 712)	(587 373)	685%
Marges sur comptes Tawfir	(1 882 849)	(299 289)	(1 583 560)	529%
Marges sur dépôts Istithmar	(4 255 007)	(307 685)	(3 947 323)	1 283%
Marges sur certificats de dépôts	(151 325)	(151 667)	342	(0%)
Emprunt et ressources spéciales	(4 223 277)	(4 400 497)	177 220	(4%)
Autres Marges et charges	(184 573)	(78 101)	(106 472)	136%
Total	(15 124 536)	(7 320 945)	(7 803 591)	107%

Note 5.6 : Commissions Encourues

Les commissions encourues par la Banque ont augmenté de **571 288 DT** par rapport au 31 décembre 2017 pour se situer à un montant de **933 568 DT** au 31 décembre 2018 :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Commissions Encourues sur VISA et MASTERCARD	(872 602)	(314 151)	(558 451)	178%
Commissions Encourues sur SIBTEL	(55 268)	(38 627)	(16 641)	43%
Autres commissions Encourues	(5 698)	(9 502)	3 804	(40%)
Total	(933 568)	(362 280)	(571 288)	158%

Note 5.7: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur créances, hors bilan et passifs

Le coût du risque relatif aux créances, autres éléments d'actifs et passifs a totalisé en 2018 un montant de **1620982 DT**, enregistrant une hausse de **921 067DT** par rapport à l'exercice 2017. Son détail se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Dotation aux provisions sur créances douteuses	(3 222 642)	(2 706 918)	(515 724)	19%
Dotation aux provisions collectives Cir BCT 2012-02	(119 137)	0	(119 137)	100%
Dotation aux provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	(504 866)	(96 946)	(407 920)	421%
Dotation aux provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	0	(11 196)	11 196	(100%)
Total dotations	(3 846 645)	(2 815 060)	(1 031 585)	37%
Perte sur créances	0	(1 520 643)	1 520 643	-100%
Total des dotations et des pertes sur créances	(3 846 645)	(4 335 703)	489 058	(11%)
Reprise sur provisions sur créances douteuses	2 020 602	1 931 325	89 277	5%
Reprise sur provisions collectives	9 737	183 819	(174 082)	(95%)
Reprise sur provisions sur créances additionnels Cir BCT 2013-21	127 329	0	127 329	100%
Reprise sur provisions sur créances cédées et radiées	0	1 520 644	(1 520 644)	(100%)
Reprise sur provisions sur autres éléments d'actifs et autre risque et charge	67 995	0	67 995	100%
Total reprises	2 225 663	3 635 788	(1 410 125)	(39%)
Recouvrement des créances radiées	0	0	0	0%
Total des reprises et des récupérations sur créances	2 225 663	3 635 788	(1 410 125)	(39%)
Total	(1 620 982)	(699 915)	(921 067)	132%

Note 5.8: Dotations aux provisions et résultat des corrections de valeur sur portefeuille d'investissement

Le détail d'évolution des dotations aux provisions et résultat des corrections de valeurs sur portefeuille d'investissement se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Dotation aux provisions pour dépréciation des titres d'investissement	0	(44 751)	44 751	(100%)
Reprise sur provision pour dépréciation des titres d'investissement	0	132 000	(132 000)	(100%)
Total	0	87 249	(87 249)	(100%)

Note 5.9 : Autres Produits d'exploitation :

Les autres produits d'exploitation s'élèvent au 31 décembre 2018 à **12 449 DT** contre **6 352 DT** au 31 décembre 2017.

Note 5.10: Les frais de personnel :

Les frais de personnel ont totalisé en 2018 un montant de **14 639 756 DT**, enregistrant ainsi une hausse de

4 641 754 DT par rapport à 2017. Leur détail se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017 Retraité	Variation	%
Rémunération du personnel titulaire	(11 026 459)	(7 297 484)	(3 728 975)	51%
Rémunération du personnel stagiaire	0	(91 518)	91 518	-100%
Impôts et taxes sur salaires	(297 743)	(198 540)	(99 203)	50%
Charges sociales	(2 510 062)	(1 836 076)	(673 986)	37%
Dotation aux provisions pour la départ à la retraite des personnels	(20 000)	(53 255)	33 255	-62%
Dotation aux provisions pour congés payés	(408 752)	(271 668)	(137 084)	50%
Frais de formation	(102 755)	(63 966)	(38 789)	61%
Autres charges liées au personnel	(273 985)	(185 495)	(88 490)	48%
Total	(14 639 756)	(9 998 002)	(4 641 754)	46%

Note 5.11 : Les charges générales d'exploitation :

Quant aux charges générales d'exploitation, ils ont enregistré une augmentation de 81% pour se situer à un montant de **5 717 120 DT** au 31 décembre 2018 contre **3 161 296 DT** au 31 décembre 2017. Le détail relatif à cette rubrique se présente comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017 Retraité	Variation	%
Frais d'exploitation non bancaires	(3 467 811)	(1 448 583)	(2 019 228)	139%
Loyer	(967 773)	(458 512)	(509 261)	111%
Entretiens et réparations confiés à des tiers	(1 222 324)	(638 681)	(583 643)	91%
Travaux et façons exécuter par des tiers	(56 368)	(19 298)	(37 070)	192%
Primes d'assurance	(136 059)	(109 805)	(26 254)	24%
Frais d'abonnement	(904 726)	(141 504)	(763 222)	539%
Frais postaux de télécommunications et de transmission	(180 562)	(80 784)	(99 778)	124%
Autres charges d'exploitation	(2 249 309)	(1 712 712)	(536 596)	31%
Impôts et taxes	(97 344)	(105 360)	8 016	(8%)
Fournitures et produits énergétiques consommables	(712 663)	(433 201)	(279 462)	65%
Rémunération d'intermédiaire et honoraire	(479 042)	(466 540)	(12 502)	3%
Transport et déplacement	(94 232)	(153 633)	59 401	(39%)
Frais divers de gestion	(866 028)	(553 978)	(312 050)	56%
Total	(5 717 120)	(3 161 296)	(2 555 824)	81%

Note 5.12 : Dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations :

Au 31 décembre 2018, les dotations aux amortissements et aux provisions sur immobilisations ont enregistré une hausse de **2 249 461 DT** pour se situer à un niveau de **6 509 394 DT** et qui se détaillent comme suit :

Description	31/12/2018	31/12/2017	Variation	%
Dotation aux amortissements des Logiciels	(436 349)	(225 066)	(211 283)	94%
Dotation aux amortissements des Constructions	(681 023)	(643 740)	(37 282)	6%
Dotation aux amortissements Matériels et Equipements de Bureaux	(138 357)	(55 839)	(82 518)	148%
Dotation aux amortissements Matériels Informatiques	(1 045 261)	(519 640)	(525 622)	101%
Dotation aux amortissements du Matériels de Transports	(114 151)	(99 376)	(14 775)	15%
Dotation aux amortissements DES DAB, GAB et Automates	(168 357)	(65 982)	(102 375)	155%
Dotation aux amortissements des Serveurs	0	(49 225)	49 225	(100%)
Dotation aux amortissements des Immobilisations de faible valeurs	(98)	(98)	0	0%
Dotation aux amortissements Droit d'usage	(244 070)	(189 738)	(54 332)	29%
Dotation aux amortissements des Agencements et aménagements	(966 496)	(264 654)	(701 842)	265%
Dotation au Resorption des frais preliminaires	(2 713 793)	(2 146 575)	(567 218)	26%
Dotation aux amortissements Site Web	(1 440)	0	(1 440)	100%
Total	(6 509 394)	(4 259 933)	(2 249 461)	53%

(6)Notes explicatives sur l'état de flux de trésorerie

L'état des flux de trésorerie est établi dans le but de faire ressortir les mouvements de liquidité de la banque à travers ses activités d'exploitation, d'investissement et de financement et à travers d'autres facteurs pouvant affecter sa liquidité et sa solvabilité.

La trésorerie de la banque qui est composée de l'ensemble des liquidités et équivalents de liquidités est passée de **38 834 043 DT** à **53 363 485 DT** enregistrant une augmentation de **14 529 442 DT**. Cette augmentation est expliquée par des flux de trésorerie positifs provenant des activités d'exploitation à hauteur de **35 030 447 DT** et par des flux de trésorerie négatifs affectés à des activités d'investissement pour **8 754 634 DT** et de financement à hauteur de **11 746 371 DT**.

L'examen de ces trois flux fait ressortir les principales constatations suivantes :

Note 6.1 : Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation

Le flux de trésorerie net provenant aux activités d'exploitation est établi à **35 030 447 DT** au 31 décembre 2018. Il s'explique notamment par :

Flux nets positifs :

- Le flux net des produits encaissés par rapport aux charges décaissées d'exploitation pour **41 268 633DT**.
- La variation des dépôts de la clientèle nette de retraits pour **178 476 160 DT**.

Flux nets négatifs :

- La variation des prêts à la clientèle nette de remboursement pour **152 386 740 DT** ;
- Les décaissements nets effectués pour le compte du personnel et des créiteurs divers pour **17 108 321 DT**.
- Les autres flux de trésorerie affectés des activités d'exploitation pour **1 197 665 DT**

Note 6.2 : Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement :

Les flux trésorerie affectés aux activités d'investissement sont établis à **8 754 634 DT** et sont inhérents notamment à l'acquisition de titres d'investissement et des immobilisations et partiellement compensée par la perception des profits et dividendes encaissés.

Note 6.3 : Flux de trésorerie affectés des activités de financement.

Ce flux de trésorerie négatifs net de **11 746 371 DT** provient principalement par l'émission des titres participatifs pour **15 443 534 DT** et le remboursement d'emprunts pour **26 740 233 DT**.

Note 6.4 : Liquidités et équivalents de liquidités

Cette rubrique est composée principalement des encaisses en dinars et en devises, des avoirs auprès de la banque centrale et du centre des chèques postaux, des avoirs à vue auprès des établissements bancaires, des prêts et emprunts interbancaires effectués pour une période inférieure à trois mois et du portefeuille titres de transaction.

Ces liquidités et équivalents de liquidités s'élèvent au 31 décembre 2018 à **53 363 485 DT** contre **38 834 043 DT** au 31 décembre 2017.

Description	31-déc		Variation	
	2018	2017	Absolu	%
ACTIF	110 490 763	45 686 421	64 804 342	142%
CAISSE ET AVOIRS AUPRES DE LA BC, CCP ET TGT	36 562 084	15 819 863	20 742 221	131%
FINANCIERS	73 300 558	29 249 759	44 050 799	151%
Créances sur les établissements bancaires inférieurs à 90 jours	73 300 558	29 249 759	44 050 799	151%
Créances sur les établissements financiers inférieurs à 90 jours	-	-	0	-
TITRES DE TRANSACTION	628 121	616 799	11 322	2%
PASSIF	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
BANQUE CENTRALE, C.C.P	0	0	0	-
FINANCIERS	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des établissements bancaires inférieurs à 90 jours	57 127 278	6 852 378	50 274 900	734%
Dépôts et avoirs des établissements financiers inférieurs à 90 jours	0	0	0	-
Liquidités et équivalents de liquidités en fin de période	53 363 485	38 834 043	14 529 442	37,41%

7- PARTIES LIEES :

Les parties liées de la banque se détaillent comme suit :

Parties liées	Nature de la relation
▪ WIFAK SICAR	Filiale
▪ SOCIETE TUNISIENNE DES BANQUES	Société siégeant au conseil
▪ Islamic corporation for the development of the private sector	d'administration et à dirigeants communs avec WIB
▪ Les administrateurs, le Président du conseil d'administration, le Directeur Général et les membres proches de leurs familles	
▪ Société appartenant au Groupe BEN AYED	
- Société PROSID	
- Société ELECTRIA	
- Société INTERMETAL SA	
- Société Nouvelle de Construction SNC	
- Société Technique Industrielle et Commerciale	
- Société SITEL	
- Société TRANSIDER	
- Société Nouvelle de Coupe Industrielle	
- Société Sens Inverse	
- Société SAMFI « SARL »	
- Société METALSHIP	
- Société INTER FER FORGE	
- Société C.C.P.S	
- Société PROSID SUD	
- Société d'étude et de construction métallique	
- Société INTERCHAUX	
- Société L'immobilière Contemporaine	
- Société ALULUX SUD	
- Société ROYAL OLIVE OIL	
- Société TOUTALU	
- Société COTUNAL	
- Société INTERNATIONAL TRDING COMPANY	

Sociétés détenues par
l'administrateur HEDI BEN AYED

Conventions de financement conclus avec les sociétés du groupe HEDI BEN AYED

Les opérations réalisées avec les sociétés appartenant au groupe BEN AYED concernent **76** contrats IJARA et **47** contrats de financement (MURABAHA et autres financements bancaires) et se détaillent comme suit :

(En DT)

Nom / Raison sociale	Nombre de contrats en cours	En cours au 31/12/2018	Impayés et PAR au 31/12/2018	Produits de l'exercice 2018
<u>Financements IJARA</u>	<u>76</u>	<u>4 412 848</u>	<u>17 273</u>	<u>332 733</u>
Société PROSID	11	84 359	1 382	10 979
Société ELECTRIA	3	129 685	417	12 107
Société INTERMETAL SA	7	697 561	(4 511)	21 979
Société Nouvelle de Construction SNC	18	296 923	569	18 511
Société Technique Industrielle et Commerciale	6	321 933	59	17 205
Société TRANSIDER	1	1	1	-
Société Nouvelle de Coupe Industrielle	2	245 177	823	19 352
Société Sens Inverse	3	32 049	39	2 895
Société SAMFI « SARL »	3	17 916	229	2 398
Société METALSHIP	2	26 876	81	2 426
Société INTER FER FORGE	1	1	2	-
Société C.C.P.S	4	242 022	25	20 793
Société PROSID SUD	4	1 088 765	1 072	95 527
Société d'étude et de construction métallique	2	24 130	19	2 851
Société INTERCHAUX	4	247 479	3 390	23 711
Société ROYAL OLIVE OIL	1	754 433	13 441	66 535
Société TOUTALU	3	153 035	215	11 802
Société SITEL	1	50 503	20	3 662
<u>MOURABAHA et autres financements bancaires</u>	<u>47</u>	<u>28 114 304</u>	<u>508 843</u>	<u>1 034 925</u>
Société Technique Industrielle et Commerciale	15	3 409 690	50 275	140 641
Société INTERMETAL SA	2	8 220 463	55 468	121 969
Société PROSID	18	7 905 783	79 794	296 958
Société ROYAL OLIVE OIL	5	3 000 000	11 392	19 121
Société PROSID SUD	3	721 623	3926	6 174
Société C.C.P.S	3	150 261	181 255	114 274
COTUNAL	1	4 706 484	126 733	291 748
INDEPENDANT TRADING COMPANY ITC	-	-	-	44 040
Total	123	32 527 152	526 116	1 367 658

En 2018, **WIFAK INTERNATIONAL BANK** a conclu **15** contrats IJARA et **45** contrats de financement (MOURABAHA et autres financements bancaires) avec des sociétés appartenant au groupe de l'administrateur Monsieur **HEDI BEN AYED** se détaillant comme suit :

(En DT)

Société	Nombre de contrats	Financement en hors taxes	Commissions en TTC
<u>Financements IJARA</u>	<u>15</u>	<u>2 890 909</u>	<u>2 250</u>
Société C.C.P.S	1	89 940	150
Société Nouvelle de Construction SNC	3	288 779	450
Société INTERCHAUX	1	50 483	150
Société ELECTRICA	1	28 605	150
Société INTERMETAL SA	2	669 181	300
Société PROSID SUD	2	1 215 542	300
Société TECHNIQUE INDUSTRIELLE &COMMERCIALE	2	365 853	300
Société SITEL	1	63 000	150
Société TOUTALU	1	119 526	150
<u>MOURABAHA et autres financements bancaires</u>	<u>45</u>	<u>48 177 149</u>	<u>175 406</u>
Société TECHNIQUE INDUSTRIELLE &COMMERCIALE	13	6 863 706	33 452
Société C.C.P.S	2	1 744 362	10 379
Société INTERMETAL SA	2	11 834 364	45 959
Société PROSID	18	12 604 642	15 477
Société PROSID SUD	3	808 741	4 455
Société ROYAL OLIVE OIL	5	3 000 000	8 925
Société COTUNAL	1	4 706 484	12 326
Société INDEPENDANT TRADING COMPANY ITC	1	6 614 850	44 433
Total	60	51 068 058	177 656

Conventions de financement conclus avec l'administrateur HEDI BEN AYED

WIFAK BANK a financé, par un contrat MOURABAHA sur une durée de 10 ans, l'acquisition par son administrateur HEDI BEN AYED d'un terrain pour un prix d'achat égal à **6 540 912 DT** moyennant une marge égale à **2 620 825 DT** et sans commission d'étude. Les produits enregistrés au titre de ce contrat en **2018** se sont élevés à **437 340 DT**.

Convention d'assistance conclue avec "The Islamic Corporation for the Development of the Private Sector"

Le conseil d'administration réuni le 18/02/2015 a autorisé la banque à conclure avec son partenaire stratégique « The Islamic Corporation for the Development of the Private Sector » une convention

d'assistance technique dans le cadre de la transformation de la société en une banque. Cette convention, signée en Février 2015, prévoit une rémunération fixe s'élevant à **500 000 \$** et une rémunération variable fixée à 2% du montant des capitaux apportés par ledit partenaire. Antérieurement à **2018**, la banque a réglé un montant de **100 000 \$** au titre de la rémunération fixe et le total de la partie variable. En **2018**, aucune facturation et aucun règlement n'ont été effectués sur ce titre.

Obligations et engagements de la société envers ses dirigeants

Les obligations et engagements envers les dirigeants tels que visés à l'article 200 (nouveau) II § 5 du Code des Sociétés Commerciales se détaillent comme suit :

- La rémunération du Directeur Général au titre de l'exercice **2018** est fixée par décision du conseil d'administration du **28 Juin 2017** à un montant net annuel de **240 000 DT**. En outre, il bénéficie de la prise en charge des cotisations de la sécurité sociale, de l'assurance multirisques et des avantages en nature composés principalement d'une voiture de fonction et de 500 litres de carburant.
- La rémunération des membres du conseil d'administration pour l'exercice **2018** est fixée par l'Assemblée Générale Ordinaire réunie le **29 Juin 2016** à un montant net de **2 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du conseil d'administration à percevoir au titre de chaque séance et à un montant annuel net de **1 000 DT** représentant les jetons de présence aux réunions du comité d'audit, du comité de risque et du comité de financement par administrateur et par séance. Les rémunérations revenant aux administrateurs au titre de l'exercice **2018** s'élèvent à un montant brut de **141 250 DT** dont **90 000 DT** au titre des jetons de présence aux réunions du conseil d'administration.

7- EVENEMENTS POSTERIEURS A LA DATE DE CLOTURE :

Les états financiers consolidés arrêtés au **31 décembre 2018** tiennent compte des événements survenus postérieurement à cette date et jusqu'au 29 Mars 2019 date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration de la banque ;

Aucun événement significatif n'est enregistré au cours de la période postérieure à la date de clôture.

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Etats financiers Consolidés arrêtés au 31 Décembre 2018

Mesdames, Messieurs les actionnaires

I. Rapport sur l'audit des Etats Financiers consolidés

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale Ordinaire, nous avons effectué l'audit les états financiers consolidés du groupe **WIFAK INTERNATIONAL BANK** qui comprennent le bilan consolidé et l'état des engagements hors bilan consolidés arrêtés au 31 Décembre 2018, l'état de résultat consolidé et l'état de flux de trésorerie consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers, annexés au présent rapport, font apparaître un total du bilan consolidé de **629 172 655 Dinars** et un résultat consolidé déficitaire de **1 779373 Dinars**.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière, du groupe au 31 Décembre 2018 ainsi que les résultats de ses opérations et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises en vigueur en Tunisie.

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes professionnelles d'audit applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que les questions décrites ci-après constituent les questions clés de l'audit qui doivent être communiqués dans notre rapport :

3.1. Evaluation des engagements de la clientèle

Risque identifié

Le groupe est exposé au risque de contrepartie aussi bien sur son portefeuille d'engagements directs que sur les engagements de signature donnés à la clientèle. Ce risque, inhérent à l'activité bancaire, constitue une zone d'attention majeure en raison de l'importance du jugement nécessaire à son estimation et de l'importance significative du poste des créances sur la clientèle, présentant au 31/12/2018 un solde de **402424 166 Dinars**, dans le bilan consolidé du groupe (**64%**), et de celle du coût net du risque associé (Dotation nette de **1 688 976 Dinars**) dans le résultat consolidé de l'exercice.

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des créances douteuses et de leurs dépréciations, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers consolidés annuels sont donnés dans les notes annexes aux états financiers consolidés annuels au paragraphe **«2-6 : Evaluation des engagements et des provisions y afférentes »**.

Du fait que l'évaluation des engagements et l'estimation des provisions impliquant un niveau du jugement important et compte tenu de l'importance des engagements de la clientèle, nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons obtenu une compréhension des procédures mises en place par le groupe, et avons évalué la correcte mise en œuvre des contrôles clés, de même que leur capacité à prévenir et/ou détecter les anomalies significatives, en mettant l'accent sur :

- le mécanisme de supervision mis en place en ce qui concerne le processus de dépréciation des engagements sur la clientèle ;
- la fiabilité des informations fournies par le groupe au sujet des clients dont les encours présentent des indicateurs de perte de valeur ;
- les procédures et contrôles définis par le groupe en vue d'assurer la gestion du risque de contrepartie, d'identifier les clients à classer et à provisionner et de déterminer le niveau minimum de provision requis par la réglementation bancaire.

Dans nos procédures d'examen des engagements de la clientèle, nous avons adopté une approche par

les risques en matière d'échantillonnage. Nous avons évalué la capacité de remboursement des débiteurs et évalué la classification, en tenant compte des retards de paiements, de l'information financière des débiteurs, des perspectives futures d'activité, des rapports d'évaluation des garanties et d'autres informations disponibles.

3.2. Evaluation du portefeuille titres d'investissement

Risque identifié

Au 31 Décembre 2018, et telle qu'indiqué au niveau de la note aux états financiers consolidés« **1-5 – Portefeuille d'investissement** », l'encours brut du portefeuille d'investissement s'élève à un montant brut de **11245619 Dinars**, couverts par des provisions de **380 000 Dinars**, soit un montant net de **10 865 619 Dinars**.

Le portefeuille d'investissement est constitué par des participations (cotées et non cotées) et par d'autres placements financiers. La valeur de ces emplois peut se déprécier selon les performances économiques et financières des entreprises bénéficiaires de ces fonds.

La méthode de valorisation de ces emplois implique des hypothèses et des jugements selon la catégorie de la société (cotée ou non cotée), le type de contrat (portage ou sortie libre) ainsi que d'autres facteurs techniques notamment la date d'entrée en exploitation, les business plan actualisés, les rapports d'évaluation des participations, etc...

Les règles et méthodes comptables se rapportant à l'évaluation et la comptabilisation des placements et leur dépréciation, de même que des compléments d'information sur ces postes des états financiers consolidés annuels sont présentés au niveau de la note aux états financiers consolidés « **2-4 : Portefeuille investissement** ».

En raison du niveau de jugement important pour déterminer le montant des provisions requises, nous considérons que cette rubrique constitue un élément clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nos diligences d'audit du portefeuille d'investissement ont, notamment, consisté à :

- La vérification des procédures de contrôle interne mises en place par le groupe à cet égard, notamment en matière d'évaluation de ces actifs.

- La vérification du caractère approprié de la méthode de valorisation retenue et que celle-ci est adaptée à la nature, aux caractéristiques et aux circonstances de l'investissement réalisé.
- L'examen de la qualité et de la fiabilité des données utilisées pour chaque méthode de valorisation.
- L'appréciation du caractère raisonnable de l'évaluation des participations et des placements, compte tenu de la méthode de valorisation retenue sur la base des éléments et informations financières disponibles.
- La vérification des modalités de détermination et de comptabilisation des provisions requises.

3.3. Prise en compte des revenus des financements accordés

Risque identifié

Les revenus des opérations de financement accordés par le groupe, telle que mentionné au niveau de la note aux états financiers consolidés « **5-1 : Marges et revenus assimilés** », s'élèvent, au 31 Décembre 2018, à **29 281 558 Dinars**, dont **22 349 207 Dinars** proviennent de l'activité IJARA, et représentent la rubrique la plus importante des produits d'exploitation du groupe.

En raison de leur composition, leurs montants, le volume des opérations et transactions s'y rattachant et les spécificités des règles de leur comptabilisation, telles que décrites dans la note « **2-8 : Comptabilisation des revenus** », nous avons considéré que la prise en compte de ces revenus est une question clé d'audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Dans le cadre de notre audit des comptes consolidés, nos travaux ont notamment consisté à :

- Prendre connaissance des procédures de comptabilisation et de contrôle des revenus des opérations de financement ;
- Examiner les politiques, les processus et les contrôles mis en place en vue de la reconnaissance des revenus ;
- Revoir l'environnement de contrôle du système d'information ;
- Réaliser des procédures analytiques sur l'évolution des encours et des intérêts ;

- Vérifier le respect de la norme comptable NCT 24 « Les engagements et revenus y afférents dans les établissements bancaires » en matière de prise en compte des revenus et de séparation des exercices comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la banque par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie en matière de prise en compte des revenus des opérations de crédits et de réservation des produits ;
- Vérifier le caractère approprié des informations fournies dans les notes aux états financiers.

3.4. Identification des impôts différés et caractère recouvrable des actifs d'impôts différés

Risque identifié

Les états financiers consolidés font apparaître parmi les autres actifs (**Note 1-7 : Autres actifs**) un actif d'impôt différé pour un montant de **1 595 573 DT**, ce solde provient de différences temporaires déductibles composées de provisions pour dépréciation des participations, détenues tant par la société mère WIFAK BANK que par sa filiale WIFAK SICAR, qui ne sont pas admises en déduction à la date de clôture mais qui le seront une fois les provisions comptabilisées seront réalisées et des pertes fiscales de la société mère WIFAK BANK qui sont admises en déduction sur les exercices postérieurs.

Nous avons identifié ce sujet comme un point clé de l'audit compte tenu de la part de jugement devant être exercée par la direction par rapport aux incertitudes relatives au caractère recouvrable des actifs d'impôt différé au 31 Décembre 2018. Le caractère recouvrable des actifs d'impôt différé repose notamment sur la capacité du groupe WIFAK BANK de disposer de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces différences temporelles déductibles pourront être imputées.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

En l'absence de différences temporaires imposables relatives à la société concernée par les différences temporaires déductibles, les actifs d'impôt différé sont comptabilisés pour autant qu'il est probable que cette société dégagera des bénéfices imposables suffisants dans les exercices au cours desquels ces différences temporaires déductibles se résorberont, ou que cette société a des opportunités de planification fiscale grâce auxquelles elle générera des bénéfices imposables au cours des exercices appropriés.

Nos travaux d'audit ont consisté principalement à :

- Vérifier que la méthodologie retenue par la Direction pour identifier et évaluer les différences temporaires déductibles et les actifs d'impôt différé correspondants est appropriée ;

- S'assurer que les règles fiscales (taux d'imposition période de déduction, etc.) applicables dans les circonstances sont comprises et respectées par la Direction ;
- Apprécier la capacité de la société concernée par les différences temporaires déductibles à dégager des bénéfices imposables futurs permettant de les résorber ;
- S'assurer que les opportunités de planification fiscale offertes à la société concernée (telle que la cession d'un actif pour un prix supérieur à sa valeur comptable) sont réalisables et pourront générer, en cas de besoin, un bénéfice imposable dans la période appropriée.

4. Rapport de gestion

La responsabilité du rapport de gestion incombe au Conseil d'Administration.

Notre opinion sur les Etats Financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes consolidés du groupe dans le rapport du Conseil d'Administration par référence aux données figurant dans les Etats Financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport du Conseil d'Administration et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les Etats Financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport du Conseil d'Administration semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport du Conseil d'Administration, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

5. Responsabilités de la Direction et des responsables de la gouvernance pour les Etats Financiers consolidés

La Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des Etats Financiers consolidés conformément au Système Comptable des Entreprises, de la mise en place du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'Etats Financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, ainsi que de la détermination des estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des Etats Financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité

d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

6. Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des Etats Financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les Etats Financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit, réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister.

Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des Etats Financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit.

En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les Etats Financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;

- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la Direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les Etats Financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des Etats Financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les Etats Financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et tous les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des Etats Financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport, sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

II. Rapport relatif aux obligations légales et réglementaires

Dans le cadre de notre mission de commissariat aux comptes, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par les normes publiées par l'Ordre des Experts Comptables de Tunisie et par les textes réglementaires en vigueur en la matière.

Efficacité du système de contrôle interne

En application des dispositions de l'article 3 de la loi n°94-117 du 14 novembre 1994, telle que modifiée par la loi n° 2005-96 du 18 octobre 2005 portant réorganisation du marché financier, nous avons procédé à une évaluation générale portant sur l'efficacité des systèmes de contrôle interne du Groupe WIFAK BANK. Il est à rappeler que la responsabilité de la conception et de la mise en place d'un système de contrôle interne ainsi que la surveillance périodique de son efficacité et de son efficience incombe à la Direction et au conseil d'administration.

Sur la base de notre examen, nous n'avons pas relevé d'insuffisances majeures du contrôle interne.

Tunis le 02Avril 2019

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

TCA

Béchir NEDRI

UNIVERS AUDIT

Rachid NACHI

AVIS DES SOCIETES

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING - CIL-

Siège social : 16, Avenue Jean Jaurès -1001Tunis-

La Compagnie Internationale de Leasing - CIL - publie ci-dessous, ses états financiers consolidés arrêtés au 31 décembre 2018 tels qu'ils seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en date du 30 avril 2019. Ces états sont accompagnés du rapport des commissaires aux comptes, Mr Mustapha MEDHIOUB et Mr Nouredine BEN ARBIA.

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING

C.I.L

16, Avenue Jean Jaurès - 1001 - tunis

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

BILAN CONSOLIDE AU 31 DECEMBRE 2018

(exprimé en dinar tunisien)

	Notes	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
ACTIFS			
Caisses et avoirs auprès des banques	5	16 372 120	14 721 614
Créances sur la clientèle, opérations de leasing	6	502 853 803	494 028 603
Portefeuille-titres commercial	7	14 463 683	10 748 116
Portefeuille d'investissement	8	28 920 144	19 075 681
Valeurs Immobilisées	9	7 638 574	6 742 685
Autres actifs		11 627 535	9 756 454
TOTAL DES ACTIFS		581 875 859	555 073 153
PASSIFS			
	Notes	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Dettes envers la clientèle	10	3 750 310	3 540 148
Emprunts et dettes rattachées	11	450 939 030	426 149 854
Fournisseurs et comptes rattachés		36 067 701	43 590 112
Autres passifs		8 440 933	6 333 232
TOTAL DES PASSIFS		499 197 974	479 613 346
INTERETS MINORITAIRES	12	921	913
CAPITAUX PROPRES			
Capital social		25 000 000	25 000 000
Réserves consolidées		48 942 029	41 555 072
Actions propres		(3 247 071)	(2 951 339)
Résultat consolidés		11 982 005	11 855 161
Total des capitaux propres avant affectation	13	82 676 963	75 458 894
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES ET DES PASSIFS		581 875 859	555 073 153

ETAT DES ENGAGEMENTS HORS BILAN
AU 31 Décembre 2018
(Exprimé en dinars)

		<u>31/12/2018</u>	<u>31/12/2017</u>
	<u>Notes</u>		
ENGAGEMENTS DONNES		85 801 895	84 960 742
Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle	30- A- 1	9 707 978	19 055 042
Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts	30- A- 2	75 093 917	64 905 700
Engagements sur titres	30- A- 3	1 000 000	1 000 000
ENGAGEMENTS RECUS		733 057 701	743 382 606
Cautions Reçues	30- B- 1	248 556 367	245 333 908
Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs	30- B- 2	90 721 604	92 437 392
Valeurs des biens, objet de leasing	30- B- 3	393 779 730	405 611 306
ENGAGEMENTS RECIPROQUES		2 500 000	41 500 000
Emprunts obtenus non encore encaissés	30-C-1	2 500 000	41 500 000 *

(*) Dont l'équivalent d'un montant de 8.000.000 Euro.

ETAT DE RESULTAT CONSOLIDE
Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018
(exprimé en dinar tunisien)

	<u>Notes</u>	<u>31 Décembre 2018</u>	<u>31 Décembre 2017</u>
PRODUITS D'EXPLOITATION			
Intérêts et produits assimilés de leasing	14	61 724 837	52 049 919
Intérêts et charges assimilées	15	(35 825 610)	(27 499 053)
Produits des placements	16	1 269 268	1 115 954
Autres produits d'exploitation		763 531	742 281
Produit net		<u>27 932 025</u>	<u>26 409 101</u>
CHARGES D'EXPLOITATION			
Charges de personnel	17	5 479 393	5 515 734
Dotations aux amortissements		597 573	498 165
Autres charges d'exploitation	18	2 912 600	2 346 755
Total des charges d'exploitation		<u>8 989 566</u>	<u>8 360 654</u>
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT PROVISIONS		<u>18 942 459</u>	<u>18 048 447</u>
Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées	19	3 179 512	3 009 114
Dotations nettes aux autres provisions	20	382 282	(36 238)
RESULTAT D'EXPLOITATION		<u>15 380 665</u>	<u>15 075 571</u>
Autres gains ordinaires	21	151 254	247 281
Autres pertes ordinaires	22	(7 093)	(875)
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES AVANT IMPOT		<u>15 524 826</u>	<u>15 321 977</u>
Impôts exigibles		(3 099 777)	(3 042 215)
Contribution sociale de solidarité		(89 001)	-
RESULTAT COURANT DES SOCIETES INTEGREES APRES IMPOT		<u>12 336 048</u>	<u>12 279 762</u>
Contribution conjoncturelle		(354 004)	(424 606)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		<u>11 982 044</u>	<u>11 855 156</u>
Parts revenant aux intérêts minoritaires	12	(39)	5
RESULTAT NET REVENANT A LA SOCIETE CONSOLIDANTE		<u>11 982 005</u>	<u>11 855 161</u>
Résultat par action		2,500	2,468

COMPAGNIE INTERNATIONALE DE LEASING
C.I.L

16, Avenue Jean Jaurès - Tunis

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

ETAT DE FLUX DE TRESORERIE
Période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2018
(exprimé en dinar tunisien)

		<u>2018</u>	<u>2017</u>
	<u>Notes</u>		
Flux de trésorerie liés à l'exploitation			
Encaissements reçus des clients	23	346 580 473	307 591 067
Investissements dans les contrats de Leasing	24	(294 617 025)	(327 017 138)
Sommes versées aux fournisseurs et au personnel		(9 019 579)	(8 325 241)
Intérêts payés	25	(32 874 613)	(25 792 087)
Impôts et taxes payés		(8 639 925)	(3 775 224)
Placements monétaires		(107 043)	1 000 000
Autres flux liés à l'exploitation		(5 893 449)	(192 089)
Flux de trésorerie provenant de (affectés à) l'exploitation		<u>(4 571 160)</u>	<u>(56 510 713)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement			
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	26	(1 509 990)	(1 928 348)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	27	89 261	130 440
Décaissements provenant de l'acquisition d'immobilisations financières	8	(14 127 610)	(3 330 850)
Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières	28	4 397 428	4 608 863
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités d'investissement		<u>(11 150 911)</u>	<u>(519 894)</u>
Flux de trésorerie liés aux activités de financement			
Encaissements suite à la cession des actions propres		-	52 685
Décaissements suite au rachat d'actions propres	13	(295 733)	(840)
Dividendes et autres distributions	29	(4 468 260)	(4 250 503)
Encaissements provenant des emprunts	11	355 299 500	315 362 800
Remboursements d'emprunts	11	(333 162 931)	(255 397 980)
Flux de trésorerie provenant des (affectés aux) activités de financement		<u>17 372 577</u>	<u>55 766 162</u>
Variation de trésorerie		<u>1 650 506</u>	<u>(1 264 445)</u>
Trésorerie au début de l'exercice	5	14 721 614	15 986 059
Trésorerie à la clôture de l'exercice	5	16 372 120	14 721 614

NOTES AUX ETATS FINANCIERS

Note 1 : Présentation du groupe

1.1. Structure juridique des sociétés du groupe

Le groupe « CIL » est composé de trois sociétés spécialisées chacune dans l'un des métiers de la finance qui sont le leasing, l'intermédiation en bourse et la capital investissement.

- ◆ La Compagnie Internationale de Leasing « C.I.L », société de droit tunisien, a été créée en octobre 1992 avec comme objet principal d'effectuer des opérations de leasing portant sur des biens à usage industriel ou professionnel.

Le capital social de la Compagnie Internationale de Leasing s'élève à la clôture de l'exercice, à la somme de D : 25.000.000 divisé en 5.000.000 actions de D : 5 chacune.

Les titres de la société sont admis à la côte de la bourse depuis l'année 1995.

- ◆ La Compagnie Générale d'Investissement « CGI » est une société anonyme, de droit tunisien, constituée en octobre 1994. Elle a pour objet principal le commerce et la gestion des valeurs mobilières et notamment :

- La négociation de valeurs mobilières sur le marché pour le compte de clients ;
- La gestion de portefeuilles titres pour le compte de clients ;
- Le placement de titres et la garantie de bonne fin des émissions ;
- La gestion de fonds et organismes de placement collectif en valeurs mobilières ;
- L'ingénierie financière et le conseil.

Le capital social de la Compagnie Générale d'Investissement « CGI » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 1.250.000, divisé en 250.000 actions de D : 5 chacune, totalement libérées.

- ◆ La société d'investissement à capital risque « CIL SICAR » est une société anonyme de droit tunisien constituée en 2010. Elle a pour objet la participation, pour son propre compte ou pour le compte des tiers et en vue de sa rétrocession, au renforcement des opportunités d'investissement et des fonds propres des entreprises et notamment, des entreprises promues par les nouveaux promoteurs, des entreprises implantées dans les zones de développement régional, des entreprises objet d'opérations de mise à niveau ou rencontrant des difficultés économiques, ainsi que des entreprises qui réalisent des investissements permettant de promouvoir la technologie ou sa maîtrise ainsi que l'innovation dans tous les secteurs économiques.

Le capital social de la société d'investissement à capital risque « CIL SICAR » s'élève à la clôture de l'exercice à D : 8.000.000, divisé en 8.000.000 actions de D : 1 chacune, totalement libérées.

1.2. Participations dans les sociétés du groupe

Les participations de la Compagnie Internationale de Leasing dans les entreprises associées et filiales, se détaillent comme suit :

- ✓ La Compagnie Internationale de Leasing détient directement 249.908 titres sur les 250.000 actions formant le capital de la Compagnie Générale d'Investissement « CGI », soit un pourcentage de participation de 99,96%.
- ✓ La Compagnie Internationale de Leasing détient directement 7.999.520 titres sur les 8.000.000 actions formant le capital de la société d'investissement à capital risque « CIL SICAR », soit un pourcentage de participation de 99,99%.

Ainsi, les participations de la Compagnie Internationale de Leasing dans ses filiales, se détaillent comme suit :

	Nombre d'actions	Pourcentage d'intérêt	Pourcentage de contrôle
CGI	249.908	99,96%	99,96%
CIL SICAR	7.999.520	99,99%	99,99%

Note 2 : Méthodes et modalités de consolidation

2.1. Méthode de consolidation

La méthode de consolidation appliquée est déterminée en fonction du pourcentage des droits de vote, détenu par la Compagnie Internationale de Leasing, ainsi que de son pouvoir de diriger les politiques financières et opérationnelles de chaque société incluse dans le périmètre de consolidation.

La méthode de consolidation retenue pour les deux filiales est celle de l'intégration globale, eu égard au degré de contrôle (plus de la moitié des droits de vote) exercé par la société mère.

2.2. Date de clôture

La date de clôture retenue pour l'établissement des états financiers consolidés correspond à celle des états financiers individuels, soit le 31 décembre de chaque année.

2.3. Modalités de consolidation

L'établissement des états financiers consolidés, a été réalisé en suivant les étapes suivantes :

- Les états financiers individuels de la société mère et de ses filiales, sont combinés ligne à ligne en additionnant les éléments semblables d'actifs, de passifs, de capitaux propres, de produits et de charges ;
- Les soldes et les transactions intra-groupe sont intégralement éliminés ;
- Les méthodes comptables sont revues afin de s'assurer qu'elles sont uniformes au sein de toutes les sociétés du groupe ;
- La valeur comptable de la participation de la mère dans chaque filiale et la quote part de la mère dans les capitaux propres de chaque filiale, sont éliminées ;
- Les intérêts minoritaires dans le résultat net des filiales consolidées, sont identifiés et soustraits du résultat du groupe afin d'obtenir le résultat net attribuable aux propriétaires de la mère ;
- Les intérêts minoritaires dans l'actif net des filiales consolidées, sont identifiés et présentés dans le bilan consolidé séparément des passifs et des capitaux propres de la mère.

2.4. Optique de consolidation

Les états financiers consolidés sont établis selon une optique à la fois financière et économique, suivant laquelle, les comptes consolidés ont pour objet de fournir aux associés de la société mère (La Compagnie Internationale de Leasing), la véritable valeur de leurs titres et ce dans le cadre d'une même entité économique englobant les intérêts majoritaires et minoritaires. Ces derniers ne sont pas considérés comme des tiers.

Les conséquences de cette optique se traduisent comme suit :

- Ecart d'acquisition : l'écart d'acquisition est retenu à hauteur de la part de la société mère lors de l'acquisition.
- Résultats inter-sociétés : les résultats réalisés suite à des transactions conclues entre la société et les sociétés sous contrôle exclusif sont éliminées dans leur intégralité.
- Présentation des intérêts minoritaires : ils sont présentés au bilan et au compte de résultat respectivement entre les capitaux propres et les dettes, et en déduction du résultat consolidé.

Note 3 : Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés, arrêtés au 31 décembre 2018, ont été établis conformément aux principes comptables généralement reconnus.

Lesdits principes s'appuient sur :

- Le système comptable des entreprises promulgué par la loi n°96-112 du 30 décembre 1996 dont notamment :
 - La norme comptable générale (NCT 1).

- La NCT 35 (Etats financiers consolidés) et notamment les principes régissant les techniques, règles de présentation, et de divulgation spécifiques à l'établissement des états financiers consolidés.
- Les circulaires de la Banque Centrale de Tunisie et notamment la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991 telle que modifiée et complétée par les circulaires subséquentes.

Aucune divergence significative entre les méthodes comptables appliquées par la CIL et les normes comptables tunisiennes n'est à souligner.

La CIL applique, en outre, et en l'absence de dispositions spécifiques prévues par le Système Comptable des Entreprises, certaines dispositions contenues dans les normes internationales d'informations financières (IFRS). Il s'agit des normes suivantes :

- IAS 19 – Avantages au personnel.
- IAS 33 – Résultat par action.
- IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées.

La CIL considère que les dispositions contenues dans ces normes et traitant des avantages au personnel, du calcul du résultat de base et du résultat dilué par action, ainsi que des actifs destinés à la vente, n'ayant pas de similaire en Tunisie, ne sont pas incompatibles avec le référentiel comptable appliqué et peuvent donc être utilisées à titre d'orientation.

Pour présenter ses états financiers de synthèse, et en raison des limites reconnues aux modèles standards et leur incapacité à répondre aux spécificités de l'activité des établissements financiers de leasing, la C.I.L a adopté, des modèles harmonieux avec les prescriptions de la norme comptable NCT 21 relative à la présentation des états financiers des établissements bancaires, à savoir :

- Le classement des actifs et des passifs par référence à leur nature en privilégiant un ordre décroissant de leur liquidité et de leur exigibilité plutôt que par référence à la distinction des éléments courants de ceux non courants.
- La présentation des postes d'actifs pour leur valeur nette comptable. Les informations relatives aux valeurs brutes ainsi qu'aux comptes correcteurs qui leurs sont rattachées (amortissements cumulés, provisions pour dépréciation et produits réservés) sont fournies au niveau des notes aux états financiers.
- La présentation des engagements hors bilan dans une composante de synthèse faisant partie intégrante des états financiers.

Les états financiers comportent :

- *Un bilan*
- *Un état des engagements hors bilan*
- *Un état de résultat*
- *Un état de flux de trésorerie*
- *Des notes aux états financiers*

Note 4 : Principes et Méthodes Comptables Appliqués

Les principes comptables les plus significatifs retenus pour la préparation des états financiers consolidés se résument comme suit :

4.1 Comptabilisation des créances issues d'opérations de leasing

Les contrats de leasing portent sur des biens mobiliers (équipements, matériel roulant...) et immobiliers (terrains et constructions). La durée contractuelle du bail varie entre trois et neuf ans. A la fin du contrat, le locataire aura la possibilité de lever l'option d'achat du bien et en devenir propriétaire, et ce, pour une valeur résiduelle préalablement convenue.

Tous les biens donnés en location sont correctement couverts par une police d'assurance.

Il est à signaler que le bien donné en location demeure, juridiquement et pendant toute la durée du bail, la propriété de la société, ce qui exclut toute possibilité pour le locataire de le vendre ou de le nantir.

Par ailleurs, certains contrats peuvent faire l'objet d'avenants tendant, soit à réviser les loyers et proroger la durée du contrat, soit à décaler pour une période les loyers.

Les contrats de leasing transfèrent au preneur la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété des actifs donnés en location et justifient, comptablement, leur classification en tant que contrats de location-financement.

Antérieurement au 1er janvier 2008, et par dérogation à la convention comptable de base de prééminence du fond sur la forme, les immobilisations données en leasing figuraient parmi les actifs corporels de la société pour leurs coûts d'acquisitions diminués du cumul des amortissements financiers et des pertes de valeurs correspondant aux risques de non recouvrement de l'encours financier.

Les redevances de crédit-bail, échues et non courues à la date de clôture, figuraient parmi les passifs sous l'intitulé « produits constatés d'avance ».

Avec l'entrée en vigueur, à partir du 1er janvier 2008, de la norme comptable relative aux contrats de location (NCT 41), telle qu'approuvée par l'arrêté du ministre des finances du 28 janvier 2008, la société comptabilise, au bilan, les actifs détenus en vertu d'un contrat de location financement selon une approche faisant prévaloir la substance économique des transactions et les présente comme des créances pour un montant égal à l'investissement net dans le contrat de location.

Cette nouvelle approche a été appliquée de manière rétrospective à tous les contrats mis en force avant le 1^{er} janvier 2008.

L'investissement net dans le contrat de location est l'investissement brut dans ledit contrat diminué des produits financiers non acquis.

L'investissement brut dans le contrat de location est le total des paiements minimaux à recevoir au titre de la location par le bailleur dans le cadre d'un contrat de location financement.

Les paiements minimaux au titre de la location, sont les paiements que le preneur est, ou peut être, tenu d'effectuer pendant la durée du contrat de location.

Les produits financiers non acquis sont la différence entre :

a- la somme des paiements minimaux au titre de la location-financement ; et

b- la valeur actualisée, au taux d'intérêt implicite du contrat de location, des paiements minimaux sus indiqués.

Le taux d'intérêt implicite du contrat de location est le taux d'actualisation qui donne, au commencement du contrat de location, une valeur actuelle cumulée (a) des paiements minimaux au titre de la location et de (b) la valeur résiduelle non garantie égale à la somme (i) de la juste valeur de l'actif loué et (ii) des coûts directs initiaux du bailleur.

Pour le cas spécifique de la Compagnie Internationale de Leasing :

a) la valeur résiduelle non garantie est nulle ;

b) les coûts directs initiaux (frais de dossier et enregistrement) sont supportés par le locataire à la signature du contrat.

La CIL vise à répartir les revenus financiers sur la durée du contrat de location selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base d'un schéma reflétant une rentabilité périodique constante de l'encours d'investissement net de la société. Les paiements au titre de la location correspondant à l'exercice, sont imputés sur l'investissement brut résultant du contrat de location pour diminuer à la fois le montant du principal et le montant des produits financiers non acquis.

4.2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing

Des dépréciations sont constituées sur les créances issues d'opérations de leasing dès lors qu'il existe une indication objective de perte de valeur liée à un événement survenu postérieurement à la mise en place du concours, que cet événement affecte les flux de trésorerie futurs dans leur quantum ou leur échéancier et que ses conséquences peuvent être estimées de façon fiable. L'analyse de l'existence éventuelle d'une dépréciation est menée d'abord au niveau individuel puis au niveau d'un portefeuille.

Dépréciation, à base individuelle, des créances issues d'opérations de leasing :

Les provisions sur créances issues d'opérations de leasing, à base individuelle, sont déterminées conformément aux normes prudentielles de division, de couverture des risques et de suivi des engagements objet de la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, qui fixe les classes de risque de la manière suivante :

A- Actifs courants

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier

B2- Actifs incertains

B3- Actifs préoccupants

B4- Actifs compromis

Les classes ont été définies par la Banque Centrale de Tunisie de la manière suivante :

A- Actifs courants : Actifs dont le recouvrement est assuré, concernant des entreprises ayant une situation financière équilibrée, une gestion et des perspectives d'activité satisfaisantes, un volume de concours financiers compatible avec leurs activités et leurs capacités réelles de remboursement.

B1- Actifs nécessitant un suivi particulier : Actifs dont le recouvrement est encore assuré, concernant des entreprises dont le secteur d'activité connaît des difficultés ou dont la situation financière se dégrade.

B2- Actifs incertains : Actifs dont le recouvrement dans les délais est incertain, concernant des entreprises ayant des difficultés. Aux caractéristiques propres à la classe B1, s'ajoute au moins l'une de celles qui suivent :

- un volume de concours financiers non compatible avec l'activité,
- l'absence de la mise à jour de la situation financière par manque d'information,
- des problèmes de gestion ou des litiges entre associés,
- des difficultés techniques, commerciales ou d'approvisionnement,
- la détérioration du cash flow compromettant le remboursement des dettes dans les délais,
- l'existence de retards de paiement des intérêts ou du principal (entre 90 à 180 jours).

B3- Actifs préoccupants : Actifs dont le recouvrement est menacé, concernant des entreprises signalant un degré de pertes éventuelles. Ces actifs se rapportent à des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 2 ou ayant des retards de paiement en principal ou en intérêts entre 180 et 360 jours.

B4- Actifs compromis : Actifs concernant des entreprises ayant, avec plus de gravité, les caractéristiques de la classe 3 ou présentant des retards de paiement en principal ou en intérêts au delà de 360 jours.

Les taux de provisionnement retenus par la société correspondent au taux minimaux par classe de risque tel que prévu par la circulaire BCT n° 91-24, à savoir :

B2- Actifs incertains	20%
B3- Actifs préoccupants	50%
B4- Actifs compromis	100%

Ces taux sont appliqués à l'exposition nette au risque de contrepartie, soit le montant de l'engagement brut déduction faite des produits réservés et de la valeur de réalisation attendue des biens donnés en leasing et des garanties obtenues qui relèvent de celles admises par la circulaire précitée, à savoir :

- Les cautions bancaires ;
- Les actifs financiers affectés ;
- Les dépôts de garantie ;
- Les hypothèques inscrites.

A partir de 2008, et afin de maintenir le taux de couverture des actifs classés préconisé par la BCT, le conseil d'administration de la CIL a décidé de ne plus prendre en considération la valeur des hypothèques pour le calcul des provisions pour créances.

La valeur du matériel donné en leasing est prise en tant que garantie pour le calcul des provisions pour créances, et ce, compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé.

Les principes retenus pour l'évaluation des biens en location sont les suivants :

- Matériel standard : Valeur d'origine avec une décote de 33% par an d'âge
- Matériel spécifique : Valeur d'origine avec une décote de 60% par an d'âge
- Immeubles : Valeur d'origine avec une décote de 15% par an d'âge

Pour les contrats de leasing classés avant 2014 en actifs compromis, la valeur du bien est considérée nulle, tant que ledit bien n'a pas fait l'objet d'une évaluation individuelle circonstanciée tenant compte des possibilités réelles d'encaissement.

Dépréciation, à base collective, des créances issues d'opérations de leasing :

En application des dispositions de l'article 10 bis de la circulaire n°91-24 telle que complétée par la circulaire n°2012-09 du 29 juin 2012, il est constitué par prélèvement sur le résultat des provisions à caractère général dites « provisions collectives » pour couvrir les risques latents sur les engagements courants (classe 0) et les engagements nécessitant un suivi particulier (classe 1).

Ces provisions sont déterminées compte tenu d'une analyse qui s'appuie sur des données historiques, ajustées si nécessaire, pour tenir compte des circonstances prévalant à la date de l'arrêté.

Cette analyse permet, en outre, d'identifier les groupes de contreparties qui, compte tenu d'événements survenus depuis la mise en place des concours, ont atteint collectivement une probabilité de défaut à maturité qui fournit une indication objective de perte de valeur sur l'ensemble du portefeuille, sans que cette perte de valeur puisse être à ce stade allouée individuellement aux différentes contreparties composant le portefeuille. Cette analyse fournit également une estimation des pertes afférentes aux portefeuilles concernés en tenant compte de l'évolution du cycle économique sur la période analysée.

Les modifications de valeur de la dépréciation de portefeuille figurent dans l'état de résultat, dans la rubrique "Dotations nettes aux provisions et résultat des créances radiées" en tant que composante du coût du risque encouru par la CIL.

Au bilan, les provisions collectives requises sur les créances issues des opérations de leasing sont déduites des actifs correspondants.

L'exercice du jugement expérimenté de la Direction peut conduire la société à constater des provisions collectives additionnelles au titre d'un secteur économique ou d'une zone géographique affectés par des événements économiques exceptionnels ; tel peut être le cas lorsque les conséquences de ces événements n'ont pu être mesurées avec la précision nécessaire pour ajuster les paramètres servant à déterminer la provision collective sur les portefeuilles homogènes non spécifiquement dépréciés.

4.3 Revenus sur créances issues d'opérations de leasing

Antérieurement au 1^{er} janvier 2008, les loyers bruts facturés et rattachés à la période incluant aussi bien l'amortissement financier du capital, que la marge financière brute (intérêt) figuraient pour leur montant intégral sous l'intitulé « Revenus bruts de leasing » au niveau de l'état de résultat.

Pour corriger le solde du produit net de leasing, la portion du loyer couru correspondant au remboursement du capital, figuraient en soustractif sous l'intitulé « Dotations aux amortissements des immobilisations en location ».

L'abandon du traitement patrimonial des opérations de leasing, à partir de l'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2008, de la norme NCT 41 relative aux contrats de location, était à l'origine de la reconsidération de la méthode susvisée. Désormais, seule la marge financière brute (intérêt) figure au niveau de l'état de résultat sous l'intitulé « Intérêts et revenus assimilés sur opérations de leasing ».

Les intérêts des contrats de location-financement sont répartis sur la durée du contrat selon une base systématique et rationnelle. Cette imputation se fait sur la base du taux implicite du contrat de location.

Les intérêts intercalaires sont calculés sur la base des avances et acomptes consentis aux fournisseurs et pendant la période antérieure à la date de mise en force.

Les pré-loyers correspondent aux revenus couvrant la période allant de la date de mise en force jusqu'à la première échéance.

Les intérêts relatifs aux créances classées parmi les « actifs courants » (classe A) ou parmi les « actifs nécessitant un suivi particulier » (classe B1), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont portés au résultat à mesure qu'ils sont courus. Ceux relatifs aux créances non performantes classées parmi les « actifs incertains » (classe B2), les « actifs préoccupants » (classe B3) ou parmi les « actifs compromis » (classe B4), au sens de la circulaire BCT N° 91-24, sont inscrits au bilan en tant que produits réservés venant en déduction de la rubrique « Créances issues d'opérations de leasing ».

4.4 Portefeuille titres

Les placements sont classés en deux catégories. Les placements à court terme (Portefeuille-titres commercial) et les placements à long terme (Portefeuille d'investissement).

Placements à court terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements que la société n'a pas l'intention de conserver pendant plus d'un an et qui, de par leur nature, peuvent être liquidés à brève échéance. Toutefois, le fait de détenir de tels placements pendant une période supérieure à un an ne remet pas en question, si l'intention n'a pas changé, leur classement parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à court terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

A la date de clôture, les placements à court terme font l'objet d'une évaluation à la valeur de marché pour les titres cotés et à la juste valeur pour les autres placements à court terme. Les titres cotés qui sont très liquides sont comptabilisés à leur valeur de marché et les plus-values et moins-values dégagées sont portées en résultat. Pour les titres cotés qui ne sont pas très liquides et les autres placements à court terme, les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions et les plus-values ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur de marché est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la Bourse des Valeurs Mobilières de Tunis.

Pour les placements à court terme en titres émis par des O.P.C.V.M, la juste valeur est déterminée par référence à la valeur liquidative de la dernière journée du mois concerné par l'arrêté comptable telle que publiée dans le bulletin officiel du Conseil du Marché Financier.

Le transfert des placements à court terme en placements à long terme, s'effectue individuellement au plus faible de la valeur comptable et de la juste valeur, ou à la valeur de marché s'ils étaient antérieurement comptabilisés à cette valeur.

Placements à long terme

Sont classés dans cette catégorie, les placements détenus dans l'intention de les conserver durablement notamment pour exercer sur la société émettrice un contrôle exclusif, ou une influence notable ou un contrôle conjoint, ou pour obtenir des revenus et des gains en capital sur une longue échéance ou pour protéger, ou promouvoir des relations commerciales. Les placements à long terme sont également des placements qui n'ont pas pu être classés parmi les placements à court terme.

Initialement, les placements à long terme sont comptabilisés à leur coût. Les frais d'acquisition, tels que les commissions d'intermédiaires, les honoraires, les droits et les frais de banque sont exclus.

Postérieurement à leur comptabilisation initiale, les placements à long terme sont évalués à leur valeur d'usage. Les moins-values par rapport au coût font l'objet de provisions. Les plus-values par rapport au coût ne sont pas constatées.

Pour les titres cotés, la valeur d'usage est déterminée par référence au cours moyen du mois concerné par l'arrêté comptable tel que publié dans le bulletin officiel de la BVMT.

Pour les titres non cotés, la valeur d'usage est déterminée compte tenu de plusieurs facteurs tels que la valeur de rendement, l'actif net, les résultats et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice ainsi que la conjoncture économique et l'utilité procurée à l'entreprise.

Le transfert des placements à long terme en placements à court terme s'effectue :

- au plus faible du coût d'acquisition et de la valeur comptable, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués au plus faible du coût et de la juste valeur.
- à la valeur de marché, si le transfert est effectué parmi les placements à court terme évalués à la valeur de marché, la différence par rapport à la valeur comptable est portée en résultat.

Comptabilisation des revenus des placements

Les intérêts sur titres à revenu fixe sont pris en compte en produits de façon étalée sur la période concernée, par référence au taux de rendement effectif.

Par ailleurs, et contrairement aux dispositions de la NCT 25 relative au portefeuille titres dans les établissements bancaires, les intérêts courus sur les titres acquis dans le cadre d'opérations de prises de participations, ne sont constatés en résultat qu'au fur et à mesure de leur cession, et ce, compte tenu de l'incertitude portée à l'encaissement effectif de ces intérêts.

Les dividendes sur les titres à revenu variable, détenus par la société, sont pris en compte en résultat sur la base de la décision de l'assemblée générale statuant sur la répartition des résultats de la société émettrice des titres.

4.5 Emprunts et charges y afférentes

Le principal des emprunts obtenus est comptabilisé, pour la partie débloquée au passif du bilan sous la rubrique « Emprunts et dettes rattachées ».

Les dettes libellées en monnaies étrangères sont converties en dinars, selon le taux de change du déblocage. Lesdites dettes sont admises à la garantie du "fonds de péréquation des changes" institué par l'article 18 de la loi n° 98-111 du 28 décembre 1998 portant loi de finances pour l'année 1999 et dont la gestion est confiée à la société "Tunis Ré" en vertu d'une convention conclue avec le ministère des finances.

La garantie au titre de la couverture des pertes résultant de la fluctuation des taux de change des emprunts étrangers est accordée contre le versement par la C.I.L d'une contribution au profit du fonds dont le niveau et les modalités de perception sont décidées par une commission interministérielle conformément aux dispositions de l'article 5 du décret n° 99-1649 du 26 juillet 1999 fixant les modalités de fonctionnement dudit fonds.

Ainsi, la société n'est pas exposée au risque de change.

Les intérêts sur emprunts sont comptabilisés parmi les charges financières à mesure qu'ils sont courus.

Les commissions encourues lors de l'émission des emprunts sont portées à l'actif en tant que charges reportées et amorties systématiquement sur la durée de l'emprunt au prorata des intérêts courus.

4-6 Créances et dettes libellées en monnaies étrangères

Les dettes et les créances libellées en monnaies étrangères sont converties en dinar tunisien au cours du jour de la date de l'opération. A la date de clôture les dettes et les créances en monnaies étrangères sont évaluées en utilisant le taux de change en vigueur à cette date. Les différences de change résultant sont comptabilisées, conformément à la norme comptable tunisienne 15.

4.7 Immobilisations corporelles et incorporelles :

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont comptabilisées à leur coût d'acquisition incluant, notamment, leur prix d'achat hors taxes déductibles, ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

La société comptabilise les immeubles hors exploitation, acquis dans le cadre de compromis et de protocoles de recouvrement de créances, conformément à la norme « IFRS 5 – Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées ».

Ce traitement est expliqué par le fait que la valeur comptable desdits actifs est recouvrée principalement par le biais d'une transaction de vente plutôt que par l'utilisation continue de l'actif.

Ces actifs sont comptabilisés, comme pour le cas des immobilisations corporelles, à leur coût d'acquisition incluant, notamment, leur prix d'achat hors taxes déductibles, ainsi que les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs d'installation et de formation.

Conformément à la norme IFRS 5, ces actifs sont évalués au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Toute perte de valeur, relative à toute réduction initiale ou ultérieure de l'actif, est constatée immédiatement au résultat de la période.

Les immobilisations de la société sont linéairement amorties, à partir de la date de leur mise en service, sur la base de leur durée de vie utile estimative. Toutefois, les immobilisations hors exploitation ne sont pas amortissables.

Les durées de vie utiles des principales catégories d'immobilisations de la société, converties en taux d'amortissement se présentent comme suit :

- | | |
|-------------|-------|
| • Logiciels | 33,3% |
| • Immeubles | 5,0% |

• Matériel de transport	20,0%
• Mobilier et matériel de bureau	10,0%
• Matériel informatique	33,3%
• Installations générales	10,0%

4-8 Taxe sur la valeur ajoutée :

La société procède à la comptabilisation des charges et des produits en hors taxes, il en est de même en ce qui concerne les investissements.

Ainsi, la T.V.A facturée aux clients est enregistrée au compte « Etat, T.V.A collectée », alors que la T.V.A facturée à la société est portée au débit du compte « Etat, T.V.A récupérable ».

En fin de période, le solde de ces deux comptes fait l'objet d'une liquidation au profit du trésor s'il est créditeur ou d'un report pour la période suivante s'il est débiteur.

4.9 Impôt sur les bénéfices :

La charge d'impôt sur les bénéfices comptabilisée par la société correspond à celle exigible en vertu de l'application des règles de détermination du bénéfice imposable.

L'incidence des décalages temporels entre la valeur comptable des actifs et passifs de la société et leur base fiscale n'est pas ainsi, prise en compte.

4.10 Avantages au personnel :

Les avantages consentis au personnel (y compris les dirigeants) de la C.I.L sont classés en deux catégories :

- *Les avantages à court terme tels que les salaires, les congés annuels, les primes, les indemnités et enveloppes ;*
- *Les avantages postérieurs à l'emploi constitués, notamment, par l'indemnité de départ à la retraite.*

Avantages à court terme

La société comptabilise une charge lorsqu'elle a utilisé les services rendus par les membres du personnel en contrepartie des avantages qui leur ont été consentis.

Avantages postérieurs à l'emploi

Conformément aux principes généralement admis, la société distingue les régimes à cotisations définies et les régimes à prestations définies.

Les régimes qualifiés de « régimes à cotisations définies » ne sont pas représentatifs d'un engagement pour la société et ne font l'objet d'aucune provision. Le montant des cotisations appelées pendant l'exercice est constaté en charges.

Seuls les régimes qualifiés de « régimes à prestations définies » sont représentatifs d'un engagement à la charge de la société qui donne lieu à évaluation et provisionnement.

Le classement dans l'une ou l'autre de ces catégories s'appuie sur la substance économique du régime pour déterminer si la société est tenue ou pas, par les clauses d'une convention ou par une obligation implicite, d'assurer les prestations promises aux membres du personnel.

Seule l'indemnité de départ à la retraite, constitue, un avantage postérieur à l'emploi pour le personnel de la C.I.L. Il s'agit, d'un régime à cotisations définies objet d'une convention conclue avec une compagnie d'assurance vie. Conséquemment, seules les primes appelées durant un exercice donné sont portées parmi les charges de ce denier.

NOTE 5 : CAISSES ET AVOIRS AUPRES DES BANQUES

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Banques	16 115 361	14 387 043
Caisses	256 759	334 571
Total	16 372 120	14 721 614

NOTE 6 : CREANCES SUR LA CLIENTELE, OPERATIONS DE LEASING

Cette rubrique s'analyse ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Créances sur contrats mis en force	533 646 693	521 361 320
Encours financiers	497 967 936	494 109 385
Impayés	38 123 500	29 571 042
Intérêts échus différés	(2 444 743)	(2 319 108)
Créances sur contrats en instance de mise en force	1 419 233	1 460 540
Total brut des créances de leasing	535 065 926	522 821 861
A déduire couverture		
Provisions pour dépréciation des encours	(7 864 868)	(7 486 648)
Provisions pour dépréciation des impayés	(16 161 337)	(14 842 272)
Provisions collectives	(4 694 000)	(3 195 000)
Produits réservés	(3 491 918)	(3 269 337)
Total net des créances de leasing	502 853 803	494 028 603

6.1 Encours financiers et créances sur contrats en instance de mise en force

Les mouvements enregistrés durant la période sur l'encours des contrats de leasing et les contrats en instance de mise en force sont indiqués ci-après :

Solde au 31 décembre 2017	495 569 925
<u>Addition de la période</u>	
- Investissements	247 325 698
- Relocations	3 524 920
- Transferts	18 578 574
<u>Retraits de la période</u>	
- Remboursement du capital	(223 297 123)
- Cessions à la valeur résiduelle	(1 978)
- Cessions anticipées	(22 709 982)
- Relocations	(3 079 425)
- Transferts	(16 523 441)
<u>Solde au 31 décembre 2018</u>	<u>499 387 168</u>

6.1.1 Analyse par maturité

L'analyse de l'encours des contrats par maturité se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Paiements minimaux sur contrats actifs		
- A recevoir dans moins d'un an	219 938 352	209 080 176
- A recevoir dans plus d'1 an et moins de 5 ans	355 062 422	363 415 740
- A recevoir dans plus de 5 ans	7 839 190	7 536 186
Total des paiements minimaux sur contrats actifs	<u>582 839 964</u>	<u>580 032 102</u>
- Produits financiers non acquis		
- Revenus non acquis à moins d'un an	43 380 698	42 267 940
- Revenus non acquis à plus d'un an et moins de 5 ans	46 483 798	49 272 530
- Revenus non acquis à plus de 5 ans	857 108	896 922
Total des produits financiers non acquis	<u>90 721 604</u>	<u>92 437 392</u>
- Valeurs résiduelles	400 072	1 067 135
- Contrats suspendus ordinaires	1 471	-
- Contrats suspendus contentieux	5 448 032	5 447 540
- Contrats en instance de mise en force	1 419 233	1 460 540
<u>Encours des contrats</u>	<u>499 387 168</u>	<u>495 569 925</u>

6.1.2 Analyse par secteur d'activité

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Bâtiment et travaux publics	45 623 891	55 031 725
Industrie	58 875 243	63 903 855
Tourisme	74 727 754	61 472 071
Commerces et services	227 909 973	228 756 508
Agriculture	92 250 307	86 405 766
<u>Total</u>	<u>499 387 168</u>	<u>495 569 925</u>

6.1.3 Analyse par type de matériel

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Equipements	48 108 993	55 530 512
Matériel roulant	382 802 771	368 362 443
Matériel spécifique	99 951	105 276
<u>Sous Total</u>	<u>431 011 715</u>	<u>423 998 231</u>
Immobilier	68 375 453	71 571 693
<u>Total</u>	<u>499 387 168</u>	<u>495 569 925</u>

6.2 Impayés

L'analyse des impayés se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
<u>Clients ordinaires (1)</u>	27 621 079	19 094 017
Inférieur à 1 mois	12 517 245	7 778 215
Entre 1 et 3 mois	7 422 907	4 869 057
Entre 3 et 6 mois	1 184 754	1 399 946
Entre 6 mois et 1 année	1 336 269	1 155 187
Supérieur à 1 année	5 159 904	3 891 612
<u>Clients litigieux (2)</u>	10 502 422	10 477 025
<u>Total (1)+(2)</u>	38 123 500	29 571 042

6.3 ANALYSE ET CLASSIFICATION DES CREANCES SUR LA CLIENTELE

	ANALYSE PAR CLASSE					TOTAL
	A Actifs courants	B 1 Actifs nécessitant un suivi particulier	B 2 Actifs incertains	B 3 Actifs préoccupants	B 4 Actifs compromis	
Encours financiers	395 770 351	88 719 113	2 203 832	1 813 961	9 460 678	497 967 936
Impayés	4 483 779	13 349 996	1 094 662	776 910	18 418 153	38 123 500
Contrats en instance de mise en force	1 419 233	-	-	-	-	1 419 233
CREANCES LEASING	401 673 363	102 069 109	3 298 494	2 590 872	27 878 831	537 510 669
Avances reçues (*)	(3 230 207)	(5 053)	-	-	(509 975)	(3 745 235)
ENCOURS GLOBAL	398 443 155	102 064 056	3 298 494	2 590 872	27 368 856	533 765 433
ENGAGEMENTS HORS BILAN	9 707 978	-	-	-	-	9 707 978
TOTAL ENGAGEMENTS	408 151 134	102 064 056	3 298 494	2 590 872	27 368 856	543 473 412
Produits réservés	-	-	(241 713)	(226 706)	(3 023 499)	(3 491 918)
Provisions sur encours financiers	-	-	(22 782)	(338 759)	(7 503 328)	(7 864 868)
Provisions sur impayés	-	-	(380 627)	(442 870)	(15 337 841)	(16 161 337)
TOTAL DE LA COUVERTURE	-	-	(645 123)	(1 008 334)	(25 864 667)	(27 518 124)
ENGAGEMENTS NETS	408 151 134	102 064 056	2 653 371	1 582 537	1 504 189	515 955 288

Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4)	0,61%	0,48%	5,04%
	6,12%		
Ratio des actifs non performants (B2, B3 et B4) de 2017	6,36%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés	19,56%	38,92%	94,50%
	82,74%		
Ratio de couverture des actifs classés par les provisions et agios réservés de 2017	74,40%		

(*) Présentés au niveau des passifs (Dettes envers la clientèle)

NOTE 7 : PORTEFEUILLE-TITRES COMMERCIAL

L'analyse du portefeuille-titres commercial se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Certificats de dépôt	10 000 000	10 000 000
Actions SICAV	3 646 955	461 117
Titres cotés	851 657	335 965
<u>Montant brut</u>	<u>14 498 612</u>	<u>10 797 082</u>
A déduire :		
Provisions pour dépréciation des titres cotés	(34 929)	(48 966)
<u>Montant net</u>	<u>14 463 683</u>	<u>10 748 116</u>

NOTE 8 : PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT

L'analyse du portefeuille d'investissement se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Titres immobilisés	30 408 144	20 325 424
Dépôts et cautionnements versés	2 000	2 000
<u>Montant brut</u>	<u>30 410 144</u>	<u>20 327 424</u>
A déduire :		
- Versement restant à effectuer sur titres	(1 000 000)	(1 000 000)
<u>Montant libéré</u>	<u>29 410 144</u>	<u>19 327 424</u>
A déduire :		
- Provisions pour dépréciation des titres	(490 000)	(251 743)
<u>Montant net</u>	<u>28 920 144</u>	<u>19 075 681</u>

Les provisions constituées concernent la dépréciation de la participation du groupe CIL dans le capital des sociétés « SYPHAX AIRLINES », « SUPER BETON SLAMA », « SUPER FABRIQUANT SLAMA » et « Conseil Plus Gestion » pour respectivement 200.000 DT, 161.250 DT, 88.750 DT et 40.000 DT.

Les mouvements enregistrés durant l'exercice sur le poste "Titres immobilisés" sont indiqués ci-après :

	Montant total	Partie libérée	Partie non libérée
Soldes au 31 Décembre 2017	20 325 424	19 325 424	1 000 000
<u>Acquisitions de l'exercice</u>			
- Société UNIPACK	2 000 000	2 000 000	-
- Société PROINJECT	500 000	500 000	-
- Société TUNIFRIES	887 000	887 000	-
- BIAT	4 800 000	4 800 000	-
- Société POLYBAT	2 190 000	2 190 000	-
- Société MAS EXPORT	420 000	420 000	-
- TUNISIE CLEARNING (ex STICODEVAM)	20 610	20 610	-
- Société PROINJECT	3 000 000	3 000 000	-
- Société TIP	295 000	295 000	-
- Société MAS EXPORT	15 000	15 000	-
Total des acquisitions de l'exercice	14 127 610	14 127 610	-
<u>Cessions de l'exercice</u>			
- Société Les délices de Maman	35 000	35 000	-
- Société ARMA PLUS	224 800	224 800	-
- Société MEDICARS	300 000	300 000	-
- Société GREEN TECNO	23 300	23 300	-
- Société INVEST IMMO	15 000	15 000	-
- Société VESTA	291 300	291 300	-
- Société Techno Invest & Consulting	26 400	26 400	-
- Société GREEN DUCK CONSULTING	50 000	50 000	-
- Société REDTEC	58 300	58 300	-
- Société PRO IMMO HAMMAMET	22 320	22 320	-
- Société TECNO CAP BON	7 290	7 290	-
- Société ECOMAT	240 000	240 000	-
- Société MCS	202 600	202 600	-
- Société SEI	38 300	38 300	-
- Société TRUST IMMO	29 980	29 980	-
- Société HOLFOOD	75 000	75 000	-
- Société ECOLE EL EUCH	20 010	20 010	-
- Société MEGA REAL ESTATE	20 000	20 000	-
- Société PRO HOUSE	21 000	21 000	-
- Société HF CONSULTING	25 500	25 500	-
- Société SUPERFOOD	35 000	35 000	-
- Société THEOS SOLUTIONS	7 500	7 500	-
- Société IDEAL RECYCLAGE	192 330	192 330	-
- Société ECOLE EL EUCH	41 250	41 250	-
- Société HOR	177 080	177 080	-
- Société GII	150 000	150 000	-
- SOCIETE FORACHEM	42 500	42 500	-
- Société SNA NOUR	1 415 630	1 415 630	-
- Société EASYPRINT	50 000	50 000	-
- Société ECOMAT	107 500	107 500	-
Total des cessions de l'exercice	3 944 890	3 944 890	-
<u>Liquidation de l'exercice</u>			
- FCP Valeurs developpemnt	100 000	100 000	-
Total de la liquidation de l'exercice	100 000	100 000	-
<u>Soldes au 31 Décembre 2018</u>	<u>30 408 144</u>	<u>29 408 144</u>	<u>1 000 000</u>

Le portefeuille titres s'analyse au 31 Décembre 2018 comme suit :

<u>Emetteur</u>	<u>Nombre d'actions</u>	<u>Coût d'acquisition</u>	<u>Valeur nominale</u>	<u>Montant total</u>	<u>Date souscription</u>	<u>Pourcentage détenu</u>
* TUNISIE CLEARING (ex STICODEVAM)	56 840	4,248	5,000	241 433	de 2001 à 2018	3,61%
* BVMT	43 659	9,892	10,000	431 868	de 1999 à 2014	4,30%
* IFBT	1	100,000	100,000	100	1999	0,13%
* Conseil Plus Gestion (C.P.G)	400	100,000	100,000	40 000	2012	33,33% *
* Société SYPHAX (CIL SICAR)	20 000	10,000	10,000	200 000	2013	0,73%
* Société FORACHEM	12 750	10,000	10,000	127 500	2012	7,08%
* Société GII	15 000	10,000	10,000	150 000	2014	2,11%
* Société SOCHA	56 509	10,000	10,000	565 090	2014	12,56%
* Société HOR	80 637	10,000	10,000	806 370	2015/2016/2017	30,09% *
* Société SUPER BETON SLAMA	6 450	100,000	100,000	645 000	2015	32,25% *
* Société SUPER FABRIQUANT SLAMA	3 550	100,000	100,000	355 000	2015	20,88% *
* Société IDEAL RECYCLAGE	19 234	10,000	10,000	192 340	2015	13,38%
* Société THEOS SOLUTIONS	1 950	10,000	10,000	19 500	2015	32,50% *
* Société EASYPRINT	1 500	100,000	100,000	150 000	2015	37,13% *
* Société ECOMAT	4 300	25,000	25,000	107 500	2015	1,92%
* Société NHB	32 000	10,000	10,000	320 000	2017	49,23% *
* Société TIP	29 500	10,000	10,000	295 000	2018	49,17% *
* Société MAS EXPORT (CIL & CIL SICAR)	4 350	100,000	100,000	435 000	2018	30,74% *
* Société PROINJECT (CIL & CIL SICAR)	35 000	100,000	100,000	3 500 000	2018	4,57%
* Société DAR EL JELD	33 500	100,000	100,000	3 350 000	2015/2016	29,91% *
* Société SWEET HOME	2 134	10,000	10,000	21 340	2012	9,97%
* Société LA GRIFFE	50 000	10,000	10,000	500 000	2013	29,41% *
* Société ECOMAT	55 000	25,000	25,000	1 375 000	2014/2015/2017	24,60% *
* Société GREEN TECHNO	234	100,000	100,000	23 400	2014	9,96%
* Société PRO IMMO HAMMAMET	6 102	10,000	10,000	61 020	2014	14,36%
* Société INVEST IMMO	1 500	10,000	10,000	15 000	2014	10,00%
* Société TECNO CAP BON	6 321	10,000	10,000	63 210	2014	21,07% *
* Société MOUHIBA REAL ESTATE	2 000	10,000	10,000	20 000	2014	20,00% *
* Société RED TEC	584	100,000	100,000	58 400	2015	13,27%
* Société MCS	4 785	100,000	100,000	478 500	2014/2017	18,40%
* Société TRUST IMMO	83 353	1,000	1,000	83 353	2014	14,62%
* Société SEI	1 273	100,000	100,000	127 300	2014	13,40%
* Société TECHNO INVEST & CONSULTING	736	100,000	100,000	73 600	2014	8,18%
* Société HOLFOOD	750	100,000	100,000	75 000	2015	15,00%
* Société SUPERFOOD JUICERY	350	100,000	100,000	35 000	2015	14,58%
* Société ECOLE EL EUCH (CIL & CIL SICAR)	6 749	10,000	10,000	67 490	2015	19,85%
* Société CLINIQUE LES PINS	100 000	10,000	10,000	1 000 000	2015	9,71%
* Société HF CONSULTING	2 550	10,000	10,000	25 500	2015	15,00%
* Société MEGA REAL ESTATE	200	100,000	100,000	20 000	2015	13,33%
* Société MS CONSULTING	420	100,000	100,000	42 000	2015	29,58% *
* Société LES DELICES DE MAMAN (CIL & CIL SICAR)	33 333	10,000	10,000	333 330	2015	33,33% *
* Société PROHOUSE	210	100,000	100,000	21 000	2015	14,79%
* Société TECNO SAHEL CONSULTING	600	100,000	100,000	60 000	2016	30,00% *
* Société THF CONSULTING	1 800	100,000	100,000	180 000	2016	30,00% *
* Société BOI CONSULTING	1 500	100,000	100,000	150 000	2016	30,00% *
* Société SIFAT	10 000	10,000	10,000	100 000	2016	28,17% *
* Société SNA NOUR	74 000	10,000	10,000	740 000	2016	7,05%
* Société SH CONSULTING	1 500	100,000	100,000	150 000	2016	30,00% *
* Société EMP	40 000	10,000	10,000	400 000	2016	40,00% *
* Société MEDPLAST	30 000	10,000	10,000	300 000	2016	7,30%
* Société ECONOMIC AUTO	20 000	100,000	100,000	2 000 000	2017	22,22% *
* Société UNIPACK	200 000	10,000	10,000	2 000 000	2017	1,93%
* Société POLYBAT	2 190 000	1,000	1,000	2 190 000	2018	30,00% *
* Société TUNIFRIES	8 870	100,000	100,000	887 000	2018	13,60%
* BIAT	40 000	120,000	10,000	4 800 000	2018	0,24%

Total des titres

30 408 144

(*) Le groupe CIL n'exerce pas de contrôle ou d'influence notable sur ces sociétés

NOTE 9 : VALEURS IMMOBILISEES

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS PROPRES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(Montants exprimé en dinars)

Désignation	Taux d'amortissement	Valeur brute						Amortissements					Valeur comptable nette
		Début période	Acquisitions	Transfert	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	Début période	Dotation de la période	Cessions	Mises en rebut	Fin de période	
Logiciels	33,33%	329 840	10 493		-	-	340 333	307 030	15 063	-	-	322 093	18 240
Ecart d'acquisition	5%	538 541			-	-	538 541	396 071	26 927	-	-	422 998	115 543
Immeubles	5,0%	5 555 089	855 086	150 000	-	-	6 560 176	2 911 292	241 520	-	-	3 152 812	3 407 364
Matériel de transport	20,0%	1 375 434	189 960	-	(158 569)	-	1 406 825	629 211	238 146	(158 180)	-	709 177	697 649
Equipements de bureau	10,0%	455 394	111 225	-	(38 107)	(20 964)	507 548	362 832	25 549	(30 154)	(20 029)	338 198	169 350
Matériel informatique	33,33%	356 918	23 480	-	(13 162)	(11 735)	355 500	337 860	13 039	(13 162)	(11 735)	326 003	29 497
Installations générales	10,0%	607 010	107 221	-	(31 146)	(31 299)	651 785	396 883	41 543	(28 998)	(30 412)	379 016	272 769
Immeubles hors exploitation (*)		2 715 636	36 055	-	-	-	2 751 691	-	-	-	-	-	2 751 691
Avances et acomptes aux fournisseurs d'immobilisations		150 000	176 471	(150 000)	-	-	176 471	-	-	-	-	-	176 471
TOTAUX		12 083 863	1 509 990	-	(240 984)	(63 998)	13 288 870	5 341 178	601 787	(230 494)	(62 176)	5 650 296	7 638 574

Sont inclus dans le coût des immobilisations, le prix d'achat, les droits et taxes supportés et non récupérables et les frais directs.
Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire.

(*) Les immeubles hors exploitation sont acquis dans le cadre de compromis et de protocoles de recouvrement de créances. Ils ne sont pas amortissables.
Il s'agit d'immeubles et de terrains acquis par la société en vue de leur vente ou location et non pas pour leur utilisation continue dans le cadre normal de son cycle d'exploitation. La société a l'intention de céder lesdits immeubles dans un avenir proche, le temps habituel et nécessaire pour une vente d'actifs de même nature.

NOTE 10 : DETTES ENVERS LA CLIENTELE

Les dépôts et avoirs de la clientèle se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Avances et acomptes reçus des clients	3 745 235	3 535 073
- Autres dépôts et cautionnements reçus	5 075	5 075
<u>Total</u>	<u>3 750 310</u>	<u>3 540 148</u>

NOTE 11 : EMPRUNTS ET DETTES RATTACHEES

Les emprunts et dettes rattachées se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Banques locales	190 887 405	157 650 149
- Banques étrangères	97 902 243	71 902 869
- Emprunts obligataires	122 807 240	138 407 300
- Certificats de dépôt	8 500 000	12 000 000
- Certificats de leasing	18 000 000	36 000 000
<u>Total emprunts</u>	<u>438 096 888</u>	<u>415 960 318</u>
- Intérêts courus sur emprunts bancaires locaux	5 041 257	3 103 282
- Intérêts courus sur emprunts bancaires étrangers	2 214 226	777 356
- Intérêts courus sur emprunts obligataires	5 405 044	6 097 804
- Intérêts courus sur certificats de leasing	656 148	586 682
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires locaux	(333 954)	(235 733)
- Charges constatées d'avance sur certificat de dépôt	(126 280)	(121 672)
- Charges constatées d'avance sur emprunts bancaires étrangers	(14 299)	(18 183)
<u>Total dettes rattachées</u>	<u>12 842 142</u>	<u>10 189 536</u>
<u>Total</u>	<u>450 939 030</u>	<u>426 149 854</u>

Les mouvements enregistrés sur le poste "Emprunts et ressources spéciales" sont récapitulés dans le tableau suivant :

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>CREDITS BANCAIRES</u>								
<u>BANQUES LOCALES</u>								
AMEN BANK (1/2013)	2 000 000	Annuellement (2014-2018)	400 000	-	400 000	-	-	-
AMEN BANK (4/2013)	1 000 000	Annuellement (2014-2018)	200 000	-	200 000	-	-	-
BT (2/2013)	5 000 000	Annuellement (2014-2018)	1 000 000	-	1 000 000	-	-	-
ATB (1/2013)	5 000 000	Annuellement (2013-2018)	500 000	-	500 000	-	-	-
AMEN BANK (5/2013)	10 000 000	Annuellement (2014-2018)	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-
BIAT (4/2013)	6 000 000	Annuellement (2014-2018)	1 200 000	-	1 200 000	-	-	-
BIAT (1/2014)	3 000 000	Annuellement (2014-2018)	600 000	-	600 000	-	-	-
BTK (2014)	3 000 000	Annuellement (2015-2019)	1 200 000	-	600 000	600 000	-	600 000
ATB (2014)	4 000 000	Annuellement (2015-2019)	1 600 000	-	800 000	800 000	-	800 000
BIAT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BIAT (3/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BT (2/2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 000 000	-	1 000 000	1 000 000	-	1 000 000
BTE (2014)	5 000 000	Annuellement (2015-2019)	2 231 808	-	1 065 400	1 166 408	-	1 166 408
BH (2015)	3 000 000	Annuellement (2016-2020)	1 918 341	-	597 345	1 320 996	682 494	638 502
AMEN BANK (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (1/2015)	10 000 000	Annuellement (2016-2020)	6 000 000	-	2 000 000	4 000 000	2 000 000	2 000 000
BT (2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (2/2015)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (3/2015)	7 500 000	Annuellement (2016-2020)	4 500 000	-	1 500 000	3 000 000	1 500 000	1 500 000
ATB (2015)	2 500 000	Annuellement (2016-2020)	1 500 000	-	500 000	1 000 000	500 000	500 000
ATIJARI BANK (1/2015)	6 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 600 000	-	1 200 000	2 400 000	1 200 000	1 200 000
ATIJARI BANK (2/2015)	4 000 000	Annuellement (2016-2020)	2 400 000	-	800 000	1 600 000	800 000	800 000
AMEN BANK (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2016-2020)	3 000 000	-	1 000 000	2 000 000	1 000 000	1 000 000
BIAT (1/2016)	10 000 000	Annuellement (2017-2021)	8 000 000	-	2 000 000	6 000 000	4 000 000	2 000 000
BH (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
BT (1/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
ATB (1/2016)	3 500 000	Semestriellement (2017-2021)	2 800 000	-	700 000	2 100 000	1 400 000	700 000
BIAT (2/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
AMEN BANK (1/2016)	3 000 000	Annuellement (2017-2021)	2 400 000	-	600 000	1 800 000	1 200 000	600 000
AMEN BANK (2/2016)	2 000 000	Annuellement (2017-2021)	1 600 000	-	400 000	1 200 000	800 000	400 000

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
AMEN BANK (3/2016)	2 500 000	Annuellement (2017-2021)	2 000 000	-	500 000	1 500 000	1 000 000	500 000
BIAT (3/2016)	5 000 000	Annuellement (2017-2021)	4 000 000	-	1 000 000	3 000 000	2 000 000	1 000 000
BIAT (4/2016)	10 000 000	Annuellement (2017-2021)	8 000 000	-	2 000 000	6 000 000	4 000 000	2 000 000
AMEN BANK (1/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
ATTIJARI BANK (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2017-2022)	4 500 000	-	1 000 000	3 500 000	2 500 000	1 000 000
BT (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
AMEN BANK (2/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (1/2017)	10 000 000	Annuellement (2018-2022)	10 000 000	-	2 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
AMEN BANK (3/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (2/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BH (1/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BIAT (3/2017)	10 000 000	Annuellement (2018-2022)	10 000 000	-	2 000 000	8 000 000	6 000 000	2 000 000
AMEN BANK (4/2017)	3 000 000	Semestriellement (2018-2019)	3 000 000	-	1 500 000	1 500 000	0	1 500 000
BT (2/2017)	3 000 000	Annuellement (2018-2022)	3 000 000	-	600 000	2 400 000	1 800 000	600 000
AMEN BANK (5/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
AMEN BANK (6/2017)	2 500 000	Annuellement (2018-2022)	2 500 000	-	500 000	2 000 000	1 500 000	500 000
BIAT (4/2017)	5 000 000	Annuellement (2018-2022)	5 000 000	-	1 000 000	4 000 000	3 000 000	1 000 000
BT (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
ATB (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BTE (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 156 171	843 829
BH (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
BT (1/2018)	3 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	3 000 000	-	3 000 000	2 400 000	600 000
BIAT (1/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2021)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
ATTIJARI BANK (1/2018)	5 000 000	Semestriellement (2018-2023)	-	5 000 000	500 000	4 500 000	3 500 000	1 000 000
Amen Bank (1/2018)	2 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 000 000	-	2 000 000	1 600 000	400 000
Amen Bank (2/2018)	2 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 000 000	-	2 000 000	1 600 000	400 000
Amen Bank (3/2018)	1 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	1 000 000	-	1 000 000	800 000	200 000
STB (1/2018)	2 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 500 000	-	2 500 000	2 000 000	500 000
Amen Bank 4/2018)	1 000 000	Annuellement (2019-2020)	-	1 000 000	-	1 000 000	500 000	500 000
STB (2/2018)	2 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	2 500 000	-	2 500 000	2 000 000	500 000
BT (1/2018)	5 000 000	Annuellement (2019-2023)	-	5 000 000	-	5 000 000	4 000 000	1 000 000
Amen Bank (5/2018)	1 500 000	Annuellement (2019-2023)	-	1 500 000	-	1 500 000	750 000	750 000
BIAT (1/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2020)	-	10 000 000	-	10 000 000	5 000 000	5 000 000
BIAT	5 000 000	Crédits relais	-	39 000 000	34 000 000	5 000 000	-	5 000 000
BIAT (2/2018)	10 000 000	Annuellement (2019-2021)	-	10 000 000	-	10 000 000	6 666 667	3 333 333
<u>Sous-total</u>			157 650 149	114 500 000	81 262 745	190 887 405	123 522 000	67 365 405

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>BANQUES ETRANGERES</u>								
B.E.I 2012 EUR	5 182 500	Semestriellement (2012-2019)	2 192 278	-	1 410 075	782 203	-	782 203
BIRD	10 000 000	Semestriellement (2015-2027)	6 866 306	-	1 789 623	5 076 683	2 981 444	2 095 239
BIRD	13 800 000	Semestriellement (2021-2029)	9 800 000	4 000 000	-	13 800 000	13 800 000	-
BAD	5 000 000	Semestriellement (2016-2022)	3 571 428	-	714 286	2 857 142	2 142 857	714 285
BERD EUR	15 000 000	Semestriellement (2016-2020)	20 117 857	-	9 317 143	10 800 714	1 484 571	9 316 143
BERD	25 000 000	Semestriellement (2019-2022)	14 500 000	10 500 000	-	25 000 000	21 571 429	3 428 571
SANAD EUR	10 000 000	Semestriellement (2019-2023)	14 855 000	15 425 500	-	30 280 500	23 551 500	6 729 000
GGF EUR	3 000 000	Semestriellement (2019-2023)	-	9 305 000	-	9 305 000	7 975 716	1 329 284
<u>Sous-total</u>			71 902 869	39 230 500	13 231 127	97 902 243	73 507 518	24 394 725
<u>Total des crédits bancaires</u>			229 553 018	153 730 500	94 493 871	288 789 647	197 029 517	91 760 130
<u>EMPRUNTS OBLIGATAIRES</u>								
CIL 2008 subordonné	10 000 000	Annuellement (2015-2019)	4 000 000	-	2 000 000	2 000 000	-	2 000 000
CIL 2012/2	20 000 000	Annuellement (2013-2018)	4 000 000	-	4 000 000	-	-	-
CIL 2013/1	13 000 000	Annuellement (2016-2020)	7 800 000	-	2 600 000	5 200 000	2 600 000	2 600 000
CIL 2013/1	8 500 000	Annuellement (2014-2018)	1 684 500	-	1 684 500	-	-	-
CIL 2014/1	20 000 000	Annuellement (2015-2019)	8 000 000	-	4 000 000	4 000 000	-	4 000 000
CIL 2014/2	20 000 000	Annuellement (2015-2019)	12 000 000	-	4 000 000	8 000 000	4 000 000	4 000 000
CIL 2015/1	25 000 000	Annuellement (2016-2020)	15 000 000	-	5 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000
CIL 2015/2	25 000 000	Annuellement (2016-2020)	15 000 000	-	5 000 000	10 000 000	5 000 000	5 000 000
CIL 2016/1	30 000 000	Annuellement (2017-2021)	24 000 000	-	6 000 000	18 000 000	12 000 000	6 000 000
CIL 2016/2	26 000 000	Annuellement (2018-2022)	25 695 800	-	5 139 160	20 556 640	15 417 480	5 139 160
CIL 2017/1	21 227 000	Annuellement (2018-2022)	21 227 000	-	4 245 400	16 981 600	12 736 200	4 245 400
CIL 2017/2	16 200 000	Annuellement (2019-2023)	-	16 200 000	-	16 200 000	12 960 000	3 240 000
CIL 2018/1	15 000 000	Annuellement (2020-2024)	-	11 869 000	-	11 869 000	11 869 000	-
<u>Total des emprunts obligataires</u>			138 407 300	28 069 000	43 669 060	122 807 240	81 582 680	41 224 560

TABLEAU DES EMPRUNTS ET RESSOURCES SPECIALES
ARRETE AU 31 DECEMBRE 2018
(exprimé en dinars)

DESIGNATION	Montant du crédit	Modalités de remboursement	Soldes en début de période	Utilisations	Remboursements de la période	Fin de période		
						Soldes	échéances à plus d'un an	échéances à moins d'un an
<u>CERTIFICATS DE DEPOT & CERTIFICATS DE LEASING</u>								
<u>CERTIFICATS DE DEPOT</u>								
Certificats de dépôt			12 000 000	76 000 000	79 500 000	8 500 000	-	8 500 000
<u>Sous-total</u>			12 000 000	76 000 000	79 500 000	8 500 000	-	8 500 000
<u>CERTIFICATS DE LEASING</u>								
Certificats EL BARAKA BANK			25 000 000	59 500 000	70 500 000	14 000 000	-	14 000 000
Certificats ZITOUNA BANK			11 000 000	38 000 000	45 000 000	4 000 000	-	4 000 000
<u>Sous-total</u>			36 000 000	97 500 000	115 500 000	18 000 000	-	18 000 000
<u>Total des CERTIFICATS DE DEPOT & DES CERTIFICATS DE LEASING</u>			48 000 000	173 500 000	195 000 000	26 500 000	-	26 500 000
<u>TOTAL GENERAL</u>			415 960 318	355 299 500	333 162 931	438 096 888	278 612 198	159 484 690

NOTE 12 : INTERETS MINORITAIRES

Les intérêts minoritaires se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la Compagnie Générale d'investissement		
- Dans le capital	460	460
- Dans les résultats reportés	(62)	(30)
- Dans le résultat de l'exercice (A)	26	(32)
Les intérêts minoritaires dans les capitaux propres de la société CIL SICAR		
- Dans le capital	480	480
- Dans les résultats reportés	4	8
- Dans le résultat de l'exercice (A)	13	26
<u>Total des intérêts minoritaires</u>	<u>921</u>	<u>913</u>
Part du résultat revenant aux intérêts minoritaires (A)	<u>39</u>	<u>(5)</u>

NOTE 13 : CAPITAUX PROPRES

Les capitaux propres se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Capital social (A)	25 000 000	25 000 000
- Réserve légale (B)	2 500 000	2 500 000
- Réserves pour réinvestissements	30 366 933	26 648 230
- Réserves pour fonds social (C)	2 627 671	2 282 836
- Dividendes reçus des filiales	415 975	199 988
- Complément d'apport	6 967	6 967
- Actions propres (D)	(3 247 071)	(2 951 339)
- Résultats reportés	13 024 484	9 917 051
<u>Total des capitaux propres avant résultat de l'exercice</u>	<u>70 694 958</u>	<u>63 603 733</u>
- Résultat net des sociétés intégrés	11 982 044	11 855 156
- Part revenant aux intérêts minoritaires	(39)	5
<u>- Résultat consolidé de l'exercice (1)</u>	<u>11 982 005</u>	<u>11 855 161</u>
<u>Total des capitaux propres avant affectation</u> (F)	<u>82 676 963</u>	<u>75 458 894</u>
Nombre d'actions (2)	4 791 989	4 803 371
Résultat par action (1) / (2) (E)	2,500	2,468

(A) Le capital social s'élève, au 31 décembre 2018, à D : 25.000.000 composé de 5.000.000 actions d'une valeur nominale de D : 5 libérée en totalité.

(B) La réserve légale a été constituée conformément aux dispositions de l'article 287 du code des sociétés commerciales. La société doit affecter au moins 5% de son bénéfice distribuable à la réserve légale jusqu'à ce qu'elle soit égale à 10% du capital social ; cette réserve ne peut pas faire l'objet de distribution.

(C) Le fonds social est constitué par une affectation des résultats de l'exercice et est considéré par la société comme une réserve à caractère non distribuable. Ce montant est utilisé pour accorder des prêts au personnel.

(D) L'assemblée générale ordinaire, réunie le 16 mai 2017, a autorisé le conseil d'administration de la société à acheter et revendre ses propres actions en vue de réguler le cours boursier et ce, conformément aux dispositions de l'article 19 de la loi n°94-117 portant réorganisation du marché financier.

L'assemblée a fixé la durée d'intervention à 3 ans, se terminant avec l'Assemblée générale appelée à statuer sur l'exercice 2019. Elle a limité le nombre maximum d'actions à détenir à 10% du total des actions composant le capital.

Les mouvements enregistrés sur cette rubrique se détaillent comme suit :

	Nombre	Coût
Solde au 31 décembre 2017	196 233	2 951 339
Achats de l'exercice	18 236	295 732
Solde au 31 décembre 2018	214 469	3 247 071

Le nombre des actions détenues par la CIL représente, au 31 décembre 2018, 4,48% des actions en circulation.

Le rachat de la CIL de ses propres actions a eu pour effet la régularisation de son cours boursier.

(E) Le résultat par action est calculé en divisant le résultat net de la période attribuable aux actionnaires ordinaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

Le résultat par action ainsi déterminé correspond à la fois au résultat de base par action et au résultat dilué par action, tels que définis par les normes comptables.

(F) Voir tableau de mouvements ci-joint :

TABLEAU DE MOUVEMENTS DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES
AU 31 DECEMBRE 2018
(Montants exprimés en dinars)

	Capital social	Réserve légale	Réserve pour réinvestissement	Réserves pour fonds social	Dividendes reçus des filiales	Résultats reportés	Complément d'apport	Actions propres	Résultat de l'exercice	Total
Solde au 31 Décembre 2016	25 000 000	2 500 000	25 167 770	2 050 208	184 987	7 029 875	4 320	(3 000 537)	8 865 838	67 802 461
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 mai 2017			5 150 000	400 000	(184 987)	3 500 825			(8 865 838)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 17 mai 2017			(3 669 540)			3 669 540				-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2016						(4 250 000)				(4 250 000)
Rachat d'actions propres								(840)		(840)
Dividendes reçus des filiales intégrés					199 988	(199 988)				-
Cessions d'actions propres							2 647	50 038		52 685
Encaissement dividendes sur actions propres						166 798				166 798
Prélèvements sur fonds social				(167 371)						(167 371)
Résultat net de l'exercice 2017									11 855 161	11 855 161
Solde au 31 Décembre 2017	25 000 000	2 500 000	26 648 230	2 282 836	199 988	9 917 051	6 967	(2 951 339)	11 855 161	75 458 894
Affectations approuvées par l'A.G.O du 26 Avril 2018			6 370 000	500 000	(199 988)	5 185 149			(11 855 161)	-
Affectations approuvées par l'A.G.O du 26 Avril 2018			(2 651 297)			2 651 297				-
Dividendes versés sur le bénéfice de 2017						(4 500 000)				(4 500 000)
Rachat d'actions propres								(295 733)		(295 733)
Dividendes reçus des filiales intégrés					415 975	(415 975)				-
Encaissement dividendes sur actions propres						186 961				186 961
Prélèvements sur fonds social				(155 165)						(155 165)
Résultat net de l'exercice 2018									11 982 005	11 982 005
Solde au 31 décembre 2018	25 000 000	2 500 000	30 366 933	2 627 671	415 975	13 024 484	6 967	(3 247 071)	11 982 005	82 676 963

NOTE 14 : INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES DE LEASING

Les intérêts et produits assimilés de leasing se présentent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Intérêts de leasing	56 798 442	48 081 581
- Intérêts de retard	2 337 205	1 920 969
- Produits nets sur cession des biens en leasing	86	272 811
- Autres	2 811 685	2 338 580
Total	61 947 418	52 613 941
- Transferts en produits de la période		
Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	675 139	534 781
Intérêts de retard antérieurs	412 804	238 944
- Produits réputés réservés en fin de période		
Intérêts inclus dans les loyers	(887 399)	(753 554)
Intérêts de retard	(423 125)	(584 193)
Variation des produits réservés	(222 581)	(564 022)
Total des intérêts et des produits de leasing	61 724 837	52 049 919

NOTE 15 : INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES

Les charges financières se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Intérêts des emprunts obligataires	9 790 422	10 788 306
- Intérêts des crédits des banques locales	15 170 291	9 950 233
- Intérêts des crédits des banques étrangères	6 676 613	3 338 695
- Intérêts des autres opérations de financement	3 878 155	3 253 412
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	366 612	199 201
Total des charges financières des emprunts	35 882 093	27 529 847
- Intérêts des comptes courants et des dépôts créditeurs	(187 262)	(135 919)
- Autres charges financières	130 765	104 967
- Pénalités	15	159
Total des autres charges financières	(56 483)	(30 794)
Total général	35 825 610	27 499 053

NOTE 16 : PRODUITS DES PLACEMENTS

Les produits des placements se détaillent comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dividendes	36 728	52 070
- Plus values sur cession des titres immobilisés	593 844	569 319
- Moins values sur cession des titres immobilisés	(35 708)	-
- Plus ou (moins) values sur cession de titres de placement	(13 670)	(61 472)
- Plus ou (moins) values sur fonds gérés	464 397	293 631
- Intérêts des comptes CEA	159 563	128 999
- Autres	64 114	133 407
<u>Total</u>	<u>1 269 268</u>	<u>1 115 954</u>

NOTE 17 : CHARGES DE PERSONNEL

L'analyse de ce poste se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Salaires et complément de salaires	4 349 787	4 329 611
- Charges connexes aux salaires	124 096	258 961
- Cotisations de sécurité sociales	774 924	725 771
- Autres charges sociales	230 586	201 390
<u>Total</u>	<u>5 479 393</u>	<u>5 515 734</u>

NOTE 18 : AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

Le détail des autres charges d'exploitation se présente comme suit :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Achat de matières et fournitures	248 410	249 580
<u>Total des achats</u>	<u>248 410</u>	<u>249 580</u>
- Sous-traitance générale	159 862	145 132
- Locations	152 505	147 941
- Entretien et réparations	307 347	243 759
- Primes d'assurances	63 441	54 165
<u>Total des services extérieurs</u>	<u>683 155</u>	<u>590 996</u>
- Personnel extérieur à l'entreprise	30 000	30 000
- Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	517 500	476 560
- Frais de gestion de GO SICAV	5 307	7 586
- Publicités, publications et relations publiques	223 473	194 055
- Déplacements, missions et réceptions	56 824	71 317
- Frais postaux et de télécommunications	165 275	190 395
- Services bancaires et assimilés	192 895	176 414
- Autres services extérieurs	378	272
<u>Total des autres services extérieurs</u>	<u>1 191 653</u>	<u>1 146 600</u>
- Jetons de présence	104 000	56 000
- Rémunération du PCA	360 000	-
- Rémunération comité d'audit	15 000	15 000
- Rémunération comité des risques	15 000	15 000
<u>Total des charges diverses</u>	<u>494 000</u>	<u>86 000</u>
- Impôts et taxes sur rémunérations	125 340	127 494
- T.C.L	143 935	123 151
- Droits d'enregistrements et de timbres	8 901	12 298
- Autres impôts et taxes	17 207	10 636
<u>Total des impôts et taxes</u>	<u>295 383</u>	<u>273 578</u>
<u>Total général</u>	<u>2 912 600</u>	<u>2 346 755</u>

NOTE 19 : DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS ET RESULTATS DES CREANCES RADIEES

Les dotations nettes de la période aux comptes de provisions se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour risques sur la clientèle	5 371 696	5 147 267
- Dotations aux provisions collectives	1 499 000	673 000
- Reprises de provisions suite aux recouvrements de créances	(3 674 411)	(2 808 757)
- Créances radiées	2 104	1 947 005
- Reprises de provisions suite à la radiation de créances	-	(1 718 325)
- Annulation de produits réservés sur créances radiées		
- Intérêts inclus dans les loyers antérieurs	-	(57 945)
- Intérêts de retard antérieurs	-	(166 631)
- Encaissement sur créances radiées	(18 878)	(6 500)
<u>Total</u>	<u>3 179 512</u>	<u>3 009 114</u>

NOTE 20 : DOTATIONS NETTES AUX AUTRES PROVISIONS

Les dotations (reprises) nettes aux comptes des autres provisions se détaillent ainsi :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dotations aux provisions pour dépréciation des autres actifs	64 687	15 672
- Dotations aux provisions pour dépréciation des titres de participation	284 929	53 966
- Dotations aux provisions pour divers risques	100 000	-
- Reprise sur provisions pour dépréciation des titres de participation	(60 710)	(66 572)
- Apurement de comptes d'actifs	216 434	-
- Reprise sur provisions pour dépréciation des autres actifs	(223 058)	(16 000)
- Reprise sur provisions pour divers risques	-	(23 303)
<u>Total</u>	<u>382 282</u>	<u>(36 238)</u>

NOTE 21 : AUTRES GAINS ORDINAIRES

Le détail des autres gains ordinaires est le suivant :

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Produits nets sur cessions d'immobilisations propres	82 527	128 065
- Apurement de comptes	54 811	117 286
- Autres gains sur éléments exceptionnels	13 915	1 930
<u>Total</u>	<u>151 254</u>	<u>247 281</u>

NOTE 22 : AUTRES PERTES ORDINAIRES

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Charges nettes sur cessions d'immobilisations	5 979	56
- Pertes sur éléments non récurrents ou exceptionnels	1 115	819
<u>Total</u>	<u>7 093</u>	<u>875</u>

NOTE 23 : ENCAISSEMENTS REÇUS DES CLIENTS

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Clients et comptes rattachés en début de période	29 571 042	27 886 335
- Clients et comptes rattachés en fin de période	(38 123 500)	(29 571 042)
- Clients avances et acomptes reçus en début de période	(3 535 073)	(3 268 969)
- Clients avances et acomptes reçus en fin de période	3 745 235	3 535 073
- Dépôts et cautionnements reçus début de période	(5 075)	(30 075)
- Dépôts et cautionnements reçus fin de période	5 075	5 075
- Produits constatés d'avance en début de période	(2 319 108)	(1 887 544)
- Produits constatés d'avance en fin de période	2 444 743	2 319 108
- TVA collectée	50 950 663	44 515 538
- TVA collectée sur avances et acomptes	(1 812 255)	(2 765 644)
- Remboursement principal	223 297 123	206 647 323
- Intérêts et produits assimilés de leasing	61 947 418	52 613 941
- Autres produits d'exploitation	147 035	253 346
- Créances virées en pertes	(2 104)	(1 947 005)
- Encaissements sur créances radiées	18 878	6 500
- Encours financiers virés en pertes	-	987 978
- Plus/Moins values sur relocation	(445 495)	(55 452)
- Plus/Moins values sur transfert	(2 055 133)	(5 520 909)
- Créances sur cessions d'immobilisations début période	171 465	237 786
- Créances sur cessions d'immobilisations fin période	(132 422)	(171 465)
- Cessions d'immobilisations à la VR	1 978	26 980
- Cessions anticipées d'immobilisations	22 709 982	13 774 190
<u>Encaissements reçus des clients</u>	<u>346 580 473</u>	<u>307 591 067</u>

NOTE 24 : INVESTISSEMENTS DANS LES CONTRATS DE LEASING

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Fournisseurs d'immobilisations en début de période	42 945 910	30 369 745
- Fournisseurs d'immobilisations en fin de période	(35 702 447)	(42 945 910)
- Fournisseurs, avances et acomptes en début de période	(92 173)	(213 313)
- Fournisseurs, avances et acomptes en fin de période	1 002	92 173
- Décaissements pour financement de contrats de leasing	247 325 698	296 444 745
- TVA sur investissements	40 070 957	43 319 059
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en début de période	86 110	36 750
- Etat, retenues sur plus-value immobilière en fin de période	(18 033)	(86 110)
<u>Investissements dans les contrats de leasing</u>	<u>294 617 025</u>	<u>327 017 138</u>

NOTE 25 : INTERETS PAYES

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Frais d'émission d'emprunts	103 016	513 982
- Intérêts comptabilisés d'avance en début de période	(375 588)	(375 348)
- Intérêts comptabilisés d'avance en fin de période	474 533	375 588
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en début de période	2 534	732
- Etat, retenues sur revenus des capitaux en fin de période	(37 329)	(2 534)
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en début de période	6 097 804	5 073 840
- Intérêts courus sur emprunts obligataires en fin de période	(5 405 044)	(6 097 804)
- Intérêts courus sur emprunts bancaires début de période	3 103 282	2 178 029
- Intérêts courus sur emprunts bancaires fin de période	(5 041 257)	(3 103 282)
- Intérêts et comm. courus sur emprunts étrangers en début de période	777 356	843 334
- Intérêts et comm. courus sur emprunts étrangers en fin de période	(2 214 226)	(777 356)
- Intérêts courus sur certificat de leasing en début de période	586 682	449 736
- Intérêts courus sur certificat de leasing en fin de période	(656 148)	(586 682)
- Intérêts et charges assimilées	35 825 610	27 499 053
- Dotations aux résorptions des frais d'émission et de remboursement des emprunts	(366 612)	(199 201)
<u>Intérêts payés</u>	<u>32 874 613</u>	<u>25 792 087</u>

NOTE 26 : DECAISSEMENTS PROVENANT DE L'ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Investissements en Immobilisations corporelles et incorporelles	1 509 990	1 928 348
<u>Décassements provenant de l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>	<u>1 509 990</u>	<u>1 928 348</u>

NOTE 27 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Moins-values sur cessions d'immobilisations	(5 979)	(56)
- Cessions d'immobilisations corporelles	10 491	2 375
- Immobilisations mises en rebut	1 823	56
- Produits nets sur cessions d'immobilisations, autres que destinées à la location	82 927	128 065
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations corporelles et incorporelles</u>	<u>89 261</u>	<u>130 440</u>

NOTE 28 : ENCAISSEMENTS PROVENANT DE LA CESSION D'IMMOBILISATIONS FINANCIERES

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Titres immobilisés cédés au cours de l'exercice	4 044 890	3 644 057
- Produits nets sur cessions de titres immobilisés	926 146	887 806
- Créances sur cession titres immobilisés en début de période	-	-
- Créances sur cession titres immobilisés en fin de période	(675 000)	-
- Avances sur cession titres immobilisés en début de période	(77 000)	-
- Avances sur cession titres immobilisés en fin de période	214 100	77 000
- Moins value sur cessions de titres immobilisés	(35 708)	-
<u>Encaissements provenant de la cession d'immobilisations financières</u>	<u>4 397 428</u>	<u>4 608 863</u>

NOTE 29 : DIVIDENDES ET AUTRES DISTRIBUTIONS

	31 Décembre 2018	31 Décembre 2017
- Dividendes payés	4 500 000	4 250 000
- Dividendes sur actions propres	(186 961)	(166 798)
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en début de période	43 725	43 654
- Actionnaires, dividendes et JP à payer en fin de période	(43 670)	(43 725)
- Intérêts des prêts sur fonds social	155 165	167 371
<u>Dividendes et autres distributions</u>	<u>4 468 260</u>	<u>4 250 503</u>

NOTE 30 : ENGAGEMENTS HORS BILAN**A- ENGAGEMENTS DONNES :****A-1- Engagements de Financement en Faveur de la Clientèle**

Les engagements de Financement en Faveur de la Clientèle s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 9 707 978 DT et constituent des accords de financement en faveur de la clientèle, matérialisés par des contrats de leasing dûment signés et figurant parmi les Engagements hors bilan présentés au niveau du tableau de classification des créances sur la clientèle (voir note 6.3 Analyse et classification des créances sur la clientèle).

A-2- Engagements sur intérêts et commissions sur emprunts

Les engagements sur intérêts et commissions sur emprunts s'élèvent à 75 093 917 DT et constituent le total des intérêts et commissions qui vont être supportés par la CIL sur les échéances futures des emprunts en cours au 31 Décembre 2018.

A-3- Engagements sur titres

Les engagements sur titres s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 1 000 000 DT et constituent des versements restant à effectuer sur titres immobilisés (voir note 7 Portefeuille d'investissement).

B- ENGAGEMENTS RECUS**B-1- Cautions Reçues**

Les cautions reçues s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 248 556 367 DT et constituent des cautions reçues des clients, en garantie des financements accordés.

B-2- Intérêts à Echoir sur Contrats Actifs

Les intérêts à échoir sur contrats actifs s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 90 721 604 DT et constituent les intérêts inclus dans les loyers futurs (voir note 6.1.1 Analyse par maturité).

B-3- Valeurs des biens, objet de leasing

Les valeurs des biens objet de leasing s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 393 779 730 DT et constituent le cas échéant, des garanties pour le calcul des provisions sur créances. Elles sont calculées sur la base des prix d'acquisition et compte tenu d'une décote annuelle qui varie selon la nature du matériel financé (voir note 3-3-2 Provisions sur créances issues d'opérations de leasing).

C- ENGAGEMENTS RECIPROQUES

C-1 Emprunts obtenus non encore encaissés

Les financements obtenus et non encore encaissés s'élèvent au 31 Décembre 2018 à 2 500 000 DT et correspondent au crédit obtenu auprès d'Amen Bank.

NOTE 31 : ÉVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Les présents états financiers consolidés ont été autorisés pour publication par le Conseil d'Administration du 26 mars 2019. Par conséquent, ils ne reflètent pas les événements survenus postérieurement à cette date.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2018

Messieurs les actionnaires de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL »

I- Rapport sur l'audit des états financiers consolidés

Opinion

En exécution de la mission de commissariat aux comptes qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » qui comprennent le bilan au 31 Décembre 2018, l'état des engagements hors bilan, l'état de résultat, l'état de flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

Ces états financiers consolidés font apparaître un total du bilan de 581.875.859 DT, un bénéfice net de 11.982.005 DT et une trésorerie positive à la fin de la période de 16.372.120 DT.

A notre avis, les états financiers consolidés ci-joints présentent sincèrement, dans tous leurs aspects significatifs, la situation financière du groupe au 31 décembre 2018, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément au système comptable des entreprises.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales applicables en Tunisie. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés en Tunisie, et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes lors de l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Nous avons déterminé que la question décrite ci-après constitue une question clé d'audit qui doit être communiquée dans notre rapport.

Dépréciation des créances

Risque identifié

En tant qu'établissement financier, la Compagnie Internationale de Leasing « CIL » est confrontée au risque de crédit défini comme étant le risque encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire au sens de la réglementation en vigueur. Il en résulte une exposition de la société concernant le risque d'insolvabilité de ses clients qui l'oblige à distinguer ses actifs du bilan et du hors bilan en actifs « courants » et actifs « classés ». Les actifs classés doivent obéir à des règles spécifiques en matière de comptabilisation des provisions et des produits comptabilisés mais non encaissés.

Au 31 décembre 2018, les créances s'élèvent à 535.066 KDT, les provisions constituées en couverture des risques rattachés à ces créances s'élèvent à 28.720 KDT et les agios réservés ont atteint 3.492 KDT.

La société comptabilise les provisions sur créances de leasing dès lors qu'elle estime que les critères définis par la circulaire BCT n° 91-24 du 17 décembre 1991, telle que modifiée par les circulaires subséquentes, sont remplis. Ces critères sont décrits dans la note 4-2 des états financiers consolidés.

Compte tenu de l'exposition de la société au risque de crédit dont l'estimation obéit à des critères quantitatifs et qualitatifs nécessitant un niveau de jugement élevé, nous avons considéré la classification des créances, l'évaluation des provisions y afférentes et le calcul des agios réservés comme un point clé dans notre audit.

Procédures d'audit mises en œuvre en réponse à ce risque

Nous avons, à partir d'entretiens avec la direction et de l'examen des procédures de contrôle mises en place par la société, pris connaissance de la méthode d'évaluation du risque de contrepartie et la constatation des provisions nécessaires compte tenu des garanties obtenues. La méthode de classification des engagements de la société repose principalement sur l'antériorité de la créance.

Nos travaux ont consisté à :

- Rapprocher la situation des engagements aux données comptables ;
- Apprécier la pertinence de la méthodologie retenue par la société par rapport aux règles édictées par la Banque Centrale de Tunisie ;
- Apprécier la fiabilité du système de classification des créances, de couverture des risques et de réservation des produits ;
- Vérifier la prise en compte de certains critères qualitatifs issus des opérations réalisées et du comportement de la relation durant l'exercice ;
- Examiner les garanties retenues pour le calcul des provisions et apprécier leurs valeurs, eu égard aux règles édictées et aux méthodes adoptées ;

Rapport de gestion du groupe

La responsabilité du rapport de gestion du groupe incombe au conseil d'administration.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas au rapport de gestion du groupe et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ce rapport.

En application des dispositions de l'article 266 du Code des Sociétés Commerciales, notre responsabilité consiste à vérifier l'exactitude des informations données sur les comptes dans le rapport de gestion du groupe par référence aux données figurant dans les états financiers consolidés. Nos travaux consistent à lire le rapport de gestion du groupe et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celui-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si le rapport de gestion du groupe semble autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans le rapport de gestion du groupe, nous sommes tenus de signaler ce fait.

Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance pour les états financiers consolidés

Le conseil d'administration est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés, conformément au système comptable des entreprises, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire

pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est au conseil d'administration qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si les dirigeants sociaux ont l'intention de liquider une ou plusieurs sociétés du groupe ou de cesser leurs activités ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à eux.

Il incombe au conseil d'administration de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur pour l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes internationales d'audit applicables en Tunisie, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées dans les circonstances ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité des sociétés du groupe à poursuivre leur exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit ;
- Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit ;
- Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu ;

- Parmi les questions communiquées aux responsables de la gouvernance, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport d'audit, sauf si la loi ou la réglementation n'en interdit la publication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer une question dans notre rapport d'audit parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de cette question dépassent les avantages pour l'intérêt public.

Tunis, le 27 mars 2019

Les Commissaires aux Comptes

FINOR

Mustapha MEDHIOUB

Horwath ACF

Noureddine BEN ARBIA